PENDANT LA NUIT DE DIMANCHE A LUNDI

Une trentaine d'attentats par explosif en Corse

LIRE PAGE 20



Algária, 3 DA; Maroc. 3.50 dr.; Tunisis, 300 m.; Allenagna, 1,60 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique. 26 fr.;
Canada, 1,10 S; Côte d'hoire, 340 F CFA; Dasameri.
8,50 Kr.; Espagna, 100 pes.; E.-U., 95 c.; G.-S.,
50 p.; Grèca, 65 dr.; Irlande, 80 p.; Italia, 1 200 l.;
Liben, 350 P.; Libye, 0,350 DI; Luxambourg, 27 f.;
Horvège, 8,00 kr.; Pays-Bes. 1,75 ft.; Portugal,
60 esc.; Sénégal, 226 F CFA; Saide, 7,76 kr.;
Saissa, 1,40 l.; Yospolavie, 85 d.
Tarif des abjornements page 2
5. BHF DES: Trail FENS

Tarif des abonnements page

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

TGET MONDPAR 650872 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

TEL. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Une relance de l'O.U.A. ?

Après deux convocations infructueuses en août et en novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine semble avoir de bonnes chances de se réunir à Addis-Abeba du 6 au 11 juin. Le président en exercice de l'organisation panafricaine, M. Arap Moi, en a, en tout cas, donné l'assurance, dimanche 22 mai, en précisant que « les partisans d'un report et ceux qui posaient des conditions sont devenus minoritaires ». Le président du Kenya a critiqué la Lybie en expriment sa surprise qu'« un Etat membre, qui a déjà échouê deux fois, exìge à nouveau que le sommet se tienne sur son soi et pose des conditions préalables à

M. Moi ne paraît pas, cette fois, s'engager à la légère puis-que sa déclaration tient compte de garanties, dont on ignore encore la nature exacte, fournies par le colonel Menguistu, lui exprimant sa ferme volonté d'assurer le succès de ce sommet dont l'Ethiopie sera l'hôte.

La réunion de novembre avait achoppé sur la question de la représentation tchadieune, le colonel Kadhafi ayant contesté - et contestant toujours - la légitimité du gouvernement de M. Hissène Habré. Même si, dans le nord du Tchad, redevenu un théâtre préoccupant d'opérations, les forces de l'ancien président Goukouni Oneddel, appuyées par la Lybie, se rap-pellent au bon souvenir de l'Afrique, la légitimité des autorités de N'Diamena ne semble plus discutée au siège de l'O.U.A., et le colonel Menguistu a adressé une invitation spéciale à M. Hissène Habré, le pressant de faire son possible pour se rendre i Addis-Abeba

Reste le dossier sakarien, qui est à l'origine de la paralysie de PO.U.A. depuis onze mois. Sur le fond du problème sahraoui. M. Moi a simplement précisé que le « comité des Douze », qui en a la charge depuis novembre au sein de l'O.U.A., se rémira dans la capitale éthiopienne à la veille de l'ouverture du sommet. A première vue, le différend demeurant apparemment entier entre adversaires et partisans de la R.A.S.D. (République arabe sabraonie démocratique), il s'agit presque pour l'O.U.A. d'un - retour à la case départ ».

Mais, dans on camp comme dans l'antre, surtout depuis la rencontre, le 26 fevrier, entre le roi Hassau II et le président Chadli, certains Etats estiment maintenant que la survie de l'organisation panafricaine est la priorité des priorités. Un biocage de dernière heure semble toujours possible, mais le comité des Douze » pourrait être justement chargé, le 5 juin, d'avancer une formule assez ambiguë pour que le quorum des deux tiers nécessaire à l'ouverture du sommet soit atteint. En d'antres termes, l'O.U.A., sous prétexte de ne pas gêner les contacts amorcés entre Rabat et Alger, pourrait décider de « suspendre - le débat sur le Sahara occidental.

Si tant de sagesse ponvait pré-valoir, l'organisation panafricaine aurait une chance de fêter sans trop de tristesse le vingniversaire de sa fondation. Elle retrouverait ainsi un peu d'un prestige gravement entrané par les dissensions de ces dernières années. Mais l'expérience invite à la plus grande prudence, l'Afrique demeurant profondément dhisée sur bon nombre de sujets. Avant tout une tribune, PO.U.A. 2 encore du chemin à faire avant de redevenir un utile instrument de compromis, ce qui devrait etre sa principale vocation.

La riposte à l'attentat de Pretoria Les déclarations de M. Mitterrand

L'aviation sud-africaine lance un raid au Mozambique

A la suite de l'attentat sans précédent qui a fait vendredi, à Pretorin, dix-sept morts (neuf-Blancs et imit Noirs) ainsi que deux cent dix-sept blessés, dont quatre sont dans un état critique, l'aviate a sud-africaine a lancé, l'aviate de l'A N.C. l'aube, un raid contre les installations de l'A.N.C. (Congrès national africain) à 10 kilomètres de Maputo, la capitale du Mozambique.

L'Afrique du Sad a précisé que ses forces

Johannesburg. - Comme on pouvait s'y attendre, après l'attentat de vendredi à Pretoria, l'Afrique du Sud a mis ses menaces à exécution. Les forces aériennes ont lancé, à l'aube du 23 mai, un raid de représailles, « sur les bases de l'A.N.C., à Maputo », a annoncé lundi matin le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense. C'est la première fois que l'aviation seule est utilisée contre le mouvement anti-apartheid. Solon le général, trois postes de commandement de l'A.N.C., le quartier général logisti-que pour les opérations clandestines au Transvaal et un centre d'entrainement au maniement des explosifs, ont été détruits. La base mozambicaine de missiles qui assure la pro-tection aéricame de la capitale a été « neutralisée ». Le ministre de la défense a justifié cette dernière action en rappelant que les forces armées mozambicaines assuraient - une protection directe aux terro-

Les cibles de l'A.N.C. détruites au cours du raid = avaient été repé-rées il y a longtemps par nos forces de sécurité =, a encore dit le général Malen, ajoutant : - Ce raid de représailles ne pourra jamais com-genser le lâche attentat de vendreit à Pretoria mais demontrera eu moins au monde entier et aux ememis du pays, en particulier que l'Afrique du Sud est prête à agir où et quand elle le juge nécessaire -. Le ministre de le défense à rappelé que son gouvernement avait, dans la région, notamment à la lumière des récentes rencontres de heut niveau entre les Sud-Africains et certains de leurs voisins. Mais, ie Mozambique et l'Angola abu-sent de la situation, soutiennent les terroristes et leur permettent de nernétrer des attentats » en Afrique du Sud, à partir de leur territoire, at-il dit. Pretoria les a souvent mis en garde et « n'acceptera jamais les tentatives de déstabilisation lancées par le terrorisme contre les commu nautés sud-africaines, qu'elles solent blanche, métis ou noire -, a-

A Maputo, l'Agence mozambi-caine de presse (A.I.M.) a confirmé qu'une attaque avait bien été lancée

La grogne des colonels palestiniens

(Lire page 4 l'article d'ERIC ROULEAU.) attaquant le quartier général de l'A.N.C., ainsi que l'un de ses centres d'entraînement.

Samedi, à Nairobi, M. Tambo, président de PA.N.C., avait déciaré que l'attentat de Pretoria était « justifié » car il s'agissait « d'une attaque contre le régime militaire au cœur même du pays ». Pour sa part, le ministre sud-africain de la défeuse avait dit que cet attentat aumouçait une phase dans le « terrorisme urbain ».

sur la capitale à 5 h 20 lundi. Aucun

autre détail n'a été fourni. Cepen-dant, selon un diplomate occidental en posciated Press, trois jets sud-africains au moins ont participé à l'opération. Le haut commandement sud-africain a d'ailleurs confirmé que « tous les avions qui ont parti-cipé à l'opération sont rentrés à leur base . Le diplomate a pu apercevoir, après leur passage dans le ciel, une épaisse fumée noire montant d'un quartier de Maputo connu sous le nom de Libertad. Le diplomate a rappelé, que depuis le raid sud-africain de janvier 1981 sur des villas occupées par l'A.N.C. dans la banliene de Maputo (1) et les rencontres de haut niveau qui ont suivi

De notre correspondant

entre Pretoria et le gouvernement du président Machel, celui-ci avait apparemment donné des ordres pour que les militants anti-apartheid se replient dans l'extrême nord du

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.) 🐪 (1) Le raid de janvier 1981, à Matola, le premier du genre, avait fait une quinzaine de morts. A la différence de celui-ci, mené par la seule aviation avec les risques de bevures que cela suppose il avait été créculé par un compose de la co pose, il avait été exécuté par un com-mando terrestre d'une centaine de soldats d'élite. En décembre dernier, l'armée sud-africaine avait lancé un second raid à Maseru, capitale du Lesetho. Ouarante-deux personi Pretoria avaient été tuées.

DANS «LE MONDE DE L'ÉCONOMIE»

Les investissements français aux Etats-Unis

(Lire pages 9 et 10 les articles de BRUNO DETHOMAS et VÉRONIQUE MAURUS.) Pas de diminution des remboursements de certains actes chirurgicaux

Intervention télévisée après le sommet de Williamsburg

Au cours d'une conversation informelle avec les journalistes qui l'accompagnaient, dimanche 22 mai, dans son pèlerinage annuel à Solutré, M. Mitterrand a aunoucé qu'il interviendrait à la télévision en juin, après le sommet de Williamsburg.

Le chef de l'État a précisé que le projet de diminution du rembour sement de certains actes chirurgicaux, envisagé par M. Bérégovoy, n'était pas « près de sortir » et que les intéressés pouvaient être rassurés

De notre envoyé spécial

Solutré. - M. François Mitterrand a accompli, dimanche 22 mai, son traditionnel pèlerinage annuel à Solutré (Saône-et-Loire). Depuis 1946, M. Mitterrand, accompagné de quelques proches, fait l'ascension de la Roche de Solutré (495 mètres d'altitude), site préhistorique qui domine le vignoble de Pouilly et la vallée de la Saône. Le cérémonial de cette journée, quasi invariable, donne lieu, depuis 1981, à une conversation informelle avec les journalistes. Le président de la République n'a pas dérogé à cette habi-

M. Mitterrand a d'abord évoqué les questions internationales. Le chef de l'État estime que les positions qu'il a prises devant l'O.C.D.E. au sujet de l'organisation d'une conférence monétaire internationale, dont le but serait de définir des parités fixes entre les monnaies, ont été un peu caricaturées. Convaincu qu'il est nécessaire de résoudre le

écoles et des I.U.T. : ils ne furent pas même défendus par le patronat et par leurs anciens diplômés. Après

ces deux « sorties », la scène devint brusquement silencieuse. La

réforme de l'Université avec ses cen-taines de milliers d'étudiants ne sus-

citait ni intérêt ni prise de position ;

la société était muette, signe angois-sant de l'évanescence de cette insti-

tution (1).

Ce ne fut plus que négociations avec les syndicats d'enseignants et les différents groupes d'intérêts internes sur le corps unique des enseignants, les obligations de services des enseignants et des administratifs, le maintien ou non des

concours d'agrégation, etc.

problème des variations erratiques des changes par la mise en place d'un système plus cohérent - de la même façon que la conférence de Bretton-Woods, en juillet 1944, répondait à un besoin, - M. Mitterrand a éprouvé une certaine amertume à la lecture de commentaires selon lesquels il aurait lui-même été décu à la suite du constat de désaccord enregistré lors du sommet franco-allemand, mardi 17 mai.

Le président de la République ne fonde pas beaucoup d'espoirs quant aux résultats concrets du sommet de Williamsburg, auquel, a-t-il indiqué, il aurait fort bien pu ne pas se rendre. La France n'est pas en situation de demander une - obole - aux États-Unis, qui, estime le chef de l'État, seront ce qu'ils voudront. Ce sommet peut cependant constituer le prolongement de celui qui s'est tenu à Versailles, en juin 1982, et qui a permis de commencer à élaborer un système international en ce oui concerne, d'une part, les taux de change, d'autre part, les problèmes technologiques. M. Mitterrand a annoncé qu'il interviendrait - sûre-ment - à la télévision en juin, après la réunion de Williamsburg.

A propos des relations francoaméricaines, le président de la Ré publique a souligné qu'il croyait avoir fait la preuve qu'il est libre de ses mouvements, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Il a précisé que la lettre qu'il a adressée à M. Giscard d'Estaing pour inviter celui-ci à l'Élysée n'était pas liée parce que antérieure - à la publication dans le Monde de deux articles de l'ancien chef de l'Etat concernant le sommet de Williamsburg. M. Mitterrand estime normal de rencontrer M. Giscard d'Estaing, comme les dirigeants des partis politiques, avant une échéance de cet ordre. Cette initiative constitue notamment une marque de considération à l'égard des

A propos des relations de la France avec le Chili, M. Mitterrand ne pense pas que la rupture des rela-tions diplomatiques soit la meilleure solution pour tenter de faire évoluer le régime de ce pays. Une telle décision ne se fera pas, de toute façon, à l'initiative de la France.

> LAURENT ZECCHINI. (Lire la suite page 6.)

Du plan socialiste à la réforme Savary

'éternel retour

« Il suffit de vouloir pour que cela change. » Telle était au dép reste l'inspiration centrale du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Vouloir quoi ? Moins d'inégalités sociales dans l'acquisition des bons diplômes, moins de grades et de hiérarchies an sein des enscignants du supérieur, plus de diplômés répondant aux besoins d'un pays en mutation technologi-que, plus de dynamisme de l'Univer-sité pour la formation des jeunes et nour la recherche ?

De tels objectifs devraient faire l'objet d'un véritable consensus national. Surtout quand on ne fait pas semblant d'onblier que la réduction des inégalités culturelles et financières est lente. Et que la rénovation de l'Université française « décidée » en 1968 n'a pas en lieu. Tout au contraire, les ghettos des disciplines se sont renforcés, les huttes internes pour la défense ou le partage des privilèges se sont aggra-vées.

Alors. - Vive le projet Savary ! >? Pourquoi ?

par BERTRAND GIROD DE L'AIN(*)

Le premier projet - le « plan socialiste pour l'éducation » de 1977 mélangeait générosité, solutions à la hache et revendications corporatistes. Alors que d'autres projets et programmes de l'époque rose sont sortis épurés et transformés du choc avec les réalités et les forces sociales, celui-ci a mal vicilli. Sa dernière version n'est plus qu'un échafaudage branlant de compromis « habillé » d'utopie réformatrice.

Le ministre et ses conseillers affirment de bonne foi : « Nous avons engagé la plus longue consultation jamais réalisée pour une réforme de l'enseignement supérieur, et tout d'un coup cette levée de boucliers! - Consultation ou comédie à l'italienne? Tout se disait dans des apartés, et presque rien dans le débat public. Les grandes écoles devaient perdre une bonne part de leur indépendance : une brève et sèche rafale d'articles et d'interventions au sommet de l'Etat les fit sor-tir du dispositif. Cela fut plus laborieux et plus discret pour les instituts universitaires de technolo-gie. On peut mesurer alors et ainsi le poids » et l'utilité sociale des

(*) Directeur du Centre de recherche sur les systèmes universitaires. Université de Paris-Dauphine.

AU JOUR LE JOUR

Résultat

Assez de critiques contre la arèchaussée, assez de malveillances contre les « supergendarmes • du G.I.G.N.!

Car ils avaient parfaitement raison, nos pandores d'élite,quand, l'été dernier, ils claironnaient que les trois Irlandais débusqués à Vincennes étaient des individus dangereux. On le vérifie la gendarmerie déstabilisée, M. Hernu contenant mal sa fureur, la France choquée. Beaucoup de « vrais » terro-ristes se satisferalent d'un tel

BRUNO FRAPPAT.

De temps en temps, fusaient à l'extérieur des protestations indignées, des «grèves forcing», indéchiffrables pour l'opinion. (Lire la suite page 8.)

(1) Jean-Michel Croissandeau consacrait son éditorial du Monde de l'éducation d'avril 1983 à cet - Inquiétant silence - avec le titre « L'université n'intéresse plus personne ».

LE VIII• FESTIVAL D'ANGOULÊME

Les puissants mélanges

jours de la huitième édition de « Jazz en France » à Angoulême ont été consecrés aux Antilles et à l'Afrique.

C'est à leurs musiques, paraît-il, que l'on juge l'élan des peuples. Ne terdons pas trop à écouter ca et de la Caraïbe. It s'y dessine un mouvement sans précédent dont le seul risque est d'être récupéré et canalisé par quelque pouvoir mali-

Mais la poésie peut aussi bien s'inventer sur un rythme da reggae, et au VIII^a Festival d'Angoulême personne ne s'étonne que Linton Kwesi Johnson, poète jamaïcain, dise des textes ardents et politiques au son des battements de mains. Qui actuellement pourrait s'y risquer avec cetta joie grave? Dans l'exubérance, dans le goût

rieur de l'énergie, de la communi-cation, sans autre projet que d'agi-ter les âmes et les corps, la plupart des groupes présentés, qu'ils nnent du Cameroun, du Mali,

des Antilles, du Gabon ou d'Afrique du Sud, en sont au temps des puissants mélanges et des éclatements. Aucun souci d'« expérience », d'« avant-garde », de musique contemporaine s et autres fariboles : ils ont immédiatement le talent des gestes et des costumes lié à celui des instruments. Ils mélent spontanément les danses rituelles à l'instrumentation rock. Et personne ne réussit comme eux à associer avec insolence les percussions les plus archaïques, les plus fondamentales, aux effets électroniques des guitares et des synthétiseurs. La poésie et la musique de demain, ou d'aujourd'hui, s'inventent là dans une gaîté débridée.

> FRANCIS MARMANDE. (Lire la suite page 12.)



Catholicisme

Ce temps de Pentecôte

invite à méditer sur l'Eglise catholique.

la voit tiraillée entre

message prophétique.

sur le texte publié

du tiers-monde

selon lui,

ce texte.

rejetée

à une éthique

Pour sa part

défend la notion

lors de son voyage

politico-sociale

et des théologiens

fait de sérieuses réserves

à l'issue d'une rencontre

entre des théologiens

des pays occidentaux;

il n'est pas convenable,

de réduire la théologie

comme tente de le faire

le théologien dominicain

Marie-Dominique Chenu

d'« Eglise populaire »,

en Amérique centrale.

par le pape Jean-Paul II

son rôle institutionnel

Alain Copin

Roger Mehl

Entre l'institution et le prophétisme

l'heure des grandes mutations des diverses composantes de la société française, il est bon de s'interroger sur l'avenir de l'Église-institution agitée per des as-pirations désinatitutionnalisantes mais traversée également par quel-ques signes réals de renforcement institutionnal

Assurément, l'audience de l'Église, présente dans le monde depuis deux mille ans, a baissé réguliè-rement en raison de sa volonté de rerement en raison de sa voionte de re-toumer à des tâches essentiellement pastorales. Toutefois, son autorité morale, son pouvoir spirituel, son im-portance diplomatique, font de l'Église une institution qui joue en-core un rôle non négligeable dans la société moderne.

Elle ressent à la fois et très vive Elle ressent à la fois et très vive-ment les effets d'un athéisme réel, d'une inadeptation de se pastorale et d'une inadeptation de ses struc-tures, en même temps qu'elle per-çoit, dans les communautés de croyents, un grand renouveau et des signes d'espérance allent dans le sens d'une plus grande fidélité au message évangélique. Aussi l'Église est-elle partagée entre un grand doute su niveau de ses structures (crise du clergé, de plus en plus âgé et de moins en moins nombreux) et une grande èveur provenant de sa une grande lueur provenant de sa base (laïcs militants, monastères prospères, renouveau de la prière).

Va-t-elle dès lors rester recroque-villée sur elle-même, frileuse, préser-vant bien ses caractères spécifiques, loin du monde au risque de suffo-quer, ou bien, au contraire, s'ouvrir progressivement à travers sa pro-fonde mutation aux exigences de sa base par une opération de « desquamation institutionnelle » et ainsi per-dre de sa rugosité hautaine ?

Loin de tout manichéisme simplificateur ou réducteur, il convient de re-lever les aspirations désinstitutionnalisantes qui travaillent le corps ecclésial depuis le Concile.

Elles se manifestent dans tous les domaines et à chaque niveau des ac-

Tout d'abord, les chrétiers appel-lent à dépasser la lettre des règle-ments canoniques ; ils inventent de nouvelles formes d'expression de la foi, vivent des initiatives créatrices, aspirent à des formes d'apostolat plus adaptées et finalement provo-quent l'Église à des choix nets et à des positions plus dérangeantes. Di-verses réflexions sur l'autorité et la fonction du pape d'un Jean Delhu-meau ou d'un Bernard Bereat inter-pellent; de même, la vitalité des palient; de même, la vitalité des groupes comme les communautés de base, les charismatiques, les « roco-laris », les jaunes et les femmes à la recherche de leur place, témoignent d'un réel besoin de convivialité évangétique hors de toute structure sclénosante. De même, la multiplication du pombre des évêques permettraitdu nombre des évêques permettrait-elle à ceux-ci de « décoller » de leur

leurs prêtres et de leurs fidèles. En outre, la classification de la carte d'identité du prêtre et l'accès à des besoins de notre époque. Ce souci de démocratie, de participation, d'implication plus grande de la périphérie par rapport à son centre,

par ALAIN COPIN (*)

s'inscrit d'ailleurs perfaitement dans un mouvement plus global d'exigences similaires reseenties dans chaque foyer institutionnel. Il en ressort pour les chrétiens une volonté de sécularisation, de redistribution des différentes formes de pouvoir, un basoin d'agir salon de nouveaux mo-dèles de décentralisation institution-

Dans ce contexte de désagréga-

tion institutionnelle, on observe plus généralement un déclin relatif de la generalement un decim relatif de la pratique religieuse traditionnelle, déclin accompagné d'une perte d'influence quant à la morale privée. Longtemps majoritaire et incontesté en Europe occidentale, le catholicisme est devenu peu à peu un phénomène minoritaire. Cette marginale lité du catholique a développé une réflexion sur la foi non comme éléchisée, mais comme une expression communautaire prônant les valeurs évangéliques débarrassées pour une bonne part de leurs scories formelistes et gratuitement contraignantes. Cette attente impatiente des laics de recevoir une mission presbytérale, ce désir ardent d'une participation effective à la vie ecclésiale, ces signes discrets meis dou-loureux de départ des prêtres, sem-blent indiquer que l'Église, « forteresse inexpugnable », ecclésio-centriste, connaît une rébel lion non pes tant de la part de l' c adversaire athée » mais plutôt de la part de ses marges bouillonnantes et

« Non que le christienisme doive se diluer ou s'affaisser en gelée » (dixit J.-M. Domenach), en provo-quant le hara-kin institutionnel salva-teur, mais il semble tout de même, que la revendication autocéphale d'Église-disspora, de communautés plus autonomes, peut contribuer à régénérer le tissu ecclésial français.

Une contre-offensive de coasolidation

Avec l'avenement de Jean-Paul II, on peut se demander si les inflexions désinstitutionnalisantes ont été prises en compte ou si, au contraire, une reprise en main vers un renforce-ment des stuctures s'est amorcée. Il est vrai que certaines mesures novaest vrai que cerrames mesures nova-trices et secondaires ont été inté-grées car inoffensives pour le fonc-tionnement intra-ecclésial; néanmoins, nombre d'initiatives, ro-maines notamment, sur la défense des valeurs relatives à la famille lais-sent supposer une forte charge de restauration institutionnelle. Quels sont ces simes de renformement de sont ces signes de renforcement de

Dans le domaine international, face au syndrome de l'Église nauté catholique autocéphale, le naute catriorique autocepinale, le Saint-Siège a vivement réagi. L'élec-tion de l'évêque par la base, au sein d'un nouveau modèle de relation in-terecclésiale, contribue, en effet, à remettre gravement en cause la légi-timité et le pouvoir de l'Église de

(*) Professeur.

Rome. De même, les nombreux voyages du pape à travers le monde, dont les thèmes respirent une cartaine fermeté doctrinale, permettent de consolider théologiquement les remperts institutionnels de l'Église, relayée en cela par un réseau diplomatique dense et diversifié de relaise. d'information et de points d'ancrage

Par ailleurs, à l'égard des gros verrous dogmatiques et doctrinaux (statut du prêtre bien redéfini... recherche théologique, famille), le pape semble procéder à des réajustements et à des révisions consolidatrices. En et è des révisions consolidatrices. En effet, une contra-offensive de consolidation institutionnelle s'est manifeatés à l'égard de théologiens trop audecieux ou frondeurs - Duquoc, Pohier, Schillebech, Kung, Curran (États-Unis) - doublés, d'une part, d'un rappal à l'ordre envers la Compagnia de Jésus et, d'autre part, d'une reconnaissance plus explicits de l'Opus Dei.

Cas inflexions confirment une tenance régressive et marquent une atdance régressive et marquent une attitude de repli par rapport aux aupériences de coresponsabilité entre les
divers partenaires de l'Église. Errfin,
la réapparition de la doctrine sociale
de l'Église comme « troisième voie »
laisse percevoir une tantative pour
décrisper, « désidéologiser » les
conflits sociaux et politiques au profit
d'une « meilleure » compréhension
de ces problèmes. A la limite, il s'agit
d'aboutir à une confiscation, par la d'aboutir à une confiscation, par la morale et la religion de la consis-tance propre de la lutte sociale.

Par le maintien de son fonctionnement hiérarchique, l'Eglise s'emploie à renforcer se force d'affirmation et d'intégration. Par le maintien de son fonctionnement hiérarchique au ni-veau de la distinction des rôles et des veau de la distriction des roles et des fonctions qu'elle sécrète, per un dis-cours rassembleur et unificateur, per ses initiatives restauratrices, elle évite à ses fidèles les « fautes de parcours » et les maintient loin des dérives et des déviations au sein d'un système très fortement intégrateur et phagocytaire.

Au regard de ces deux axes, l'un désintégration institutionnelle par atomisation progressive, l'autre de renforcement institutionnel par maintien d'un certain discours, la nouvelle étape que l'Égise entame ne laisse pas encore présager l'avènement d'une multiplicité de petites communautés missionnaires et particulières, une Église-diaspora : étaps qui serait peut-être le signe d'une victoire de son identité prophétique. : . . .

En effet, toute institution qui ris-que le blocaga ou l'étoufferpent pos-sède toujours le réflexe de desserrer sensiblement se discipline interne et de répartir davantage les responsabilités... sacondaires, sinon un mouve-ment trop sigu de repti ou d'isole-ment conduirait vite au « suicide » et culaire, est bien trop avisée pour négliger ce processus, pour le plus grand bien de l'institution mais au rieque aussi de perdre, après les ouvriers, les femmes et les joures, sa principale justification, sa raison d'être : l'individu auquel elle doit apporter message d'espérance et

La réflexion théologique en péril

par ROGER MEHL

NE réunion qui a en lieu à Genève au début de l'année Genève au début de l'année (le Monde du 8 février) à rassemblé à Genève des théologiens venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des pays occidentaux qu'on qualific aujourd'hui de premier monde. Pareille rencontre quin'est pas la première, puisqu'elle s'est déjà produite dans de nombreases assemblées et conférences du Conseil recuménique des Eglises, est d'une utilité incontestable, surtont à une époque où la chrétienté, en Afrique et en Asie surtout, s'aperçoit que le message chrétien a été formulé dans les termes de la tradition gréco-latine et qu'il n'est pas du tout évident que ces formula-

pas du tout évident que ces formula-tions soient les seules possibles. Mais la Lettre des théologiens du premier et du tiers-monde publice à l'issue de cette rencontre n'en appelle pas moins de sérieuses re-

Certes, les théologiens réunis ont une fois de plus légitimement dé-noncé le sexisme, le racisme, l'impé-rialisme (qui n'est pas, comme ils le l'oppression qui règnent dans le monde, et ils ont bien fait. Ils out eu aussi le courage de lire dans l'histoire actuelle des signes d'espérance et de libération. Ils nous appellent ous à une vie chrétieure rénouvelée. et de hoeracie. Its nous appendint tous à une vie chrétienne renouvelée, à une pratique chrétienne authenti-que qui se caractérise précisément par le fait d'être toujours du côté des pauvres et des opprimés.

Oni pourrait pe nes autroniver ces

Qui pourrait ne pas approuver ces sages exhortations, qui sont d'autant plus pathétiques qu'elles sont dites d'une même voix par des hommes et d'une même voix par des hommes et des femmes vénant du Nord et du Sud? Qui pourrait se refuser d'entendre la voix de coux qui out été sans voix pendant des siècles d'oppression et de colonisation et qui out été dépouillés non seulement de leurs terres, de leurs richesses naturelles, mais de leurs cultures jugées, souvent à tort, barbares et insignifiantes? Il est précieux aussi que le texte ne se borne pas à une dénonciation du mal, mais sache faire enciation du mal, mais sache faire en-tendre en sourdine l'espérance chré-

Le danger du syncrétisme

Mais si tout cela constitue une Mais si tout cela constitue une prédication salutaire et qu'il fant entendre, si tout cela nous appelle à une révision de not modés de vie et de nos politiques, il fant bien reconnaître que la réflexion théologique reste absente de ce document. On nous propose une éthique – et une éthique politique, – mais le lien de cette éthique avec la théologie reste caché. La seule chose qu'on dise de l'effort séculaire de la théologie ocl'effort seculaire de la theologie oc-cidentale et orientale pour penser le contenu ou l'objet de la foi, c'est que cette théologie a été una théologie « dominante » ; entendons par là qu'elle a été la théologie de peuples dominants et une expression cultu-relle de cette domination, comme si la théologie n'avait jamais été autre chose qu'une superstructure d'une

infrastructure économico-politique. Cela rappelle facheusement l'époque stalinienne où des savants russes déclaraient froidement que la théo-rie de la relativité einsteinienne était nécessairement fausse, parce que leur auteur était un intellectuel

bourgeois. La déclaration qui, théologiquement, nous apperait comme la plus suspecte est celle-ci : « Nous avons découvert des chrétiens qui sont bouddhistes avec les bouddhistes, hindous avec les hindous, religieux avec d'autres religieux sans cesser d'être chrétiens, vivant la richesse de la religion de leur peuple pour l'associer au Christ d'une autre mamère - Maigre Failusion discrète à une parole de l'apôtre Paul, on sem poindre ici toute la menace d'un christianisme syncrétiste. Déjà en 1961, lors de l'assemblée œcuménique de New-Delhi, nous avons entende des théologiens assatiques dé-clarer que l'Ancien Testament, l'histoire du peuple élu, n'avait plus de sens pour eux et que l'hindouisme remplaçait pour eux l'Ancien Testa-ment. Ce mouvement en deax dé-cennies n'a fait que s'accentuer, menaçant gravement la foi chrétienn dans ce qu'elle a de spécifique.

La clé de cette attitude se trouve dans une formule utilisée à la fin de la Lettre: « Faire de la théologie à partir du peuple, pour lai et avec lui ». Nous souscrivons blon volontiers à certains éléments de cette affirmation : oui, la théologie doit être faite pour le peuple chrétien et non pour une éline seulement; elle doit être faite avec le peuple pour que s'estompe progressivement le distinction ruineuse entre clercs et laftes, entre Eglise enseignante et Eglise enseignée. Mais la formule : « à partir du peuple », est rigoureu-sement dépourvue de sens. La théologie n'a d'antre source que la Parole de Dieu elle-même; certaines La clé de cette attitude se trouve role de Dieu elle-même; certaines confessions chrétiennes y ajoutent la Tradition, mais en soulignant qu'il y a un lien très fort entre Parole de Dieu et Tradition. C'est ici qu'apparaît l'équivoque

d'une déclaration souvent répétée : l'Eglise doit être avec les pasvres et les opprimés. C'est parfaitement exact à condition que l'on com-prenne bien qu'étre avec » signi-ne : pariager les souffrances et les fie: partager les souffrances et les espérances, mais ne signifie en aucune manière : donner systématiquement raison: ent opinions et doctrines professées par les pauvres ou
les opprimés ou, d'une manière générale, par le « peuple ». Les théologiens des diverses parties du monde
ont à travailler ensemble. Ils ont à
represser un exemble d'offirmations repenser un ensemble d'affirmations doctrinales qui ne sont plus commais été claires. Qu'on repense donc les notions de rédemption, substitu-tion, expiation, et l'on fera œuvre

Mais, de grâce ! qu'on ne réduise pas la thélogie à une éthique politico-sociale, qui certes a son sens et son urgence, mais qui ne seurait voiler le mystère de la foi.

Une Église populaire

par M.-D. CHENU (*)

sont riches de signification par l'enregistrement de phé-nomènes individuels ou collectifs, et de surcroît, se logent les passions poplus ils sont susceptibles, dans leur usage, d'ambivalences, voire d'ambiguîtés ou de dérives qui provoquent de lourdes confusions. Ainsi dans le vocabulaire des observations psychologiques, plus encore dans les ana-lyses sociologiques dans lesquelles,

Le Monde 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS

ÉCIDÉMENT, plus les mots

3 mais 6 mais 9 mais 12 mais FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 681 F 1 074 F 1 547 F 2 629 F

ETRANCER L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 361 F 634 F 887 F 1140 F

IL - SUESSE, TUNISIE 454F 779F 1105F 1430F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque
pontal (trois volets) voudront birn
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs on provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins

Joindre la dernière bande d'envoi à Veuillez avoir l'obligeauce de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

litiques. Entre tant d'exemples, le mot peuple ainsi que son épithète homogène populaire sont comme gonflés d'expériences et de valeurs disparates. Point n'est besoin d'être historien pour éprouver cette sensi-bilité verbale, lorsque nous parlons du peuple libéré de l'Ancien Régime, dans les commotions de 1848, ou, en séquence de la révolution soviétique, des démocraties popu-laires. Même sous la banalisation des mass media, ces mots conservent leur emprise imaginative.

Comme en tous les autres do-maines de sa vie institutionnelle, l'Église est soumise à cette loi du langage, au point que l'on peut mesurer son régime d'acculturation à la densité que prennent, jusque dans sa spécificité, des vocables employés dans la culture profane. Si l'on a tains la culture profane. Si 1 on a toujours parlé du peuple chrétien, cette désignation a pris, avec le Concile, une puissance expressément constitutionnelle. L'Église se définit comme un peuple (constitution - Lumière des nations -, ch. 2), piesant et accordance le constitution et le constitutio laissant en seconde position, si strictement nécessaires soient-elles, les fonctions hiérarchiques. Et non pas abolie, mais surmontée, la distinction trop longtemps durcie entre Église cléricale (enseignante) et Eglise populaire (enseignée). • Le peuple saint de Dieu participe à la fonction prophétique du Christ. L'ensemble des fidèles qui ont reçu l'onction du Saint ne peut faiblir dans la foi, et il manifeste cette qualité qui lui est propre grâce au sens surnaturel de la foi qui est celui du peuple tout entier, lorsque, des évêques au dernier des fidèles laiques, il exprime son accord universel en matière de foi et de mœurs. = (Nº 12).

Or nous venons d'assister à un accident sémantique qui semble re-

mettre en cause, ou du moins dépla-cer, l'équilibre de ce solennel enseignement de Vatican II. Au cours de son voyage en Amérique centrale, le pape Jean-Paul II a, à plusieurs reprises, blamé sévèrement, sinon condamné, l'expression « Église populaire ». Il est évident que cette épithète est employée ici comme contreposée à Église hiérarchique. Très bonne explication, mais qui nous déconcerte par le trauma-tisme étymologique qu'elle recouvre et par l'inattention au vocabulaire reçu quasi officiellement dans les Églises d'Amérique latine que visi-

tait le pape. C'est en effet en Amérique latine que l'expression Église populaire a pris un sens spécifique étranger à la langue des chrétiens européens et angue des cinctiens europeens et du magistère pontifical. S'inscrit dans cette expression la perception vive qu'éprouve doctoralement et mit en œuvre pastoralement l'assemmit en cervre passuraiement i assem-blée des évêques d'Amérique latine, à Medellin (1968) dans la coulée du Coucile, puis à Puebla (1979). Au principe de cette perception fut la sensibilité évangélique à la misère des pauvres et à la requête de la justice sociale dont la violation institutionnelle engendre cette pauvreté. L'Église est l'Église du peuple, parce qu'elle est l'Église des pau-vres. Ainsi l'Église naît du peuple conscientisé par la référence collective à l'Évangile, là même où elle est don et grâce venus d'en haut,

Cette genèse d'une Église renouvelée se produit, institutionnelle ment, non dans des paroissses, cel-lules culturelles gérées par des cleres, mais dans des communantés de base, dont l'opération typique est la prise de conscience d'un engagement dans le monde, en vue de la libération, pour la justice et pour la

(*) Dominicain.

paix. Messianisme politique, dira-t-on, avec toutes les ambiguités du mot. L'Église du Brésil est ainsi en novation, malgré de vives résistances, grâce à ses quatre-vingt mille communantés. Il est évident que dans ces communautés la spontanéité charismatique prévaut sur les fonctions instituées. C'est cette ambiguité qui prove

qua et, pour une part, légitima la réaction de Jean-Paul II. Mais cette réaction est fondée sur une méprise qui était déjà dans la lettre que le pape avait envoyée l'année dernière aux évêques du Nicaragua, et qu'avaient lucidement et respec-tueusement désavouée les chrétiens nicaraguayens : « En vérité, ce n'est pas nous qui nous appelons Église populaire, il nous suffit de l'Église tout court. Ce sont certaines personnes qui nous donnent ce nom, afin de pouvoir dire ensuite que nous ne sommes pas chrétiens. Venu en France en mars dernier, Mgr Balduino, l'évêque des Indiens comme on l'appelle, récusa hii aussi le sens péjoratif du mot, regrettan que « le pape ne soit pas sorti du cercle habituel de ses informateurs: Il n'a pas su écouter la voix du peu-

L'Église n'est pas d'abord une société nantie de pouvoirs qui la cléri-calisent, mais bien le peuple de Dieu. Et si, ouverte à tous, elle privilégie les pauvres dans ses choix pastoraux, comme elle le fait en Amérique latine, elle peut parfaitement être appelée Église populaire. Tels furent d'ailleurs à l'encontre de tous les amalgames les termes employés en avril dernier, à l'assemblée générale des évêques brésiliens (1).

(1) On trouvers la documentation que suppose cette analyse au centre d'information (Dial) que dirige à Paris (170, boulevard du Montparnasse) Bibliographie

Le regard émerveillé de Stan Rougier

au cœur du monde des jeunes, nous entrainant irrésistiblement sur les rives de l'Espérance. Dans ce nouveau livre au titre emprunté à Tagore, il Clargit son horizon à la multiplicité de ses voyages au tra-vers non seulement du monde, mais des hommes.

Sa passion pour la vie et l'inattendu n'ont d'égale que sa recherche intense de l'Essentiel et de sa source intérieure. Plus il se livre à l'amour fou da divin, plus l'humain se révèle à lui. Loin de le détourner des richesses de la vie, cette rencontre . avec le Dieu-tendresse caché au fond des êtres illumine chaque lieu et chaque instant de la création avec une intensité et une joie sans cesse renouvelées : « La tendresse de Dieu aura toujours le dernier mot. ».

Tour à tour enjoué, amusé, révolté et décu parfois de notre pâle civilisation occidentale, et de ses manques à l'amour, Stan Rougier nous guide au cœur du quotidien où chaque être devient le frère, la sœur, l'ami, où l'instant est un avant-goût de l'éternité: « Qui me fera croire que cette seconde vie sera moins belle, moins vivante que la première? Ici-bas, les plus sublimes échanges, les plus hautes harmonies de nos cœurs sont un échantillon, un avant-goût. -

De l'Inde au Mexique, du Japon à la Chine, sous tous les climats et sous tout les régimes, dans cette multitude de voix, de cultures et de couleurs, Stan Rougier déroule devant nous le kaléidoscope de sa vie. Et dans cette grande mouvance,

Dans L'avenir est à la tendresse, le regard semblable à coini de Stan Rougier nous faisait pénétrer. l'enfant se renouvelle sans cesse, prêt à s'émerveiller.

> Au-delà des luttes, des souffrances, des mits de solitude où l'homme est anéanti de méoris et d'indifférence, Stan Rougier, dans une provocation permanente à l'amour, nous livre, comme la flûte de roseau si frêle et si tenace, insaisissable comme le grand vent de l'esprit, son regard émerveillé sur la

> > ROBERT FAURE

* Stan Rougier, Comme une flute de roseau Editions du Centurion. 232 p., 60 F.

Eppur, si muove...

Ayant accepté que «l'affaire Galilée » soit réaxaminée en 1979, Jean-Paul II vient de reconneître que l'astronome de Pise « eut à souffrir de la part des institutions de l'Église», sans toutefois aller jusqu'à réhabiliter le cálèbre mathématicien:

Patience! L'Église a tout son temps. Condamné, en 1633, pour avoir soutenu que la Terre n'est pas le centre fixe de l'univers mais une planète qui tourne autour du Soleil, Galileo Galilei aura attendu trois cegt cinquante ans pour qu'on veuille admettre que les torts étaient partagés... Qui dit que l'Église ne bouge

pas?'Eppur, si muove f

ALAIN WOODROW.



la caus p.

1 20

at "The 100 m 200 m . . . Maria

War war in the Charles 5 - 1 to 0.000 - 17 , 60 / MW , a con the country

100 CH 944 48

, - 1 mad 1996

graphic filter der 🚧 Trust of Dalling マティー Company and American and the St. Tr. 🙀 raint cate of the parties of the par ration are a larger to the state

i fer de puit et base o e o 20 🚓 "然」(1947年出版學學家) 我心然地 医线多角 euro de respesso 🔞 war in 1992 in 5-45 と 1 と 2 - **100 (200**) でしょう神経療

aborn or te 🗆 🚧 💆 Marin Land (1984) files eriettes g THE THE AL M tala 🔻 un prop 📦 And Liviners Separate

State of the State of the

Mile is one to payment of

the transfer of the said said

A Total Signs of paid 715 St 42 % St 74 San 180 🛊 🐞 Note that I are the 1000 - TA . TA . TA . TA The second of the contraction 930° 41 500° Cherymon a notice 🐲

Le disc

Marie - G The state of the s The state of the s - JAN EN

Berry M. Sarry ***** 34 343 - Warrant 2157 I Same and 5 1 AT 文章中景点 firmen bie big ***

Charles Su risk Asia A SAMPLE OF -Ser Seriors AVELEN TOSAN tenting the parties and 5 's 1964 Bear # **公司中国新发展的** -To completely to

Ca garage the Donates a's des sonds à ACTION AND ARREST 明 子祖 連 清明

étranger

EUROPE

Le Monde

Chypre

Le président Kyprianou va plaider à Paris la cause de Nicosie dans un climat particulièrement favorable

Nicosie. - Conforté par la dernière résolution des Nations unies demandant le retrait des troupes étrangères de Chypre (le Monde du 16 mai), le président Kyprianou a entrepris une tournée européenne destinée à faire mieux connaître les positions de Nicosie, et à rechercher des appuis. Après avoir eu différents entretiens à Bruxelles et à Rome, il doit être reçu mardi 24 mai à Paris par M. Mitterrand. Outre les pro-blèmes proprement politiques, les questions économiques - en particulier l'association de Chypre avec la Communauté économique - figu-rem à l'ordre du jour de ces entre-

Les pays du Marché commun, nons a déclaré le président Kypria

Nicosie. - Neuf ans oue Chyore

hiberne entre guerre et paix. Neuf ans

qu'une ligne baptisée « verte »,

parca que l'Anglais qui la traça

n'avait pas d'autre crayon, déchin

une vieille ville ronde en deux demi-

lunes hostiles. Neuf ans que, de part

et d'autre de Paphos Street, on

s'épie d'un ceil blasé par le trou d'une

meurtrière. Turcs au Nord. Grecs au

Sud, sentinelles cisives d'un front

fleurs. Pardi ! La guerre fait fuir le

touriste, mais, repeint et maquillé, le

front offre d'un coup comme un

zeste inédit à la matinée libre des

« huit-jours-forfait » en fin de shop-

Un front gelé où l'on se guette,

Perché sur le toit du Sarey, le seul

hôtel côté zurc de la capitale, Unal

feit les comptes, d'un simple regard

circulaire. & D'ici on comprend

misux, explique-t-il, le ton plus amer

qu'acerbe. « ils » ont toujours tout

eu et continuent de tout prendre :

l'aide de l'ONU, celle des Arabes, les

rafie / » A perte de vue, vers le Sud, au-delà de la barrière hérissée de

drapeaux, les Grecs étalent leur

abondance : les buildings blancs, à

toison, d'une ville ordinaire... occi-

« Les miettes pour nous... »

faubourg, un brin province, de mai-

sons basses, piqueté de minerets. Un bout d'Orient qui s'arrête net aux

abords de la plaine. « C'est cela Chy-

pre, marmonne Unal, tout pour eux,

les miettes pour nous... Et ils vou-

A quoi bon objecter que l'invasion

turque a, en un tournamain, rafié près de 40 % du sol, 70 % des res-

sources, 80 % de l'infrastructure

touristique ? Le tout au profit d'une

communauté qui na rassemble que

15 % de la population de l'ile... « Ils

gonflent les chittres, réplique Unal, et

cherchent à nous étrangler en impo-

laient que ca dura ! >

\$ 45 miles are \$ 125 f &

Park Bridge

Demi-tour. Au Nord, comme un

Neuf ans et neuf printemps que

tombé aux oubliettes...

De notre correspondant

nou, peuvem contribuer à un règlement du problème de Chypre de deux façons. D'abord, en soutenant le secrétaire général de l'ONU dans les nouveaux efforts qu'il déploiera dans le courant de la deuxième quinzaine de juin. Ensuite, en exer-çant leur influence sur la Turquie pour l'inciter à renoncer à son attitude intransigeante à propos de Chypre, puisque la clé du règlement se trouve à Ankara. Les pays que je visite le peuvent. »

A Paris, M. Kyprianou espère trouver de la compréhension envers le gouvernement chypriote, d'autant plus que la France a voté en faveur

les efforts du président Kyprianou pour promouvoir un règlement à Chypre est l'appui actif qui lui est apporté par la Grèce, notamment au de la résolution des Nations unies. · L'attitude de la France à propos du problème de Chypre, estime le chef de l'Etat chypriote, est entièren des pays de la Communauté européenne. Cet appui est plus actif encore depuis la réconciliation de ment conforme à ses traditions et à son attachement aux principes de la MM. Papandréou et Kyprianou, liberté et de la justice. La France dont les rapports avaient enregistré une détérioration l'année dernière. est un grand pays, membre perma-nent du Conseil de sécurité de · Les relations entre Athènes et Nil'ONU. Nous avons toujours atcosie sont très harmonieuse, affirme tendu qu'elle exerce un rôle particule président chypriote. Il y a identité lier dans l'affaire de Chypre. J'exatotale de vue sur l'objectif et la tacminerai avec le président tique. Il existe une coordination parfaite entre les actions et les ef-Mittervand les moyens par lesquels la France pourrait contribuer de faforts du gouvernement chypriote et çon plus positive au règlement du ceux du gouvernement grec. »

DIMITRI ANDRÉOU.

La « drôle de paix »...

De notre envoyé spécial

tien de la séparation géographique

Le réalisme du Sud

pond, au Sud, un réalisme un peu dé-sabusé. Certes, nui ne manque - ri-

tuel préambule - d'assurer que,

laissés seuls, les Chypriotes turcs et

grecs - « régleraient leurs affaires en quelques semaines ». Mais qui y

croit vraiment ? Qui rêve encore d'al-

ler, comme autrefois, goûter l'ouzo

du soir sur les terresses de Kyranie ?

La peix s'est faite dos à dos. Restait

pour les Grecs comme un défi à s'v

Et ils n'ont pas tardé. Aux Cassan-

dre qui les voyaient déjà à demi « pa-

lestinisés », ils ont répondu, en

moins d'une décennie, par un sursaut

d'orgueil blessé. Ce que l'on chante,

des nuits entières à Nicosie, dans des

tavemes bondées et enfumées, c'est

moins la noutalgie qu'une savoureuse

revenche. Allez donc chercher deux

cents mille « réfugiés » dans les im-

meubles proprets qui entourent dé-

normais les villes du Sud... Ils inves-

tissent déjà dens les toits qu'ils

devront un jour livter en dot à leurs

au chômage en 1974, moins de 3 % aujourd'hui. Une croissance de 10 %

23 % des exportations et plus de

touristas acqueillis l'année demière

que la sud de l'île ne compte d'au-

les rivages qui virent Aphrodite naître

de l'écume ont succombé sous l'ac-

saut du béton... Quelques années de

sacrificas, las dividendes de la crise

libanaise et la pénétration des mer-

chés arabes ont ressuscité la pays. Et

si, terrain reconquis, l'expansion pa-

raît aujourd'hui plus fragile, son

rythme et ses fruits feraient encore

pâlir de jalousie plus d'un puissant

Le poids des communistes

Bientôt six ans que Mgr Makarios

est mort. Son ombre plane encora

sur l'île, mais ses rêves, eux, sem-

blent s'être évanouis. L'unité natio-

nale des Chypriotes grecs, qui lui était si chère, ne lui a guère survétu.

La droite d'abord, regroupée derrière

M. Glafcas Cléridès, les socialistes du Dr Vassos Lyssaridès ensuite, ont

vite pris ombrage de l'influenca pré pondérante des communistes de l'AKEL

Hier fidèles alliés de l'ethnarque,

toujours prêts à minimiser leur propre importance, afin de ne pas gêner so

action, ils soutiennent aujourd'hui M. Spyros Kyprianou. Mais, entre

temps, chacun a pu se compter. Aux

élections législatives de 1981,

l'AKFL est arrivé en tête, avec 33 %

des suffrages, alors que le parti dé-

mocratique du chef de l'Etat n'en re-

née suivante - avec plus de 56 % des voix, - n'a donc été possible

qu'après l'accord scellé avec les

communistes sur la base d'un « pro-

gramme minimum ». L'alliance du

bœuf et de l'éléphant ? Dans l'en-

tourage du président, on s'en défend

avec váhárnence : « Il n'y a rien, dit-

dangereux - dans cet accord. Il ne

faut pes confondre l'AKEL et son

électorat. Les gens qui votent pour

lui, on les rencontre plus souvent à la

messe qu'en réunion de cellule... Et,

après tout, comment leur reprocher

leur choix quand on voit ca que la po-

Joint à quelques remarques sur

litique américaine nous a coûté... »

on, de curieux — et encore moins de

L'élection de M. Kyprianou, l'an-

cueillait que 19 %.

tochtones... Tant pis si, au paes

Un quart de la population active

montrer les maîtres.

A l'aigreur dépitée du Nord, ré-

sant l'embargo sur tout ce qui rentre

ou sort d'ici. »

Vrai, conetate un observateur très « neutre » de l'ONU, « les Turcs ont gagné la guerre, mais les Grecs ga-gnent la paix ». A défaut d'annes pour une illusoire reconquête, les Chypriotes grace ont lancé une guériffa tous azimuts contre quiconque s'aviserait de traiter evec l' « autre côté ». Des capitaines dont les nevires avaient accosté au Nord se sont retrouvés en prison à Limessol, où ils avaient imprudemment fait relâche. Et les rares agences de voyages prêtes à vendre le soleil de Kyrenia ou de famagouste ont vite renoncé devant la menace de devoir retirer à iemais la Grèce de leurs beaux cata-

s'apostrophe de temps à autre, où l'on s'échange aussi, dans la dos de Demière victime en date : M. Asil l'officier de quest, tabec ou cace-Nadir, milliardaire chypriote turc installé à Londres. Il pressait les citrons huètes. Et una ville déchirée, dont les deux bords ont, en neuf ans de dides propriétés confisquées aux vorce, appris à s'ignorer. Mais les Grecs : ses actions, à la City, ont vite haines mai étaintes y nourrissent plus de rancosurs que d'humeurs belpâti de sa vilaine aubaine.

L'embergo ne suffit pourtant pas à expliquer le marasme qui règne au Nord. La Turquie, à elle saule, ne représente-t-elle pas un marché de 45 millions d'âmes ? Dans les ruelles de la Nicosie turque, on a ausei tôt fait d'accuser - après les Grecs, cela va de soi - les « affairistes » qui se partagent fauteuils et maroquins à la tête de la communauté. La revenu qu'en face. L'écart ne cesse de se creuser et, avec kii, les chances, sans doute, d'une réconciliation. Déià l' « Etat fédéré turc de Chypre », créé en 1975 pour « mettre en forme » le fait accompli de l'invasion, n'utilise plus que de la monnaie turque et, budget financé à 60 % par Ankara, vient de créer se propre banque con-

l'égard de M. Rauf Denktash, prési-dent de l'État fédéré. Mais la multiplication des partis - ils sont plus de dix aujourd'hui au Nord - est davantage l'effet d'ambitions personnelles ou de désaccords sur l'administration interne que de réelles divergences sur la politique suivie quant à la question nationale ». Tout au plus, le parti républicain turc (de sensibilité communista) s'oppose-t-il, publiquement à ceux qui tirant un trait sur le passé, plaident pour un divorce total et définitif. Le consensus est néanmoins bien établi pour exiger le main-

chefs de toutes les formations politiquesì et a convaincu ses membres de ne faire entendre qu'une seule voix sur la scène internationale. Ainsi, diton, le président relativise l'importance de l'AKEL en mêlant son soutien à celui des diverses oppositions. e Kyprianou, assure un diplomate, s'est révélé plus astucieux qu'on ne le penseit parfois. Après tout, il n'était pas si facile de prendre l'héritaga de Makarios dans la panier de

crabes chypriote... » Reste qu'on s'étonne souvent, dans les mêmes milieux, de ne rien connaître d'un « programme minimum » dont a pourtant, per simple souci de s'informer, maintes fois dechacun en convient - que l'AKEL peut, aujourd'hui beaucoup plus facilement que sous Mgr Makarios, monnayer son soutien. « Sinon avec lques ministres, au moins en plaçant des pions précieux dans les hautes administrations », prévoit un la télévision n'ont-ils pas, pour leur part été invités ces demiers temps à modérer leur ardeur dans les comptes rendus de la situation polonaise ou afghane ?...

En comrepoint, il est vrai, ce P.C. très prosoviétique n'a tien fait, mal-gré l'efficacité de ses relais syndicaux, qui puisse entraver une reprise économique dont la réussite dépendait, pour l'essentiel, d'énormes sacrifices cor résultat est là, bien acquis : un « miracie » de dynamisme fait désormais pièce au « marasme militarisé » des Chypriotes turcs...

La force des armes contre la puissance de l'argent ? Il n'y a pas de pires sourds pour un dialogue devenu ritournelle. On se retrouve régulièrement sous les lambris du Lédra-Palace, quartier général de l'ONU planté au milieu des lignes, Trois ou quatre heures d'échanges que le communiqué commun qualifiera de « francs et étendus » et chacun rentre chez soi. Dans les suites du palace, transformées en chambrée. Danois et Canadiens s'affrontent au « Stratego » avant la sacro-sainte virée dans les bars des vieux remparts, où attendent les Thailan-

« Le drame, répète à qui veut l'entendre, M. Hugo Gobbi, représentant permanent du secrétaire général de 'ONU dans l'île, le drame, c'est justement... qu'il n'y a pas de drame. » DOMINIQUE POUCHINL

A TRAVERS LE MONDE

DIPLOMATIE

DANS UNE VIVE CRITIQUE DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

L'ancien chancelier Schmidt n'est pas convaincu que Washington « négocie sérieusement » sur les euromissiles

C'est à une violente critique des gouvernements américains passés et présents que s'est livré l'ancien chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, dans un entretien publié par le Washington Post du dimanche 22 mai. Selon lui, . Il n'y a jamais eu une plus grande négligence pour la participation euro-péenne à l'alliance (atlantique) que sous les présidents Carter et Reagan -. Tant à propos de la décision de boycotter les Jeux olympiques de Moscou en 1980 que de l'embargo de 1982 sur les fournitures destinées an gazoduc eurosibérien, aucune tation n'a eu lieu avec les alliés, lui-même ayant appris la der-nière décision - par le journal parlé du soir -, a-t-îl dit.

M. Schmidt a dit des négociations de Genève sur les euromissiles : « Je devrait être convaincu à la fin de cette année que les Américains négocient sérieusement. Je n'en suis nas convaincu encore. - Il sera également * très difficile * d'installer les Pershing 2 en Allemagne fédé-rale si Washington ne met pas fin aux controverses sur le mode de déploiement du missile intercontinental MX. L'ancien chancelier estime encore que l'arrangement discuté en privé en juillet 1982 entre les chefs des délégations soviétique et améri-caine à Genève (déploiement limité des seuls missiles américains de croisière en échange d'une réduction à niveau égal des ogives de SS 20 soviétiques) était - totalement acceptable » et qu'il « n'a jamais été consulté, ni moi ni les autres, sur la répudiation de ce plan - par les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

- Personne en Europe ne suit la ligne de la Maison Blanche, à dit encore M. Schmidt. Nous autres européens voulons coopérer avec les Soviétiques, en particulier sur la réduction des armements. Le mot ditente semble être un gros mot dans certains milieux américains, mais je dois vous rappeler qu'il fait partie du langage officiel de l'OTAN (...). Si nous ne voulions commercer qu'avec les démocraties, nous aurions certainement ruiné très vite nos économies ».

L'ancien chancelier repoche notamment à M. Reagan de ne s'être pas rendu à Moscou pour les funérailles de Brejnev afin de - montrer au monde qu'il était disposé à rencontrer Andropov . : ce dernier aurait constaté que Reagan est un être humain et Reagan aurait constaté qu'Andropov est un être humain (...). Brejnev était une âme russe, Andropov est un ordinateur russe, il n'a pas besoin de papiers sur son bureau pour vous parler, ni d'indications fournies par ses assistants. il a tout dans la tête ., a commenté M. Schmidt avant de relever que le but de la politique soviétique est « de séparer l'Allemagne occidentale des États-Unis dans quelque crise de l'avenir - et que - nous avons appris à garder le silence sur la réunification allemande, bien que cette idée n'ait pas quitté nos esprits ..

A propos du sommet de Williams-burg enfin, M. Schmidt juge - ridi-cule - que - la presse a pris tout en charge - avec trois mille journalistes. - J'exclurais la presse, a-t-il dit, les sommets sont devenus des festivals pour les médias ».

L'activité des mouvements pacifistes

- Le président Reagan critique vivement les adversaires de la défense nucléaire américaine
- officiels »

Plusieurs manifestations paci-fistes ont eu lieu durant le week-end de la Pentecôte en Europe et aux Etats-Unis, A Washington, le président Reagan a vivement critiqué, samedi 21 mai, le comportement des adversaires de la défense nucléaire américaine, estimant que leur raisonnement était - aussi insensé que de préconiser, pour arrêter l'incen-die, de fermer la caserne des ponpiers ». Le chef de la Maison Blan-che a ajouté : « Nous préserverons notre capacité de maintenir la paix, mais nous démontrerons surtout que toute recherche soviétique d'une supériorité nucléaire est vouée à l'échec et que c'est dans l'intérêt de tous de trouver un accord pour des réductions mutuelles d'arme-

A Helsinki, plusieurs milliers de jeunes Finlandais ont organisé di-manche une démonstration consistant à former une chaîne de manifestants reliant les ambassades de tous les pays qui avaient signé en 1975, dans la capitale finnoise, les accords qui portent son nom.

Dans le sud de l'Alsace, des militants pacifistes français, allemands et suisses se sont joints à des adversaires de l'énergie nucléaire civile pour protester contre l'implantation de centrales dans la région, avant de pagner la R.F.A. et d'installer un « camp de la paix » sur un champ de manœuvres non loin d'une base militaire canadienne de l'OTAN. En Grèce, plusieurs dizaines de

milliers de personnes ont participé, à l'appel de différentes organisations pacifistes proches du parti communiste « de l'extérieur », pro-soviétique, notamment l'E.D.D.Y.E.), ou du P.C. - de l'intérieur », de sensibilité euro-communiste (dont l'A.K.E.), à des · marches pour la paix ·, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat du député de gauche Gregoris Lambrakis. En Allemagne de l'Est, les cor-

tèges de pacifistes « officiels » ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de participants, venus de différents pays du camp soviétique, no-tamment à Postdam, sous la présidence du chef de l'Etat et du P.C., M. Honecker, Mais on a appris que Berlin-Est avait fait expulser huit citoyens de la R.D.A., après les avoir déchus de leur nationalité parce qu'ils avaient participé, notamment à l'éna à Noël dernier, à des rassemblements pacifistes non officiels. Deux enfants faisaient partie du groupe des personnes expul-sées, qui sont arrivées vendredi soir à Berlin-Ouest - (A.F.P., A.P.,

Espagne

Le discours royal était un plagiat

De notre correspondant

Madrid. - La négligence d'un fonctionnaire peu scrupuleux du ministère espagnol des affaires étrangères a mis dans l'emberras le roi Juan Carlos, le titulaire du portefeuille des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et, à travers ce demier, le président du gouvernement, M. Felipe

Les milieux politiques de Brasilia et certains journalistes avaient été frappés, le mardi 17 mai, par le contenu du discours du roi Juan Carlos devant le Parlement brésilien, à l'occasion de la visite du monarque au Bresil. Certains passages de l'allocution royale reproduisaient, en effet, parfois au mot et à la virgule près, hunt paragraphes d'un article paru en avril dans l'édition en langue espagnole du Monde diologratique et signé par le président du gouvernement. M. Felipe Gonzalez y exposait les grandes lignes de la politique que son gouvernement entend mener vis-à-vis de l'Amérique latine.

une situation délicate le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran, fort contesté depuis quelques semaines, y compris au sein du parti politique que personnel. (Intérim.)

▼ l'habileté et le caractère avisé » du chef de l'Etat € qui n'envisage pas le moins du monde de nommer des ministres communistes », le plaidoyer se veut très rassurant. Il est vrai, en outre, que depuis son élection. M. Ki-

prianou s'est attaché à réactiver le

€ Conseil national » (qui regroupe les

DE VIOLENTS AFFRONTE-

Irlande du Nord

MENTS ont eu lieu dans la nuit de samedi 21 an dimanche 22 mai à Londonderry, dans la quartier catholique où la police avait été appelée à la suite d'une fausse alerte à la bombe. Deux policiers ont dù être hospitalisés. A Belfast, samedi, treize personnes ont été inculpées de meurtre, tentative de meurtre et possession d'armes à feu. Parmi elles figure M. Jimmy Brown, président de l'I.R.S.P. (Irish republican socialist party, aile politique de l'I.N.L.A.), accusé de meurtre. Ils avaient été arrêtés la somaine précédente à la suite de l'enquête sur l'enlèvement de M™ Kirkpatrick, que l'I.N.L.A. affirme garder en otage pour dis-snader son mari, en détention préventive depuis un an et qui doit répondre de cinq meurtres d'échanger des informations à la police contre son immunité.

Italie

 L'ESTRADE D'OU LE PAPE JEAN-PAUL II DEVAIT CÉ-LEBRER LA MESSE au cours de sa visite à Milan a été détruite

que l'autel qui y avait été dressé, samedi 21 mai. Un inconnu, se réclamant d'une organisation désignée par les initiales . L. P. ., a revendiqué la responsabilité de ce geste près de vingt heures plus tard dans un appel téléphonique anonyme à l'agence italienne Ansa, mais les enquêteurs demeurent très sceptiques. On s'in-terroge en outre sur la facilité avec laquelle ce geste a pu être commis, et son auteur s'enfair,

par un cocktail Molotov, ainsi

Pologne

■ LA LOI MARTIALE pourrait ques années ». a indiqué M. Mieczyslaw Rakowski dans une interview au quotidien japopais Asahi Shimbun. La Pologne, a dit le vice-premier ministre, aura besoin de paix intérieure pendant quelques années encore. Elle doit avoir la garantie de pement sans manifestations et sans grèves. En d'autres termes. nous n'avons pas l'intention, en ce moment, de revenir à la situation d'avant le 13 décembre 1981 -. - (Reuter).

R.F.A.

SEPT A HUIT MILLE PER-SONNES ont manifesté samedi 21 mai contre le rassemblement d'environ trois cent cinquante anciens nazis, ex-membres de la division blindée des Waffen SS, à Bad-Hersfeld, dans l'est de la R.F.A., durant les fêtes de la Pentecôte. La manifestation contre la tenue de ce congrès annuel était organisée à l'appel de la puissante confédération des syndicats ouest-allemands, le D.G.B., et des Verts. Quelques accrochages ont eu lieu avec les forces de l'ordre, qui s'interposaient entre de jeunes manifestants et un petit groupe de militants néo-nazis.

Yémen du Nord

LE PRÉSIDENT ALI ABDAL-LAH SALEH a été réélu le dimanche 22 mai à la tête de la République du Nord-Yémen, à la majorité absolue, par l'Assemblée du peuple consultative (Parlement) pour un nouveau mandat confirmé dans ses fonctions de commandant en chef des forces armées nord-yéménites.

Certains journaux madrilènes considèrent cette gaffe comme une « offense » au roi. Elle contredit surtout le rôle que is Constitution espagnole de 1978 assigne au souverain, notamment vis-à-vis de l'étranger, celu de représentant suprême de l'Espagne, garant des intérêts de la nation, mais totalement à l'écart de toute influence partisane.

Sans doute les fonctionnaires du ministère des affaires étrangeres mettront-ils désormais plus de soin dans la préparation des allocutions royales. Certeines voix se sont élevées, néanmoins, pour réclamer que l'élaboration de ces discours soit désormais de la compétence exclusive du palais royal.

En outre, l'incident place dans memental, tant sur le plan

PROCHE-ORIENT

La Syrie lance une offensive pour mobiliser les pays arabes contre l'accord israélo-libanais

monde arabe et continue à susciter ne intense activité diplomatique de la part de ses partisans et de ses adversaires. M. Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, qui est retourné à Beyrouth après s'être entretenu à Ryad avec le roi Fahd et au Caire avec le président Moubarak, s'est encouragé - par ces deux

De son côté, le président Amine Gemayel a dépèché des envoyés spéciaux en Europe et dans le monde arabe. Le chef de l'État libanais compte en particulier sur l'appui des États arabes pour réduire l'hostilité et obtenir de la Syrie qu'elle retire du Liban ses quarante mille mili-

M. Elie Salem, ministre libanais des affaires étrangères, a regagné nec à Rome, Bonn et Paris. Il s'est déclaré convaincu, au cours d'une conférence de presse, que la position de refus de Damas n'était pas irréversible et correspondait à une tactique principalement à l'intention des pays arabes. Il a souligné que le Li-ban est prêt à mettre au point avec le président Assad une formule assurant la sécurité de la Syrie et répondant à ses intérêts à long terme dans la région. Il n'a pas caché, toutefois, que si la Syrie ne retire pas ses troupes dans un délai d'un mois ou deux, l'accord sur l'évacuation des troupes israéliennes deviendra caduc

La Syrie, pour sa part, a lancé, dès samedi, une contre-offensive diplomatique, en vue d'obtenir le soutien du monde arabe contre l'accord israélo-libanais. M. Ahmed Iskander, ministre syrien de l'information, a entamé une tournée dans le Golfe en commencant par l'Arabie Saoudite, tandis que M. Farouk Al Charek, ministre d'État aux affaires

L'accord israélo-libanais divise le étrangères, se rendait au Maghreb. De son côté, le ministre des affaires étrangères, M.Abdelhalim Khaddam a réaffirmé que Damas maintiendrait sa position tant que ne seraient pas supprimés de l'accord les « privilèges » consentis à Israël.

La Syrie a marqué quelques points. Le Koweit ayant critiqué l'accord et affirmé qu'aucun pays arabe ne devrait signer des textes unilatéraux sans passer par la Ligue arabe. En outre, le parti Baas ira-kien et M. Naïm Haddad, président du Parlement irakien, ont appelé les pays arabes à « résister » à cet ao cord « sous peine de voir d'autres pays suivre le même chemin ». Ils soulignent aussi que ce texte est une chaîne împosée à la souveraineté du Liban ».

Enfin, tandis que M. El Cherch affirmait que - la Syrie et la Libye coordonnent leur action face aux graves menaces qui pèsent sur le monde arabe : le colonel Kadhasi a lancé, dimanche, l'appel suivant : Quiconque a participé aux négo-ciations israélo-libanaises doit figu-rer sur la liste noire... la nation arabe doit le poursuivre et le tuer comme elle a tué Sadate. - Il a, en outre, invité les Libanais, - chrétiens et musulmans, à s'insurger contre leur président, leur gouvernement et leur Parlement ».

Tandis que se poursuivent ces manœuvres diplomatiques, la situation s'est à nouveau aggravée au Liban dans la montagne du Chouf. Les services de sécurité libanais estiment qu'une centaine de personnes ont été arrêtées samedi et dimanche alors qu'elles circulaient en voiture et retenues en otages tant par les druzes relachées, mais vingt-trois cadavres ont été retrouvés. Selon la radio phalangiste, quatorze druzes out été assassinés en représailles du meurtre de neuf chrétiens. - (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

La « grogne » des colonels palestiniens

prises le samedi 21 mai par le comité central du Fath parais avoir mis un terme à la mutinerie qui avait éclaté, il y a environ deux semaines (le Monde du 17 mai) au sein des forces armées palestiniennes au Liban, sans pour autant régler le conflit qui était à l'origine de la dissi-

Au moins huit officiers sucérieurs - colonels ou lieutenantsdémis de leurs fonctions et « placés à la disposition de Yasser Arafat ». Tout militaire qui prendrait contact avec I'un d'entre eux s'exposerait à de « séoccasion, le C.C. du Fath et le comité exécutif de l'O.L.P. ont décide de réorganiser les forces des diverses organisations de fe dayin au Liban et en Syrie, et de les soumettre à un commande ment unique, celui du généra Ahmed Affani (Aboul Montas sem), qui conserve ses fonctions de chef adjoint de l'état-major. Dans un peste de conciliation er Arafat a néanmoins décidé de convoquer une réunion extraordinaire du « conseil révo-Parlement) pour examiner les do-

Le chef de file du mouvement dissident, Abou Saleh, n'a pas tardé à réagir. Dès dimanche, il a annoncé qu'il récusait tout autant la procédure choisie que les mesures disciplinaires et les re-maniements effectués à la tête des unités destinées, selon lui, a à préparer le retrait des combattants palestiniens de la Be-kaa a selon les vœux des Etatsformulée dans un communique publié le 16 mai par le groupe qu'il dirige, réduit singulièrement toute possibilité de compromis. Yasser Arafat d'exercer un * pouvoir personnel » et exigeair la mise en place d'une « direc-tion collégiale » à la tête du Fath et de l'O.L.P.

Les principaux animateurs de la rébellion occupaient des postes beaucoup trop influents pour que leur mouvement ne ris-que pas de faire táche d'huile. Abou Saleh, qui commandait les forces palestiniennes au Liban jusqu'en 1976, était membre du comité central du Fath iusqu'à sa destitution en janvier dernier ; le colonel Abou Moussa et la lieutenant-colonel Abou Raad sont membres du Conseil révoludaient deux bataillons de l'Armée de la libération de la Palestine (dite du Yarmouk) au Liban : les lieutenants-colonels Abou Majdi, Mahmoud Issa et Ziyad El Zoughayar se trouvaient à la tête d'unités combattantes, dont certaines avaient occupé des casemes. Il n'y aurait pas eu d'affrontements armés, mais

M. Yasser Arafet a pris l'affaire suffisamment au sérieux pour entreprendre, du 10 au 22 mai, sept « tournées des popotes » dans la Beeka, afin de limiter l'ampleur de la rébellion evant de

la mater. La « grogne des colonels » a été suscitée per des griefs essen-tiellement politiques. Les contestaires reprochent notamment à

M. Yasser Arafat d'avoir : · Accepté de retirer les feer, en fais int confiance aux di ranties américaines concernant la sécurité des civils celestiniens. Il serait des lors indirectement res-

bra et de Chatila. ● Sous-estimé « l'alliance stratégique » conclue entre l'O.L.P., d'une part, l'U.R.S.S. et la Syrie, de l'autre, contribuant ainsi à la défaite des fedayin au Liban l'été dernier. Il aurait, en revanche, misé sur le soutien des pourtant alliés des Etats-Unis.

Tenté de négocier avec le roi

Hussein un « compromis histori que », sous l'égide du président Reagan, qui aurait conduit à l'élimination de l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Cherchant à se mettre sous le « paraplui américain » - toujours selon les mutins, - M. Arafat aurait mené, paralièlement, des pour-parlers avec l'Égypte. La nomination à la tête des forces palestiniennnes au Liban et en Syrie du général Aboul Moutassem, jugé « pro-égyptien », est interpré comme une « compromission »

Qui est derrière les « colonels félons > ? Abou Jihad, le com-mandant adjoint des forces paprécision, des *e ouissances* rangeres ». Un porte-parole du Fath désignait le dimanche 22 mai, la Libye qui, depuis le début de la mutinerie, n'a cessé d'exalter e la révolution des patriotes contre les capitulards ».

Cependant, des milieux pro-ches de l'O.L.P. - rapporte notre correspondant à Amman, Ém-manuel Jarry — mettent an cause la Syrie, qui chercherait à faire pression sur M. Yasser Ara-fat afin de le contraindre à s'aligner sur les positions de Damas. Selon ces mêmes milieux, les autontes bassistes, ainsi qu'une organisation palestinienne d'obédience synenne, le F.P.L.P. commandement général (de M. Ahmed Jibril), auraient fourni des armes et un soutien looistique aux rebelles dès le début de

Vraies ou fausses, ces accusations ont au moins le mérite de la crédibilité : la Syrie et la Libye ont tout intérêt à mettre en difficulté M. Yasser Arafat pour réduire la marge d'autonomie qu'il

ÉRIC ROULEAU.

AFRIQUE

Malawi

Le numéro deux du régime a probablement été assassiné

grâce. M. Aleke Banda est en rési-dence surveillée, M. Nqumayo a été

exécuté pour « complot » en 1979 et M. Muluzi, limogé soudainement en

1982, ne joue plus aucun rôle politi-

que. Redoutant peut-être de connaî-tre un sort similaire, Matenje, le

de se mettre en avant. Le président Banda, malgré son grand âge, n'a ja-

mais toléré qu'on présentat quicon-que comme dauphin, le problème de la succession demeurant un sujet ta-

Dans l'ombre, la lutte s'est aigui-

see. Deux clans avaient plus on

mains pris forme. Le premier soute-

nait Matenje. Le second appuyait

M. John Tembo, gouverneur de la

Banque centrale et porte-parole des milieux d'affaires. Ce dernier pos-

sède un atout majour dans ce type de régime autocratique : il est l'on-

cle de la compagne du vieux prési-dent, Cecilia Kadzimira, celle qu'on

appelle au Malawi I'- hôtesse offi-

Y a-t-il eu règlement de comptes avec la bénédiction du chef de l'Etat ? C'est vraisemblable, Selon

certaines informations, le différend

aurait en pour origine le projet de

ants s'y seraient montrés hos-

création d'un poste de vice-président au profit de M. Tembo. Piusieurs di-

tiles. En outre, selon la rumeur pu-

blique à Lilongwe, la capitale, d'autres personnalités auraient été

éliminées en même temps que Ma-

Parlement dans la perspective des élections générales prévues pour les

Fin mars, un opposant en exil, At-

tati Mpakati, fut assassiné à Harare

(Zimbabwe) (le Monde du 5 avril).

Début mai, le chef de l'opposition,

M. Orton Chirwa, et sa femme ont

été condamnés à mort après avoir

été attirés dans un piège par le pou-voir (le Monde du 7 mai). Décidé-

ment, la fin de règne est mouvemen-

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Au sein de la direction de

l'A.N.C., le recours à la violence

aveugle est loin de faire l'unanimité.

nève sur les lois de la guerre - ce

déclaré, il n'y a pas si longtemps, qu'il n'utiliserait « jamais les mé-thodes de terreur de l'ennemi».

· Même'si notre prudence est jugée

excessive par nos amis et nos jeunes

toujours d'épargner les civils inno-cents. N'oubliez pas que notre mou-

ement comprend également beau-

M. Mbeki, l'un des proches colla-

borateurs du chef de l'ANC es

time que le quart de la population de

souche européenne soutient le mou-vement. L'estimation est sans doute

généreuse, mais il est vrai qu'un

nombre important de Blancs, chez

les jeunes notamment, sont d'accord

avec les objectifs démocratiques, si-

non les méthodes, de l'organisation. Selon M. Mbeki, « si nous nous en

prenons aux civils, nous perdrons le

soutien de ces gens ». Le vieux mili-

tant en exil ne nie pas, cependant, la

grogne grandissante des jeunes ca-

dres de son mouvement. « Beaucoup

nous pressent de suivre l'exemp

des maquisards zimbabwéens, qui

ont fini par l'emporter. Mais je

peux vous dire que beaucoup d'an-

ciens, à commencer par mol-même, démissionneront si l'A.N.C. adopte

une stratégie de terrorisme aveu-

An début des années 60, l'A.N.C.

qui était encore légal et non violent,

avait payé d'une importante scission

interne son passage au « multiracia

lisme ». Les transfuges « africa-nistes », plus tard rejoints par les adeptes de la Conscience noire s'en

étaient allés créer le Congrès pana-fricain (PAC), également interdit, quoique moins actif, en Afrique du Sud. On saura, au coura des pro-

chains mois, si le recours à la vio-

lence tous azimuts constitue bien la

nouvelle ligne d'attaque de l'A.N.C.

et si les structures du mouvement

résisterent. En attendant, Pretoris

PATRICE CLAUDE.

ne reste pas les bras croisés

mille cing cents bommes.

gle -, a-t-il dit

militants, nous nous effor

coup de Blancs », conclusit-il.

Techniquement, ces derniers

tenje et Gadama

29 et 30 juin.

République Sud-Africaine

La riposte à l'attentat de Pretoria

« survivant », évitait soigneu

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Les deux hommes-clés tre eux sont morts ou tombés en disdu régime malawite, morts il y a quelques jours dans des circonstances mystérienses, probablement assassinés (le Monde daté 22-23 mai), Dick Matenje, ministre sans portefeuille et secrétaire géné-ral du parti unique, et Aaron Gadama, ministre de la région centrale, auraient disparu lors d'un « tragique accident » dans le sud du pays. Leur décès n'a pas été confirmé jusqu'à présent de source officielle, mais, seon les familles des deux ministres, leurs funérailles out eu lieu en fin de

La radio nationale avait amoncé mercredi que les deux hommes étaient recherchés, alors qu'ils au-raient du pour des raisons non précisées – se présenter à la police. Des avis de recherche furent diffusés pendant deux jours. Leurs cudavres auraient ensuite été vus à l'hôpital Queen-Elizabeth de Blantyre. Depuis jeudi, les médias gou-vernementaux n'out plus soufflé mot

En cette fin de règne troublée du président à vie » Kamuzu Banda, agé de quatre-vingt-un ans, la mort de Mateuje et Gadama bouleverse à nouveau le paysage politique du Ma-lawi et redistribue les cartes en vue de la succession. Avec Dick Ma-tenje, disparaît le numéro deux du régime. Cet ancien instituteur pasrégime. Cet ancien instituteur pas-sait, à cinquante-trois ans, pour le dauphin de M. Banda. Secrétaire général du Malawi Congress Party depuis le début de 1982, il était le plus ancien et le plus expérimenté des ministres.

Compétent, modéré et discret, Matenje jonissait d'un réseau de partisans parmi les fonctionnaires et les cadres moyens. C'est lui qui, en cas de décès du président, devait convoquer une commission regroupant trois personnalités - dont luimême - chargée de présenter au parti un candidat à la succession. Quant à Gadama, ministre de la ré-gion centrale depuis 1976 – et sorte de «super-préfet», – il était très proche du président et l'un des tout premiers personnages du pays.

La fonction de secrétaire général du parti semble porter malheur à ses titulaires. Depuis 1976, quatre d'en-

(Suite de la première page.)

Si la responsabilité de l'A.N.C. dans l'hécatombe de Pretoria est

établie, ou bien l'attentat a été per-

pétré par des cellules « autonomes » et M. Tambo, chef de l'A.N.C., at-

tend d'en savoir plus avant d'en re-

unité d'Umkhuto (2) a ontrepassé, voire ignoré, ses ordres. La prudence

sauf si elle relève d'une manœuvre

d'étouffement de la vérité - indi-

combe dans la rue n'a pas été donné

M. Tambo a souligné que l'objec-

tif visé était le quartier général de l'armée de l'air et que - l'essentiel

des pertes de l'ennemi apparte-

nistration et aux services de renzei-

gnements militaires ». Reste que huit passants noirs figurent égale-

Même si, pour un très grand nom-bre de jeunes Noirs de Soweto, « ce

genre de bavures est inévitable est si certains vont jusqu'à souhaiter qu'elles se multiplient — seul

mayen », selou eux, « de réveiller

les masses noires endormies », — il reste que la plupart des organisa-tions multiraciales légales de lutte

non violente contre l'apartheid ont

tentat

ment au nombre des victimes.

diquer la paternité, ou bien une

Tambo semble en tout cas

Haute-Volta

Plusieurs personnalités ont été arrêtées

Ouagadougon (A.F.P., Reuter).

- Phusieurs personnalités favorables
à l'ancien premier ministre voltarque, le capitaine Thomas Sankara, ont été arrêtées, samedi à Ouagadougou, a confirmé, dimanche 22 mai, le Conseil de salut du peuple (C.S.P.) an pouvoir depuis le conp d'Etat du 7 novembre 1982. Parmi elles figurent notamment le ministre de la jeunesse et des sports, M. Ibrahima Kone, et M. Soumane Toure, secrétaire général de la Confédéra-tion syndicale voltatque (C.S.V.), l'une des quatre centrales syndicales du pays. D'antre part, le ministre de l'éducation mationale, des arts et de la culture, M. Emmanuel Dadjouari, a été vivement pris à partie dans le communiqué du C.S.P., qui n'a pas précisé s'il avait été arrêté.

Les trois responsables se trou-vaient au domicile de M. Toure, où l'on a découvert des tracts réclamant la libération du capitaine Sen-kara, a indiqué le C.S.P., ajoutant que le principal collaborateur du mi-nistre de l'éducation et un dirigeant syndical de l'enseignement secon-daire out aussi été arrêtés. Il leur est reproché d'avoir été à l'origine d'une manifestation de lycéens, vendredi, dans les rues de la capitale contre l'arrestation du capitaine Sankara et du commandant Jean-Baptiste Lingani, secrétaire général du secréta-riat permanent du C.S.P. Aux cris de « A bas l'impérialisme ! », ces lycéens avaient endommagé par jets de pierres des véhicules appartemant à des Européens, en particulier à proximité et dans la cour de l'ambassade de France.

Des incidents ont, d'autre part, éclaté, dimanche après-midi, à Ousgadougou, au cours d'une manifestan'étaient plus ministres lorsqu'ils sont morts, car le président venait de dissoudre à la fois le cabinet et le tion en faveur du chef de l'Etat, M. Jean-Baptiste Ouedraogo. Rassemblés an cœur de la ville, les manisestants ont été vivement pris à partie par des groupes de jeunes gens réclamant la libération du capitaine Sankara. Les forces de l'ordre sont intervenues pour protéger les manifestants. La dispersion n'a

Les personnes arrêtées sont membres ou proches de la Ligue patrioti-

nne organisation marxiste qui contrôle notamment la Confédération syndicale voltarque. La Lipad, désignée, sans être nommée par le communiqué du C.S.P., comme étant une « minorité d'activistes », est soupçonnée d'avoir utilisé le capitaine Sankara afin de tenter de s'emparer du pouvoir. Le C.S.P. a rappelé que les acti-ités politiques suspendues depuis

vités politiques suspendues depuis novembre 1980 (coup d'Etat du colonel Saye Zerbo, ini-même renversé le 7 novembre 1982) le demeurent et a averti que « toute tentative de noyautage ou de sabotage sera contenue. Les arrestations de samedi ont été décidées, conclut le texte, afin d' - éviter les débordements de quelque nature que ce Une réunion de l'assemblée g

rale du C.S.P. est prévue ce lundi. Le C.S.P., organe militaire, devrait être le cadre, estime-t-on, d'un « règlement de comptes » entre la ten-dance du président Jean-Baptiste Ouedraogo et les partisans du capitaine Sankara, dont dépendra notamment la formation d'un nouveau gouvernement. D'autre part. on a appris de bonnes sources que des nts ont lancé pour mardi un appel à la grève des cours et à la ma-

La semaine dernière, le chargé d'affaires libyen avait reçu l'ordre de quitter le pays dans les quarante-

L'ambassade de France, les principales places et le vaste marché central de Onagadougou, qui avaient subi des dégâts au cours des manifestations de vendredi, out été placés sous la protection de gardes

A son retour d'un séjour à Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Michel Kafando, a déclaré, samedi, que le programme d'aide militaire de la France allait être accéléré et les accords de coopération révisés. Il n'a pes donné pius de précisions.

AMÉRIQUES

Les syndicats créent un commandement unique pour lutter contre la junte

syndicats ont réagi à l'allocution du général Pinochet, attribuent à une conspiration internationale certains Signataire de la convention de Gequi, au passage, n'est pas le cas de Pretoria, - M. Tambo nous avait des incidents survenus le 11 mai, en annonçant officiellement le sam 20 mai la création d'un commandement national des travailleurs.

> La nouvelle a été donnée à la presse par un porte-parole de la Confédération des travailleurs du cuivre, qui a déclaré que la majorité des syndicats figuraient dans ce dicats figur mouvement. Celui-ci doit étudier la date et le lieu d'une nouvelle manifestation contre la junte militaire.

« Le gouvernement doit compres dre que notre réalité professionnelle et sociale nous pousse à protester contre tout ce qui nous porte préjuniqué signé par la Confédération des

Pérou

LES ATTAQUES DU SENTIER LUMINEUX FONT DE NOM-BREUX MORTS DANS LA PROVINCE D'AYACUCHO

Lima (A.F.P.). - Au moins vingt-cinq guérilleres de l'organisation terroriste Sentier lumineux ont trouvé la mort, le vendredi 19 mai, au cours de l'attaque contre la ville d'Ayacucho, au sud-est du Péron, apprend-on de source digne de foi. Dix policiers ont été blessés pendant les affrontement, qui se sont déroulés en fin d'après-midi, dans l'obscurité, car la guérilla avait détruit un pylône à haute tension.

D'autre part, soixante-dix guérilleros ont été tués dans un afriontement entre forces de l'ordre et terroristes, dans la muit de samedi à dimanche, à Saccsamarca, dons la province d'Ayacucho, si l'on en croit a police locale. Toujours seion la police, trente-cinq personnes out peri au cours de trois raids lancés par le Sentier lumineux dans d'autres localités de la province,

Le commandement militaire confirmé les informations de la presse selon lesquelles quatrevingt-quinze personnes, en majorité des paysans, ont été massacrées mercredi dernier par les terroristes qui les accusaient d'avoir collaboré avec

Santiago (Reuter, A.F.P.). - Les travailleurs du cuivre, la Coordination nationale syndicale, l'Union démocratique des travailleurs, la Confédération des employés du secteur privé et le Front unitaire des travailleurs.

> D'autre part, dix responsables de la Confédération des travailleurs du cuivre; qui avaient organisé la manifestation on 11 mai, doivent comparaître en justice ce lundi. En cas d'inculpation, on peut s'attendre à une vive réaction des syndicats.

 Le Conseil national des journatistes chiliens a porté plainte contre le ministre de l'intérieur, le Eneral Enrique Montero, pour infractions répétées à la liberté d'expression, ont annoncé vendredi 20 mai les dirigeants de l'organisation. Cette plainte dénonce l'action de civils non identifiés qui collaboreraient avec la police et qui, lors des dernières manifestations, out battu phisieurs journalistes avec des armes contondantes. - (A.F.P.)

DEUX ANCIENS NAZIS EXPULSÉS DU CANADA ET DES ÉTATS-UNES

Un ancien membre de la Gestapo, M. Albert Helmut Rauca, a été extradé du Canada en direction de l'Allemagne fédérale, a annoucé, samedi 20 mai, la police de Toronto. Il est accusé d'avoir sélectionné Il 584 juifs de Lituanie, alors occupée par l'Allemagne, pour les en-voyer devant le peloton d'exécution. M. Albert Helmut Rauca, qui aurait tué personnellement cinq personnes. était entré au Canada en 1950 et avait, six ans plus tard, pris la natiomalité de ce pays. Il a été arrêté à Toronto en juin dernier.

D'autre part, le département américain à l'immigration et aux naturalisations s'est prononcé pour l'expulsion de l'ancien commandant du camp de concentration nazi de Tartu, en Estonie : il s'agit de M. Karl Linnas, agé de souxantetrois ans, qui était arrivé aux États-Unis après la seconde guerre mondiale en se présentant comme un agriculteur estonien. Le jugement readu jeudi dernier 2 New-York ordonne que M. Linnas soit expulsé vers l'Union soviétique.

LE MONDE [•] diplomatique

Numéro de mai

LA DÉFENSE ET SES MYTHES: VIVRE L'ATOME (Dominique David)

LES SYNDICATS ITALIENS

ET LE RECUL DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE (Fabrizio Tonello)

Le resmèro : 10,50 F G. res des Italians, 75427 Paris Cedes (B

(En vente pertout)

(2) La Lance de la nation, branche armée de l'A.N.C., qui comprendrair, selon Pretoria, entre mille sept cents et deux mille combattants entraînés en Zambie. D'antres sources évaluent la force armée de l'A.N.C.à environ sept

is the out congress t part of La scent To be 10 september Marie 1995 See Ann Maria ENVIOLE + CO to the property of to force, has been a wir de preintants à SETTED THE ! IN THE

Bur is cause de . M. Huntzin William Branch part of reliable se Section 1 - Not the Section

- ---

17:30

740 38 88

Contract of the second

THE RESERVE THE En H No. 25 Property المحاول حوال Marian Contraction 11. "金江湖道。 Committee and the Committee of

No. of Street, Maria na mara a REPORTS A COLUMN TO SERVER ri i zazana 🦓 States Celebrationers (Com States of the second

and the second of the second second

Alter made on company Promise is to the est defined Etuteur general gan 🎓 Person ine inter 🐲 i filosofia e reaginar **aplant** tarrens roma da gri<mark>ando</mark> The tent of the state of the st

DANS LES CARRI MINISTEREL · Au autores de Malle de minere de l'indesee

a ferrir um modelica 🧸 🛎

Arteur inder history

manche, was nominal Stenist sac. M. Jean tes and ar de mission. lagarde, consciliera à Water a Alicense A Milet, Joun-Marack B te B.ci. François 🕏 the Francisco Courses. bet charger des relatio lies. Mr Juanne Berroe Au cubinet de Mr R Banelli, secretaure d'En budget, ent dié nome Becabinet : M Berna es che ce cumper d

mot Comment adjoin Maigues, MNI. Jean-Ra but for pretriet ! hippe Beinval (enth bunes) M. Parries V. St. politique salaride) Mention M's Cont ellen (Assemblée es A lacques Sumeralli (SA pries de Laire : Wien

land to troub tree same de F Sistema and and lie et ue, fragness Er I STATE OF A SUPPOSE Afrete and Sweeters Simplemes, pers de l'in Confer is bureas det a tenent et territories d'as Rich lengters, is he Carne Californ d'ecoher d 1950 No. - 6 2 ores THE PROPERTY OF IN SE har the second de se de le contra de M. Ha de la recisional CEMA

pa | 181 3 mere 1983 4

ou Au cabiner de M. Li beine d'Etal suprès di Sollie VI Jean-France the consenier technic

等等一个基础

Paketus on the said

La préparation du congrès du P.S.

Eu vue du congrès du parti, prévu à l'autonne à Bourg-ea-Bresse, les socialistes élaboreut, afin d'alimenter le débat, des « contributions », qu'ils doivent déposer avant le 30 mai. Un comité directeur, dit de « synthèse », doit se réunir le 10 septembre pour étadier la possibilité d'un texte commun issu des diverses contributions, qui deviendrait alors la « motion » du congrès. Si le désaccord persiste, et si les responsables des courants sonhaitent « compter » leurs forces, les signataires des contributions peuvent transformer leurs textes en autant de « motions » soumises au vote des militants lors des congrès fédéraux, pais de

Dans le cadre de la préparation de ce dernier, mue convention nationale est prévue le 28 mai au PréSaint-Gervais, ville dont M. Marcel Debarge est le maire. Ce deraier nous a adressé ses propres réflexions, dont nous

Après le texte élaboré par les amis de M. Pierre Mau-roy (le Monde du 21 mai) dans lequel ils souhaitent que le congrès soit « l'occasion de l'émergence d'un puissant con-rant majoritaire », nous publions également des citations extraites des textes déposés par M. Françoise Seligmann, proche de M. Joxe, sur les droits de l'homme, par M. Jacques Huntzinger sur la situation internationale, et par M. Paul Quilèa, qui sonhaîte que le P.S. devienne « un parti de masse ayant quatre cent mille membres ». (Les effectifs actuels du P.S. sont inférieurs de moitié). Mª Seligmann, MM. Debarge, Huntzinger et Quilès sont tous membres du courant majoritaire du parti, le courant A (mitterrandiste).

A l'issue de la réunion du courant qui s'est tenue à Créteil (le Monde du 10 mai), un groupe de travail, compre-mant soixante membres, avait été constitué afin de tenter d'élaborer un projet unique de motion de ce courant. Ce groupe doit se réunir de nouveau dans la semaine.

Face à la volonté unitaire qui s'était manifestée à Créteil, la question reste posée de savoir si les « mitterrandistes » parviendrent à se mettre d'accord. Certains resles du P.S., proches de M. Joxe, envisageraient, en

M. Huntzinger: dans le pacifisme, il y a un embryon M. Quilès: pour un parti de masse d'identité européenne

Certes, dans la quasi-totalité des pays capitalistes développés, il n'existe pas de réelle menace fas-

ciste. Les conditions économiques et

sociales n'en sont pas réunies en rai-

son du maintien de puissants méca-

nismes protecteurs (indemnités de

chômage, sécurité sociale). Et puis, l'expérience mortelle du fascisme a

été faite au point que le tabou conti-

nue à hbiter les consciences collec-

tives. Mais nous assistons dans

M. Huntzinger expose ensuite

la réponse socialiste à la crise éco-

ginent les socialistes français: ac-

nomique mondiale - telle que l'ima-

lisés (secteur public, contrôle de crédit, partage du travail, droits des

travailleurs, formation permanente

notamment) ; nouveau - plan Mar-

shall - de solidarité Nord-Sud;

construction d'un système monétaire

M. Jacques Huntzinger, membre adjoint du secrétarist national, anslyse dans son projet de contribution la · crise des trois mondes », c'està-dire du monde occidental, du monde communiste et du tiersmonde. La première, remarque-t-il, « entraine une dégradation du tissu social : l'indifférence relative à l'égard du social et du politique de la part des jeunes générations, le gout pour la marginalité, l'évasion, goût pour la marginalité, l'evasion, la révolte, voire le terrorisme, l'inquiétude diffuse sur l'avenir, la peur de la guerre sont engendrés beaucoup plus par la crise qui est en nous que par des menaces militaires extérieures, même si ces dernières existent ».

La denxième lui inspire cette réflexion: « Le fait que les partis communistes de l'Est représentent de moins en moins les classes ouvrières et les mouvements sociaux engendre toute une série de phéno-mènes que l'on constate aujourd'hui dans les sociétés communistes quelles qu'elles solens : la passivité sociale, l'apathie sociale, voire l'indifférence, la révolte. Berlin en 1953, Budapest en 1956, la Roumanie contemporaine sont autant d'exemples de révoltes sociales ouvertes ou seutrées. Mais cela peut aller jusqu'à l'apparition d'un mou-vement social se développant à l'extérieur des institutions, ce mouvement populaire qui devient alors représentatif de la classe ouvrière, laquelle ne se reconnaîs plus ni dans le parti ni dans les institutions syndicales officielles. Telle est l'ana-lyse que nous faisons de la Polo-

Quant aux pays sous-développés, M. Huntzinger note que « ceux qui ont amorcé le processus du développement sont désormais bloqués par un endettement massif et de quasi faillites financières. Quant aux au-tres, sans secteur industrialisé ou de points de pouvoir d'achat ou en chômeurs indemnisés que se mesure la crise mais en sous-alimentés ou

en morts de faim et de misère. -L'anteur estime que se développe A nouveau réapparaissent dans de nombreux pays de grandes poussées irrationnelles, la peur du progrès ou les tentations racistes, écrit-il.

DANS LES CABINETS

MINISTÉRIELS

· Au cabinet de M. Laurent Fa-

bius, ministre de l'industrie et de la

recherche, sont nommés : conseiller

scientisique, M. Jean-Jacques

Lions : chargé de mission, M. Roger

Lesgards; conseillers techniques, M= Maryse Aulagnon, MM. Alain

Bechtel, Jean-Marcel Bichat, Jac-

ques Biot. François Blanchard,

Le « bien » et le « mal »

et financier international.

A propos de la paix, de la sécurité et du désarmement, M. Huntzinger met en garde ses amis contre « une analyse manichéenne qui consiste-rait à dire que le pacifisme europêen est le « mal », tandis que l'esprit de désense serait le blen = (...) Il y a une diversité d'attitude de la part de ceux qui ont manifesté, qui inclut aussi bien un certain refus du nucléaire qu'un refus de la guerre nucléaire limitée. Certaines des attitudes adoptées par les manifestants exprimaient non pas un pacifisme dément, mais l'inquiétude sourde de nombreux Européens face à l'assimilation qui peut être faite entre l'implantation des fusées américaines et les nouprimés de façon maladroite par les déclarations de certains responsables américains.

 D'autre part, le pacifisme n'est ps non plus le neutralisme. Beaucoup de ceux qui ont manifesté. mais plus encore beaucoup des partis politiques qui soutiennent dans ces pays les manifestations, inscrivent leur action dans le cadre

de l'alliance atlantique et ne tiennent pas du tout à en sortir. On ne peut cependant nier qu'il y oit des tendances neutralistes, qu'il y ait même des stratégles neutralistes derrière certains comportements. (...) On doit constater l'am-biguité du pacifisme. Il y a la peur de la guerre, et cela se comprend de la part des peuples qui savent qu'ils ne peuvent pas assurer leur sécurité par leurs propres moyens. Peur de la guerre, recherche d'une sécurité,

presque tous les pays développés à la montée d'une droite dure et réacespoir dans un certain désarmement, tout cela n'est pas esprit de démission. On pourrait même dire que, dans ce pacifisme européen, il y a un embryon d'identité européenne. Dans ces manifestations, il y a au fond l'aspiration, confuse tion concertée de relance; nouvelle croissance dans les pays industriamals illusoire, que les Européens trouvent en eux-mêmes les voies de leur sécurité.

> Mais l'histoire nous a appris que le pacifisme ne garantit pas la paix. Or ce qui est en cause, c'est la paix. »

> Après avoir développé les thèses du P.S. en matière de défense et de désarmement, l'auteur analyse les contradictions qui agitent le conti-nent européen, et notamment celleci : « La renaissance des intérêts no tionaux peut réapparaître progressiste dans certains cas et conservatrice dans d'autres. Il est clair que la poursuite de la politique de détente correspond chez nos amis allemands à la prise en compte d'intérêts fondamentaux pour eux-mêmes, non seulement commerciaux et économiques mais également stratégiques comme la préservation de la paix au cœur de

- Il est clair que chez certains de nos amis de l'Europe du Nord, l'appui apporté au mouvement pacifiste correspond à leur intérêt. Voilà des pays qui ne peuvent pas assurer leur défense par eux-mêmes et qui n'ont plus confiance dans la garantie nucléaire américaine. (...) Il faudra poser la question de la sécurité et de la défense de l'Europe. Mais cette nationalisation des politiques permet-elle un front commun des socialistes? Elle permet certainement de se dégager des Deux Grands, mais est-ce qu'elle favorise un front commun des socialistes ? »

M. Debarge : les murs de la haine

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., maire du Pré-Saint-Gervais, ville dans laquelle le P.S. organise le 28 mai sa convention nationale, nous a adressé les réflexions suivantes : « A côté des contraintes extérieures et inté-rieures, à côté de l'hostilité des · murs d'argent internationaux et nationaux », la gauche doit faire face aux « murs de haine », dont il faut bien conventr qu'ils n'ont pas mis longtemps à s'édifier, faisant fi même de l'intérêt de la France. C'est un point de réflexion que les socialistes ne doivent pas sousestimer. L'alternance, tout dans le comportement de la droite indique qu'elle en refuse le principe. Ne remet-elle pas en cause les acquis sociaux en même temps que la légi-timité issue du 10 mai ? Mais cette forme de contestation institutionnelle en cache aussi une autre sur laquelle il importe de veiller.

- Une offensive idéologique d'autant plus dangereuse qu'on assiste à un rapprochement, à la fois sur le plan des organisations et sur celui des idées, de la droite et de l'extrême droite. Ne faut-ti pas sérieu-sement prendre garde, dans la pé-riode actuelle, au développement inquiétant du racisme, de cette quasi-vénération de l'inégalité, de appel au mythe du fort, concepts véhiculés sous une forme étrangère à ce qu'ils désignent réellement, et pénétrant donc d'autant mieux certaines couches sociales et professionneiles?

. Ils trouvent dans la situation présente un terrain tout préparé à leur implantation, répondant de surcroit à ce besoin sommaire de rejeter sur l'autre - étranger par la nationalité ou la classe - la responsabilité d'une situation dont il est en réalité la victime. D'où l'urgence, devant ce retour en force de la droite vers ses origines anti-égolitaires, d'une réplique à cette offensive idéologique.

 Les socialistes doivent se mobiliser dans ce combat dont dépend la réussite de notre expérience. Il n'y a pas de changement sans l'adhésion du plus grand nombre, de toutes les forces vives de la France, et sans la conscience de ce plus grand nambre du changement. Peut-être la considérant trop comme une évidence de la doctrine, et parce que les sociu-listes sont au pouvoir (mais quel pouvoir, pas le pouvoir économique et culturel), n'a-t-on pas encore pris suffisamment la mesure de la for-midable puissance de l'idéologie dominante. N'est-ce pas pourtant elle qui détermine pour une large part les comportements de consommation, les réflexes des agents économiques, les diverses formes de ré-sistance involontaire à l'application des réformes, bref, explique une certaine attitude d'incompréhension de notre politique? Aux socialistes de relever ce défi et d'ébranier les attendants de certa idéolopóles dominants de cette idéolo-

Tous meubles, objets ou successions proposés au DEPOT VENTE DE PARIS sont soit achatés et payés à l'enlèvement, soit pris en dépôt vente à un prix convenu d'un nun accord pour être vandus moyennant nove commission de seulement 20 % sur le prix de vente. Qui fait mieux ? LE DEPOT VENTE DE PARIS

de l'économie et des finances, à la Direction générale des impôts (ENA, 1968), il avait été nommé, en 1980, sous-directeur au ministère de l'économie et des finances. Il était, depuis join 1981, conseiller technique auprès du ministre de l'intérieur et de la décentra-

LOS ANGELES Vols réguliers au depart de Paris Orly-Sud. Tous les samedis a c du 4 juin. à partir de ≒ Transamerica > Airlines Réservations: Tel: (1) 265.48.35

> MARKETING : COPIES COULEURS Qualité photographique professionnelle ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12° 2 347 21 37

Ou aupres de votre agent

Transamerica

c'est L'Amerique

Dans le texte qu'il a remis, mardi 17 mai, aux responsables du courant auquel il appartient (courant A. Mitterrand), M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., note que l'opinion publique perçoit « un bloc au pouvoir » dominé par les socialistes, dont il lui paraît nécessaire, lors du congrès, d'analyser clairement les divers éléments gouvernement, parti, groupe parlementaire - et leurs fonctions, - afin d'éviter les dérapages ».

M. Quilès écrit d'autre part que pour éviter les risques de la confusion parti-Etat qui débouche néces-sairement sur le totalitarisme et ceux de la distanciation critique parti-gouvernement qui conduit un jour ou l'autre à une crise politique majeure, le P.S. doit dégager des marges d'autonomie

· Cette autonomie doit trouver son expresssion naturelle dans l'analyse et le débat politique quoti-dien : notamment dans sa critique de la droite, dans des appréciations sur l'évolution de la politique internationale, et bien entendu dans l'appréciation des alliances ou des com promis à passer avec telle ou telle catégorie sociale. De façon plus globale, (...) il y a autonomie relative entre le discours du président de la République, garant de la pérennité de la nation et de son unité, et celui du parti, plus orienté vers le · porte-parolat » de la base électorale et sociale de la gauche.

Cependant - et cela constitue la limite de cette autonomie - il ne peut y avoir publiquement et dura-blement de contradiction sur l'essentiel (stratégie économique, conception des règles du jeu démo-cratique et des libertés, diploma-

M. Quilès avance ensuite quelques propositions afin d'améliorer la position et le fonctionnement du P.S. Il souhaite que le P.S. devienne un - parti de masse -, qu'il organise systématiquement le débat en son sein, qu'il concentre sa direction et qu'il permette à quelques membres du gouvernement de sièger au bureau exécutif. Il souhaite également que son parti réponde à ces deux questions : . Est-il opportun de mettre en chantier un nouveau projet socialiste parce que celui de 1980 serait pour l'essentiel appliqué – donc sans objet, - ou inadapté à la situation présente ?

» Doit-on se limiter à définir les grandes lignes du changement que nous souhaitons, ou faut-il au contraire, des maintenant, élaborer un programme électoral détaillé en vue de 1986 ? •

M^{me} Seligmann : le champ des défenseurs des libertés va en se rétrécissant

M^{ms} Françoise Seligmann, mem-bre suppléant du bureau exécutif du parti socialiste, a rédigé un texte dans la perspective du congrès du P.S., qui porte sur les droits de l'homme. Définissant les années 1971 à 1981 comme celles des « libertés menacées ».

M= Seligmann, rappelant les réformes accomplies par la gauche depuis le 10 mai 1981, assure qu'en dix-huit mois la démocratie a été ée .. Après avo les thèmes des « ravages de l'idéolo-gie sécuritaire » et des « poisons du néo-racisme -, elle écrit : - Dans ce contexte, le gouvernement, au cours de ces derniers mois, a été amené à prendre des mesures qui ne sont pas sons nous inquiéter, en particulier celles qui concernent l'entrée et le séjour des travailleurs immigrés, et celle qui concerne les soixante mille dits - suspects - qui vont faire l'objet du fichier antiterroriste au ministère de l'Intérieur. A cet égard, nous observons avec tristesse que l'éventualité d'une politique plus répressive est considérée avec un certain fatalisme par plusieurs d'entre nous, qui, jusqu'alors, s'étaient manifestés à chaque viola tion des droits de l'homme. Paradoxalement, au moment où la gauche est au pouvoir, en France, le champ des défenseurs des libertés va en se rétrécissant (...).

 Au reste, après plus de deux ans de pouvoir, l'expérience démontre clairement que le rétablissement d'une législation conforme aux droits de l'homme n'a en rien porté préjudice à l'ordre public (...). Ces considérations nous conduisent à demander au gouvernement de mettre en œuvre, sans plus tarder, une grande politique de prévention de la

délinquance juvénile. Au momen où, dans le monde entier, celle-ci empire, la France pourrait donner l'exemple et montrer comment, en termes d'efficacité, la prévention est préférable à la répression, pour lut-ter contre la délinquance. A ceux qui nous taxeraient de réveurs, nous rétorquerons que le réalisme n'est pas forcément du côté que l'on croit : en témoignent les conclusions des experts de la société internatiol'O.N.U. et du Conseil de l'Europe qui, toutes, montrent que les moyens d'action du système répressif sur la délinquance ne sont pas

Mm Seligmann note ensuite : - A ceux qui nous disent : . Nous avons échafaudé nos théories dans l'abstrait, aujourd'hui le gouvernement est confronté à des problèmes concrets, laissez-le les résoudre, en tenant compte de la réalité », nous répondons : « Les principes de la démocratie sont connus, incontestables et invariables. Ils ont largement fait leurs preuves : référonsnous à l'histoire récente et aux maux qui ont accablé les ressortissants des dictatures allemande, italienne et soviétique. Qui oserait prétendre que les démocraties n'assurent pas mieux la sécurité et le bien-être de leurs citoyens? Et, de plus, renier nos principes, les négliger, ou les déformer, reviendrait à dire que nous les considé-rons aujourd'hui avec d'autres yeux qu'hier, que nous sommes en contradiction avec tout ce que nous avons cru et dit. Ce serait frapper de suspicion tout l'édifice que nous avons commencé de construire à

A la fête de L.O. et de la L.C.R.

ME LAGUILLER ET M. KRIVINE CRITIQUENT DUREMENT LE GOUVERNEMENT

La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) s'est associée, cette année, à la fête organisée chaque weed-end de la Pentecôte par une autre formation trotskiste. Lutte ou-vrière (L.O.), à Presles (Vald'Oise). Le mauvais temps n'a pas empêché plusieurs milliers de personnes de se rendre à cette fête, au cours de laquelle, dimanche aprèsmidi 22 mai, M. Alain Krivine (L.C.R.) et Mi Arlette Laguiller (L.O.) ont pris la parole.

M. Krivine a d'abord présenté aux participants les trois militants irlandais, MM. Michael Plunkett et Stephen King et M= Mary Reid, libérés dans la muit du 20 au 21 mai, après neul mois de détention à la suite de leur arrestation sous le soupcon d'activité terroriste. - Un gouvernement capable d'une machina-tion policière telle que celle qui a conduit ces militants en prison est capable de n'importe quelle machination contre n'importe qui ., a déclaré, pour sa part. Mª Laguiller.

M. Krivine a affirmé que le gouvernement, - en menant la politique de la droite, ne fait que renforcer [celle-ci] et creuse sa propre rombe ». Il a déclaré nécessaire une offensive de tous les travailleurs contre le plan d'austérité. Nous ferons tout, a-t-il ajouté, pour préparer les conditions d'un mai 68 victorieux.

Mª Laguiller s'est prononcée, comme M. Krivine, pour une multiplication des actions communes à leurs deux formations. Critiquant elle aussi le gouvernement, elle a affirmé que l'éventualité d'une réduction du remboursement de certains actes chirurgicaux par la Sécurité sociale « n'est pas une mesure éco-nomique, mais un geste politique, parce que le gouvernement veut faire la démonstration, vis-à-vis de la bourgeoisie, qu'il est capable de s'en prendre aux pauvres, sans pitié, aussi bien, sinon mieux, que la

A Paris

VIOLENT ATTENTAT CONTRE DES LOCAUX **DU PARTI DES FORCES NOUVELLES**

Une très violente explosion a détruit, lundi 23 mai, à 3 h du matin des locaux du parti des Forces nouvelles (P.F.N.), au 73, boulevard de Sébastopol, à Paris, ainsi que les bureaux et logements situés entre le troisième et le sixième étage de ce même immeuble. Un correspondant anonyme se réclamant d'une certaine « brigade antiraciste d'intervention pour la liberté » a revendiqué l'attentat lors d'une communication téléphonique à l'Agence France-Presse, quelques heures plus tard. Selon un communiqué lu par ce correspondant, cet acte est un premier avertissement aux groupes fascistes et aux partis de droite qui reprennent à la faveur de la crise économique les arguments racistes de l'extrême droite ».

Sept personnes membres de deux familles logeant au sixième étage de l'immeuble ont été légèrement intoxiquées et ont dû recevoir des soins à l'Hôtei-Dieu. Elles unt été relogées au centre Baudricourt, dans

- C'est la gauche et elle seule qui nourrit et produit le terrorisme -, accuse le P.F.N. dans un communiqué, après l'attentat perpetré contre ses locaux. . Les nationalistes répondront à cette tentative d'intimidation de la seule façon appro-priée: en intensifiant leur action dans le cadre des mouvements et des manifestations de protestation contre le gouvernement socialo-

• L'- indice de popularité - de M. François Mitterrand connaît en mai une baisse de cinq points, 33 % des personnes interrogées se déclarant satisfaites du président de la République, contre 38 % en avril, selon un sondage de l'Ifop publié par le Journal du Dimanche (réalisé entre le 10 et le 17 mai).

Ce sondage, effectue d'après un échantillon national de 1883 personnes en âge de voter, dénombre 50 % de mécontents contre 48 % le mois dernier.

Dans la même période, le pour centage de satisfaction exprimé à l'égard de M. Pierre Mauroy passe de 30 % à 29 %, celui de mécontentement de 49 % à 52 %.

En ce qui concerne les personnalités de l'opposition, Mme Simone Veil recueille 42 % d'opinions posi-tives contre 29 % négatives. MM. Raymond Barre respectivement 41 % contre 37 %. Valery Giscard d'Estaing 39 % contre 43 % et Jacques Chirac 34 % contre 45 %.

the chief and the THE STATE OF STATE

10 12 46 846

1000 5 5 5 5

Pierre-François Couture, Marc Mathieu : chargée des relations avec la presse, M= Jeanne Burton. · Au cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget, ont été nommés : directeur de cabinet : M. Bernard Gaudillère : chef de cabinet, M. Pierre Guinot-Delery : chef adjoint de cabiner, M. Alain Barove; conseillers techniques, MM. Jean-Raphaël Alventosa (comptabilité publique), Philippe Belaval (entreprises). François Pierrugues (fiscalité et douanes), M. Patrick Vernay (syn-

dicats, politique salariale) : artachés

parlementaires, M's Corione Oehl-

haffen (Assemblée nationale),

M. Jacques Santarelli (Sénat) : at-

tachée de presse : Mª Josée Ca-

doux. Ace de trente-trois ans, M. Bernard Gaudillère entra (en 1974) à la directrion de la prévision du ministère de l'économie et des finances, à sa sortie de l'ENA (promotion « Simone Weil »). Il y fut affecté aux divisions des opérations financières, puis de l'économie iny ful affecte du puis de l'économie in-tions financières, puis de l'économie in-ternationale (1976-1978), avant de se voir confier le bureau des preis 2012 départements et territoires d'outre-mer et des prêts fonciers, à la Caisse des dépôts et consignations, d'octobre de la même amée à 1980. Nommé à cette date chef des services financiers de la Société centrale pour l'équipement du territoire, il diriges le cetinet de M. Henri Enunsnuelli, un secrétariat d'Etat charge des départements et territoires d'outre-mer,

· An cabinet de M. Le Garrec, secrétaire d'Etas auprès du premier ministre, M. Jean-François Mary est

de mai 1981 à mars 1983.]

(Publicité) -**ACHAT ou DEPOT?**

81, rue de Lagny (20-) tél. 372, 13.91

M. Yvon Ollivier a été nommé le 18 mai préfet, commissaire de la République de la Hante-Loire. (Né le 26 août 1943 à Brest (Finistère), administrateur civil au ministère

Les déclarations de M. Mitterrand

(Suite de la première page.

Abordant les questions de politique intérieure, le président de la République a évoqué le projet de demander aux assurés sociaux une participation de 20 % aux frais de certains actes chirurgicaux, qui correspond « à l'hypothèse » de travail émise par M. Bérégavoy, mi-nistre des affaires sociales. M. Mitterrand a assuré que ce texte n'est · pas près de sortir · et que les ins peuvent être rassurés sur

Le chef de l'Etat n'a pas semblé préoccupé par l'attitude des partis de gauche, estimant qu'il n'a pas à se plaindre des formations politiques qui soutiennent le gouvernement. Ainsi, parlant de la préparation du congrès du parti socialiste - à propos duquel il ne veut expri-mer aucun souhait - et des diverses prises de position des responsables socialistes, M. Mitterrand a affirmé que, les critiques émises n'étant pes systématiques, l'expression de la pensée est toujours saine, d'autant que les socialistes sont, dans les faits, solidaires du gouvernement. Le président de la République constate simplement qu'il y a toujours des esprits » pour penser à « aprèsdemain - plutôt qu'à - demain -. M. Mitterrand se flatte d'ailleurs que, depuis son élection, il n'y sit pas eu d' · enrégimentement doctrinal . A propos du congrès du P.S., il a souligné qu'il était géné-ralement sur la même - longueur d'onde = que le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, et a re-connu que, du fait des institutions de la V. République, le P.S. éprouve une certaine difficulté d' . ètre ». Les socialistes, estimet-il, doivent renouveler leurs propositions. Le cas échéant, M. Mitterrand se chargera lui-même de cette

Evoquant les articles de M. Che-vènement publiés dans le Monde, le chef de l'État s'est dit persuadé que l'ancien ministre de l'industrie n'est pas homme à faire de la - petite politique. Le président a d'autre part affirmé qu'il aurait volontiers gardé M. Michel Jobert an gouvernement, même si ce n'était pas au ministère du commerce ex-

Peu préoccupé par l'agitation qui s'exprime dans la rue - mai 1983 lui semble de ce point de vue usez - ordinaire -, - le chef de l'Etat considère que le rôle de la police est difficile et semble estimer que, si certaines actions ont parfois été brutales, c'était sans doute inévitable. Il a souligné qu'il ne fallait pas compter que le gouvernement de la gauche soit · une note molle . M. Mitterrand dit n'être pas inquiet des indications que révèlent les sondages. Il rap-pelle notamment qu'au cours de la première ligne.

privé, à Clury, M. Mitterrand a reçu une délégation des travail-

Filiale de la firme allemande

Gutbrodwerke, Motostandard,

qui employait trois cents per-

sonnes à Mâcon, a déposé son bilan en juillet 1982. Spécialisée

dans la motoculture de plaisance

(tondeuse à gazon, motocul-

ture...). Motostandard a fait l'ob-

jet d'un « plan de préservation et

de redémarrage » mis au point per ses salariés et des personna-lités diverses, dont le maire P.S.

de Mâcon, M. Rognard, et le dé-puté P.S. de Saône-et-Loire, M. Worms.

bie la mauvaise situation de ce

secteur important du petit ma-

chinisma agricole (déficit de la

balance commerciale de 500 mil-

lions de francs, taux de pénétra-

tion par les importations améri-

caines et japonaises de 50 %), et

s'appuyait sur la mise en œuvre

françaises qui sont pour la plu-part en difficulté, en particulier

nault. Les effectifs devraient être

merd-Moteurs,filiale de Re-

Ce plan constatait en préala-

popularité restait fixée au-dessous de 40 %. L'opinion publique, estime-t-il, se retourne vite dès lors que les résultats sont là. Or il se déclare persuadé que les prochains mois confirmerent que la direction suivic acmellement par le gouver-nement est la bonne, notamment sur le plan des marchés extérieurs. Pour faire une politique de redressement national, ajoute-t-il, personne n'est exclu, y compris ceux qui sont actuellement dans l'oppo-

Veiller au grain »

Le président de la République constate qu'il ne dispose pas de la majorité nécessaire pour engager une réforme de la Constitution, que, de toute façon, il ne juge pas argente. A propos de la durée du mandat présidentiel, il n'a pas souhaité se prononcer explicitement. tout en soulignant avec humour qu'il aura soixante et onne ans en 1988 et qu'il n'aura - que » M Mitterrand note one l'habitude du recours au référendum a été perdue depuis 1972, peut-être parce que les hommes politiques se sont rendu compte que, lorsqu'on pose une question aux Français, ceux-ci répondent sur autre chose

Le président de la République considère qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que les élections régionales aient lieu en même temps que les élections europécnnes (prévues en mai 1984), celles-ci étant plutôt complémentaires que contradictoires. Il juge curieux que ceux qui ont voté contre la régionalisation soient aujourd'hui les premiers à dire que celle-ci ne se met pas en place as

M. Mitterrand s'est déclaré préoccupé de la lenteur avec la-quelle les décisions de l'Etat et les lois votées par le Parlement sont appliquées, ce qui constitue un facteur psychologique fâcheux et peut provoquer dans l'opinion un certain désarroi. Il a indiqué à ce sujet que le premier ministre a dor des instructions au gouvernement pour que les décrets d'application soiest préparés en même temps que les projets de loi.

Le président de la République a également expliqué qu'il est de sa responsabilité d'intervenir personnellement lorsque le gouvernement ou les députés socialistes font fausse route en prenant telle ou telle décision (par exemple sur la démocratisation du secteur public ou les contrôles d'identité). Je suis là précisément pour « veiller av grain ., pour alerter, a-t-il dit : vient en dernier ressort et non en

personnel apporterait 3,5 mil-

lions de francs qui devraient être complétés par 12 millions de

francs d'apports extérieurs sous

forme de subventions, de prêts

participatifs et de concours ban-

Le dossier a été déposé au

CIRI (comité interministériel de

restauration industrielle) qui.

après expertise, conclura, le

20 avril, que le projet n'est pas

contraire, dénoncent l'absence de politique industrielle des pou-

voirs publics en matière de petit

machinisme agricole et s'éton-

nent des critères retenus par le

CIRI pour fonder son jugement.

pas de profit en trois ans,

expliquent-ils en substance, mais

pas de pertes non plus. Sa pré-

servation constitue pour l'emploi

réclonal et le tissu industriel du

pays des critères que la gauche

est donc bien symbolique de ce

que peut être ou ne pas être une

De ce point de vue, l'affaire

devrait prendre en compte.

Les salariés, persuadés du

Motostandard: une affaire symbolique

Au cours de sa visite, à titre ron dans ce plan de trois ans. Le

gueur - qui n'est pas un objectif mais un moyen, - M. Mitterrand estime que le blocage des revenus, donc des salaires, pendant quatre mois constituait un effort plus dur pour les Français que les mesures du plan de rigueur (l'emprunt forcé et le 1 % de consations sociales notamment), qui, souligne-t-il, ne sont jamais exemptes d'un souci de justice sociale. La politique de relance de la consommation dans la première année du septen nat était tout à fait justifiée selon lui, dans le mesure où le pays, no-tamment les couches sociales les plus défavorisées, devait sentir la volonté du gouvernement de mettre fin à certaines inégalités. Le chef de l'Etat dit cependant avoir été surpris par la faiblesse de la ré-ponse de l'appareil productif à la

relance de la consommation opérée

en 1981.

Davantage pourruit cependant être fait en matière de justice sociale, notamment par une réforme fiscale, et bien qu'il s'agisse là d'une matière qu'il faut aborder avec beaucoup de précautions. Mais il serait possible par exemple d'alléger les droits de succession dans certains cas (héritage en ligue directe notamment) et de les alourdir pour les très grosses suc-cessions. Il conviendrait surtout de tenir compte de la situation de M. Mitterrand a souligné, enfin.

que c'est en 1982 que le plus fai-ble écart entre les prix de la France et ceux de ses voisins a été enregistré. Cet écart (différentiel d'inflation) s'établissait ainsi à 5,2 en 1975 cutre la France et l'Alle-magne et à 5,4 en 1982, alors qu'il était environ de 9 toutes les autres

LAURENT ZECCHINI.

Le pèlerinage « familial » de Solutré

De notre correspondant

Solutré. - Aristida Bruant, pour la canne et le chapeau ? La comparaison s'évanouit vite, tant la procession qui s'avance lentement, ce dimenche 22 mai, vers le sommet de la Roche de Solutré, est déjà forte d'images symboliques, de rites, presque de légendes. L'homme qui marche à d'un chapeau en toile façon pâcheur, paraît serein, comme défait beau. François Mitterrand admire at commente ce paysage de la plaine de la Seône et de l a qu'il connaît si bian. Là. au faîte de cet escarpement ro-cheux, il faint de croire, sous le mitraillage des photographes venus en foule, au silance des lieux. Depuis le 10 mai 1981, le jour de la Pentecôta, la Roche de Solutré a changé. Les touristes qui sont venus aujourd'hui en cars savent perfaitement qu'ils rencontreront le président de la République. Mais certains de ceux - les « proches » - qui accompagnent M. Mitterrand se-

au terme du « pélerinage », beaucoup de journalistes... Les « proches »... M. Jack Lang, ministre délégué à la culture est là, suivi de près par M. Pascal Sevran, & M. chanson française ». M. Lang arbora un magnifique chandail à rayures omé d'une ancre de marine, qui contraste avec la tenue discrète velours beige, blouson en toile bleue, chaussé de Patauges. Jérémie Attali - dos-huit mois. qui a fait touta la montée et la descente sur les épaules de son père sourit, heureux d'être là : M. Jacques Attali, conseiller spé-cial du président de la République, est un peu essoufflé, mais

nettement moins que M. Charle

vent aussi qu'ils rencontreront,

Hernu, ministre de la défense M. Hernu est admiratif devant l' € exploit » de M. Attaă et se déclare prêt à le décorer de « l'ardre du G.I.G.N. »...

Le ministre de la défense, très satisfait de la manière dont se sont déroulés à l'Assemblée nationale les deux récents débats sur le service national et la programmation militaire, est monté seul, reconnaissable au milieu des rochers à son foulard rouge, façon parachutiste. Les talons ai-guilles de M^{no} Hernu sa sont montrés rétifs aux éboulis, et elle lade. M. Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité, est là aussi vêtu d'une sorte de blouson « battle-dress » multi-poches. Là-haut, lorsque les journa font une trouée dans leurs range serrés, chacun admire. M. Mitterrand, courtois, dit quelques mots à cas empêcheurs de méditer en

Et puis on descend. Direction : auberge de la Grange aux Bois. Là, on retrouve notamment M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat, chargé des techniques de la communication... en tenue de montagnard, et l'écrivain Paul Guimard. Chacun prend un verre de Kir et, sans étiquette, « pro-

La belle journée ! On passe à table et, vers dix-sept heures, la les représentants de la presse. Sur la terrassa, pendant près de deux heures, M. François Mitterrand répondra, à bâtons rompus, à toutes les questions, L'ambiance est « amicale », détendue : on découvre un homme

A NICE

La nomination de M. Ceccaldi est bien accueillie par les syndicats de policiers

De notre correspondant

par M. Jacques Médecin, député (app. R.P.R.) des Alpes-Maritimes et maire de Nice, qui soupçonne le gouvernement d'avoir voulu placer un « pion politique » dans sa ville, la nomination de M. Étienne Ceccaldi comme préfet-délégué pour la police dans les Alpes-Martimes est bien accueillie en revanche par les syndi-cats de policiers « de base » du dé-

« Dans la mesure où M. Ceccaldi démontrera sur le terrain que sa préoccupation principale est la sé-curité des Niçois, il m'aura à ses côtés pour l'aider dans sa tâche », a coias pour l'ainer dans sa tache , a fait savoir M. Jacques Médecin, en voyage aux États-Unis. Le maire de Nice paraît cependant douter, à priori, de la pureté des intentions du gouvernement: « La nomination de M. Ceccaldi fait partie, affirme t-il, de la logique politique du pouvoir roctaliste qui consiste à installer dans les villes de l'opposition des hommes forts qui lui sont emièrement dévoués. » Il ajoue : « Les Ni-cois ont davantage besoin de poli-ciers en tenue que d'un préfet de police dont l'installation coûtera cher aux contribuables: » Le même avis est formulé par M. Emmannel Aubert, dépuné (R.P.R.) et maire

Au parti socialiste, on se félicite an contraire du choix de M. Ceccaldi. « Il nous satisfait pleinement compte tenu des qualités de déter-mination et d'efficacité que le nou-veau préfet de police a démontrées

Nice. - Considéré avec défiance dans ses précédentes fonctions professionnelles », déclare M. Francis Giolitti, qui a succédé à M. Max Gallo comme député (P.S.) de la première circonscription des Alpes-Maritimes.

M. Cecceldi bénéficie aussi d'un préjugé favorable auprès des syndi-cats de policiers « de base ». « Notre organisation demande depuis longtemps que les affaires de policiers ne soient pas systématiquement conflées à des responsables de la hiérarchie policière, à la fois juge et partie ., souligne M. Gisbert, scoretaire départemental du syndicat national des policiers en tenne (S.N.P.T.). Même satisfaction au syndicat national autonome des poli-ciers en civil (S.N.A.P.C.). Son secrétaire départemental, M. Marcel Merlino affirme : • Nous lui faisons confiance pour s'attaquer à la montée de la petite et moyenne délin-quance dont souffre le départe-

Dans les milieux judiciaires, le syndicat de la magistrature n'a pas de commentaires particuliers à faire. Quant à maître Jean-Pascal Carlotti, membre de l'Union des jeunes avocats, il note : • En tant qu'ancien magistrat du Parquet, M. Ceccaldi a été en prise directe avec les services de police qu'il connaît donc obligatoirement blen : on peut peuser qu'il fera un bon travail dans ses nouvelles responsabilités. »

GUY PORTE.

Le surveillant général

Les critiques qui ont accompagné la nomination de M. Etienne Ceccaldi comme préfet de police à Nice ge-gneraient en clarté si l'on n'y mélangeait à plaisir ce qui justifie la discue-sion et ce qui l'interdit.

tête d'un service régional de police. D'abord parce que le contrôle de la police judiciaire est depuis toujours, megistature ; que, dès lors, il y a fil sera, sur place, le factotum (1) dens le cas particulier une extension de M. Gaston Defferre, qui, en tant de la fonction plutôt qu'une innova- que maire de Marseille autrefois, en

qu'un juste retour des choses, protégé lui accordant d'abord le seimportant de policiers qui, par le bisis adversités, lui décement plus tard de textes d'exception, ont intégré la honneurs et responsabilités. D'autant magistrature, à des postes compara- que l'ancien magistrat n'a pas ces tivament moins élevés que celui de pudeurs devant l'action qui empê-M. Ceccaldi, il est vrai. Même si, sta- trent quelquefois les membres de son tutairement parlant, celui-ci est préfet avant d'être policier.

On observers aussi qu'il n'est nuilement répréhensible de voir ainsi cé-

agents de l'Etat plutôt que la strice

soumission aux usages administratifs qui, reposant sur un corporatisme qui ne s'avous pas, aboutit aux aciérose que l'on seit.

Mais ces observations, la plupat de fait, ne suffisent pes à l'explica-Dans ce demier domaine, il est tion. Personnege divers dont l'itiné-exectement ridicule de s'insurger qu'un magistrat se trouve placé à la suivre, personnellté qui aurait eu sa neuvième siècle, M. Ceccaldi n'est pas dépêché à Nice comme l'aurait été un eutre fonctionnaire d'autorité.

tent que ministre de l'intérieur au-De plus, cette nomination n'est jourd'hui, a feit de M. Ceccaldi son sime cela. On le verra.

Demeure la surprise, légitime après tout, de M. Médecin à l'annonce de-cette arrivée, on écritait presque de ce débarquement, le maire de Nice ne voyant dans M. Cecceldi qu'un « pion politique ».

Il sarait plus adéquat encore de parier de stratégie d'encadrement par la vois institutionnelle. Surtout s'il est exact, comme on l'entend dire, qu'il s'en est fallu de peu que ne fût nommé à Nice comme procureur de la République M. Roland Kessous, une sutre étoile du Syndicat de la magistrature, ancien conseiller technique de M. Defferre, et présentement directeur du cabinet de Mm Lalumière au secrétariat d'Etat à la consommation. Mais l'offre fut en son temps déclinée.

Si M. Médecin procède par affirmation, i n'est pas interdit d'affirmer que l'exemple de Nice serait unique, SUT la Côte-d'Azur, il n'est nes abusit de reppeler qu'il se passe bien des choses dans cette bonne ville, et que si le maire s'était montré plus regardant sur cartaines affaires, ou plus prudent, on ne l'aurait pas, désormais, flanqué non pas d'un « pion », mais d'un surveillant général.

Ph. B.

(1) Rappelons qu'an sens strict le actoium est celui qui fait tout.

ÉDITEURS PUBLICITAIRES PUBLICITAIRES ...

ENVISAGEONS L'AVENIR ENSEMBLE Nous pouvons aider de petitus ou

moyennes affaires d'éclitions publiciraires ou de publicité per : Accords financiers, juxtaposition d'objectifs, aménagement de services ou toute autre formule apte à susciter le développement de chacun.

SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉS APPELEZ 266.24.85

LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX DOM-TOM EN POLYNÉSIE

M. Lemoine a rencontré à Papeete une « aueue de cyclone »...

Papeete. - Après la tension qu'il avait comme en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'État aux Dom-Tom, M. Georges Lemoine, pensait rece-voir en Polynésie française un accueil plus décontracté. Le chef de la majorité locale, M. Gaston Flosse, vice-président du conseil de gouvernement (exécutif territorial), en avait décidé autrement. Dès l'arrivée de M. Lemoine à Papeete, l'ancien député R.P.R. l'a pris au dépourvu en prononçant devant l'assemblée territoriale, vendredi 20 mai, un discours assez agressif à l'égard du gouvernement. Motif de cette irritation : les lenteurs qui affectent la préparation du projet de révision du statut de la Polynésie, à l'étade depuis juin 1982. M. Flome a notamment déclaré à l'adresse de M. Lemoine : « Après un an de ter-giversations, de malentendus et de rendez-vous manqués, il est temps désormais pour l'État de dire clairement et sans faux-semblants quelles sont ses intensions. Il doit être compris en effet qu'un consensus réel existe en Polynésie autour de l'Idée d'autonomie interne et que cette aspiration corres-pond bien à la volonté populaire. S'il n'y était pas donné suite et si elle n'était pas honorablement satisfaite, une situation nouvelle ne manquerait pas de naître en Polynésie, situation qui aboutirait à très brève échéance à un dérapage dans la revendication statutaire qu'il serait illusoire de contrôler et dont

Pour preuve de ses craintes, M. Florse a rappelé certains propos tenus en avril par M. Haroun Ta-zieff qui était venu à Tahiti afin d'évaluer les dégâts provoqués par

l'État porterait l'entière responsabi-

De notre envoyé spécial

les cyclones venant de ravager le territoire (le Monde daté du 3 mai). Interrogé par la presse, le volcanolo-gue avait provoqué une certaine émotion dans les milieux politiques en laissant entendre que l'aide financière de l'Etat pour la réparation de ces dégâts pourrait, en quelque sorte, être conditionnée par l'atti-tude des élus locaux dans la négociation du nouveau statut.

Calendrier respecté

M. Lemoine a répondu avec humour qu'il s'attendait d'autant moins à essuyer une telle « queue de cyclone » que le calendrier des négociations avait été, jusqu'à présent, respecté, puisque le comité ad hoc se serait réuni des le 14 avril, si cette séance de travail n'avait pu être dif-férée, en accord avec les élus locana, à cause justement de l'avant-dernier

Le secrétaire d'Etat a souligné que les déclarations qu'avait pu faire M. Tazieff n'engageaient pas le gouvernement. Il a adopté, à son tour, un tou polémique pour reprocher à M. Flosse de n'avoir pas manifesté la même fermeté dans la dénonciation, quand il eft été convenable de rectifier des déclarations faites à Papeete par un reor6sentant de la Ville de Paris, qui avait affirmé à la même époque que le se-crétariat d'Eust aux DOM-TOM faisait obstacle à l'acheminement des moyens matériels mis à la disposition des sinistrés des cylones par les bons soins de M. Chirac. Cette passe d'armes a calmé les esprits.

Pour prouver que « les engage-ments pris seront tenus », M. Le-

moine a accepté que le comité Etat-Territoire siège impromptu dès le lendemain pour commencer l'examen, avec les élus locaux, de l'avantprojet de statut préparé par son pré-décesseur, M. Henri Emmanuelli

Les entretiens qui ont en lieu samedi 21 mai out permis d'aboutir à un « large accord » pour la première partie du texte. Il est acquis que le ncuveau schéma institutionnel comprendra la mise en place d'un gou-vernement territorial, dont le président sera élu par l'assemblée territoriale. Ce président nommera et révoquera les ministres territoriaux composant le gouvernement local. Pour sa part, l'assemblée territoriale disposera du pouvoir de renverser le gouvernement en le censu-

La deuxième partie de l'avant-projet sora examinée le 21 juin à Paris afin que le texte du projet de loi puisse être déposé au Parlement avent la fin du mois prochain. Toutefois. la question la plus importante n'est toujours pas tranchée : quelle sers la répartition des compétences entre l'État et les autorités territoriales? Les élus locaux demandent à l'État des concessions de souveraineté en matière de dévéloppement économique. Mais cette répartition des compétences appartient, selon M. Lemoine, . du domaine résrevé . Autrement dit : il appartiendra an président de la Républi que d'arbitrer à la fin des négocia tions. M. Lemoine quittera Papeete en laissant en tout cas l'impression jugée positive ici, d'un homme qui s'attache à arrondir les angles.

ALAIN ROLLAT.

doloyc: Libère le muscle, avant et après l'effort.

au vu de A Philosoph com facilities in decomme crains . c. make cher au arthur ian de l'arrestante M Misseyam in limited contin ALEXE SERVICE e cut, qui section COMMISSION COM

is here were course security exterior ig erel de Ted ----The second er ton ion and -The state of the state of feine . b mit am ! SACE En a section

many in the control of

75 . T 067

general diseases 🐗 All Control of the Co James 1975 48 4 445 PAR BARRA العالجية والماري 情 matting 射線 pro . . standinger Service track from grant to company Land Liver &

> Le « con in a series italiense, ধ 📸 prairiguant Pan come d'assurant hedecata, page mat de Marfet services da ma sa franças dans

Late out est

و بعديدات a nation (e-care) error avent 🎃 and the second attective to the seek. Charles Brief Protes Addi 🛊 and the state of t - 1 HTCC PROMP m debert 📆 The state of the s THE WAY LEE M

THE STATE OF THE PARTY. De Gongran, a de TO SHEET CAN Den terretas in ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ***** Varia Des Columbs voulette With the state of the contract of ameuto 💝 voice first par & arrach construite does ht me fee one en sole, rue de Si frequenta es bei naires et sh**ershe** Se domner in on Mais Oso yelout

11 20 mg 20 mg

30 mil. A 😘 📾

er fall mattack a

terrie sandhail

Set " on these

parram. se tem moithe de se we de ses biere. . Altas il com mulio Que le ver retour d'affe 2000 trancs. M davantage. Les Ques a destance בשותב בנם : סום izmentablement. cli de l'apparte s elen retuite pe

DOUGH & IS TRUM Cu in de la fagetal Maria General 4 hunan de reçe pouvait par min n a pas eu la pas neut jours s. and Dudience. Et M. André Cambre demande : r fot rain confinence i Mogne repond an

société

JUSTICE

4.1.

*tion de M. Ce. bion accueils

radicats de po

WARREST BERGE

Les gendarmes et l'affaire des « Irlandais de Vincennes »

Des sanctions seront prises au vu des résultats de l'instruction judiciaire

A l'Elysée comme au ministère de la défense, on s'affirme décidé à faciliter la découverte de la vérité dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes » et, notamment, au sujet des irrégularités de procédure reprochées au groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), lors de l'arrestation, le 28 août 1982, des trois « terroristes » présumés.

M. Mitterrand a fait savoir, dimanche 22 mai, que, si le magistrat instructeur conclusit à des dénis de justice, ceux qui les auraient commis seralent concuent a des dents de pastice, ceux qui les auraient commis-seralent sanctionnés. On a d'antre part appris que, le 28 août, le policier en civil qui accompagnait les gendarmes à Vincennes n'était autre que le commissaire Charles Pellegrini, chargé, depuis l'été dernier, d'assurer les liaisons entre le ministère de l'intérieur et la direction générale de la

Le chef de l'Etat considère qu'il mais qu'il « se réserve de tirer toutes appartient à la justice de faire la lumière sur cette affaire, le magistrat instructeur, M. Alain Verleene, étant le mienz placé pour en rassembler tons les éléments. Les gendarmes ayant participé à l'opération du 28 août et qui seront entendus par le juge d'instruction ne pourront pas s'abriter derrière le « secret défense ». C'est ce que l'on peut dé-duire d'une déclaration faite le 22 mai à Solutré par M. Charles Hernu. Le ministre de la défense, ministre de tutelle de la gendarmerie a dit : . Je tiens à ce que le magistrat puisse mener son enquête avec toute la liberté et toutes les possibilités nécessaires. Les genle magistrat diront la vérité. Il faut qu'ils la discomme darmes qui vont être interrogé:

qu'ils la disent. » M. Hernn avait annoucé dès samedi, au lendemain de la mise en liberté des trois Irlandais (le Monde daté 22-23 mai), qu'il suivait - avec la plus grande attention » le déroulement de l'enquête judiciaire. Il indiquait qu'il - n'entend pas s'immiscer dans une procédure judiciaire »

les conséquences éventuelles des décisions de justice qui intervien-dront ». Dimanche, M. Hernu précisait : « Si le magistrat devait arriver à la conclusion ou à la déduction que tel ou tel membre de la gendar-merie paraît touché dans son honneur, le ministre de la défense prendrait évidemment les sanctions qui conviennent. » Une enquête de commandement a été demandée à l'inspecteur général de la gendarmerie, le général Boyer.

Tandis que se développait la polémique autour du G.I.G.N., accusé d'avoir, autour de trois personnages sans grande importance, monté une opération « bidon » de lutte contre le terrorisme, on apprenait samedi que le capitaine Paul Barril, qui assure la direction par intérim du G.I.G.N., s'est gravement blessé à l'entraînement, lors d'un - parcours du combattant », le 17 mai. Atteint à la colonne vertébrale, il est hospitalisé au Val-de-Grâce et l'on estime qu'il devra subir une très longue réé-ducation.

Le «contrat» d'un mage meurtrier

Un ancien maçon, Odo Mogno, cinquante-cinq ans. d'origine italienne, et un Autillais, M. Hildebert Yatou, quarante-nenf ans, pratiquant l'occultisme, ont comparu, les 19 et 20 mai, devant la cour d'assises de la Haute-Garonne que présidait M. André Cam-bedouzou, pour avoir, le 23 septembre 1980, prémédité l'assassinat de Maria Mogno, cinquante ans. Odo Mogno avait utilisé les services du mage Yatou – alias Goutran – pour faire disparaître sa femme dont il était séparé depuis deux ans. Odo et Hildebert Yatou out été condamnés à la récinsion criminelle à perpétuité.

De notre envoyé spécial

cinquante-cinq ans, d'origine ita- devient complètement idiot. » lienne, avait des pierres et de l'argent au soleil. Il avait sons, tandis que Marie, son épouse, avait élevé Gino et Francis. Avec le temps et du travail, le couple acquit une cartaine aisance, mais les enfants se marièrent, et tout se gâta.

Hildsbert Yatou, quaranteneuf ans, né à Pointe-à-Pitre, s'était emberqué clandestinement pour Le Havre à l'âge de dix-sept ans. Il avait été manceuvre pour 20 francs par jour, puis voleur. A sa some de prison, il s'était installé à Toulouse, où il avan eu trois enfants d'une femme blanche. Il était gardien le nuit et mage le jour sous le nom ria Gontran, « Je tiens ce don de mon père, qui, là-bas, rendait moi, je prenais de l'argent. »

Maria, désormais sans enfants, voulait quitter Odo. Ils se disputèrent, elle la délais: ameuta le voisinage, mais elle finit par s'arracher. Elle se mit à construire comme elle put sa liberté. Elle prit un appartement en ville, rue du Soleil-Levant. Elle fréquents les bals de quinquagénaires et chercha l'aventure pour se donner le courage d'oublier. Mais Odo, jaloux, devint fou. En partant, sa famme lui volait la moitié de sa vie, de son travail, de ses biens. « Maris, reviens ! »

Alors, il consulta Yatou, le mage, qui lui vendit aussitöt un a retour d'affection » pour 2000 francs. Mana n'obéit pas davantage. Les passes magnétiques à distance sur de simples photographies échouèrent mentablement. Il se procura la cié de l'appartement où Maria s'éten réfugiée pour que la mage opère, à la sauvette, au-dessus du în de la fugitive. Toujours rien. Maria densait encore, et Odo hurtait de rage. « Bien sûr, ça ne pouvait pas marcher, M. Mogno n'a pas eu la patience d'attendre neuf jours », explique Yetou à l'audience. Et au président, M. André Cambedouzou, qui lui demande : « Entin, il vous inspiran confiance ce Yatou? ». Mogno répond aujourd'hui : « Il y

Toulouse. - Odo Mogno, a des moments dans la vie où on

lle avaient donc la clé. La haine gagnait le maçon, et, Yatou, le moment venu, lui proposa son lots de mauvais sorta Moono accepta car il croyait encore au pouvoir de son mage, Il lui signa même un pacte absurde que Yatou s'empressa de cacher sous un tapis de prière, « Ja. soussigné, Mogno de faire disparature ma femme pour la somme de 250000 francs (deux cent cinquante mille francs). » Alors Mogno, confiant et soulagé, par-tit dans sa maison au bord de l'eau. Mais sa haine monteit toujours. Il avait surpris Maria z la putain », criait-il — avec un homme. Il l'avait épiée, fait épier et, maintenant, il l'aurait volontiers tuée de ses propres mains

∉ Jaioux... »

Quand il rentre au mois de

septembre, le mage avait eu peur. Il voulait rendre le billet, trop lourd, sortir de l'histoire. disparaître, mais Mogno attendait plus de lui d'incertains malefices. Le charme était rompu. Il hii fallait les mains d'Yatou pour étrangler sa femme. Il tenait son tueur hésitant dans le pouvoir de sa jalousie, plus forte qu'un envoltement. Et comme, de son côté, Yatou ne se résignait pas à perdre la récompense promise, le maçon, avec sa soif de vengeance, et l'escroc, qui ne songeait qu'à l'argent, arrêtèrent une mort atroce pour Maria. Ils préméditèrent qu'Yatou l'étranglerait chez elle, après l'avoir violée, pour simuler un prime de sadique. Le 23 septembre 1980, ils attendirent la femme de Mogno dans l'escalier, et Yatou, froidement, exécuta son contrat. Trois jours plus tard, il teléphonait à Mogno pour réclamer son salaire, mais la police était au bout du fil. A l'audience, le vieux maçon baisse la tâte devant ses fils : « J'étais jaloux, jaloux,

CHRISTIAN COLOMBANI.

TIRAGES DIAPOS EN 13×18 OU 18×24 - RECADRAGE - CORRECTIONS ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12° _ # 347.21.32

Les remous provoqués par le projet de loi antisexiste

M^{me} Roudy prépare une nouvelle version

Le projet de loi antisexiste continue de provoquer des réactions aussi diverses que pas-sionnées. Au ministère des droits de la femme, où l'on est conscient du vaste champ d'interprétation offert par ce projet qui vise tant les images que les écrits, on est en train de revoir la rédaction de l'exposé des motifs. L'intention de Mae Yvette Roudy est de veiller essentielle-ment à la représentation publique de la femme, on aux petites annonces « sexistes ». Il n'est pas impossible que des articles du projet soient reformulés pour mieux se concentrer sur cet sible que des articles du projet soient objectif. Le texte devrait être soumis au Parle-

nt à la session d'automne, à moins que la

procédure d'argence ne soit utilisée, ce qui semble peu probable. C'est un ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature. M. Jean-Pierre Michel, député (P.S.) de Haute-Saône, qui sera le rapporteur du projet

D'autre part, après bien des tâtonnements, Mª Roudy vient de mettre une touche finale à la restructuration de son cabinet. Son équipe, plus réduite avec trois conseillers techniques, mettra sans doute plus l'accent sur le monde du travail, M^m Christiane Gilles s'occupant plus que jamais des dossiers « orientation et

formation professionnelle » et du projet de loi par le Sénat le 11 mai (le Monde du 13 mai 1983).

M. Henri Maurel devrait s'intéresser plus particulièrement à la régionalisation. Quant à M= Mireille Segretain-Maurel, qui hérite d'une partie du dossier « santé » de M= Simone Iff - ancienne présidente du Mouvement français pour le planning familial, devenue conseillère personnelle de M= Roudy, - elle continuera à suivre le projet de loi coutre les discriminations sexistes.

Le texte et son mode d'emploi

« Elle prête parfois à sourire, est l'objet de bien des sarçasmes, et pourtant l'exigence de dignité est ce que les femmes ressentent le plus profondément. Jusqu'à ne plus tolérer que l'on propage d'elles, depuis le livre scolaire, parfois jusqu'aux murs de nos villes, une image tronquée. Comme si elles n'étaient que des auxiliaires domestiques ou un France de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 1982. Le président avait ajouté alors : - Nous nous sommes dotés, dans notre pays, d'une loi antiraciste. Pourquoi n'y aurait-il pas une loi anti-

Qui s'en était offusqué? Personne. De même, lorsqu'en juin 1974 la Ligue du droit des femmes avait proposé, dans une tribune parue dans nos colonnes, d'ajouter le mot sexe à la loi contre le racisme, aucune voix ne s'était élevée. La Ligue avait en revanche reçu un nombreux courrier pour soutenir l'idée, Alors pourquoi ce tollé, à gauche comme à droite, lorsque le 9 mars le conseil des ministres a approuvé le projet de loi antisexiste de M™ Yvette Roudy? De très nombreuses réponses peuvent être apportées. Aucune ne suffit en elle-même.

Il y a, bien sûr, une différence entre le discours et la concrétisation. Tant qu'il s'agissait d'un vaste projet féministe qui auraiTsongé à « s'inquiéter - ? Certains expliquent aussi que depuis 1974 les publicités ont beaucoup changé et qu'un grand effort a été sourni pour donner - une -. Une loi autre image de la Jen ne s'imposait donc pas. L'émotion de ces dernières semaines a été d'autant plus grande que le projet touche le domaine des fantasmes, de l'imagination et que l'humour grinçant et vité économique, toujours en raison la mauvais goût sont toujours le fait du sexe. des autres...

D'autres éléments ont pu nourrir ce tollé : le manque d'habileté de M= Roudy dans sa façon de présenter un dossier aussi délicat (le premier dossier vraiment féministe). cela sans consulter les publicitaires; la saturation de certains Français après de nombreuses mesures en faveur des femmes : l'esprit critique. exacerbé ces derniers temps, visà-vis des décisions gouvernementales. Un état d'esprit alimenté, il faut le reconnaître, par de perpétuels atermoiements.

Au ministère des droits de la femme, on se plaint de la façon dont on a parlé de la loi, notamment dans la presse parisienne (loi censure, at-on écrit, moraliste, castratrice, et l'on a même comparé M™ Roudy à un ayatollah). - Nous estimons que le sexisme répond aux mêmes mêcanismes que le racisme, explique M™ Mireille Segretain-Maurel, conseillère technique au ministère, et chargée de ce dossier. Comme pour le racisme, ce sera aux magistrais de décider awand il v a abus et de faire le partage entre le banal et l'insupportable ou l'intolérable. Cette loi antisexiste ne devrait pas être plus employée que la loi anti-

Ce n'est pas la fin des films pornographiques, des magazines comme Lui et Playboy... Tout comme certains journaux à caractère polémique, ils ne seront pas inquiétés par la loi si elle est adoptée par le Parlement. - Il faut faire une distinction entre l'ouvrage que l'on achète en connaissant sa spécificité et l'affiche que l'on nous assène dans les lieux publics... .

D'autre part, le deuxième volet du projet de loi complète les dispositions legislatives existantes pour empêcher les refus d'embauche et de services, en raison du sexe, ainsi que

cisme, les associations qui ont plus de cinq ans et dont la lutte contre la discrimination sexiste figure dans les statuts pourront se porter partie

 Le déchaînement des opposants à ce projet à peine annoncé et l'étouffement des voix de celles-là même qui l'ont demandé justifie si besoin est l'existence de ce texte, ne Pub-ligue, la Coordination des cesse de dire M™ Roudy. Je suis convaincue que dans toute démocratie équilibrée doivent se manifester des contre-pouvoirs. Il ne peut y avoir de changement véritable dans les structures comme dans les mentalités si les intéressés n'en devienneni pas les acteurs. Le débat est lancé -

En effet. Les associations féminines et féministes ont réagi et s'organisent pour mieux faire connaître le texte qu'elles demandent avec insistance depuis des années. On leur

fait d'ailleurs comprendre, au ministère, que sans cette mobilisation le Comme pour la loi contre le ra- projet de loi risque de ne pas être présenté tout de suite au Parlement.

> Un collectif de soutien au projet a été constitué le 23 mars. Il a rassemblé, entre autres : la Ligue du droit des semmes, S.O.S.-Femmes alternatives, le Centre audiovisuel de Simone de Beauvoir, la librairie Carabosse, le Planning saimial, groupes femmes et des militantes de l'ex-courant G. du P.S. Une première assemblée générale s'est déjà tenue pour mettre sur pied une campagne de soutien au projet de loi. Le but : créer un vaste mouvement populaire. On peut cependant regretter que la charrue ait été mise avant les bœufs. Le projet de loi aurait peutêtre été mieux accepté si cette explication-sensibilisation l'avait

> > CHRISTIANE CHOMBEAU.

Réactions et témoignages

Des associations et de nombreux lecteurs nous out écrit après l'annonce du projet de loi antisexiste (le Monde du 10 mars). Voici quelques extraits de leurs lettres :

Le Mouvement français pour le planning familial indique : « Cette loi a l'avantage de mettre en évidence l'existence du sexisme et d'y sensibiliser le public... Malgré ce constat, le M.F.P.F. regrette qu'il soit cependant nécessaire de mettre en place des mesures répressives pour contribuer à l'évolution des mœurs. L'essentiel du sexisme que (les médias) véhiculent est souvent trop subtil pour être formellement mis en accusation et prouvé. De olus. l'utilisation de l'imaginaire du fantasme, du rêve fait partie de toute création et il serait dommaga ble pour tous que cette loi soit utiliserve à perpétuer une morale

conservatrice. -La Ligue du droit des femmes écrit : « Il y aura bientôt neuf ans, le journal le Monde ouvrait ses colonnes (13 juin 1974) à un article de la Ligue : « Pour une loi anti-sexiste ». Nous appelions à un vaste soutien pour le dépôt de la loi, des milliers de signatures arrivè-

- La loi a, pour celles qui l'oni conçue, une portée symbolique : elle e les moyens de désigner le fait sexiste en en désignant plus particu-lièrement certaines manifestations, celles qui ont trait à l'image... Il a fallu faire entrer dans le cadre juridique existant, forcément inadé-quat, des intentions qui le débor-dent largement. La sanction n'est en l'occurrence qu'un moven et non une foccurrence qu'un moyen et non une fin. Il ne s'agit pas de légiférer sur les fantasmes, ni de s'attaquer aux chefs-d'œuvre - d'une certaine littérature. [...] L'alternative, pour nous femmes, n'est pas de - troquer l'image du mai contre un monde sans images - mais d'élaborer d'autres images. =

L'Union des femmes françaises estime qu'une telle loi - aidera à mettre un terme aux discrimina-tions, aux atteintes à la dignité, à la violence dons sons victimes les femmes, et contribuera à l'évolution des mentalités ». L'association, qui à une publicité ou à une presse qui avait déposé depuis 1979 une proposition de loi antisexiste auprès des femme », c'est le rire. »

différents gouvernements, . se féli-

cite de constater aujourd'hui son aboutissement -. Mme Anne-Marie Farsy, de Marseille, nous explique : - J'appartiens à ce que l'on appelle - mouvement féministe - avec toutes les consé-

quences que cela implique : je suis donc favorable à l'I.V.G. ; pour la liberté sexuelle sans restriction aucune - ni fausse pudeur : cour l'égalité sociale et professionnelle des femmes et des hommes. Je suis antisexiste et antimysogyne; j'espère que ce bref C.V. vous convien-

· Mais j'estime qu'il existe certaines limites à ne pas dépasser, sous peine de ridicule. Ces limites, les franchir joyeusement. L'obsession de la femme-objet est devenue telle que cette munifestation frise la pathologie mentale.

- Est femme-objet celle qui a dé-libérément choisi de l'être et non pas celle, restée très féminine, somme toute, qui exhibe ses charmes sur une offiche publicitaire et qui, contrairement à ce que nos Femmes-Mecs essayent de faire croire, n'entretient pas du tout le mythe de la femelle, objet et

Mme Salmon, de Montpellier, écrit :

 J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la géné-ration des jeunes filles qui n'avaient pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de jemme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactvlo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui oni applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

- Est-il vraiment habile de compléter touts ces décisions raisonna-bles (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridi-cule projet de M. Roudy?... Est-il vrai que, désormais, quand on por-tera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la pu-blicité, on sera passible d'une peine de prison?

- (...) La seule réponse possible



simple objet de désir, sorte de marchardise. » Déclaration d'une féministe? Non. Il s'agit d'un extrait du discours du président de la République, M. François Mitterrand, lors de la première célébration officielle en

les entraves à l'exercice d'une acti-SOLITUDE Mille deux cents appels

De notre correspondant

chaque jour pour S.O.S.-Amitié

Nancy. - « Nous sommes, par chance, une association inorganisable. Ainsi nous na pouvone tias nous stratifier ou nous sciéroser et nous ne tenons pas un cahier de revendications parce que nous devons, à tout moment, nous remettre en question pour pouvoir nous glisser au traciété toujours plus rationnelle. » C'est ce qu'a déclaré, à Nancy, lors de l'ouverture du sixième congrès national de S.O.S.-Amitié France, M. Eugène « écoutants » venus des quarante-quetre postes dissé-minés sur toute la France. Près de trois cents hommes et femmes dont la mission ano-nyme et bénévole est complexa dernère son apparence de simpli-

« Les écoutants ne sont ni des thérapeutes ni des conseillers et nous na cherchons nullement à créer de dépendance entre écoutants et appelents », rappelait M™ Muriel Joffra, qui vient d'être élue nouvelle présidente de S.O.S.-Amitié. La réalité se heurte ainsi à des problèmes concrets, comme en a témoigné le thème de la réunion de Nancy : Les écoutants aujourd'hui et demain. » L'évolution du langage, les valeurs du futur ou les nouvelles solitudes liées à la vie dans les villes sont quelques-un des éléments qui ont été dé-battus par les écoutants, qui doivent en tenir compte lorsque, après une sonnerie de téléphone, dialoguer, à tout le moins faire « un bout de chemin avec elqu'un qu'ils ne connaissent que par la voix-». « Jamais il n'aura été si difficile de communiquer, alors que, paradoxale-ment, jamais les médias n'euront

été aussi variés et puissants », souligners, pour se part, M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde, invité du congrès, lors de sa conférence. Surconsommation de la télévision, délivrance de sons et d'images qui imposent un silence sans dialogue, désormais renforcé lors des absences par le magnétoscope, discours radio-télévisés s'adressant à tout le monde et à personne en parti-culier, voiture ou avion annihilant les distances entre villes mais non entre passagers, autant de constatations développées par M. Fauvet pour illustrer le « mal communiquer > contemporain.

Le téléphone, symbole même

de S.O.S.-Amitié, apparaît néanmoins, malgré sas imperfections, comme un des rares antidotes technologiques face à un monde en voie d'automatisation. Filconfessionnel ou fil d'espoir, le téléphone de S.O.S.-Amitié est, en effet, désormais connu d'une grande majorité de Français puisqu'un sondage effectué en février 1983 laisse apparaître gées connaissent la formule. Pa-rallèlement que 68 % des personnes interrotrés à S.O.S.-Amitié marquent une hausse importante puisque de 295 000 en 1979, ils sont passés à 428 000 en 1982, soit désormais près de 1 200 appels par jour. En région parisienne, les postes d'ile-de-France ont totalisé, en 1982, 108 873 appels, une croissance importante qui ne va pes sans poser de problèmes pour former et recruter des bénéquatre heures sur vingt-quatre, dans l'anonymat, pour « tendre la main à quelqu'un qu'ils ne verront sens doute iameis ».

JEAN-LOUIS BEMER.

De notre envoyé spécial

de l'organisme social dans son en-

semble et le système de pouvoir en

D'où la deuxième thèse : le sys-

tème soviétique, contrairement aux

l'Ouest, n'est pas près de s'effon-

drer. Malgré la pénurie et les mau-

vaises performances industrielles ou

agricoles, dit Alexandre Zinoviev, le

communisme peut subsister encore

longtemps, car c'est une idéologie

qui peut se prêter à mille interpréta-

On dit parfois que le marxisme est dépassé. Si on entend par mar-

xisme une théorie scientifique, dé-clare Alexandre Zinoviev, alors elle

était obsolète lorsqu'elle apparut.

Mais si on la présente comme une

idéologie, comme un outil pour fa-

conner l'homme, alors elle est éter-

nelle. Car elle a remplacé la religion.

noviev : la renaissance spirituelle en

U.R.S.S. ne constitue nullement une

menace pour l'idéologie marxiste. Il

est vrai que le marxisme a négligé l'âme pour s'approprier l'intelli-gence de l'homme. Fondée sur la

science, présentée comme une pana-cée, l'idéologie ne demande pas à

être un objet de dévotion mais seule-

ment à être acceptée comme un sys-

tème de contrôle. Personne en

U.R.S.S. ne croit au marxisme, mais

tout le monde l'admet comme fonde-

ment de la société et, en contrepar-

tie, le marxisme débarrasse le citoyen du fardeau de la foi ou de la

conscience – ce qui justifie le men-songe, la paresse, le laisser-aller.

Troisième thèse d'Alexandre Zi-

particulier. »

Les trois thèses iconoclastes d'Alexandre Zinoviev

Vienne. - Alexandre Zinoviev est un animal rare. Rejeté tant par ses compatriotes de naguère que par les dissidents russes, avec lesquels il vit aujourd'hui à l'Ouest, il se décrit comme « un chameau parmi des animaux aquatiques » . C'est un incroyant qui a la nostalgie de la foi ; un scientifique qui écrit des romans ; un homme aux multiples talents qui a toujours refusé de faire carrière.

Invité par la télévision autrichienne à participer à un colloque sur « la liberté religieuse, les droits de

Alexandre Zinoviev s'est livré allègrement au plaisir de démolir elques mythes concernant la vie en U.R.S.S. qui ont la vie dure en Occident. Sa longue intervention peut se résumer à trois thèses icono-

Premièrement, les droits de l'homme ou la liberté démocratique n'existent pas en soi. Loin d'être inhérents à la nature humaine, ce sont des notions qui ont évolué lentement à l'intérieur de la civilisation occidentale. C'est pourquoi, dit Alexandre Zinoviev, il est impossible de comparer les régimes communistes et démocratiques. Les deux systèmes n'ont rien en commun, et si, par impossible, le gouvernement soviétique publiait demain une loi instaurant la liberté démocratique en U.R.S.S., le résultat serait le chaos, le crime et la dissolution de la société tout entière.

Puis Alexandre Zinoviev développe sa théorie bien connue sur l'a homo sovieticus ». Selon celle-ci. l'homme soviétique est le produit d'un système idéologique qui le maintient dans des structures d'oppression collectivistes et de pauvreté matérielle, mais, loin de le mener à la révolte, cela l'incite plutôt à trouver des ressources insoupçonnées de débrouillardise et d'invention pour contourner les obstacles. . Tout le monde critique son mode de vie, depuis les semmes de ménage iusau'aux plus hauts dirigeants du pays, admet Alexandre Zinoviev. Mais cela se fait dans les formes et les limites admises par la société, sans menacer nettement les intérêts l'homme et la détente dans les pays de l'Est ., qui a eu lieu à Vienne les 18 et 19 mai, Alexandre Zinoviev a prononcé sa conférence sur « l'idéologie marxiste et la religion » après une introduction historique sur la liberté religieuse de l'Est faite par le cardinal Franz Kœnig, archevêque de Vienne, et avant des réflexions sur les droits de l'homme et la sécurité européenne par l'ex-chancelier fédéral de l'Autriche, M. Bruno Kreisky, qui avait quitté ses fonctions officielles la veille.

Mais, à la longue, le vide créé par cette absence de foi se fait sentir. L'homme demeure un animal religieux, et il souffre de la perte de son âme. Or la religion organisée ne répond plus aux besoins spirituels puisque l'Eglise orthodoxe russe est devenue une institution soviétique comme les autres, qui livre les dissidents aux autorités. C'est pourquoi, explique toujours Alexandre Zinoviev, on assiste actuellement à une renaissance spirituelle - souvent en dehors des Eglises - qui est spontanée, inorganisée, diffuse et ne représente donc pas de véritable menace pour le pouvoir.

Une société dans son enfance

Au contraire, les jeunes qui portent une croix, qui lisent la Bible ou Dostolevski, ne sont pas des délinquants, des voleurs ou des voyous et, du moment qu'ils ne se mêlent pas de politique collectivement, on les laisse en paix.

Pour Alexandre Zinoviev, la société soviétique est dans son enfance : elle n'a que soixante ans. alors que la civilisation occidentale est deux fois millénaire... Ainsi peuton relativiser les jugements portés sur un pays présenté tantôt comme le paradis, tantôt comme l'enfer. essaie de porter le regard lucide d'un scientifique, dit-il. C'est pourquoi je suis critiqué aussi bien par les communistes que par les dissi-dents. J'ai parfois l'impression de ne parler ni le langage des uns ni ce-lui des autres.

ALAIN WOODROW.

AU ■ GRAND JURY R.T.L.- LE MONDE »

L'épiscopat, la politique, l'école et la dissuasion

 L'Eglise fait de la politique à mais le fait qu'on s'adresse à d'ausa manière, mais elle n'accepte pas d'entrer dans le jeu politique, nous ferons tout pour nous déprendre de cette espèce de filet qui nous est continuellement jeté sur le dos », a déclaré, dimanche 22 mai, le père Gérard Defois, secrétaire général de Jury R.T.L.- le Monde ». C'est sur ce ton de franchise qu'il a abordé les grands thèmes qui lui étaient pro-

L'ÉCOLE CATHOLIQUE.

 Ce à quoi tient l'épiscopat, c'est à l'existence du débat et à sa parti-cipation à ce débat (...). Le prési-dent de la République a dit luimême qu'il voulait convaincre et non vaincre. Nous l'avons pris au mot. Depuis deux ans et demi, le dialogue est ouvert parfois avec quelque agressivité, avec quelque crainte, avec quelque peur, mais il me semble que la voie qui s'affirme de plus en plus est celle d'une négociation pour créer les conditions de la construction d'une école qui réponde à la volonté des familles. »

LA POLITIQUE DE DÉ-

Ce qui est inacceptable au plan de la morale, ce n'est pas, à la limite, la dissuasion en tant que telle. tres pays uniquement en les meno-çant, c'est-à-dire en cultivant la peur et la crainte de l'autre (...). La sécurité, qu'il faut assurer, n'est qu'une valeur plancher. Ce qui importe, c'est de penser autrement les relations internationales. En ce sens, la auestion de la dissuasion ne peut être moralement traitée que dans la mesure où elle est inscrite dans une politique positive en faveur de la paix (...).

. Il faut que d'autres forces soient mises en piste pour réfléchir à d'autres moyens de défense. Je pense à certaines intuitions de la non-violence que nous n'avons pas suffisamment prises au sérieux en France ni soutenues. Il s'agit de trouver des alternatives de défense non armée à la recherche de la paix uniquement par la violence. »

• LA SIGNIFICATION POLI-TIQUE DES VOYAGES DU

 Lorsque le pape se rend dans un pays, il vient d'abord pour rencon-trer un peuple chrétien. C'est pour cela qu'il attache tant d'importance aux rencontres de masse. Et là il dit des choses. Il nose des questions, il secoue des torpeurs et il exprime des problèmes qui étaient laissés de côté. En ce sens, il sait bouger les

Jean-Paul II invite les jeunes à bâtir une nouvelle société

Milan (A.F.P., Reuter). -S'adressant à deux cent cinquante mille jeunes réunis sur l'autodrome de Monza, samedi soir 21 mai. Jean-Paul II les a appelés à contruire une société différente : " Bâtisser une société nouvelle, a dit le pape, dans laquelle la vie de l'homme soit respectée des sa conception. Une so-ciété dans laquelle les enfants et les pauvres ne meurent pas de faim. alors que les pays riches jettent honteusement les restes de leurs banquets. Une société dans laquelle l'argent public ne soit pas réservé à la course aux armements, mais au progrès social des citoyens, à leur bien-être économique, à leur santé, à leur instruction.

 Une société, dans laquelle le pluralisme des Idées solt vraiment respecté, et dans laquelle ceux qui disposent du pouvoir ne croient pas avoir le droit de faire disparaître ou d'éliminer de manière occulte ceux qui ne partagent pas leur idéologie. Une société dont la transformation ne solt pas confiée au terrorisme ou à la révolution violente. Une société dans laquelle les jeunes ne sentent pas le besoin d'avoir recours à la drogue, une société qui respecte aussi ceux qui ne peuvent plus pro duire. En somme, une société bâtie dans la justice, l'amour et la solida-

Jean-Paul II a terminé son voyage en Lombardie, dimanche à Milan, par une rencontre avec les représentants du patronat italien. « Je vous adresse un vibrant appel à multiplier et à unifier vos efforts pour la création de nouveaux emplois, a-t-il dit. L'inflation et la récession, ne doivent en aucun cas empêcher la recherche tenace des moyens pour surmonter les causes du chômage et les douloureuses situations humaines qui en résultent. »

Il a déclaré que les propositions de l'Eglise dans le domaine social visaient à encourager « la copropriété des moyens de production et la participation des travailleurs aux bénéfices de leurs entreprises -.

« Tous les membres de l'entreprise doivent chercher ensemble les formes et les structures concrètes qui permettront de réaliser l'obiectif essentiel de la collaboration entre le capital et le travail, dans une juste hiérarchie des valeurs », a-t-il

choses. Que cela ait une importance politique, j'en suis tout à fait d'ac-cord, surtout lorsque, dans telle sil'homme ou condamne la logique de la violence, comme en Irlande. Il entend ainsi rendre les gens responsables du devenir de leur pays (...).

par un voyage, par quelques mani-festations spirituelles, que les choses changent du jour au lende-main, mais il me semble qu'alors une dynamique se met en place et que quelque chose de neuf se crée. Voyez ce que représente depuis six mois cette tension en Pologne pour préparer le voyage du pape. Cela n'est pas négligeable. »

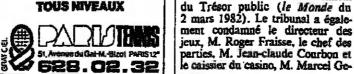
DÉFENSE

• Un conseil permanent des militaires retraités pourrait être prochainement créé, a annoncé M. François Autain, secrétaire d'État apprès du ministre de la défense, dimanche 22 mai, au cours du congrès de l'Union nationale des sous-officiers de réserve réunis àStrasbourg. Ce conseil, dont la création est souhaitée par l'ensemble des militaires, serait chargé de les repré-senter au sein du Conseil supérieur de la fonction militaire.

 Un avion Starfighter de l'armée de l'air canadienne participant, non loin de Francfort (R.F.A.), à un meeting aérien, a provoqué, dimanche 22 mai, la mort de cinq personnes. L'avion a pris feu en vol au cours d'un exercice de voltige, accompli en compagnie de quatre autres appareils, et s'est écrasé sur un parking proche de l'aéroport. Le pi-lote qui avait auparavant fait fonctionner son siège éjectable est sain et sauf. - (A.F.P., A.P., Reuter.)

CETTE ANNÉE AVEC PARISTENNIS, L'HIVER SERA COURS, COURS, COURS

ENTRAINEMENTS **HEBDOMADAIRES POUR ADULTES ET ENFANTS TOUS NIVEAUX**



ÉDUCATION

Du plan socialiste à la réforme Savary

(Suite de la première page.)

Le ministre et son administration cédaient, reprenaient et cédaient encore. Mais on présentait toujours au public un projet grandiose et lumineux. Il n'a pas ébloni les étudiants en droit, en sciences économiques et

Le refus de la sélection

Pourquoi eux ?

• 1968. - Cela a commencé en novembre 1967 par une grève de dix jours d'étudiants en sociologie de Nanterre contre la réforme des études de lettres et de sciences. En juin 1968, devait entrer en application une sélection pour entrer en se-cond cycle (troisième année après le baccalauréat) des études de lettres, sciences humaines et sciences, sous forme d'un conseil d'orientation obligatoire. Les meilleurs devaient avoir accès à une voie longue (deux ans) conduisant aux carrières de la recherche, les autres à une vois courte (un an) menant à la licence et aux concours de recrutement des professeurs de lycée. Cette disposi-tion était aggravée par une autre qui faisait perdre un an à de nombreux ieunes gens avant commencé leurs études avant l'entrée en vigneur de cette réforme.

Cette alliance unique entre les li-bertaires de la société et les protectionnistes de leurs études se seraitelle produite sans cette aggravation de la sélection ?

 1976. – Une réforme de l'ensemble des premiers cycles universitaires comporte un projet de sé-lection à l'entrée des seconds. L'opinion, la presse avaient réagi favorablement au projet de Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités. Les enseignants s'expri-mèrent peu. Les étudiants s'enflammèrent, et la grève fut longue : deux mois au moins dans de nombreuses

■ 1983. - L'histoire se répète. Mais cette fois-ci ce sont les juristes, et non plus les littéraires et les scientifiques, qui expiosent.

En 1968, les deux voies d'études universitaires menant au plus grand nombre d'emplois étaient bien celle des sciences et celle des lettres : elles

Les maires de Verdun

condamnés pour ingérence

Les maires de Verdun et de Som-

medieue (Meuse), MM. Jacques

Barat-Dupont, soixante-six ans, et

Francis Bosom, quarante-quatre ans.

ont été condamnés, mercredi

18 mai, par le tribunal correctionnel

d'Epinal (Vosges), à trois mois

d'emprisonnement avec sursis pour ingérence. Ils ont été relevés d'exer-

cice de fonctions publiques pendant

Il était reproché à ces deux élus

d'avoir, en 1978, alors qu'ils étaient

respectivement maire et adjoint au

maire de Sommedieue, vendu du bois communal à la société dont ils

étaient respectivement P.-D.G. et di-

recteur général, lors d'une adjudication publique. Cette irrégularité avait été dénoncée dans un rapport

Le docteur Barat-Dupont, qui a

été maire de Sommedieue pendant dix-huit ans, à été élu aux dernières

élections municipales à la tête de la

municipalité de Verdun. Il est égale-

ment conseiller général (mod.) de

• L'affaire de Gréoux-les-Bains : précision. - Une erreur s'est glissée dans le compte-rendu du

jugement du tribunal de Digne au

sujet de l'affaire de l'établissement thermal de Gréoux-les-Bains (le

Monde du 10 mai). Les docteurs

F. Magnani et X. Strenna ont été condamnés à un an d'emprisonne-

ment avec sursis, et à 1000 F

· L'ancien P.-D.G. du casino de

Saint-Galmier (Loire), M. Jacques

Scordo, vient d'être condamné par le

tribunal de Montbrison à 50 000 F

d'amende et un an d'emprisonne-

ment dont cinq mois fermes cou-

vrant sa détention provisoire. Pour

compenser certaines libéralités des-

tinées à attirer la clientèle et accor-

der des crédits à des joueurs insolva-

bles, M. Scordo minorait les recettes

de l'établissement, cela au détriment

ment condamné le directeur des

parties, M. Jean-claude Courbon et

de la Cour des comptes.

cinq ans, avec sursis également.

et de Sommedieue

FAITS ET JUGEMENTS

Les dirigeants

de la banque Roy

La II chambre correctionnelle

de Paris, présidée par M. Jean-Michel Guth, s'est prononcée, mer-

credi 18 mai, sur l'affaire de la ban-

queroute de la banque Roy, jugée le mois dernier (le Monde du

contraint par la loi – non sans re-grets, – a mentionné le président qui donnait lecture du jugement – de relaxer M. Jean Roy du chef

d'abos de biens sociaux, car la na-

ture juridique de sa banque, à l'épo-que, était celle d'une société en com-

mandite simple excluant le délit d'abus de biens sociaux. En revan-

che, M. Roy a été condamné à

trente mois d'emprisonnement ave sursis et 40 000 F d'amende, unique-

ment pour complicité de présenta-tion d'un bilan inexact.

Pour les faits de banqueronte sur-

venus en 1979, alors que la banque, devenue société par actions, distri-busit des fonds essentiellement aux

sociétés d'intérim du groupe Bonan-

Berdat, laissant finalement apparat-tre un « trou » de plus de 20 millions de francs, le tribunal a infligé cinq

ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, et 40 000 F d'amende à M. Gabriel Berdat; quatre ans, dont un avec sursis, et 30 000 F d'amende

à M. Isaac Ghariani; quatre ans dont trois avec sursis et 40 000 F

d'amende à M. Salomon Bonan ;

seize mois d'emprisonnement avec sursis à M. Pierre Bonan; treize

mois avec sursis à M. Robert Chou-

raqui; deux ans d'emprisonnement et 40 000 F d'amende par défant à

M. Aaron Berdah, dit Grégory, en fuite (sons le coup d'un mandat d'arrêt du 10 novembre 1981) et di-

verses peines d'emprisonnement

avec sursis à huit autres prévenus.

nucliement aux concours.

Aujourd'hui, ce sont ceux qui entrent dans les filières juridiques et économiques qui ont des chances de trouver un emploi : assez bonnes pour ceux qui se spécialisent en ges-tion (second cycle), médiocres pour les juristes, faibles pour les énonomistes. Les bacheliers ne s'y trom-pent pas. Ils sont désormais deux fois plus nombreux à entrer dans ces filières que dans celle des sciences. Et le clivage entre « facs bour-geoises » (droit et médecine) et « populaires » (lettres et sciences) n'est plus exact que pour la médecine (voir tableau ci-contre). En ce qui concerne les seuls fils d'ouvriers, leur proportion, sur cent inscrits, est désormais à peu près égale en lettres (16%), en droit (15%) et en sciences (14%). Mais, compte tenu de la différence des effectifs, il y a

Autres combattants même combet

actuellement deux fois plus de fils

d'ouvriers en première année de droit et de sciences économiques

qu'en première année de sciences

Ces voies d'études représentent souvent la dernière chance après un échec en médecine ou en classe préparatoire aux écoles de gestion (pour les enfants de milieu aisé) ou après une non-admission dans un institut universitaire de technologie ou une section de technicien supérieur (pour les cufants de milieu modeste). Désireux d'obtenir un diplome ouvrant sur l'emploi, ces étudiants échouent massivement - les trois quarts aux examens de première année en droit, - s'accrochent et réussissent souvent au deuxième essai. Comportement très différent de celui des littéraires. En première année, près de la moitié des étudiants - souvent plus en sociologie et psychologie – ne se présentent même pas à des examens débouchant sur le chômage.

Alors pourquoi chercher des compiots ou des meneurs (révolutionnaires en 1968 et réactionnaires en 1983), alors que l'explication dominante de cette série d'explosions estudiantines est à portée de la main (2) : A chaque époque, ce sont les étudiants des disciplines les

débouchaient sur les milliers de moins dévaluées pour accéder à postes d'enseignants mis alors appostes d'enseignants mis alors appostes d'enseignants mis alors appostent le plus vive-ment à tout renforcement des barrages en cours d'études.

> Les juristes, comme chacun sait, sont conservateurs. Les deux dernières réformes instituant (1966) et remodelant (1976) un premier cycle pluridisciplinaire de deux années n'ont guère modifié leur vieille pratique : faire le tri entre ceux qui sont jugés capables d'acquérir l'«esprit juridique » et les autres, à l'issue de la première année. C'est-à-dire que, en droit, la réussite la plus importante est celle à cet examen de fin de première année Le « projet Savary » vise notam

ment à supprimer cette barrière à l'issue de la première année en mettant l'accent sur le caractère d'orientation du premier cycle. Celui-ci, complètement repensé, doit produire moins d'échecs et plus de diplômés. Mais l'accès au second cycle tiendra compte - des capacités d'accueil de l'établissement et des débouchés prévisibles » (article 13).

Le projet est donc à la fois ver-tueux et planificateur

■ Vertueux. - Il vise à lutter contre des échecs en début de cursus, qui éliminent plus encore les enfants de milieu populaire que les

ORIGINE SOCIALE **DES ÉTUDIANTS** (1981-1982)

Proportion d'étadiants de mi-lieux populaires (*) sur cent nou-veaux inscrits au premier cycle : Lettres et sciences hu-

iences économiques 28 % Droit (1) 27% (*) Enfants d'ouvriers, d'ouvriers agricoles, d'employés et de personnel de service.

(1) Capacité en droit exclus. Sources : Service de l'informati-que de gestion et des statistiques ; ministère de l'éducation nationale.

■ Planificateur. — Les chances ainsi égalisées, il s'agit de professionnaliser les études, c'est-à-dire de limiter les admissions en fonction des possibilités d'emploi.

La première tentative de « régulation des flux » à l'issue du premier cycle du supérieur « sauta » en 1968, la deuxième sombra en 1976, la troisième est en train de mourir.

Les étudiants en grève n'ont pas regardé l'emballage – la gentillesse ialiste au lieu de la hauteur paul liste ou de la morgue giscardienne et out reconnu le paquet. Et ils ont de nouveau dit « non » à des études et à des efforts qui débouchent sur un mur. Alors? BERTRAND GIROD DE L'AIN.

(2) Dominante mais évidemment

non exclusive. Il s'agit simplement de ne pas confondre l'origine profonde, sociale d'une revendication et les forces politi-14 avril). Le tribunal s'est reconnu ques qui en tirent parti.

Prochain article:

L'ESPOIR **ET LA LIBERTÉ**

LE PRÉSIDENT DE L'UNAPEL SERA REÇU A L'ÉLYSÉE LE 1" JUIN

M. Pierre Daniel, président de Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), dont le congrès est réuni à Bayonne depuis le samedi 21 mai, sera reçu par M. Francois Mitterrand, le mercredi I juin. M. Daniel a l'intention de faire le point avec le président de la République sur les « véritables problèmes d'éducation .. M. Daniel avait demandé audience dès avril 1982, demande qu'il avait dû réitérer plu-sieurs fois.

Séjours linguistiques pour SCOLAIRES ANGLETERRE - ALLEMAGNE triande, Mato; USA, Austriche, Espagne Brochure grabite 508.94.59 10, rue Saint-Mario 75002 PARIS

BENEDICTINE SUMMER SCHOOL

DATE : DU 13 AOUT AU 3 SEPTEMBRE Nos cours sont desinés aux garçons et aux filles de treize à dix-huit aus, qui apprament l'anglais dans une école dirigée par des bénédictins. Vingt heures de cours par semaine, trois niveaux (élémentaire, miermédiaire on avancé). Excursions dans les Highlands. Activités sportives : tennis, voile sur le loch Ness, etc.

Prise en charge des élèves à l'aéroport d'Inverness ou à la gare. PRIÈRE D'ÉCRIRE A :

THE DIRECTOR BENEDICTINE SUMMER SCHOOL The Abbey, Fort Augustus, Inverness-shire PH32 4DB - Tel. 03208232

s'imp

A The second secon The state of the s (2012年 - 1000年 - 10000年 - 1000 PATER 1. 2277 ES gen gest angere granting at Elect E PETE - F IS ENDE Constitut 🖮 Parament Labe &'s

200 The second section of the second Section of the section is The second second second jak jak 🖛 📾 2.42 7. gy Fryskia a spil and the property of the fields

grande des existences

1922 to 122 1848

igger i grande 🍇

And to a bunga 1981.

une année éxcept Charles Tale San Marie Continued A umpimuri, rivades 💏 **でしらしなかめぬ** AND A DECEMBER OF Program of the Stary State of territorial parties place of and expen-THE SECOND OF A SALESSAND AND A

And the sent & And Sent Comments Manuare et le Japoe ತಿಕ್ಕಾರ ಆ ಅವ**ಾಗ** W. Roberts of the Andrea Mittie, I. J. The Tax des Will in France as y Mar gu und faut auf release and the wests

Paralle -- v Elasti-C

Qui

La grante de la consider la pierre l'erim (1) I mistre de l'urbanie Mort assorti de propo Le constat dresse ement de la banisens

« DEUT-ON CO ia capitat ercore de a fuicires de ses enfa pretalement : . Pelere-I-elle avoir me telants of on pen mees its rues de La en la cuestion contrale Modernet de Reed : M Pierre Merke Be an lenie mutation. mulibres se seas Beles, mais in pies in S doute L Cimination similes : le prop lings de quatre pe le faite de pas 12 % le les ensemble de la Fr enjant

thishts, peu d'adel pier persecuts de less

mion des jeunes de mai and and virgo; sewis Cas I over a double east Passent de 4 % 4 & More un merage and more qu'un indirecte kronnes agées (il y dide menage de pius : devenu une ville de

forme Savan

Le Monde ECONOMIE

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

S'implanter pour élargir sa part de marché

VEC le ralentissement de A la proissance et la contraction des échanges internationaux, la conquête des grands marchés fait l'objet d'une lutte intense. Or le marché américain continue d'avoir un rôle stratégique pour les entreprises des pays industrialisés du monde occi-dental. S'y implanter, c'est non seulement profiter du premier marché du monde mais aussi être stimulé par une concurrence vive, notamment dans les secteurs de pointe. C'est encore être gagné par la contagion d'une technologie en permanente évolution. C'est, enfin, bénéficier de la stabilité politique et sociale d'un pays d'où l'on peut rapatrier ses profits sans

Il n'est donc pas étonnant que aient plus que quadrupié de 1973 à 1981, dans un temps où les investissements américains hors des Etats-Unis étaient simplement

Les Français, quant à eux, avaient bien du retard. Cela explique que la valeur cumulée de leurs investissements directs ait été multipliée par sept au cours de cette période, passant de 827 à 5 844 millions de dollars, si l'on en croit une étude de Mª Edith Robert, de la Banque française pour le commerce extérieur (1).

une année exceptionnelle

1981, il est vrai, fausse quelque peu les statistiques du fait de important rechat de Texasgulf par Elf-Aquitaine et de la prise de contrôle du cimentier General Portland par Laffarge Coppée. Cette année-là, la France est ssée du huitième au sixième rang des investisseurs étrangers (avec 6,5 %) loin derrière les Pays-Bas (23%), le Royaume-Uni (17%), le Canada (14%), l'Allemagne et le Japon (8 %).

A titre de comparaison, note Mª Robert, « la valeur cumulée des investissements directs américains en France ne représentais plus qu'une fois et demle la valeur des investissements français aux Etats-Unis contre

plus de trois fois en 1980 et cinq fois en 1973 ». En outre, pour la première fois en 1981, les flux ont été inversés puisque les Etats-Unis ont désinvesti pour 246 millions de dollars quand la France investissait 2,9 milliards de dollars outre-Atlantique.

L'année 1982 - quand tous les chiffres en seront connus comme l'année en cours, ne devrait pas totalement confirmer cette tendance. Selon la B.F.C.E., dans l'industrie manufacturière, le nombre d'investissements étrangers aux États-Unis aurait diminué de 22 % l'an passé; et, sur les 271 projets recensés, 19 sculement scraient d'origine frauçaise. Il est difficile, dans cette évolution, de dire s'il s'agit d'un retour à la normale après les « gros coups » de 1981, ou si tout à la fois le renchérissement du dollar et les taux d'intérêt élevés ont découragé les investisseurs.

Un rapport du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (2) note toutefois que, « si la faiblesse de la monnois américaine tout au long des années 70 a été une incitation importante, la forte hausse des cours du dollar en 1981 n'a pas dissuadé les firmes étrangères d'investir . L'évolution la plus récente du cours du billet vert, qui valait encore en moyenne 5,44 F en 1981 et 6,50 F en 1982, n'en est pas moins de nature à décourager fortement les entreprises, petites et moyennes, qui font l'essentiel de leur commerce en francs (Elf-Aquitaine, en revanche, dispose d'une balance dollar positive). Or les P.M.E. se sont elles aussi lancées sur le marché américain ; sur six cents sociétés françaises implantées, cent cinquante seraient des P.M.E. dont une trentaine exercent une activité industrielle.

L'analyse sectorielle des implantations françaises à laquelle se livre la B.F.C.E. est elle aussi intéressante. Jusqu'en 1980, la moitié des investissements français avaient été dirigés vers l'industrie manufacturière. Le rachat de Texasgulf par Elf a fait régresser cette part à 31 %, tandis que le secteur pétrolier (en fait Texasgulf est plus une entreprise minière et chimique que pétrolière) est au premier rang avec 45 % du total investi.

 D'une manière générale, note encore Min Robert, l'investissement commercial a accentué sa faiblesse d'année en année, passant de 33 % du total investi en 1973 à 13 % en 1981. » Or, à titre de comparaison, la part correspondante a été de 60 % pour le Japon et de 32 % pour la R.F.A. Le développement de puissants réseaux commerciaux a permis au Japon de détenir en 1980 une part de marché deux fois supérieure à celle des entreprises européennes.

Des obstacles nouveeux aux échanges

Ce choix stratégique semble cependant devoir être révisé à cause des obstacles nouveaux auxquels peuvent se heurter les importateurs. Les années 70, face à la concurrence japonaise notamment, ont vu les producteurs américains se tourner vers l'administration pour que soient prises des mesures de sauvegarde. Le CEPII constate que, entre 1971 et 1978, la Federal Trade Commission a examiné cinquante-sept demandes de protection et cent quarante plaintes antidumping qui ont abouti aux contingentements de roulements à billes (1973), d'acier (1976), de chaussures (1977), tandis que d'autres accords étaient négociés pour obtenir des limitations volontaires d'exportations pour les téléviseurs couleur (1977) et pour les automobiles (1981). Enfin des mesures douanières out été prises pour protéger certains produits comme les pellicules photo, les

La même étude du CEPII souligne que . l'on assiste à une progression quasi parallèle des importations et de la production sous contrôle étranger » au cours des dernières années, et elle ajoute: « Les entreprises étrangères appuient leur pénétration par une implantation industrielle locale qui consolide leur part de marché totale » (d'autant que les trois quarts des importations

faites par le commerce de gros sous contrôle étranger proviennent d'entreprises apparentées aux filiales opérant aux États-Unis).

Cela est vrai depuis longtemps dans l'industrie protégée par les normes phytosanitaires, ce qui explique que pour 78 % l'offre étrangère soit assurée sur le marché américain par la production locale des filiales de groupes étrangers. Cela se développe dans l'électronique grand public (y compris de la part de pays comme la Corée du Sud, dont la société Gold Star va monter aux États-Unis ses téléviseurs couleur) et dans l'automobile, l'accord entre General Motors et Toyota pour la construction, en Californie, d'un modèle japonais en étant l'exemple récent le plus spectacu-

Pour les entreprises qui jugent le marché américain primordial pour leur avenir, l'implantation devient alors une nécessité pour tourner l'ensemble des barrières (tarifaires ou non) imposées par un protectionnisme renaissant.

Voilà pourquoi de nombreuses entreprises européennes, japonaises, voire des sociétés des pays nouvellement industrialisés, pour-suivront la stratégie qui mène à créer une filiale ou à acquérir sur le territoire américain une affaire disposant d'un réseau de distribution important ou d'une technologie avancée. Dans cette perspective, il saudrait plutôt s'inquiéter de la faible implantation française (hors Texasgulf) qui rend improbable la résorption rapide du déficit commercial avec les États-Unis (25,4 milliards de france en

de BRUNO DETHOMAS et VÉRONIQUE MAURUS.)

(1) Cette étude, fondée sur les statistiques du département américain du commerce, prend en compte les investis-sements réalisés dans des entreprises où l'investisseur détient au moins 10 %.

(2) Les grinées 80 : quelles perspec tives pour l'Industrie américaine et les invertissements internationaux, 1983, publié par la Documentation française.

L'Eglise, la rigueur, la solidarité

N ces temps de dure contrainte, on ne pouvait manquer de tendre l'oreille aux propos que tenait, dimanche 22 mai, le Père Gérard Defnis au « Grand Jury R.T.L.-le Monde s. Qu'avait à dire le secrétaire général de l'épiscopat français sur la situation économique depuis que les évêques avaient publié une note à ca sujet ? Les positions avaient-elles changé en hult mois la note remonte au 27 septembre 1982), alors qu'entre-temps le gouvernement a dû décréter un plan de rigueur qui ne peut manquer d'atteindre chaque Français dans sa façon de vivre ?

En aucune manière, répond le Père Defois, qui a le mérite de ne pes tourner autour du bénitier pour dire ce qu'il pense. « Parler de solidarité aujourd'hui, dit-il, c'est paut-être plus neuf qu'on ne le pense, plus difficile qu'on ne le pense (...). Il me semble que, aujourd'hui, sa mettent an place des réflexes individualistes dans la société française : la solidarité me semble être une question de survie à une époque où l'être ne peut pas affronter ses propres problèmes. \$

Quant à savoir ei l'Eglise n'encourt pas le reproche de « faire de la politique » en s'immisçant dans les questions économiques, le représentant de l'épiscopat n'en a cure. L'Eglise, en fait, a a sa manière », précise-t-il, « mais elle n'accepte pas d'entrer dans le jeu politique ». Et puis cette affirmation: « Nous ferons tout pour nous déprendre de cette espèce de filet qui nous est contiement ieté sur le dos. » Inutile de nous renvoyer à la sacristie, répond en somme le Père Defois, nous sommes dans même si notre manière de nous y comporter est inhabituelle.

centages du P.I.B. ou les taux de couverture du commerce extéchiffres à son tour, mais il lui pa- dance communautaire, »

ment des agents économiques influent sur la conjoncture autant, sinon plus, que les mesures couvernementales. Sens doute a-t-elle conscience d'être la seule institution à pouvoir tenir ce lanasos que d'autres, quoi qu'ils en aient, se pardent de tenir de peur de passer pour des naifs. C'est à peine si les experts osent souligner que la réussite des politiques économiques, comma en Allemagne fédérale ou au Japon, repose essentiellement sur le consensus des citovens, qu'une politique acceptée est la seule oui ait des chances de réussir.

Accepter une politique, cala veut dire la prendre aussi avec ses inconvénients et donc subporter, au nom de la solidarité nationale. les sacrifices individuels qu'elle impose. A cala, les Français se sont le plus souvent refusés, syant le sentiment sans doute per trop inculqué qu'il y a toujours plus riche qu'eux pour faire les frais de la rigueur. Tous ces refus catégoriels, toutes ces oppositions partisanes, sont le reflet d'une société qui a perdu le sens du relatif et s'enfonce dans le quantà-soi avec d'autent plus de viqueur que ses membres, dans leur très grande majorité, n'ont plus à lutter pour leur survie. A-t-on pris garde que, depuis mai 1968, le pouvoir d'achat des Français a augmenté de 63 % malgré la multiplication per plus de trois fois at demi du coût de la

C'est sur ce fond de société d'abondance que l'Eplise intervient au nom de ce qui la regarde, c'est-à-dire au nom de la charité, un mot qu'elle est seule aussi à pouvoir prononcer sans faire sourire. A condition, précise encore le Père Defois, de « l'entendre dans le grand sens du coîncider cette pensée avec les terme at non dans l'acception courbes statistiques, les pour- galvaudée du dix-neuvième siècle ». Laissons-lui donc le mot de la fin : « Dans la situation acrisur. Non que l'Eglise manque- tuelle, l'homme ne peut avancer rait de gens avertis pour parler seul ; il a besoin d'interdépen-

LE RAPPORT MERLIN SUR L'HABITAT A PARIS

Que faire pour avoir un peu plus d'enfants et un peu moins de chiens dans les rues

La gravité de la crise du logement à Paris explique la demande faite en janvier 1982 à M. Pierre Merlin (1) par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, d'un

Le constat dressé est sévère : comparé au logement de la hatilieue et à ceini de la France

la capitale se vide encore de ses couches populaires, de ses enfants? » Ou plus brutalement : - La France préfère t-elle avoir un peu plus d'enfants et un peu moins de chiens dans les russ de la capitale? -C'est la question centrale, posée dès l'introduction du lourd rapport (2) de M. Pierre Merlin. En trente ans d'une iente mutation, de nombreux déséquilibres se sont installés et aggravés, mais le plus important est sans donte la diminution du nombre des familles : la proportion des ménages de quatre personnes ou plus à atteint pas 12 % (contre 30 % dans l'ensemble de la France). Peu d'enfants, peu d'adultes d'âge moyen beaucoup de jeunes (la proportion des jeunes de moins de vingt-cing ans vivant seule ou syant fondé un foyer a doublé entre 1954 et 1982, passant de 4 % à 8 % du nombre des ménages, au sens de l'INSEE, un ménage pouvant ne compter qu'un individu), beaucoup de personnes agées (il y a 30 % de chefs de ménage de pins de soixantecing aus contre 18 % en 1954). Paris et desseus une selle de services de ménages de pins de soixantecing aus contre 18 % en 1954). Paris et desseus une selle de services de selle de seus contre 18 % en 1954. entière, le logement parisien est statistiquement ancien, exign, locatif et peu confortable. Pour loger les plus pauvres et ramener dans la ville les familles avec enfants, M. Merita propose une politique du logement social, qu'il qualifie luimême d'a ambitieuse » et démontre que, sur vingt-cinq ans, elle est physiquement et financièrement possible.

DEUT-ON concevoir que seules ou de ménages sans enfant d'ailleurs plus sensible chez ceux qui (les trois quarts des ménages pari-siens, contre la moitié des ménages

> Enfin, Paris abrito près de 400 000 étrangers (soit 18 % de sa population), et donc proportionnel-lement beaucoup plus que la ban-lieue (14 %) et le reste de la L'état du parc de 1 250 000 loge-France (8 %), dont plus de la moitié de femmes et d'enfants. Et 58 % des ménages immigrés habitent des logements sans aucun confort ou des « faux logements ».

Le « parc social

de fait » Cette ségrégation démographi-que, dit M. Merlin, est encore plus grave que la ségrégation sociale. L'embourgeoisement de Paris est indéniable. Cependant, si le revenu par personne est supérieur de 25 % à la moyenne nationale, ce chiffre na moyenne nationale, ce chillre masque de lourdes disparités : les familles aisées y sont plus nombreuses proportionnellement qu'ailleurs, mais les familles pauvres aussi. Cet embourgeoisement est

viennent d'emménager en accession à la propriété ou dans un appartement à loyer libre : leur revenu est supérieur de 30 % à la moyenne

meats est largement responsable de cet état de fait, ainsi que la disparité des loyers (de 1 à 5 en moyens et celui d'un logement neul à loyer libre). On observe une prédominance de petits logements de une ou deux pièces (60 % du parc, soit deux fois plus qu'en banlieue et trois fois plus que dans le reste de la France). Quant au confort, il est plus médiocre qu'ailleurs, et c'est bien sûr fonction de l'âge de la ville. Enfin, Paris est peuplé de locataires (plus de 60 %) et ne compte qu'un quart de propriétaires occupants ou d'accédants à la propriété (plus de 50 % pour la France entière), le reste des habitants étant logés à titre gratuit, ou par leur employeur, ou encore en meublé ou comme souslocataire). Près des deux tiers des logements appartiennent à des parti-

Axée sur une préemption systématique, par municipalité, des immembles encore soumis à la loi de 1948, sur l'achat de l'essemble des terrains industriels ou publics mal utilisés et sur une gestion rigoureuse des logements H.L.M., cette politique suppose un effort conjugué durant un quart de siècle de la Ville et de l'État.

> Oil est le logement social dans tout cela ? Il est de deux sortes, dit M. Merlin. Le parc social de drois -, constitué par environ 100 000 logements H.L.M. et assimilés, et un « parc social de fait » composé de... 200 000 loge-ments encore soumis à la loi de 1948. Il faudrait encore y ajouter 125 000 « faux logements » (hôtels meublés et garnis, chambres indé-pendantes). Or le parc social de fait des logements encore soumis à la kii de 1948 ne cesse de s'amenuiser, au rythme de 18 000 logements par an. (Lire la suite page 11.) JOSÉE DOYÈRE.

(1) Polytechnicien, géographe, sta-tisticien, démographe mais surtout urbaniste, M. Pierre Merlin a été présiconsacré de nombreux ouvrages à Paris ot aux villes nouvelles. Le présent rap-port a été préparé par un groupe res-treint d'étade, composé. à côté de M. Merlin, de MM. André Massot, Jean-Claude Pathé et Luc Tessier.

(2) Pour une véritable priorité au logement social à Paris. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 PARIS CEDEX 07. 120 F.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance

avec les entreprises

. 2° CYCLE **GESTION DE PERSONNEL**

12 mois de formation de haut niveau

7 mois de stages spécialisés en entreprise L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

3° CYCLE **MANAGEMENT AVANCE**

8 mois de formation de haut niveau 7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et a des jeunes cadres.



Prochaine session de recrutement 1er juillet 1983

Dossier de candidature et brochure détaillée (eft précisant le cycle) à 75017 PARIS.

Établissement privé d'enseignement supérieut

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

automobile d'American Motors,

tandis que 69 % d'entre eux se déclaraient hostiles à Renault, un

nom entaché, outre-Atlantique, par

le désastreux lancement de la Dau-phine à l'extrême fin des années 50; on appela le modèle Alliance, un nom qui l'emporta sur Lafayette et Commander.

De plus, plusieurs centaines de conducteurs américains essayèrent

la Renault 9 pour donner leur avis sur les adaptations nécessaires au

goût local. Et cinq cents consomma-teurs testèrent les thèmes d'une

gigantesque «campagne de pub» (30 millions de dollars en un an). La

qualité du modèle et son prix inté-ressant firent le reste. Désignée voi-

ture de l'année par la revue Motor Trend, l'Alliance est vendue à plus

de dix mille unités par mois depuis son lancement en septembre dernier.

Mais tout le monde ne peut pas, comme Renault, dépenser 420 mil-lions de dollars aux États-Unis ou,

comme Elf-Aquitaine, se payer pour la bagatelle de 14 milliards de

la bagatelle de 14 milliards de francs «une belle américaine» — Texas Gulf — qui, à l'usage, ne tiendra pas toutes ses promesses (voir d'autre part). Tout le monde n'a pas non plus la réputation qu'a Matra dans l'armement et l'espace, ce qui permet à la firme de M. Lagardère

de négocier discrètement avec le département de la défense un contrat de 400 millions de dollars,

sans doute l'un des plus gros jamais traités par une firme française dans un secteur sensible.

Les risques

Pour des P.M.E., qu'elles veuil-lent pénétrer un large marché, se rapprocher de l'information techno-logique de pointe ou tourner un pro-

tectionnisme croissant qui fait, par exemple, que les universités com-mencent à se fermer aux étrangers

dans les recherches sensibles, l'aven-ture est plus risquée. En cas d'échec, la vie même de la maison-mère peut être en jeu. Il faut donc réaliser la

être en jeu. Il faut donc réaliser la meilleure implantation — près du marché ou près de la matière grise, — rechercher la meilleure formule (joint venture, achat, prise de participation, O.P.A.); on doit encore trouver les modes de finances de la contract de l

ment, résondre les aspects juridiques et fiscaux, recruter les bommes les

plus sûrs qui assoiront la réputation américaine de la société, mais qu'il

faudra surpayer, notamment en leur distribuant des actions qui les atta-

chent à l'entreprise et dont les divi-dendes sont faiblement imposés; il faudra enfin chercher à entrouvrir

s portes des marchés publics

rendus presque inabordables par le

Buy American Act. Dans toutes ces

entreprises, on ne compte plus le nombre d'intermédiaires à rémuné-

rer pour éviter les chausse-trapes : de l'inévitable lawyer au venture

capitalist (banquier qui prend parti-

cipation et risque), du spécialiste d'immobilier industriel au chasseur

Pour une petite entreprise, il faut compter de 500000 à 1 million de dollars entre l'investissement ini-

tial et les pertes inévitables des pre-

mières années », affirme une Fran-caise récemment installée à Dellas. Un chiffre confirmé par les diri-geants de la SFENA qui reconnais-sent avoir perda près de 1,5 million de dollars avant de gagner de

l'argent. Des montants impression-nants pour une P.M.E. lorsque le

Après quoi, si l'entreprise a eu les

cices devenus bénéficiaires, c'est

une forme de paradis patronal que

ce pays, avec ses marges de l'ordre de 15 % en moyenne après impôt, là où elles sont inférieures à 4 % du

Il existe pourtant un risque en cas

de renssite, c'est de perdre sa natio-nalité d'origine. N'est-ce pas ce qui

est en train d'arriver à Qantel, petite

entreprise française spécialisée dans la fabrication de lasers scientifiques

et qui vient d'obtenir de la NASA un contrat de 1 million de dollars

pour «traquer» les satellites? «La fillale américaine de Qantel, dont

la croissance est de 35 à 40 % par

an - contre 20 % pour la maison-mère, - est destinée à devenir dix fois plus grande que l'entreprise française», reconnaît son patron,

Aussi, pour égaliser le traitement

des cadres français et américains,

pouvoir notamment leur distribuer

des actions et favoriser ainsi trans-

fert de compétence et de personnes, un nouveau holding va racheter les

entreprises française et américaine.

société de droit américain détenue à

100 % par des capitaux français. Mais qui se plaint après tout que Schlumberger soit aujourd'hui l'une des affairer les mieux cotées de Wall

Street? Surement pas M. Mitter-rand qui consulte très régulièrement son patron, M. Jean Riboud, un

homme qui gagne, selon le dernier numéro de Business Week,

BRUNO DETHOMAS.

700000 dollars par an.

française M. Bret.

chiffre d'affaires en France.

dollar approche 7,50 F.

Où les P.M.E. trouvent un marché Texasgulf n'était pas l'investissement

LS n'en croient pas leurs oreilles, les quinze patrons de P.M.E. venus aux États-Unis avec le C.N.P.F. pour y étudier une éventuelle implantation de leur entreprise. M. Guérard, le directeur méricain de la SFENA, société qui fabrique des pilotes automatiques pour hélicoptères, leur explique « l'extrême souplesse d'adaptation de la main-d'œuvre ». « Quand ça va mai. dit-il, on prépare les chèques des gars qu'on veut licencier. Mais on n'est pas des monstres. On liest on mest pas des monstres. mais on n'est pas des monstres. On tient compte des cas particuliers. « Atari, la célèbre entreprise de jeux vidéo, n'a-t-elle pas ainsi préparé mille huit cents chèques en une nuit lorsqu'elle a décidé de s'implanter en Asie du Sud-Est?

S'introduire outre-Atlantique, c'est plus qu'un rêve pour ces diri-geants de sociétés petites et moyennes performantes. Et pas seu-lement pour éviter les foudres de l'inspection du travail. C'est parfois une question de survie. Ainsi M. Massiot est-il à la tête de LEA, une petite société (soixante-cinq employés et 22 millions de chiffre d'affaires) qui fabrique un appareil de mesure de qualité des systèmes de transmission. Avec quatre cents appareils vendus, le marché français des télécommunications est prati-quement saturé. Il faut donc aller voir à l'étranger. Parce qu'il dispose d'une technologie plus affinée que celle de ses concurrents et de prix inférieurs de 20 % à ceux des firmes américaines, M. Massiot ne déses-père pas de vendre une partie des trois mille appareils de mesure que devrait absorber le marché américain dans les prochaines anné

Ainsi encore, M. Geminiani, bouillonnant manager de la Société d'exploitation de brevets pour l'industrie et la marine (SEBIM), qui, à partir d'une invention de son père, a réussi à transformer cette entreprise provençale en fournisseur quasi exclusif de soupapes pour les réacteurs nucléaires et les chaudières des navires de la marine nationale. L'U.S. Navy a même passé à son licencié une commande de 4 millions de dollars américains - au grand dam de quelques sénateurs peu disposés à donner les plans français à la concurrence - et s'apprête à lui passer un contrat sup-plémentaire de 5 millions de dollars.

Le développement plus systémati-que de la soupape française en Amérique passe donc par une installation outre-Atlantique. La liberté d'entreprendre, partout

encouragée aux Etats-Unis, grise ces chefs d'entreprise dynamiques. La plus qu'ailleurs, il est vrai, les success stories montrent que la fortune peut être rapide. Apple Computer, la société d'ordinateurs individuels, créée en 1978 par deux jeunes gens "l'un de vingt et un ans, renvoyé de son collège, rentrait d'un voyage en Inde et l'autre, de vingt-trois ans, était las de son passage de dix-huit mois comme technicien chez Hew-lett Packard, — ne vient-elle pas d'entrer en quatre cent onzième position dans le prestigieux classe-ment des cinq cents premières entre-orises industrielles américaines réaprises industrielles américaines réa-lisé par la revue Fortune, et de s'offrir, pour gérer cette croissance, le P.-D.G. de Pepsi-Cola? A une moindre échelle, Televideo, créée naguère par un Coréen autodidacte, vient d'être cotée en Bourse pour une valeur de 700 millions de dol-

La remontée de Renault

Il n'est d'ailleurs pas rare que ces aventuriers du capitalisme cèdem leur affaire, fortune faite, ne serait-ce, comme M. Amdhal, que pour en lancer une autre. Des listes d'entreprises à vendre sont fréquem-ment publiées par des cabinets d'expertise.

Il est une success story qui réjouit particulièrement les Français, c'est celle de l'Alliance, version améri-

que croyait Elf caine de la Renault 9. Il est vrai qu'American Motors Corporation (A.M.C.) - filiale 1 46 % de la Régie - n'a pas lésiné sur les moyens. 55 % des six cent cinq acheassise locale, indispensable auprès L'achat de Texasguif, au teurs potentiels interrogés répon-daient ne pas vouloir acquérir une

prix fort, par Elf s'est révélé une erreur qui coûte très cher au groupe pétrolier français. Mais T.G. recèle d'autre richesses minières — phosphate — dont les possibilités avaient au contraire été sous-estimées. Décidément, Elf n'a pas fait l'investissement qu'il croyait, cependant il continue à miser sur le développement de ses activités aux États-Unis, où il dépense son plus gros budget d'exploration de pétrole.

DERDUS au pays des canyons, sur les rives tourmentées du Colorado, vingt-trois bassins turquoise s'encastrent dans la roche brute, slaques de lumière aux formes douces taillées au gré du relief. Foin des mines de papa, tristes et sales fourmillères. Dans les paysages grandioses de l'Utah, Cane Creek est un joyau posé au creux de la vallée. Une « toute petite exploitation » aux normes américaines. Mais unique au monde. Propre, belle et quasi déserte.

La potasse, extraite sons forme liquide des quelque 251 kilomètres de galeries qui ont été inondées, est déversée dans les bassins où, après addition d'un colorant bleu activant la réverbération, elle se solidifie sous l'action de la chaleur solaire. Elle est récoltée une fois l'an, à la pelleteuse, comme du sable. Miraculeux. Une petite centaine d'hommes, au lieu de quatre cents par le procédé ciassique, peuvent extraire ainsi jusqu'à 500 000 tonnes de potasse par an.

Presque

une entreprise modèle Technique, propreté, rentabilité, fidélité. Les tables de la loi sont chez Texasgulf an nombre de quatre. Appliquées partout, sensibles dans les moindres détails. Du complexe géant de Lee Creek, en Caroline du Nord, où git à trente mètres sous terre, entre fleuve et lagune, le trésor de la société, quelque 2,2 mil-liards de tonnes de phosphates (plu-sieurs centaines d'années de production), à la petite exploitation de Cane Creek, en passent per la mine « modèle » de Granger, dans le Wyoming, dont le gisement (la moi-tié de la surface de Paris) pourrait couvrir à lui seul la consommation mondiale pendant trois cents ans. Très peu d'hommes, là, grâce aux techniques ultramodernes qui y sont appliquées. La vénérable exploitation de soufre de New-Gulf (Texas) elle-même, dont le gisement, aujourd'hui presque épuisé, est en activité depuis cinquante-quatre ans (la société fut créée en 1919), pourles installations, briquées comme un sou neuf, restent compétitives avec les plus modernes. Là s'épanouit jusqu'au délire l'esprit maison, - familiai - dit-on lè-bas, paternaliste à l'extrême, qui s'enorgueillit tant de l'absence de syndicats, considérés comme une tare, que de l'état des machines, du niveau des salaires ou de la chevalière à trois diamants. offerte à chacun pour ses treute ans de maison. Les lignées « T.G. » sont nombreuses — père, grand-père dans la maison, — frères, cousins aussi.

Texasgulf, entreprise modèle? Ce n'est pas un rêve... mais déjà pres-que un souvenir. En 1980, elle détereins assez solides pour profiter des règles fiscales qui permettent de déduire les pertes initiales des exernait sans conteste la palme de la rentabilité : 1 milliard de dollars de chiffres d'affaires, 325 millions de bénéfice net, presque autant d'investissements (352 millions) et d'endettement (344,4 millions), 2 milliards d'actifs et un rendement des actions de... 32 %!

Deux ans plus tard, T.G., ballottée par la crise qui a sapé tous ses marchés et laminé ses prix de vente, traumatisée par une série de chocs successifs, n'est plus que l'ombre maigre - de ce qu'elle a été. 1981 a été il est vrai terrible. Une année perte dans un accident d'avion des six principales têtes de son étatmajor, puis, en juillet, par la prise de contrôle sauvage d'un groupe totalement inconnu, français de surcroît, liée à l'abandon - la « trahison » dit-on là-bas - du groupe canadien propriétaire de 30 % des actions. Il en résultait la perte d'un patrimoine minier important an Canada : il avait assuré 60 % des bénéfices de

l'année précédente. Partout ailleurs, c'eut été la déroute. Ici, c'est la crise. Grave mais, sinon résolue, d'ores et déjà maîtrisée. La première peur passée, l'esprit maison et la souple lois sociales aidant, Texasgulf a pu limiter les dégâts. Face à la chute des ventes de 18 % à 40 % selon les produits, des prix de vente (- 15 % - 20 %) et donc du chiffre d'affaires (- 20 % en 1982), l'entreprise s'est mise à la cape : les effectifs ont été réduits d'un bon quart (de quatre milie à trois mille persalaires bloqués, la production réduite au minimum. Depuis un an, l'exploitation des phosphales (60 % du chiffre d'affaires de la chimie) tourne à 60 % de ses capacités, celle de carbonate de sodium à 50 %, celle de potasse à 40 %, celle du sou-fre à 35 %. Seule la division pétrole et gaz, directement reprise en main par le nouveau propriétaire. Elf-Aquitaine, qui souhaite en faire un pilier de ses activités hors de France. vn ses effectifs, ses investissements et ses movens accrus.

Résultat : Texasguif a réussi en 1981 et en 1982 à dégager des béné-fices, au moins dans la chimie (lesquatre cirquièmes de l'activité), la division pétrole et gaz, tout entière centrée sur l'exploration, ne pouvant que dégager des pertes. Ce n'est pas le bout du monde. Une petite cen-taine de millions de bénéfice net en 1981 pour la chimie, ce qui ne compense pas même le quart des pertes des hydrocarbures. Mais un exploit, compte tenu des circonstances.

Reste que la maison mère fran-caise a dû participer largement, faute de « cash flow », aux dépenses d'exploration pétrolière, en appor-tant une moitié environ des 167 millions de dollars dépensés. Qu'elle a dû aussi débourser quelque 200 millions de dollars pour commencer à rembourser les emprunts (1,3 milliard de dollars) contractés pour le rachet de Texasguif, et devra sortir environ 300 millions de dollars par an pendant huit ans pour finir de rembourser intérêts et capital. On est très loin des objectifs affi-

chés lors du rachat de T.G. Une O.P.A. brutale, à l'américaine. Préparée dans le secret le plus absolu -les lettres de proposition enfermées dans un coffre ent été imprimées à la dernière minute dans une entre-prise spécialisée garantissant l'ano-nymat, — elle a été lancée d'un coup grand renfort d'avocats : un cabi net dans chaque Etat concerné. Elle réussit finalement, en dépit de l'opposition des dirigeants de T.G., grâce à l'appui du groupe canadien qui avait consenti une opération triangulaire. En échange de ses parts et movement une compensation, Elf lui cédait ses propres activités canadiennes et abandonnait celles de Texasguif au Canada C'est peu dire que le groupe français avait « mis le paquet ». Les actions achetées 56 dollars en vandraient à peine 18 aujourd'hui, si elles étaient cotées. Coût total de l'opération 2,349 millions de dollars dont 1,355 versés - cash >, produit d'un emprunt d'Elf sur le marché financier américain. « Nous avous éu maladroits », reconnaît aujourd'hui M. Albin Chalandon, le P.-D.G. du groupe Elf-Aquitaine. - On se fait toujours avoir quand on achète au

Un état-major gêné

Il est vrai qu'à l'époque le groupe comptait bien financer non seulement les dépenses d'exploration pétrolière outre-Atlantique, mais aussi une boune partie de l'emprunt contracté, grâce aux mirifiques cash flow » dégagés par sa prise. Veau, vache, cochon, couvée... Réuni dans la grande salle lam-

brissée de la base de loisirs du groupe, en Caroline du Nord, l'étatmajor du groupe est bien embarrassé. Les Américains se tienment cois, étonnés de découvrir ce boss - français, si élégant, si bien élevé, si distant, aussi éloigné du style « maison » que possible, mais « ancien résistant, donc courageux », dit-on.

Les deux dirigeants français dépêchés sur place, l'un pour gérer l'ensemble des activités de T.G., l'autre pour reprendre en main la division pétrolière, pris entre deux feux, ne sont guère plus loquaces. Les membres de l'état-major francais, un peu moins crispés, finissent par reconnaître qu'ils se sont • trompés dans leurs plans », lesquels prévoyaient des bénéfices élevés pendant au moins trois, quatre ans, mais qu'ils avaient, en revanche, « sous-estimé les possibi-

lités futures de l'entreprise ». Le marché des phosphates, comme celui de la piupart des matières produites par le groupe, est. cyclique. Après deux ou trois ans de crise, 1985 devrait voir le retour à une phase haute. - Ce qui est certain, c'est qu'après 1990 Texasguif bénéficiera d'une rente qui croitra au fil des années », affirme M. Chalandon. Le gisement de Caroline du Nord est le second des États Unis. après celui de Floride, qui dans dix ans sera épuisé, du moins à des couts compétitifs. . Si on a une affaire qui gagne 200 millions de dollars par an dans dix ans et que le dollar vaille 20 francs, ce sera très profita-

Surtout, ajoute, à l'unisson cette fois, l'état-major d'Elf, mieux assuré dans un domaine qu'il connaît bien, français... sonnes), les investissements, les Texasgulf apporte au groupe une VEROMOUE MAURUS.

de l'administration et du monde financier notamment, pour tenter l'aventure pétrolière américaine, qui demenre son principal objectif. Les États-Unis possédent encore un potentiel de réserves pétrolières mexploitées considérables, explique le responsable de la division hydrocarbures. Or le gouvernement amé-ricain offre actuellement à l'explora-tion de nombreux bassins (plus de blocs au cours de l'année 1983 que depuis les vingt dernières aunées). Els a déjà participé au début de l'année à une grande vente publique l'année à une grande vente publique en Alaska et a acquis des droits, en association avec Exxon, sur des permis dans le bassin de Norton.

Moins I

C. S.W. #5 5) BATTON OF MICHAEL dr -i2: r hands

TERRET BEE

ir min tras dergen

mil : mflaffen

FEBRUAR OF STATE

.... in petitiet

50 Sept.

215

12 12 12 12 15 THE

A TEN

- - 1.江南南

1. 1. 12 and

time to the first

11: 产品 新華寶

THE PERSON NAMED IN

PARTIE DESCRIPTION

A THE STORY & AND

ಾವ್ಯ ಪ್ರ ಚಾರ್ಚಿಕಾರ್.

--- × ×

25 ··· 274 · 484

12.12

J-, -, 1 2 /2525 36

ALCOHOL CAR

. - - : :::::: 🛎 😘 📆

Car Taranton

Harris AMEL

and the second

The Contraction

247 75 22 (1288)

2012年11日の1992年 Carlotte Dans 🍇

្សា ស ស ស សាធានិធី **និស្សា** ស្រាស់ ស ស សាធានិធី **និង និង** សិ ** 47 Table

green it to that 🐗

den de desta de la composición del composición de la composición de la composición del composición de la composición de la composición del composición de la composición del composición del composición de la composición del composición del composición del composición del composición del composición d

alata es 2 🕊 🖹

≂ಿಚಿತ್ರಲ್ಲಿ ∞್ನ

Situa

វិសិ**ទ**េស

Microfign

58008 8 4

ಿದ≎ಗತಿ

186ಗಿಗಳಲ್ಲಿ ಇಲ್ಲ

Dube

an er arme affici

75.77.22

- 1: 254

T- , 5 4 50

: 27170

Le groupe participera aux pro-chaines grandes ventes qui vont bientôt avoir lieu dans le golfe du Mexique, puis en Californie en août, probablement aussi l'an prochain en mer de Beaufort. Seul ou, la plupart du temps, en association. C'est que la concurrence est rude. Le coût d'accès est élevé, et Elf une bien petite multinationale face aux geants que sont Exxon, Mobil, Texaco, Shell, et les autres. « Nous préférons être un petit partendre evec quelqu'un qui a de grandes connaissances qu'être un partenaire majeur avec une compagnie qui ne nous apporte rien du point de vue

Les chances de succès ? Impossi ble à estimer. Le tout ou rien. Si tout va bien, assure le même respon-sable, les États-Unis seront dans dix aus la * troisième jambe du goupe ». La France ne représentera plus que 20 % des bénéfices (70 % actuellement), l'étranger 80 %, dont un tiers viendra des États-Unis, un tiers de la mer du Nord et un tiers du reste da monde.

D'ores et déjà, cette amée, les opérations pétrolières américaines sont devenues le premier budget d'exploration du groupe, avec plus de 12 % des dépenses, devant le Gabon. Et les États-Unis, insiste M. Chalandon, sont l'un des rares endroits au monde où on peut faire des bénéfices et les rapatrier sans difficultés. « Le problème du groupe, c'est le renouvellement du passé. Franchement, on ne voit pas d'autre moyen que de le faire ici, en termes financiers du moins. »

Diversification

Bon. Mais Texasgulf? - Nous

aurions pu le faire sans eux», avoue un cadre. . Diversification ». tranche M. Chalandon. - Tout aurait été un trop grand risque. L'activité pétrolière est en récession » Pourquoi, dès lors, n'avoir uas investi en France? - Nous avons bien cherché. Le gouverne-ment précédent nous a dit : Pas en France. On nous reprochalt, au Sénat notamment, de vouloir élargir le secteur public. Cette thèse était très écoutée de M. Valéry Giscard d'Estaing, René Monory et même Raymond Barre. Silence. Nous avions un grand projet industriel, en association, dans l'agro-alimentaire. » Frustration. Moindre, toutefois.

que celle d'avoir « loupé » le rachat de Keer Mac Gee, une première O.P.A. américaine d'abord retardée à la demande de M. Giscard d'Estaing, pour des raisons « diplomatiques et politiques », explique à mois couverts l'un des cadres du groupe - . Les relations avec les Etats-Unis étaient tendues et V.G.E. négociait avec les Soviétiques puis carrément torpillée par l'ancien ministre de l'industrie, M. Giraud, lequel a ruiné les chances de réussire de l'affaire en la rendant publique trop tot.

« Texasguif était une occasion. Nous savions qu'elle ne se reprodui-rait plus », ajoute-t-on. Occasion. pent-être, mais surtout pari à long terme. Sur l'évolution du marché des matières premières, d'abord. Sur les succès de l'exploration pétrolière, ensuite. Sur les capacités de réac tion de l'entreprise, enfin. Car Texasgulf, assise sur ses réserves, n'est pas un modèle de dynamisme. Bons techniciens, gestionnaires, les cadres supérieurs n'ont pas, c'est un euphémisme, l'étincelle commerciale. Les exportations, pourtant essentielles, sont restées jusqu'à présem relativement modestes - 20 à 25 % des débouchés tout au plus. Beaucoup reste donc à faire dans ce domaine, comme dans l'exploration petrolière, activité relativement nouvelle pour T.G. L'appui du groupe Elf aidant – il a notamment permis de décrocher le premier contrat avec l'Union soviétique, - la part exportéc du chiffre d'affaires devrait, à terme, être portée de 40 à 45 %. « Le management ne va pas rester inac-tif. Il va essayer d'avoir de l'imaginotion », assure M. Chalandon, Le management en question, par bonheur, ne comprend pas encore le

Une mission suivie d'effet

ça sert à quoi ? Trop de congrès, de voyages d'information, paraissent des prétextes à dépaysement pour la multiplicité des contacts, des visites d'usines à San-Francisco, dans la Silicon Valley, à Los An-geles, à Dallas et à Washington du 23 au 30 avril ont porté leurs

Trois semaines après le retour, M. Brana, président de Thomson-Lucas, filiale de Thom-son spécialisée dans l'aéronautique, fort impressionné par la vientreprise de robot de la troisième génération récemment créée par un ancien chercheur du tiré son parti. Il vient de racheter Automatisme European, une pebots, e pour être présent dans ce

sacteur », dit-il. directeur général de Deltadore, une entreprise de régulation thermique par informatique, n'a pas non plus chômé. Son projet est prét : dix personnes aux Etats-Unis, quatre au Canada, deux personnes de plus dans le bureau d'études en France pour travailler sur la spécificité des produits

destinés au marché américain et

l'espoir d'un temps de retour de quatre ou cinq ans pour un inves-tissement estimé par ses banquiers à 7 millions de francs (1 million de dollars). « Je suis seul avec moi-même pour pren-dre ces jours-ci la décision d'y al-

M. Maury-Laribière, présidentdirecteur général de Tuilerie et briqueterie française, svait pour sa part, à Los Angeles, fait une proposition pour la vente de tuiles. Il était moins cher que les Américains. Un télex est arrivé peu après son retour : Confirmez-vous vos prix ? » Voilà un contrat nour la cerus ture en quatre couleurs de cinq cents maisons qui pourrait aug-menter les exportations de 8 mil-

LEA, une firme électroacoustique, pourrait s'implat prochainement sur la côte est. Et ce ne sont là que quelques exemples. Qu'importe que, sur les quatre cents entreprises créées Valley, trois cents meurent dans les premiers mois. Qu'importe que, parmi les implantations françaises outre-Atlantique, plus de 70 % échouent. Il existe encore parfois un esprit d'entre-

M. Massiot, le orésident de

DAFSA vient de publier dans sa collection ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé

LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT **DES DÉCHETS MÉNAGERS**

Près de la moitié des communes françaises confient la gestion de leur ser-vice de collecte des déchets ménagers à des entreprises plutôt que d'en assurer elles-mêmes l'exploitation en régie. L'impact de ces entreprises est encore plus net dans le domaine du traitement puisque 55 % des installations, d'une capa-cité moyenne trois fois supérieure à celles exploitées en régie, sont gérées par

Devant les faibles perspectives de croissance dans le domaine de la collecte des ordures ménagères dont le taux de desserte est élevé, les entreprises ont as-

de l'activité de collecte dans de nouveaux services :
 collecte sélective (verre, matières plastiques, papiers-cartons);

collecte des obiets encombrants : - de la diversification dans la collecte de déchets industriels ;

de l'exploitation d'unités de traitement dont le parc s'est sensiblement accru, le taux de desserte de la population passant de 56 % en 1974 à 87 % en 1981.

Parmi les grandes entreprises de collecte et de traitement des déchets mé-nagers, plus de 30 ont été analysées. La plupart de ces entreprises sont liées aux deux principales firmes du secteur : - la SITA (groupe Lyonnaise des eaux) ;

- la C.G.E.A. (groupe Cº générale des eaux).

Ce qui caractérise la structure d'exploitation au niveau de l'ensemble du socteur est l'importance du taux de valeur ajoutée :

les frais de personnel représentent plus de la moitié du produit ;
 la dotation aux amortissements élevés s'explique par la forte composante en matériels de transport des immobilisations d'exploitation.

L'analyse a fait apparaître que les plus grandes entreprises, hormis celles qui ont également une activité de conception et de réalisation de matériel, déga-gent les meilleurs taux de résultat. On peut relier ce phénomène au pouvoir de négociation des contractants.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 Paris, an prix de 4 500 F h.t., 4 815 F t.t.c. Tel. : (1) 523-19-19.

Moins de 4 % d'augmentation des salaires au Japon

de masse, les syndicats des grandes entreprises japo-naises out accepté, en avril et mai, des augmentations de salaire ansuelles d'environ 4 %, soit l'équivalent de 270 france par mois. Il s'agit du taux d'accroissement le plus bas depuis près de trente ans. Il est inférieur de Il à celui de l'an dernier et légèrement supérieur au taux d'inflation estimé 2,70 la Certes, au difficultés

économiques out favorisé la modération. Mais cette fragulité reflète aussi l'extrême flexibilité, le pragmatisme et la discipline du monde ouvrier japonais. C'est surtout une nouvelle victoire du patronat, partisan, comme le gouvernement, de l'austérité et de l'esprit de sacrifice, face à des syndicats le l'indépendance, la capacité de mobilisation et la politisation n'ont pas cessé de s'effriter au fil des aunées.

plus tout à fait ce qu'il était. Traditionnellement, deux grandes offensives, celle des sakura et celle du shunto, (lutte du printemps), annonçaient son retour à coups de pétales et de billets.

la floraison silencieuse des cerisiers dans les jardins répondait l'éclosion bruyante des cortèges syndicaux les rues. Aujourd'hui. les fleurs blanches sont toujours au rendez-vous, mais 🖿 drapeaux quasiment dispara du paysage. La récession, les divisions et le réalisme aidant, l'offensive, qui n'était le plus qu'un rituel inoffensif, l'a litte un il défensive. Le shunto a annulé ses grèves, remisé ses drapeaux et rabaissé ses étaient cette année de 5 %.

La crise et le spectre d'une contagion économique et syndicale lu type occidental font peur. Alors que le grand patronat pronait la « crois-sance zéro » des salaires, les syndiqués du secteur dominant de l'économie ne sont peut-être qu'à demi mécontents : dans les coulisses leurs représentants, plus portés au com-promis qu'à l'aifrontement, ont tout de même obtem: 4 % auxquels viendront s'ajouter les primes, bonus et avantages dont on ne fait pas offi-ciellement état.

Le pouvoir syndical

Au Japon, dans le monde ouvrier comme dans la galaxie industrielle, le pouvoir syndical est manuficans les grandes firmes. Dans le socteur des P.M.E., qui représente 70 % de la force de travail mais où la plupart des employés ne sont pas syndiqués, les augmentations seront inférieures à 4 %. Fin avril, seules 27 P.M.E. svaient des accords prévoyant une augmentation et très hiérarchisée des entroprises nippones, le taux moyen de syndioalisation est de 66 🖫 dans les firmes de plus de mille employés : il tombe

E printemps japonais n'est ceux des grandes firmes. Pour les plus tout à fait ce qu'il était. femmes, qui représentent 40 % de la force de travail, ils sont dans tous les cas inférieurs de moitié à ceux des

Les récents développements III -tent la l'influence croissante, quasi absolue, 🔝 👪 fédération des employeurs (nikkeiren) face um quatre grandes confédérations ouvrières, incapables, malgré leurs velleités M concertation, de faire vraiment front.

Depuis vingt **un** ces dernières ont échoué dans leurs tentatives de créer des syndicats professionnels intégrés et solidaires par secteurs industriels, Elles se heurtent I la multitude des « syndicats maison » autonomes, autofinancés et organiquement liés à la direction de leurs entreprises. Chez groupe et l'esprit maison l'ont touours emporté un les mon d'ordre des confédérations ouvrières 🔳 📺 l'esprit de classe. Et syndicats privés représentent la grande majorité de l'ensemble.

Une règle d'or

Cette comme l'an dernier l'argumentation and antillerallera faveur d'une relance de la consommation par la d'aug-salariales plus substan-tielles n'a pas pesé lourd devant celle la patronat pour qui la santé des entreprises d'abord par de sacrifices salariaux d'abord par par le cambiname at l'annielle. Le reference patropal on simple : pour maintenir 🛮 compétitivité, les profits at investissements c'est-à-dire pour maintenir la Japon m tête du peloton, ~ il convient de travalle plutôt plus et de dépenser plutôt augmentations le directement fonction de l'augmentation de la productivité.

C'est là une règle d'or qui fait la fortune de Jupe. Une management de la coût de la mar d'un au l'alaim/producti-vité) sur la base 100 en 1975 faisait plus de milité employes : il tombe

a dans celles employes et de cent il mille personnes, il 7 de trente à cent employés et de dessous.

Dans les P.M.E. les salaires de de la France, il le pour la Grande-Bretagne.

Même si la santé économique Japon paraît moins précaire que celle de ses concurrents industria lisés, 🖿 arguments qui justifient la rigueur patronale sont nombreux : montée du chômage et du protec-tionnisme, difficultés structurelles des industries de base, concurrence nouvellement industria-lisés, ralentissement de la de la croissance, alla de budgétaire, etc. Ils aussi mieux reçus par une population bien infor-mée, plus sensibilisée un réalisé économiques et plus respectueuse du patronat que dans bien d'autres pays. Tout cela n'empêche les syndicats, d'en-

Ils soulignent par exemple que le sociales des entreprises 💷 🖼 🖦 l'État comparativement faibles, alors que le Japon . P.N.B. du monde industrialisé, après des États-Unis. Ils discons la baisse de pouvoir d'achat de ménages, l'endettement croissant, l'accentuation quilibres a inégalités mur M secteur dominant ri le

suffisances, retards 🖷 inégalités

pour justifier leur mile il leurs de-

discrimination féminine, Mais leur discours was de moins en moins bien au fur et à mesure que in the state of th Surcroft, III I 1980, le syndicalisation passé de 56 % i 10 % et continue i balsser. Jusqu'à l'an dernier, syndicats 🖽 confédérations, plus ou moins soli-daires le temps d'un bref printemps, n'hésitaient Jamais a utiliser en dernier recours l'arme de la grève générale des transports pour faire aboutir Jenry exigences.

Cette année encore elles ne m pas fait faute & la la Mais, we jour dit, à une exception près, les trains mu roulé : Em le Adam qui l'en recedit ne suc voie de garage.

Anjourd'hui, même le rituel des défilés-extendem no service plus mise, et ce printemps avait mu automne syndical.

R.-P. PARINGAUX.

Le rapport Merlin sur l'habitat à Paris

(Suite de la page 9.) L'utilisation massive, depuis son introduction en 1965, de in possibiaprès aux normes de confort (et ces logements pour près de la moitié, 🔤 inconfortables) serait responsable d'à pen près la moitié des « la loi de l'Al.

Il y a bien sûr aussi les démolitions, fusions de plusieurs loge-ments (souvent des chambres indépendantes), les mises et coropriété et... les sorties illégales et la loi. M.Merlin chiffre près de 100 logements confort avec un loyer libre illégal. Les occupants de ce parc social de fait souvent l'in (retraités) et l' ressources modes Cependant il y a là des rentes de situation : 177 de revenu supérieur de 71 % la

parisienne. Or immeubles entiers de ce type (de 🌃 🛮 25 logements en moyenne) sont vendus chaque anpar des marchands de biens qui les réhabilitent mu les revendent en mar propried Le niveau de préemption par Wille, immeubles en moyenne depuis 1977, n'a repré-senté 3 % in transactions, 7 en 1981, l'Office d'H.L.M. la Ville les d'économie mine a que acheté

Le parc social de luit 🙉 🛍 M. Merlin, «l'enjeu majeur du lo-gement social » Part en 1982, plus cessaire par ailleurs) la

construction neuve sociale ». L'un l'ej limi grands mas da propositions du rapport at the une politique intensive de préemption de ces immedia anciens (455 pm an) permettant de « sortir », en moyenne annuelle, 6 100 logament (dont 5 100 réhabilités)

■ Le deuxième axe 💵 celui d'une politique foncière audacieuse, portant sur une totalité de 750 hectures (en plus des III) becrares de zones il active concertée in in la ment en cours), les deux tiers prove-grandes entreprises publi-ques (S.N.C.F. notamment), le de la restructuration des imraini il la cadence de 41 lininim par an, devront permettre la de 8 000 logements, 5 3 0 logements de grande taille (65 %), 1 1 logements moyen (21 %), et i 100 logements non sidés (14 %). En tout, de 1983 i 2005, il s'agit de construire ou de 000 logements, de 169 Idli logements sociaux, 54 000 logements intermédiaires i 34 IIII la la loyer

En lime constants 1982, le coût alobal, sur un ser in s'élè-(88 milliards pour les logements so-ciaux et D milliards pour les loge-ments milliards pour les loge-ments intermédiaires). Ce global représente l'effort saire de la Ville et le l'État, soit, pour la Ville, en triplement de son direction annuel (8,5 % du budget total, fonctionnement investissement, on lieu de 1 m actuellement), qui devrait être porté il 1,2 milliard de francs. M. Merlin 1981 l'effort de la municipalité en

lions de francs son effort total en cinq les dépenses pour le loge-ment intermédiaire, le raison d'une centaine de logements par an, étant qualifiées de = gouffre financier ». C'est la vieille querelle (le du 22 février) de savoir
l'on considère l'aide au logement intermédiaire comme aide au logement

L'État, de côté, devrait menter effort, jugé • finalement modeste • (moins de 2,5 % du budgétaire national, soit moins que le poids démographique de la capi-tale, qui est in 4 %).

Ces financiers writing pendant inopérants si une politique pas leur coordination et un sur les objectifs et les martie. all affrontements politiques qui me conti quelles que mest in majorités au pouvoir ».

Les socialistes et M. Chirac d'accord pour ajourner publication ?

La principale caractéristique de ce rapport de définir ce que pourrait une politique cialiste | l'habitat | Paris. Le document had prêt la date prévue (fin 1982). Time la bataille des municipales, le logement ail le point fai-du bilan de M. Chirac.

On burnh pu imaginer que le rapport Merlin devienne, entre nam du maddel com hie i is mairie de Paris, une mine d'arguments, d'exemples, de chiffres jusqu'ici présentés en ordre dispersé, pudiquement, ou collectés, peut-être simplement par négli-Les du rapport d'autant plus fortes que le chiffres présentés étaient ceux mêmes fournis, pour la première fois Paris. Tandis que M. Chirac n'héai-le paris à attribuer à l'État – depuis mai 1981 - son (relatif) de en la matière, le gouvernement de la publication du rapport I l'après-bataille électorale avisait fort courtoisement le maire de Paris, sans contrepartie.

Ce = sacrifice = d'une pièce importante de l'échiquier in une échéance le pression le sur le pur par une pression le sur le maire de Paris pour mettre en œuvre des propositions de M Merlin. Un tel accord, males partiel, même contraint, entre un gouvernement soet un main R.P.R., au nom de l'intérêt général, aurait été ex-: si extraordinaire et plus spécialement à Paris, qu'il ne peut s'agir que de politique-

Il en le que le rapport Merlin, complet a passing a pas laire l'ob m'il soit, ne doive d'une exploitation systématique la part du gouvernement, même si, comme le dit M. Merlin, - la déceni IMM offre la dernière chance ponsabilité d'avoir laissé 🛍 capitale se transformer en ghetto d'où mani exclus les pauvres en les familles ».

Au plan politique local, un ne voit pourquoi M Chirac menerait politique active du logement des catégories défavorisées, alors que l'exode de celles-ci vers la périphérie

ses victoires électorales. De la même facon. l'utilisation intensive par M. Quilès d'un programme aussi po-linquement marqué n'avait que peu lier un électorat viscéralement hostile i c'est bien . Tan que la Quilliot a plus forts remous la mobilisation la plus in**6**

Un spéculateur qui sommeille

Enfin, sur un plan politique plus général, tenter d'engager pour la pitale un programme radical aurait justifié les accusations colqu'on ne de lancer au gouvernement, prisonnier communistes . M Merlin expliquer que, par préemption, la Ville se bornerait à m substituer aux marchands de biens pour rétablir autant que faire se peut un équilibre démographique perdu, que les propriétaires y perdent rien, une telle détermination serait sentie comme une nouvelle spoliation im propriétaires d'immeubles soumis la loi de 1948. A ce titre, faire du battage autour du rapport Merlin aurait and doute an effets politiques négatifs par la crispation supplémentaire d'une grande partie de l'opinion politique.

Expliquer qu'une telle politique long terme pu s'appliquer durant décennies à Amsterdam Stockholm est sans effet : dans le cœur de chaque Français un spéculateur individualiste sommeille qui envie plutôt qu'il ne condamne profits injustifiés ou excessifs. Or logements parisiens la propriété à particuliers.

Faute d'avoir reconnu plus psychologiques qu'économiques, finant d'avoir vu les effets pervers possibles # l'utilisation rapport (sans parler and accurre), M. Merlin risque fort d'avoir simplement enrichi bibliothèques d'un exceloutil de travail pour De chercheurs : com quatre denses constituent la meilleure statistiquement bien imparfaits - ser le logoment le Paris.

Avoir espéré qu'il pût en trement in treme d'un quelque peu utopique.

DOYÈRE.







avec le soutien de l'Agence de l'Informatique.

mm un programme miveau international.

Des bourses d'étude sont offertes aux étudiants par le CERICS 🔳 par 🔛 grandes entreprises 🚐 🚾 qui se proposent de 🛍 recruter.



Sophia Antipolis 06561 Valbonne Cedex. Tél. (93) 33.95.95.

■ LES ESTIVANTS », de Gorki, au Français

Une élégance sévère

Un an révolution de 1905, Maxime Gorki fait portrait, dans pièce Datchniki (les Estivants), de quelques quadragénaires, avocat, ingénieur, médecin, et de leurs épouses, qui, man les maisons (louées), le le plus clair de leur temps le gémir sur

Quelques allacer rapides mais précises indiquent que ces messieurs sont plutôt vilains : l'ingénieur a mal construit 🖿 mur, qui 🐴 🚉 sur 📥 ouvriers le médecin ferme les veux sur de mauvais traitements imposés pensionnaires d'un centre il redistantiant l'avocat cuern la filouteries d'un copain : les femmes, elles, d'énergie, ten hommes qu'elles n'aiment plus, compensent en illet a hehan-

La fermeté, les paroles 📥 progrès tere le la d'une saire femme, ser

Les Théâtrales 83 à La Rochelle

Théâtrales III = III terminées, dimanche 22 mai, a la Ro-chelle. Pendant all jours, un cycle 🖊 spectacles, d'animations 💶 👪 etait organisé Mu la théâtre un la manue de la culture pour promouvoir le jeune (lalli) professionnel. L'Importante participation des comédiens 📰 l'intérêt de près 👪 six mille spectateurs 🖦 répondu i initiative.

En proposant ces aux jeunes troupes professionnelles de province, les responsables s'adressaient II un secteur particulièrement fragile un monte du théâtre : monte I amateurisme in encore insuffisamment reconnues. In troupes un un manar précaire, peu de subventions, souvent pas de salles. Le premier objectif de l'addition était de leur l'occasion de se faire défaut, celle de se rencontrer: vingt-sept d'entre elles, sculement, ont pu présenter un tacle, and elles un été cent vingt à participer, à un moment ou I un autre. - ALLE Trondes - , same more les échanges spontanés un mu partout, au mill manuelle de la culture. Ce ment 🏜 🎹 jours 🛮 🖦 permis la confrontation d'expériences

Si l'on excepte 🔙 🖷 net et la Terre de Strinposés will in créations. Parmi celles-ci, une adaptation 🛍 textes futuristes Indian par le Théâtre du adaptation 🖮 Tortilla Flat de Steinbeck. Adaptation spectacle solide que proposait, sa-medi, le Théâtre du Carquois (Amiens) à partir de 🍱 🛣 🛣 suif Maupassant.

La dernière ichile de Tollenia réservait enfin le spectacle inchin lunaire de la compagnie 🖳 l'Arcleurs marionnettes y misses i'histoire du monde sem un tandresse clowns tristes. attachante baroque que la mai la oripeaux. C'est and riolle a toujours insttendu. - D. B.

doctoresse, a d'un jeune homme 🖦 vingt-cinq ans un peu p I'ensemble, tout le monde gémit, bat sa coulpe : • Nous sommes des privilégiés, nous avons trahi mara peuple, nous sommes des hypocrites, etc. -Gorki faufile, dans ce d'auto-jérémiades, une histoire d'amour entre le jeune insolent et la doctoresse plus âgée que lui il y a aussi une jeune fille amoureuse d'un

Si mitte pièce en mise i plat, gement, comme wide, si 🖼 🗪 teurs disent and discipline le et rien que le texte, comme l'avoir vouln le serrer en des Jacques Lassalle, des la Engresi ressemblent à une plutôt ble, démonstrative, appliquée.

Pour donner in la vie, de la couleur, de la chaleur, à ces conversa-bavardes, le protestations répétées le culpabilisme », il faudrait un par un par soient un caractères, un ténébreux, des égoïstes forcenés, passion-nels, des illuminés. Il faudrait peutdu'ils soient plus moins russes aussi, car les limm ont u besoin de réciter des poèmes, il se lancer dans at tirades, at lim la drames improvisés...

Le spectacle de Jacques distingue, toujours, par la qualités visuelles. Le décor, Yannis Kokkis, picturalement beau : une grande tente de jute, dans de soleil – un décor plus saharien que russe, – des costumes bien des-sinés, – u des protagonistes lumination ques qui s'inscrivent grand style l'espace. L'il beaucoup d'allure.

Mais parti pris de perfect élégante conduit à dévitaliser les personnages, à les and dans une seule apparence, à vider leur monde de ses question munities, de ses haun temps et un espace abstraits dans quoi les paroles in im actes n'opè-rent plus. Des phrases sont égrenées,

Comme, when part, la traduction française and due à Michel Vinaver, un grand écrivain dramatique mais dont le style froid, chromé, ne donne aucun équivalent de la mélodie de la langue russe, a comme, d'autre part, plusieurs miri met acteurs du Français, sujourd'hui, n'ont plus de concourt à faire de ces Estivants une informe, informed, inf plaintes inutiles, coupées par 🔤 astuces per géniales e construction.

Il y a dix-sept acteurs dens mu entreprise, im la plupart savent être excellents lorsque toutes i chances leur sont données Ici, ils ne sont pas aidés, quand il ne sont pas mis en porte 🛮 faux, 🖦 contre-emploi.

Encore une fois, visuellemen 🖛 beau, et la rigueur du style de la mise en scène suscite un effet de bonne imme lika iz imilimatin appliqué 🛚 cette pièce très russe est trop sévère, trop

MICHEL COURNOT. Comédie-Française, en discussion.

DANSE

Rencontres avec John Neumeier

John Neumeier, directeur du ballet de l'Opéra de Hambourg est, certainement aujourd'hui, le chorégraphe étranger le plus familier au public français grâce à une large diffusion de ses productions. Au Théâtre de la Ville surtout, où la communication passe bien entre ses

enthou-siasmé, ému, par ses ballets, a pu alplus son approche grâce le trois rencontres où le chorégraphe, entouré de quelques danseurs, a livré ses réflexions sur le travail de création. Ce comportement THE REPORT AND ADDRESS OF THE PARTY NAMED IN pratiqué, 🗷 Neumeier, 🍞 🗖 🔳 📰 💶 réguliers, 🔳 largement contribué 🛘 amener 🖿 population 🝱

Te on military il ne s'agit per if Le guindée aux propos pseudo-philosophiques. ni d'une démonstration didactique c'est plutôt un pont jeté 🖿 spectateurs III la travail in ille seurs. Sur le thème Stravinski et la danse. We will be a strong to the strong to partition and marquée par son Mini que Petrouchka peut, 📰 Ministra de sa riulimini innihistriki e 🖾 🗃 complexité rythmique, inspirer I um mēme chorégraphe 🖿 pièces 💷 styles III s'amuse al à faire 🚛 er son même pas 🖿 deux du lime de la 🚻 sur des musiques

de international et de l'ambient il ex-APPLY AND DISTRICT AND IN 1911 mpment du massacre des Jeux olym piques de Munich, il avait voulu exprimer une idée de destruction contenue lui lui partition de rence il limini il seuil de la démence, dansant 🛚 la guerre > 🖟 l'Hôtel Suvretta. Un extrait du ballet interprété par Béatrice Cordous a mis en évidence cette énergie crisoée.

Très influencé Neumeier lui le la hommaga de la une subtile analyse d'Agon 🛍 il inle style la cho-régraphie, cette du rythme, matte difference in positions in siques i jusqu'à l'épure géométrique. Un ma la dansé par White François Dave en 📰 démonstration.

Ainsi des évidences surgissent, s'ébauchent, la dans soudain un univers amplace of the party of the party of chargé de mystère.

MARCELLE MICHEL.

JAZZ

Le VIII^e festival d'Angoulême

(Suite de la première page.) Manual & Aut en France > d'Angoulême, pour sa huitième édition, s'est donné comme aimable de-

Angoulême se porte, comme pour la musique improvisée ou la bande dessinée, aux avant-postes de l'ac-tion culturelle. Inauguré avec quelques pure par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, le festival s d'abord fait défiler pendant une semaine les dont l'activité correspond I l'idée opiniâtre qu'on se fait ici de l'improvisation. Beaud'Anglais fois, comme Travor Watts, Tony Coe, John Surman, Stan Tracey, III projets mu-

Main toujours attachée à la main couverte, la programmation du dernier week-end de « Jazz en France ; prélude 🛮 quelque chose qui pourrait bien être une vague de fond. On annonce les excellents groupes maliens Kanega de Mopti et Super Biton de Ségou, Para Aux Eysines (Gironde), l'association A travers chants organise son deuxième festival pana-fricain. III, II l'Espace IIIIIIII l'Association pour la promotion de l'art caraibe, relayée per la Chapelle La Lombards, la péniche Atmosphère et la M.J.C. de Nanterre, se lance dans son Tropics Rythmes 83.

Ce n'est pas une mode : c'est un courant majour de ce temps. Ce n'est une illustration non plus; su slors, autant se placer avec un culot naîf dans cette perspective și mai vue Caraïbe selon laquelle Christophe Colomb aurait a découvert » l'Amérique. Les musiques d'Afrique et des Caraibes n'ont plus rien de platement folklorique. Pourtant, elles restent un mill bei homnage à leur propre passé et il ce qui les fonds. Il peut se faire, bien sûr, que le didactisme soit perfois appuyé, que le projet paraisse trop souligné, comme pour les Ame-

zones de Guinée, à la technique moyenne mais aux intentions louables : sur les 3 heures du matin, elles entonnent un chant de lutte contre la drogue et l'alcool. Sinon, rien de culturel au sens pesant du terme. Dans l'ensemble, la fête se donne à l'état brut et trouve vite son rythme. Masques, costumea, coiffures, déchaînement des corps dans un rire entraînant : il n'est jusqu'à leurs propres mythes, dont ne s'amusent au-jourd'hui les Africains du M'Bamina par exemple. C'est que M'Bamina signifie la foudre,

Curvres et percussions, chants aux rôles bien individués (l'impensable trio d'hommes des groupes maliens Kanage de Mopti et Super Biton de Ségou), « risses » détournés du jazz et de la salsa, mais réinscrits dans la tradition et phrasés de façon singulière, tout apparaît comme à la fois traité. Les voix par exemple d'aucun modèle. Dans Maiopoets (groupe d'Afrique du Sud), elles sont dures et connectes a connecte a con dures et coupentes ; mais aussi bien on les entend superbement liées qu encore vanues de si loin qu'elles évoquent la stricte tradition dogon (Kanaga). Les voix sont portées per le balancement et les danses. Les gestes anciene cont revus par la scène moderne : Super Siton, Impressionnant de puissance ! Tout passe par les percussions, superbes d'efficacité et de variété. C'est à ce jeu que se jugent spontanément les groupes : sanction immédiate, l'envis de danse qu'ils déclenchent dans le public, largement at tall et Pour les musiciens aussi, mêlés aux spectateurs, l'occasion est unique de s'entendre et de confronter leurs ex-

Chaoun suit son chemin. La réussite passe par le lien qui se crée d'embiée avec la salle. Akéndengué

dans un univers qu'ils ont contribué à retrouver avec une force indicible. Force de la voix et de la danse chez l'Antillais, force du cri et du geste de la main pour le Gabonals. Percus-sions, toujours ! A ce jeu, des prestations moins préparées ou plus mesurées (comme celle du groupe de Marius Cultier, aux atouts incomtes tables) restent décevantes. C'est que spectaculaires étaient pendant deux jours et deux nuits pla-

On n'oubliera pas de sitôt Linton Kwesi Johnson, entouré d'un des meilleurs groupes de reggas de la Je-maïque (le Dennis Bovell Dub Band), qui scande un le rythme le plus bril-lant et le plus densent d'aujourd'hui la lutte, les crises, le chômage ou la Pologne. Poésie populaire aux ac-cents spontanés, celle-ci n'a roême pas à se chercher. La voix récite comme on chante. Les techniques empruntant aux speakers de radio comme aux vedettes du rock. Tout ce qui rendraît suspect un pereil fe-trea diparaît ici comme garanti per la nécessité de la démarche. Par son caractère prévisible et comme inávi-

Dene les armées 70, un groupe new-yorkels scendait se violence et son ironie sur fond de percussions. Il se faisait appeler les Last Poets, les derniers poètes. Vu d'aujourd'hui, plus aucun doute : dans un mouvement qui va chercher chez les pracheurs, les orateurs, les charteurs populaires et les griots, l'ilme archatque du bluse, les derniers sont blen les premiers. Comme de juste.

FRANCIS MARMANDE. r Kanaga de Mooti et Super Biton Ségou au Palais des giaces de 20 an

24 mai à 20 h 30 ; ★ II^a Fostivel penefricein suz Ey-sines du 10 au 19 juin.

VARIÉTÉS

Les adieux des Compagnons de la chanson

LES SPEC

uni de G

LT VERN - C'BON

The state of the s

SALLE FAS ART

ONIFOR FRANC

BEAT BOY RG. TAT.

GNO DESIGNATE A

position of state

confidences, PA

mention that

ROUGH DOR O

MCM TIP

Tres 4 3 7

HINE DIEATRE !

THE THE LESS 570

MAYRE IN TO

<u>Literaja dises</u>

CHARLEST OF

路 红 細胞 整霉素

Andrews Control of the Control of th

Les Comments

ATOMIC CAPE

3474

IES AVENTE RES EN

LES WINTERPERS

PERIOT A NATA

IES AVENTURIES

MONTH A SEASON STATES

Tanana Sand Maria

MBALLANCE IFEE I MAZAL (Tr.) - Bertan

Mary Park 12 22 2 250 C

M SELLE CAPTER

U BELLE DE SUCO

MALL HARLEM

MADE RUNNING

MISBY ET LE SECT

Sunta line Carlo Sec

CARBONE 14 LE FILL

LECHOIX DE SOPPE

Bending DE GOPAGE

DESCRIPTION DE GOPAGE

EN CONTROL DE GOPAGE

EN

HADE MADE

DROLLEZ Y'A RIES

(21) (c. 70) : Ambre

Mengaria C Pashe.

Mile Cichy | P (5)

Studen de be

Comp DE FOR DRE 1

Jani, Jariganz, Jani, Lazar Parameter, Mariana Parameter, Jacoba Parameter, Jacoba Parameter, Jacoba Parameter, Jacoba Parameter, Jacoba Parameter, Jacoba Parameter, Japan Marian, 17 (23)

170 to \$ 54 d

17 2 T 18 THE

· processings

Contract City

Section 15

 $\gamma + 2a^{\mu}$. B

NOUVI

Il y a déjà trois ans que les Compa-guess de la chanson ent annoncé leur retraite et, tout comme précédemment les Frères Jacques, ils n'en fluissent pas de faire leurs adieux à la scème.

de faire leurs adieux à la scène.

Survivance du music-hall des années 40 et 50, issus des Compagnons de France, ils sont apparus en pleine occupation avec un répartoire proche de cehni, des vicilles chansons trançaises offics que Perrine était servante, agrémentes parfois d'un désir parodique.

Dans les nonées 30 aux Etats-Unis, les Milis Brothers avaient su créer une somotifs d'encamble et un style. Les Connagnons de la chanson n'innovent pas. Ils out nis su point une traditionnelle listenomisation, mais ne négligent pas une fortue d'immour populaire dans le traditionnelle de chanteus

Dent rencontros su feudemniu de la seconde guerre mondiale propulseront le groupe vers la tête d'affiche : Edith Pinf le poussera à suoigner du fol-klore, et avec elle la chanterout les Trois cloches ; Cinties Trenet leur donners un de leurs grands succès (Mes Jennes Ameies). Dès lors, les Compagoous ne hougerout plus fondamentalement. Peudant près de quarante unt, ils aerout des artisens de variétés enjambant plus ou moins allégrement le fempe et, du moins jusqu'un ailleu des antien 68, suivant les modes successives, passant du cha-cha-cha au callysto et au folk-oug, soignant une mise en soine des chances qui expliquent leur pérennité : chainteurs, musiciem jouant chacus de plusiones justificant des maises et clowns, ils out su exploiter à leur manière me motion mannez complète du spectacle.

A l'origine, ils étalent neud. La disperition de l'un d'eux, su début des au-nées 70, n'a pas modifié la fonction de chacme. Jusqu'à ces adieux chamiés à présent à l'Olympia, Fred Melin a été le solitte et Jean-Louis Jambert le porte-

CLAUDE FLÉOUTER. → Olympia, 20 h 45. Jusqu'as

MUSIQUE

«MANON LESCAUT» à Covent-Garden

La manière canaille

The gross with a sectacle rare la main passée l'Comp-Garden : le public londonien du Royal Opera, qui ne dispense à l'or-Made ses branca qu'au ruine fiacte in la Manon Lescaut de Puccini. Il faut dire que les protagonistes qui d'inter-préter à plains poumons le du du champions photogéniques du la canto : la ravissante soprano la la la Kanawa le ningo. Para avec protection la loge et n'ayant and pas eu le temps de jeter un coup cleuse surprise in ne in the function qu'à l'audition.

Curieuse que cette Ma-non Lescaut de seule soirée, l'e février 1893, l'e compositeur Regis de Tail inaugure in the des chefs-d'œu-vre : la Bohème en 1876, la Tosca en THE IN Triving on THE LINE A contemporains la considèrent supérieure

- qu'ici même, à Covent-Garden,
après sa et Metropo-I faudra was dix-sept ans, néanmoins, pour que le troupe Metropolitan, Caruso rives de la Seine, au Châtelet.

Les mélomanes français de la Belle Époque ne voulaient entendre parler que de la Manon de Manon la première en de (1884). Les salon - I funestes
d'enfance! - firent long-temps se pâmer en roucoulant : = Je suis encore toute étourdie », an Adieu, Mara petite Mile .. Chargé d'honneurs, portraituré par artistes plus pompiers du Sa-lon, avec son front dégagé, = à Manon, l'auteur Manon, de Werther, de Thais I alors un personhage redoutablement offi-ciel. La critique comme un génie, transformant en évênements d'extra-Vagants chromos comme Grisélidis. le Roi de Lahore im noms seuls font frémir. C'est dire qu'avec un pareil boxoffice de campait littéraleimaginer que Manon, portée muss par Sybli Manon, portée muss par Sybli Manon, portée muss par la manon, portée mus par la manon, portée muss par la manon, portée muss par la

guerite Carré, put tolèrer la concur-

rence d'une cadette transalpine?

La partition de Manage de charme, est sans doute plus unonimement accorcola Mais min de Puccini pas moins de séduction, deuxième acte, galamment transposé de l'Agnus Del, que la jeune organiste de Lucques avail écrit à dix-sept ans. Et première fois de la manual plus géné-ment le verismo, adaptation il italienne du naturalisme 🏜 Zola, coule à larges bords. Quant mu libretto, Giacosa et Illica - ale plus près le drame de l'abbé l'abbé que Meilhac et Gille. Man n'est une rosière, elle trompe un effrontément. Il l'heure in stanpour une pecheureux temps, – We ne sur la route du Havre mais s'en en expier au loin, dans m du nouvel Orléans », préfigurant la mise en du d'après-guerre, s'illustrèrent Cécile Au-bry Maria Auclair. Ne parlons par de lyrics mirlitonnesques 🐠 🕼 française ridiculisés par le gazouillis italien, même parfaite-ment incompréhensible. Enfin, le dernier at in 174 de a Puccini, rature : Remain Tubuliti le tilodol pour la réouverture de la Scala de Milan en 1946, Marie Calle en fit morceau bravoure pour III Kanawa, ce soir-là, Covent-Garden, Jahle un triomphe - ce qui un les dans une unite din

chauffée au rouge. On taquinait beaucoup Winner a lui a que son opéra-comique n Mm bienveillant aurait du s'appeler Grienx. Le Mes E Puccini. = revanche. = 1 ha d'etre un cheur 🔤 les bords. Pas de prêches à Saint-Sulpice, pas de sermons pe ternels. Di Stefano la = de ses tonitruants succès à la Scala. Placindo Domingo, qui incarna pour la première jois Des Grieux à l'Arena de Verone m 1179 - à vingt-neuf ans - donne au personnage qu'il interprète à Covent-Garden une présence virile, tel que nous l'avons admiré à l'Opéra de Paris dans Otello III au au

dans la Traviata 🎩 Zeffirelli. L'orchestre 🎶 Covent-Garden, 🔳 rige par le maestro Giuseppe Sinopoli, respecte avec un cœur admiro-ble la tempo rallentando qu'exigea paradoxa Puccini dans son premier défoulement vériste.

OLIVIER MERLIN.

« SCENES DE LA VIE ITALIENNE», d'Adrienne Clostre Du journal à l'opéra

Grand Prix de Rome des années 50, Adries de la series de l'œuvre, malgré quelques effets impressionnants ou drôles. Le tou paraît bien plus juste dans certains chœurs ou les chants de la jettus de la series de la series de l'œuvre, malgré quelques effets impressionnants ou drôles. Le tou paraît bien plus juste dans certains chœurs ou les chants de la jettus dans les flot d'une miss en scène vivante d'Yvan Rialland, qui imprime à sa troupe

On croirait les sujets empruntés au vieux fonds populaire, inais il s'agit de cinq faits divers lus dans les journaux, burlesques, étranges, si-nistres ou humoristiques, d'un réa-lisme étomant : une scène d'auberge père de famille misérable qui scalle dans son mur un os de sa mère pour qu'elle protège la maison ; une jeune qu'elle protège la maison; une jeune fille tondue pour avoir parié sur une équipe de football qui a perdu; un paysan qui se délivre du mauvais cell en tuant la jeteuse de sorts, sa pro-pre belle-sœut; la querelle d'un curé avec son évêque, mis en déroute par-les puissances célestes qui soutien-nent la religion populaire.

Ce film à sketches rondement mené, aux personnages hants en colleur, soulire un peu de l'atona-lisme du style vocal et de la frag-mentation de l'écriture orchestrale, qui ne sont guère compatibles avec

Rialland, qui imprime à sa troupe nombreuse une verve très italienne, tandis que les costumes, les masques, les longs nez, de Daniel Ogier créent une atmosphère charmante et saisissante, avec ces décors humble derrière lesquels deux peintres dé-voilent peu à peu la toile grandiose des Noces de Cana de Véronèse, hommage à l'a âme collective » du peuple qui a enfanté Verdi, De Sica et Véronèse, aussi bien que les hum-

Marc Soustrot dirige la représentation avec sa précision et son brio habituels, et Jay Gottlieb tire un feu d'artifice des fracassants interiudes pour piano. JACQUES LONCHAMPT.

(1) On pourre voir ce spectacle les 3 et 4 juin, à l'Espace Cardin, avec les mêmes interprêtes.

Mort de l'historien d'art Kenneth Clark

Nous apprenous la mort, sur-venue il Londres le 21 mai, de l'historien d'art Kezneth Clark. Il était âgé de soixante-dix-

Kenneth Clark a longtemps occupé l'avant-scène du monde des arts en Angletarre. Si on ne trouve pas de vision originale dans tous ses traveux, il n'en à pas moins exercé une influence considérable, servi par une grande sensibilité doublée d'une grande érudition, qui, dans la tradi-tion de Ruskin, le rendait apre à for-muler avec précision et autolité les non de riusari, le remain apre a lor-muler avec précision et subtilité les sensations les plus évanescentes qu'il percevait dans les couvres d'art. en peinture et en architecture, sur-tout de la Renaissance italianne, son nture et en architecture, sur-

C'est d'ailleurs d'Italie que lui set venue sa passion pour l'art, aux côtés de Bernard Beranson, Kenneth Clark, né à Londres en 1903, dans une famille du textile, à d'abord étui dié à Trinity College, à Oxford, avest de passer deux fructueuses années auprès du prince des historiers d'art, grand connaisseur de la Renaissance nalienne. Son premier ouvrege, The Gothic Revival qu'il publie des l'âge de vingt-sapt ans, dit sa dette à son maître américain. A son retour en Angleterre, il est nommé conservavieux musée du monde. A trente ans, il devient directeur de le National

de de collection royale.

C'est Kenneth Clark qui organisa, pionnier, les expositions sur Renaissance italienne en Grande-Bretagne, cans les ennées III II public es sur Lonard de Vinci en 1939, à la suite de son catalogue sur les dessins de Léonard apparte-nant à la collection royale, et un ouvrage de vulgarisation sur les chefs-d'œuvre de la National Gallery.

musée, où il a fait procéder à la res tauration des collections et a acquis un certain nombre d'œuvres importantes. Riche héritier, il décide, en 1945, d'abandonner la National Gal-1945, d'abandonner la reational Gar-lery pour se consucrer à l'étude, à l'écriture et à l'enssignament. C'est de ses cours à la Slade qu'il tire son livre sur le Paysage dans la peanture, qui a trouvé un écho favorable dans le mande littéraire. Mais son Nu, publié en 1955, reste son ouvrage le plus connu et le plus admiré.

Auteur d'un Piero Della Francesca et d'un livre sur les dessins de Boticelli, Kenneth Clark a atteint une celébrité que conneissent peu les historiens d'art, grâce à sa série télévisée «Civilisation» présentée evec succès dans de nombreux pays où il teur de l'Ashmolean d'Oxford, le plus y donne une vue panoramique de l'aventure artistique.



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

i Salah S

在1000年 1000年 1100年 1100年 1100年 1100日

12.00

196

100 CONT.

第一**注** 符订。

100

* 2 /45/

The second second

Special and the second second

English or seeds of the seed o

Francis Control of the Control of th

For the control of th

1350 But

And the second s

Corn.

LA MUSICA - Internati (589-38-69), 20 h LIT VERS - Chapelle de la Salpê trière (508-09-46), 20 h 30.

Les salles subventionnées municipales

SALLE FAVART (296-06-11), IV II 30: la Belle Helène.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 14 h 30 : le Médecin volant, Am-phityon; 20 h 30 : la Seconde Sur-prise de l'amour ; la Colonie.

BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma vi-

Les untres salles

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 H: COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),

20 h 30 : Lune et l'amre. CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 :

Chronique de deux filles et d'un estra-gon. ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 b :

HUCHETTE (326-38-99), I 30 : I Contatrice chanve; 20 h 30 : In Leçon; 21 h 30 : Théâtre d'embres; 22 h 30 : les

JEUNE THEATRE NATIONAL (27)-NOUVEAUTÉS (770-32-76), 20 1 30

POCHE (548-92-97), 21 b : Vera Baxter. TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79) L 20 h 30, l'Écume des jours. THÉATRE DU THEATRE

82-48), 30: Crose an Pair; 20 Appoints; 22 h 15, J. Charby: Pour de rire.

Les films marquès (°) sont interdits met mains de treine ans, (°°) aux moins de dit-buit me.

La Cinémathèque · · · · · · —

CHAILLOT (704-24-24)

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h. Quinzaine des (1969/1982) : Gamin, de C. Duran : 17 h : les Fils de Fierro, de F.-E. 19 h.

AMÉRIQUE ENTERDITE (A., v.f.)
(**): Rio Opéra, 2 (742-82-54).

ATOMIC CAFÉ (A., v.a.): Movies, I" (260-43-99): Saint-Séverin, 5" (354-50-91); Olympic Entrepôt, 14" (542-

LES AVENTURES DE PANDA (Jup., v.f.) : Templiers, 3º (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussman, III (770-47-55).

LES EVENTURIERS DU MILLI DU

LA BALANCE (fr.): Maséville, 9 (770-72-86); Paramount Momparasses, 14 (323-90-10).

BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33);

(364-51-98).

Fcoles, 5: (354-20-12).

toparic, F (326-12-12).

Ambassade, & (359-19-08); Montper-14' (320-12-06); Tourelles,

LA BELLE CAPITVE (Fr.) : Clusy

LA BELLE DE SAIGON (A. VA) : BO-

BERLIN HARLEM (AL, VA) (**) : BLADE RUNNER (A. v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

PRISBY ET LE SECRET DE NIMB (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 112 (700-89-16) : Cinoche St-Germain, # (633-

CARBONE 14, LE FELM (Fr.): Le Maria, D (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A. v.a.): Ciné
Reministre D (271-52-24).

Beaubourg, (271-52-36); U.G.C. Odéco, 6 (325-71-68); U.G.C. Champs

Elysées, ■ (359-12-15); 14 Juillet Beau-greacle, 19 (575-79-79) - V.f.; Capri, 2-(508-11-69); U.G.C. Moutparnasse, 6-(544-14-27); U.G.C. Boulevards, 9-

1828-29-64).
CIRCULEZ YA RIEN A VOIR (Fr.):
Berlitz. 2* (742-60-33): Richelieu, 2* (233-56-70): Ambassade, ■ (359-19-08): Fenvette. 13* (331-60-74):
Montpermase Pathé, 14* (320-12-06):
Fenvet Chelty. ■ (522-46-01): Gautioni Gambetta, 20* (636-10-96).

mont Gambetta, 20* (636-10-96).

DE FOUDRE (Fr.): Gammanl
(297-49-70); Berlitz, 2* (74260-33): Studio de la Harpe, 5* (63425-52): Marigaan, 8* (359-92-82);
Sant-Lazare Pasquier, (387-25-43);
Nation, 13* (343-0-67); Montparasse
Pathé, 14* (320-12-06);
Cuntention, 15* (828-42-27); ParaMailka, 17* (758-24-24).

<u>Les exclusivités</u>

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mai à mes THEATRE DES DEUX ANES
10-26), 21 h: A vos ronds... Piec.

Les comédies musicales

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il =

Le music-hall

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h 45 : LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 :

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : Ph. Biron (Bach, Schumann, Beethoven) ; 21 h : Miguel (Miguel). (Migora).

INSPACE CARDIN, III 30 t M.

A. Frantz (Offenbach).

EGLISE THE ST-GEORGES,

12 h 45 : C. THE (Bach).

Festival

VIII SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN Hôtel de S. H.-Aignan A 21 h ; Petit collège de musique de Visée, Monteverdi...).

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : J. Mayall/M. Taylor. CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guérauh, B. Vas-

FORUM (297-53-39), 21 h : 1 in NEW MORNING (523-51-41), 17 List et 20 h 30: L. Hampton.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h:
J. Ruccco, S. Lazarevitch, Ch. Loos,
R. Del Fra, F. Ineko.

💹 région parisienne

cinéma

, Fête de Lette conflice : M. La-gueyrie, Sapho, Gubitsch-Calo... VINCENNES, Th. (374-73-74), 21 h : Il flotte dans l'air des mil-lians de pardessus.

Pour renseignements concernant l'ensemble programmes ou «LE MONBE INFORMATIONS SPECTACLES» 261-26-28+

(de 11 heures à 21 heures. sauf les dimanches i jours fériés)

Lundi 23 mai

LA FLAMBEUSE DE LAS VEGAS (A. v.o.): La Germain, 222-La J. Paramount City, (562-45-76). V.f.: Paramount Opéra, (742-56-31); Paramount Mongarresso, 14 (329-90-10).

FUCKING CITY (AL VA) (**) GALJIN (Bre., v.o.) : Donfert, 14 (321-

41-01).

GANDHI (Brit., v.o.): Lamon Halles,
1" (297-49-70); Clusy Palace, 5: (35407-76); Hautefeuille, I" (633-79-38);
Ganmont Champe-Elysées, II (35904-67); Parussiens, III (320-30-19).

V.f.: Richelieu, 2: (223-56-70);
III (370-33-88); J. III (27-84-50);
Miramar, 14" (320-89-52); Cächy Palace, (522-46-01).

IDENTIFICATION FEMBLE

IDENTIFICATION FEMME
(It., v.o.): Epéc de Bois, 5 (337-57-47). L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Lucernaire, (544-57-34).

L'INDIC (Fr.): Galté Boulevard, 2º (233-67-06): (225-18-45): Para-gonni Opéra, 1º (742-56-31): Chechonart, 9º (878-81-77), FAI UNE OMBRE (Fr.) : Am-

PAURAI TA PEAU (A., v.e.) (*):

8 (359-19-08); v.f.; Lansière,
(246-49-07); Maxeville, 9 (77072-86); Monsparace, (327-52-37).

MAVA L'ABETLLE (Autr., v.f.) : Saint-LE SELON GARP (A., v.o.):
Onintette, (633-79-38);
(359-19-08); Parassiens, 14 (320-30-19).

MORTELLE (Fr.); U.G.C. Opéra, (261-50-32); Cinoches, (633-08-22); Biarritz, (723-69-23). L'CEIL DU TIGRE : MICH III (A., v.f.) : Artades, 2 (233-54-58). OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.): | (225-18-45) - V.f. ; Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

Cujas, \$1 (354-89-22); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount Cujas, 5 (325-59-83); Paramount Cujas, 6 (325-69-83); Paramount Cujas, 6 (325-69-89-89); Paramount Cujas, 6 (325-69-89-89-89)

PENITENCIER DE PEMMES (Pr.-IL **RNITENCIER DE PEMMES (Pr.-1., v.f.) (**): Paramount Marivaux, 2** (296-80-00); Paramount City, 8* (562-45-76); Max Linder, 9* (770-40-04); Paramount Bestille, 12* (343-79-17); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03); Paramoust Montparnasse, 14 (329-90-10): Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00): Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

(340-19-03); Feramount communitations; 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Paramount Montmattre, 18 (540-45-91); Paramount Montmattre, 18 (606-34-25); Secrétan, 19 (241-77-99).

RAMBO (A., v.o.) (*): Marbeuf, III (225-18-45). V.f.: Arcades, 2: (233-54-58). REVIENS JIMMY DEAN REVIENS
(A., 1981): Olympic Lexembourg, 4
(633-97-77).

SARAH (Fr.): U.G.C. Danton, # (329-42-62); Normandie, # (359-41-18).

SUPERVICENS (A., v.o.) (**): Bolin # Films (H. sp.), 17* (622-44-21). SURPRISE PARTY (Fr.) : George V, &

(562-41-46). THE VERDICT (A. v.o.) : Clumy Booles, 5 (354-20-12). TÉNÈBRES (it., v.f.) (**) : Paramo

Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). TES FOU JERRY (A., v.o.): Colisée, 8" (359-29-46). - V.f.: Hollywood Boulevard, 9" (770-10-41); Lumière, 9" (246-49-07); Montparnos, 14" (327-52-37).

TOOTSIE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (634-25-52): Danton, 6 (329-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23). - V.f.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Bretagne, 6 (222-57-97); U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44).

LA TRAVIATA (IL. v.m) : Vendôme, 1 (743-97-52) ; Monte-Carlo, 8 (225-LA ULTIMA CENA (Cab.) : Epécde-Bois, 5 (337-57-47).

LE VENT (Mal., v.o.) : St-André-des-Arts, & (326-48-18); Olympic Bahrac, & (561-10-60); Olympic Entrepôt, 11 (542-67-42).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.): St-Michel, 5: (326-79-17): Elysée-Lincola, 8: (359-36-14); Illumii Pavois, 15: (554-46-85. – V.f.: Capri, 2: (508-11-69). LA VIE EST UN MINITUR (Fr.) : Forem. LA VIE EST UN III (Fr.): Forem,
1" (297-53-74); Impérial, 2: (74272-52); St-Germain Village, 5: (63363-20): Impérial, 6: (633-79-38);
Marigman, 6: (359-92-82); Elysées Lincoln, 8: (359-36-14); Nation, 12: (34304-67); III (320-89-52); Punaussiens, 14: (329-83-11);
Beaugrenelle, 11: (575-79-79). VIE PRIVEE (Sov., v.o.) : Cosmos, 64

Y A-T-IL ENFIN UN FILITE III III L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount Mari-vanz, 2º (296-80-40).

ZIG ZAG STORY (Fr.): Richelieu, 2 (233-56-70); Marignan, 3 (359-92-82); George V, 3 (563-41-46); Français, 9 (770-33-88);

THÉATRE DES DÉCHARGEURS 3, RUE DES DÉCHARGEURS - PARIS (14) Be 2 as 31 mai - 21 b 45

RÉCITAL FRANCISCO MONTANER

NATIONAL dernière samedi 28 mai

JEUNE THÉATRE

CRÉPUSCULE drame en 2 soirs Jean-Marie Patte

SALLE DU JTN. 📉 zue des Lions St-Paul – Paris 🕫 271.51.00

VP FESTIVAL FRANCO-ANGLAIS ... DE POÉSIE **DU 26 AU 28 MAI** ATELIERS DE TRADUCTION LECTURES PUBLIQUES BILINGUES EXPOSITION ET FILMS avec la perticipation

d'une vingtaine de poètes. Pour tous rens. : poete 229 et 216 CENTRE CULTUREL CANADIEN 5. r. de Constantine (74. 551-35-78 Attoro Invalides ENTRÉE LIBRE Fanvette, 13 (331-60-74); Turnesse Pa-Sud, 14 (327-84-50); Montparnesse Pa-is (320-12-06); Gaumont Conven-tion, 15 (828-42-27); Images, 18 (522-47-94).

Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napo-Idan, 174 (380-41-46). CABARET (A., v.o.) : Nocrambules, 3 (354-42-34)

DE CONTROL (A., VA.) : Clusy Palace, = (354-07-76). LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2* (296-62-56). DEEP END (Asg.) : Espace Dem. 10

DELIVERNCE (A., v.f.) (*) : Indiana (*) : In (325-78-37).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Transcription (**) : Transc

LÉPOUVANTAIL (A., v.o.): Night, 2 (296-62-56).

(707-28-04). GEORGIA (A., v.o.) : Lacornaire, 6 (544-57-341.

GLISSEMENTS PROGRESSIFS III PLAISIR (H.sp.) (Fr.) (**) : Demfort, 14 (321-41-01). HAROLD ET MAUDE (A., va.)

(337-74-39), HELLZAPOPPIN (A., v.o.) 1 Champo, (A., v.o.): 14 PEAU DE SERPENT

L'HE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.): Napoléon, 17 (380-41-46).

JEREMIAH (A., v.f.): Opéra Night, (296-62-56). DE Mai MTM (it., v.f.) : (in et 2 parties), U. M Pavole, 15 (554-46-85).

LE JOUR LE PLUS LONG (A., v.o.):

man de l'Étoile, 17 (380-42-05).

LE LAURÉAT (A., v.o.): Quartier Latin,

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.a.): Action Christins, & (325-47-46). LENNY (A., v.o.) : Élysées (359-36-14) ; Parnassiens, 14 (329-83-11).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) I SUI-■ (633-25-97). LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : Convention St-Charles, 15 (579-33-00).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.): Calypso, 17-(380-30-11). MASSACRE A LA TRONCONNEUSE (A., v.o.) (**): Olympic Lexembourg, 64, (633-97-77).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**): MOURIR A TRENTE MAN (Fr) : Saint-

Ambroise, 11° (700-89-16).

LA NUTT DE L'IGUANE (A., v.c.): Action (J. v.c.); Action

LE PERE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) Paris 18⁴ (606-64-98). PHANTOM OF THE PARADUTE (A.

LE PIGEON (it., v.o.) : Studio Logos, 5 (354-47-62) | Acacias, 17: (764-97-83). PINOCCHBO (A., v.l.) | Aroades, 2: (233-54-58); | Royale, 2: (265-82-66); U.G.C. (IIII de Lyon, 12: (343-01-59); Napoléon, 17: (380-41-46).

LE PWIN (M., v.o.) : Action Christine, (325-47-46). QUE LE INTERNATE COMMENCE (A., v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61). REDS (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19-(203-02-55).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : The Loisins Bowling, 14 (Md. 64-98).

LES RUELLES DU MALHEUR (A. v.o.) : 47-46). SATYRICON (it., v.a.) (*) : Chempo, 5

19 (607-87-61) THE MAFU CAGE (A., v.o.) : Épés de

CAMARADES (A., v.o.) | Olympic Saint-Germain, 6* (222-87-23).

LE VIOLENT (A., v.o.) | Action Christine
Bis, # (325-47-46).

111 BOUT DE L'ENFER (A.,

<u>6.5).</u>

v.a.): Calypso, 17- (380-30-11). VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13* (707-28-04).

WOODSTOCK (A.,v.e.) 1 Aris, (527-77-55). Les festivals

STUDIO 28, III III : l'Γ 🖦 tigre, Rocky III. BUSTER KEATON. : Marais, 4 (278-MARK SECTHERS (v.o.). | Ecoles, 5- (325-72-07) ! Use unit II 47-86) : Lois de l'hospitalité.

A. HITCHCOCK (v.a.).: Automatic Rive gauche, 1 (354-47-62): Rebecca.

DUSTIN HOFFMAN (v.a.).: Botta h films, 17: (622-44-21), i.l.s., 18 h 20: Alfredo, Alfredo; 11. 20 h 20: John and Mary

Mary.

LES ANNÉES 60 DU CINÉMA FRAN-CAIS: 43, 770-63-40, h: Philippines; li h: Mépris; 20 h: Hiroshime mon amour. AUTORIOGRAPHIE DE L'ALLEMA-

ie (v.o.) : Olympic, 14 (542-67-42) ; ie Uli-Le de Hambourg.

M. MONROE (v.o.), Cinémascope; rial, 13^a (707-28-04), t.l.s., 19 h 30 : h Miliardaire ; t.l.s., 22 h : Sept ans de ré-

PLACE AU CINÉMASCOPE (v.o.) : Action La Fayette, 9 (878-80-50) : Cléoph-

CECIL B. DE MILLE (v.o.): Action La Fayette, # (878-80-50): Naufragés

RICHARD INTUITION (v.o.),

Les séances spéciales

AMERICAN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1= (508-94-14), 16 h. AU-DELA DU REEL (°) (A: v.o.) Châtelet-Victoris, 1= (508-94-14), 18 h. AU-DELA INJ BIEN ET DU MAL (°) (A., v.o.), Rivoli-Beaubourg. 1 (272-63-32), 16 b 5.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit.; v.o.) : Palace, 15 (374-95-04), 21 | 15. LE MANUEL METRO (Fr.) : Escurial, 13- (707-28-04), D.L.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*): Olympic-Luxembourg, 6* (633-97-77), 24 h.

L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.):
Olympic-Luxembourg, 6* (633-97-77),

FIRAL COMME UN CHEVAL 1111

(Fr.): Standard UN CHEVAL 1111 (Fr.): St-Ambroise, 11: (700-89-16),

(707-28-04), 22 h 30. NEXT TIME GREENWICH VILLAGE (A., v.o.): Templiers, 3 (272-94-56), 22 b.

NUIT AMERICAINE (Fr.), Escurial, 13' (707-28-04), 16 h. ORANGE MECANIQUE (**) (A., v.o.): (354-72-71), 20 b 5.

PASSION (Fr.): Olympic, 14 (542-67-42), 18 h en som. Olympic, 14 (542-67-42), 18 h en sem. PLAY-TIME (Fr.): Templiers, 3^a (272-94-56), 17 h 30.

QUE COMMENCE (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1st (508-94-14), 22 h. LES LAMBOUR DE LA COLÈRE (A

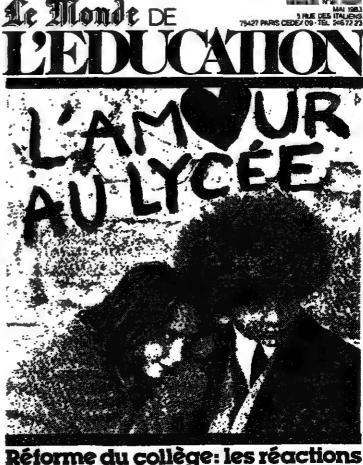
v.o.) : Contrescarpe, 5 (325-78-37), 14 h. THE LAST PICTURE SHOW (A. v.o.): Si-André-des-Arts, 6' (326-48-18), 24 b. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, iii (354-72-71), 22 h 30, 0 h 20.

THE LAST WALTZ (A., v.o.): Victoria, 1= (508-94-14), 20 h. SATYRICON (IL., v.o.) (*) : Chempo, 5*
(354-51-60).

SHE DANCES ALONE (A. v.o.) : Rialto,

TRAVAIL AU IIII (Brit., v.o.) : StAmbroise, 11* (700-89-16), 20 h.

IIII TAU IIII (Brit., v.o.) : DESIR (A., v.a.), 13* (707-28-04), 18 h. (A., v.a.), 16* (527-77-55), 11 h.



(1) 117. 14. 10 (1) (mage 2.8.5 (played 20018 (Played 20

Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36);
14 Julliet Racine, 6° (326-19-66);
14 Julliet Parmasse, 6° (326-59-66);
14 Julliet Parmasse, 6° (326-59-60);
Marbouf, 8° (225-18-45);
18 Juillet Bastille,
11° (337-90-81);
Républic Cinéma, 11° (805-51-33).

DE MAO A MOZART (A., v.o.): Ambroise, 11s (700-89-16).

DAR L'INVINCIBLE (A., v.a.): Emissage, 8s (359-15-71). - V.f.: Rex. 2s (236-83-93); U.G.C. Opéra. 2s (261-30-32); U.G.C. Montparmane, 6s (544-14-77). Gam de Luca 12s (242-14-15).

30-32); U.G.C. Montpartanee, 6 (343-31-35); U.G.C. Gobelina, 13 (336-23-44); Mintral, 14 (539-52-43); Magic, 15 (828-20-64); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Socrétan, 19 (241-77-99).

DARK CRYSTAL (A., v.o.): Alpha, 5 (354-39-47); City, 8 (52-45-76). – V.f.: Paramount Opéra, 14 (329-90-10).

se, 14 (329-90-10). LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gas-Halles, 1= (297-49-70) ; (329-83-11).

DERNIERS MONSTRES (il., v.o.): Le Paris, 8 (359-53-99); Paras-DERRIERE LA PORTE (h. va.) (*):

Beaubourg, 3* (271-52-36); UGC
6* (329-42-62); Biarritz,

(723-69-23); Parnassiens, 14 (329-83-11). - V.f.; U.G.C. Opéra, ▼ (261-50-32). DIALOGUE DE MONTE (Fr.): Luxembourg, 6 (633-97-77).

Luxembourg, 6 (633-97-77).

L'ETE MEURTRIER (Fr.): Richelien, 2 (233-56-70);

(233-56-70); Hautefeuille, 6 (633-79-38); Colisée, 8 (359-29-46); George-V, 8 (562-41-46); Français, 9 (770-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Athéns, (343-06-67); Athéns, (343-06-67); Mostparmasse, 13 (320-12-06); P.L.M. Saint-Jacques, 1 (589-68-42); Mistral, 14 (539-52-43); Gaumont Convention, 15 (328-42-27); Mostparmasse, 15 (152-40); Victor Trage, 16 (727-49-75); Wepler, (522-46-01); Gambetta, 20 (636-10-96).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA ES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TÊTE (Box.-A., v.a.): Quintetta, 9 (633-79-38); George-V. (562-41-46); Marignaa, 8* (359-92-82). - V.f.; (770-72-86); Prampain (580-18-03); Montharmox, 14* (327-52-37); Gaumont 15* (828-42-27); Paramount 18* (606-34-27).

DIVA (Fr.): Pane (354-15-04); Marbeuf, & (225-18-65); Palace Croix Nivert, 15 (374-95-04) (H. sp.). Colon, 6 (325-59-83); Publicis Elysées, 8 (720-76-23); Paramount Opéra, 9

(742-56-31); Paramount Montpartente, 14 (329-90-10). ET. L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.f.) : Trois Haussmann, (770-47-55) : (554-46-85).

L'EVENTREUR DE NEW-YORK (A. v.). (**): Ermitage, 8* (359-15-71); v.f.: U.G.C. Boulevards, 9* (770-72-86); Maxéville, ■ (770-72-86); Pathé Clichy, 18* (522-46-01).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.):
7 (705-12-15); Olympic Bal22c, b (561-10-60); Saint-André-desArts III, ér (326-80-25); Olympic Entrepit, m (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**): Marais, 4 (278-47-86). LA FILLE DE TRIESTE (it., vo.): Faramount Odéon, é (325-59-83); Paramount Mercury, 7 (562-75-90); v.f.: Paramount Marivant, 7 (296-80-40).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ARGENT, film français de Robert Bresson : Forum, 1" (297-53-74) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Haute-jeuille, 6 (633-79-38) ; La Pagode, feuille, 6* (633-79-38); La Pagode, 7* (705-12-15); Olympic Balzac, 8* (561-10-60); Colisée, 8* (359-29-46); St-Lazare Pasquier, 8* (387-35-33); 14-Juillet Bustille, 11* (357-90-81); Paroussicas, 14* (329-83-11); Bleaventle Montparnasse, 15 (544-25-02); 14-Juillet Bean-grenelle, 15 (575-79-79).

LES BANCALS, film : Quintotte, (633-79-38).

79-38).

L'HISTOIRE DE PIERRA (*), film franco-italien de Marco Ferreri, v.a.: Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Odéon (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23); Publicis Matignon, 8 (359-31-97); Olympic Entrepot, 14 (542-67-42); Murat, 16 (551-99-75); v.f.: UGC Opéra, 2c (261-50-32); UGC Rotonde, 6 (633-08-22); UGC Rotonde, 6 (633-08-22); UGC Boulevards, 9 (246-66-44); UGC Lim de Lyon, 12 (343-01-59); Paramount Gallo, 13 (580-18-03); Paramount Maillot, 1 (758-24-24); Images, 11 (522-47-94).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU,

Images, I (522-47-94).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU, film français de Jean-Jacques Beiseix : Geumoot Halles, I** (297-49-70); Berfütz, I** (742-60-33); Richelieu, 2** (233-56-70); St-Germais Finchette, 5** (335-63-20); Bretagno, 6** (222-57-97); Saint-André-des-Arts, 6** (326-48-18); Ambassada, I** (359-19-08); St-Lazaro Pasquier, (387-35-43); Lumière, 5** (246-49-07); Fauwette, 13** (331-60-74); Gaumoot Sud, 14** (327-84-50); Einopanorama, 15** (306-50-50); Mayfair, I** (525-27-06); Wepla, 18** (522-46-01); I** Gambetta, 20** (636-10-96).

LE MUR (***), Film franco-ture da Yilmaz Ganey, vo.: Ciné-Benubourg, 3** (271-52-36); UGC Odéon, 6** (325-71-08); 14-Juillet I** (723-69-23); 14-Juillet Restille, I** (357-90-81); 14-Juillet Restille, I** (359-41-18); Biarritz, I** (723-69-23); I** Juillet Restille, I** (359-41-18); Biarritz, I** (359-97-5); v.f.: Rex, I** (236-83-93); UGC Montparpasse, 6** (544-14-27); UGC Boulevards, 9** (246-66-44); UGC Gobelins, 13** (336-23-44); Mistral, I** (539-23-24-3); Magf. Convention, 15** (328-20-64); Clichy Pathé, 18** (522-46-01).

(\$22-20-04); Chemy Pattle, 18(\$22-46-01).

LA ILLI DES PANTINS, film américain de Martis Socreso, v.o.: Gaumont Helles, 1" (297-09-70); Quintette, 5" (633-79-38); Marignan, I" (329-92-42); Inguintette, 5" (633-79-38); Marignan, I" (329-31-11); v.f.: Impérial, 2" (329-32-14); v.f.: Impérial, 2" (329-32-14); v.f.: Impérial, 2" (320-12-06).

ZOMBRE (""), film américain de Georges A. Romero, v.o.: Furmount Od. (325-59-83); Marignan, I" (325-59-83); Marignan, I" (770-10-41); Paramount Opéra, I" (742-56-31); I" (742-56-31); I" (770-12-28); I" (742-56-31); I" (770-12-28); I" (742-56-31); I" (770-12-28); I" (742-56-31); (522-46-01).

III (606-34-25).

COMMUNICATION

Lundi 23 mai

PREMIÈRE CHAINE: TF1



20 h 35 Film: Person pour la company Film (rapeais L. Hall (1957). Rouet, J. Moreau, J. Wall, G. Poujouly, Y. Bertin (N). J. Moreau, J. Wall, G. Poujouly, Y. Bertin (N).

Une femme prépare, avec son amant, un crime parfait qui la Mais, après le Mais, après le Coincé Adaptant, avec l'Roger Nimier.

Policier Calef, Louis refusa les ponelfs alors série française, chronique brillamment d'éclat lui valui prix Delluc.

22 la La leçon de cináma de lecon on pénètre ici la poésie des images : une « leçon » inti-

à Garros (résumé). CS h 35 July Natio

DEUXIÈME CHAINE: A2

30 h 35 La grand échiquie

Avec l'école de danse, le ballet et les étailes de l'Opéra de Paris, soit 255 danseurs d'un corps qui est le bi de la danse classique

h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

h 35 Feuilleton: l'Année des Français. D'après T. Flanagan, adapt. E. Mac Cabe, P. et M. Lary, réal. M. Garvey. Avec J.-C. Drouot, K. Buckley,

In and 1798, un millier de soldats français débarquent sur les terres pawres du Mayo pour aider les nationa-listes irlandais à se débarrasser des colons anglais. U épisode oublié il histoire, mal roconsé, un pre confus,

21 h BO Jinamil 21 h 50 Magazine: IIIII

Transat = double: Lorient-les Bermudes-Loriene.

h 28 Uno minuto pour une image, d'Agoès Varda. Cette semaine l'album imaginaire de Jacques Monory, artiste peintre, commenté par un philosophe, un écri-

22 h 30 Primare à la nuit. Quintette en si pour clarinette et quatuor & corder, opus 115 - de J. Brahms, par M. Gabal, H. Le Flock, R. Daugavell, B. Pasquier et J.-M. O.

FRANCE-CULTURE

22 li 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 10 mai 1983 h la salie Pleyel) : La Khovanchtchina - de Moussorgski, a Concerto pour violen m orchestre - m manual - Symphonic nº 6 - de

h 30. Fréquence de unit : « Sous-paradis ».

Mardi 24 mai

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

10 li 🖼 Villia plus. Internationaux de tennis.

A Roland-Garros (et à 14 h 25 et 23 h 10).

12 h HF 12 (Info.) 12 30 Atout

13 h Journal.

14 5 Emissions 1ll h 25 Le village dans les

III h M Histoire d'en rire. 19 h 5 Météorologie.

19 🛮 15 Emissions régionales.

18 h 45 Les uns pour les autres 20 Journal.

IN h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Théatre : Ceiul qui n'avait rien 🔤 : Le

de Th. Maulnier, mise en scène M. Tassencourt, réal. J.-R. Cadet, avec M.-T. Arene, P. Le Rumeur,

trahisons, irrité par les infidélités de son épouse la survivants de l'Ancien Régi la personne du d'Enghien proie la pour réagir. 22 h 30 Temps X.

Magazine Mag 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: 42

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45). 13 h 10 Jeu: l'Académie im mail.

13 h 35 Émissions régionales. 13 h 50 Série : Les amours de la Beile Epoque.

14 h 6 Aujourd'hui la vie. La musique romantique, Janis Vakarelis.

15 h 5 Série : Les diamants du président.

16 h 45 Reprise : La chasse aux trésors (dif. le

17 h 5 Entre vous. Après 20 d'aventures : l'Europe.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

18 h 15 Émissions régionales. 19 h 40 La - 100 Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.) 20 à 35 Film : Il du crépuscule. Film américain il B. Wilder (1950), avec G. Swanson, W. Holden, E. von Strobeim, N. Olson, C.B. de Mille

in scénariste sunt travail devient l'amant d'une scénariste travail deviens l'amant a une agée riche, qui, enfermée sa luxueuse villa, rève faire rentrée l'écran. I profite d'elle sa chimère limplacable des hollywoodlennes, faux mythes de l'arrivisme, l'partir de la d'une femme jadis qui refuse monde réel. Ce fus, l'étonnant Swanson l'ombre laquelle apparaît

22 35 Avec Christian Clavier MAL Blane 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

18 h 30 Pour injeunes

18 h 55 Tribune libre. Francophonie jumelage.

19 h 10 III h 15 Émissions régionales.

19 h 50 Dessin animé : Tintin.

20 h La jeux.

20 h 30 D'accord, pas [LN.C.)

10 1 35 Film : 7.

Film français & Costa-Gavras (1968), mm Y. Montand, I. Papas, J.-L. Trintignant, J. Perrin, F. Périer (rediffusion).

Dans un pays d'Europe, m député d'un accident, à la suite d'un meeting. Le jeune juge d'instruction découvre qu'il s'agit d'un granisé par la police. D'après un de Vassilis Vassilikos,

n reconstitution d'un scandale politique auquel Cost Gavras a donné une valeur universelle en montrant co ment une démocratie peut, à tout moment, être mena détruite. Mise en scène et interprétation ramarqual ment efficaces.

22 h 55 Journal.

Spécial championnat de France de football.

h III Une minute pour une image, d'Aguès Varda. 23 h 10 Prélude à la nuit. - Sonate en ut majeur - de Joseph Haydn, par Cyprien Katsaris, au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales, le bébé dans un monde en changet les radios rurales du

b., Les chemins de la conneissance : l'unité ita-lienne ; II li h 32, la Sibérie ; II li h 30, la valiée aux loups.

9 h 7, La manuel des des le pèlerinage de la Rosée, ou la Romeria del Rocio.

10 h 45, Un quart d'houre avec... Joan pour

11 h 2, La voix dans les m 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5, Agora.

14 h 5. Un livre, des voix : « le Clin d'œil de l'ange », de

14 h 45, h après-midi de France-Culture : itinéraire retrouvé ; il 15 h 20, rubrique internationale ; il 16 h 25, Micromag : à 17 h, Raisons d'être.

18 à 38, Feailleton : Portrait de femme, 19 h 25, Jazz h l'ancieune.

19 h 30, Sciences : désordre et ordre, avec H. Atles

20 h. Dialogues france-portugais : l'entrée du Portugal dans le Marché commun, avec R. Martins et P. Uri.

22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matia 7 h 5, Concert : œuvres de Mozart, Brahme, Straues par l'Orch. National de France.

7 h 45, Le journal de musique.

8 à 10, Concert : Œuvre la land l'Orchestr nazional de France, dir. L. Markevitch, Cl. Arrau, piano. 9 h 5. Le matin des musiciens : Aristido, on la musique

Archives lyriques : mélodies de Gabriel Fauré par

12 h 35, Jazz: Louis Armstrong.

Les nouvelles anses en dialogne. Chasseurs de son stérén.

14 h 30, Les enfants d'Orphée : les animaux du rêve. 15 h, Musicieus à Pouvre : L. Cherubini ; œuvres de Cherubini, Spontini, Boieldieu, Haydu.

17 1 5. Les des œuvres religieuses de Mozart. ill h 30. Studio-Concert (en direct du studio [fil])

Monologue - de Zimmerman, - Tableaux vivants - de Bussotti, - Mouvance de temps et d'espace - de l'adame bogaerde, - Come battuto - de Roquia, par M. Joste et

iii h 📜 L'ampréval. 20 h 30, Concert (en direct de Bratislava) : mt. que tradi-elle slovaque par l'orchestre folklorique de la radio, dir. M. Dubik, sol. J. Pesce, T.

22 h, Concert r - Chanson héroique -, Wirm symphonique - Concerto en mineur pour piano orchestre - de Dvorak, - Concerto en mineur pour piano - de Novak, par de la tchécoslovaque, dir. F. Vajnar, J. Panenka, J. Hucir, B. Karjay, F. 23 à 38, Le jazz tchèque et les groupes de rock.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 24 MAI

-M. Jean-Claude Cassaing, député in les de Corrèze et rapporteur du projet de loi sur la réforme de l'enseignement supérieur à l'American nationale est l'invité la l'invi R-M-C. 28 h 30.

UNE LETTRE DE M. MAURICE BUJON

A la malla de la publication d'un article consacré l'Alemania (le l'annual), radio locale liée à Midi-Libre, U. Maurice Bujon, présidentgénéral de quotidien, président la presse française, la laur suifnonce risquent de nous porter un

M. Midel Castaing croit leçon de morale. Cette attitude n'est pas pour me surprendre, 📲 📥 conforme à 🖺 ligne de bonne conduite adoptée depuis fort long-temps par votre quotidien.

l allégations gratuites wotre journaliste prennent un quand it affirme, sujet Radio-Alligator. « exemple audiovi-

Le dossier de Radio-Alligator, après avoir reçu un avis favorable de

d'impartialité, par le conseiller Galabert, soumis, l'heure actuelle, Pexamen de la Hante Autorité pour agrément définitif à la demande de dérogation. Dans un tel contexte, il est évident que l'intention de nuire de M. Castaing est flagrante les contre-vérités qu'il

En quoi y a-t-il détournement! En quoi y a-t-il atteinte au respect du pluralisme? En quoi y a-t-il nonobservation du caractère associatif de la radio en cause ? Si le ment de la loi, de notre fait, pouvait prouvé, le le M. Castaing, je vous mets au défi de me citer le nom des radios qui ne pratiqueraient pas ce qui est indû-

De plus, votre collaborateur, par ses totalement injustifiées, met en cause l'intégrité même de la commission Galabert

très grave préjudice.

LES CINQ RENDEZ-VOUS **DU PALAIS DES CONGRÈS**

Sons le nom d'Info 83, cinq manifes-Mond auront lieu au Palais des congrès, a Paris, entre le 24 mai et le 3 juin autour des thèmes de l'amount que et des nouvelles techniques de com-

- Infodial (24-27 mai) : deuxième conférence et exposition sur les bases et banques de

- Opinzaine Télétel (24 mai-3 juin) : présentation de différentes ap-plications du système Vidéotex.

- Printemps convention (30 mai-3 juin) : la traditionnelle manif consacrée aux logiciels accompagnant le SICOB est avancée au printemps.

- Exposition internationale de paciels (30 mai-3 juin) : première édition en France d'une manifestation consecrée aux logisties «clefs en main» ; - Bureautique - AFCET SICOB (30 mai-3 juin) : exposition accompa-gnée de conférences sur les systèmes d'organisation et de communication des-

INFORMATIONS "SERVICES"

MÉTÉOROLOGIE

relation probable du temps on France entre le laudi 23 mai il il houre et le martin de la rivate.

Un système dépressionnaire complexe sur indu par la porturbations océaniques peu affecteront l'Ocest et le Sed-Ouest.

Mardi, sur la Corsa, ainsi que de la Savoie à la Lorraine et à l'Alsace, le temps sera médiocre avec beancoup de muages, des pluies par intermittence et des températures basses pour cette saison qui ne dépasseront guère 14 degrés. Ce manvais emps l'année au nord du pays, il la Champagne et à la Bourgogne. Sur le Roussillon, le Languedoc et la Provence, il fera très beau, mais mistral et tramontane souffieront fort, ne laissant le thermomètre que jesqu'à 20 degrés environ. que jusqu'à 20 degrés environ.

18 degrés.

La pression atmosphérique réduite au nivean de la mer était II Paris, le 23 mai, II heures, de 1015,2 millibars, soit 761,5 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 mai ; le second, le

23 mai) : 23 mai);
Ajaccio, 20 et 11 degrés; Biarritz, 14 et 10; Bordeaux, 16 et 6; Bourges, 16 et 7; Brest, 12 et 9; Caen, 16 et 7; Cherbourg, 12 et 6; Clermont-Ferrand, 14 et 4; Dijon, 17 et 8; Grenoble, 14 at 7; Lille, 14 et 6; Lyon, 16 et 9; Marseille-Marignane, 20 et 11; Nancy, 16 et 9; Nantas, 16 et 9; There

Sur le reste du pays, des échaircles alter- d'Azur, 19 et 12 ; Paris-Le Bourget, 17 neront avec des passages musgeux et des et 5; Pan, 15 et 6; Perpignan, 29 et 11; Rennes, 15 et 8; Strasbourg, 14 et 8; Tours, 17 et 6; Toulouse, 16 et 5; Pointe-A-Pitre. 28 at 24

> Températures relevées à l'étranger : Alger, Ⅲ et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 5 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, Ⅲ et 12 ; Bonn, 17 et 7 ; Bruxelles, 15 et 6 ; Le Caire, 30 et 19 ; Canaries, 22 et 18 ; Le Caire, 30 et 19; Canaries, 22 et 18; Copenhague, 13 et 8; Dakar, 23 et 11; Djerba, 24 et 15; Genève, 13 et 7; Jérusalem, 24 et 13; Lisbonne, 17 et 10; Loadres, 15 et 7; Luxembourg, 16 et 8; Madrid, 19 et 6; Hamm, 25 et 17; Nairobi, 25 et 16; New-York, 24 et 16; Palma-de-Majorque, 17 et 11; Rome, 27 et 15; Stockholm, 18 et 9; Tozeur, 10 et 15; Tmis, 24 et 12.

(Document étabil avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Amail officiel

· Modifiant un précédent arrêté

autorisant l'émission d'un

par la Caisse centrale de coopéra-tion économique.

Déclarant d'utilité publique

urgente l'acquisition d'immeubles non bâtis sis sur le territoire de

diverses communes du département de l'Ain en vue de la réalisation de

l'annean de collision à électrons et

positons dit LEP par l'Organisation

européenne pour la recherche

nucléaire 🔳 approuvant la modifica-

tion in plans d'occupation in sola de certaines de ces communes.

· Fixant les conditions d'applica-

tion dans la régime de l'assurance-

agricoles de certaines dispositions de

la loi in [juillet []] manifer aux

PARIS EN VISITES -

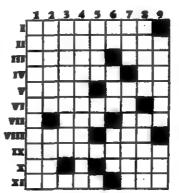
du dimenche 22 mai :

UN ARRÊTÉ

DES DECRITE

MOTS CROISÉS

Nº 3455



RUBBINTALEMENT

i. Quand ils and petits, n'out per besoin de plusieurs entrées. -II. Dont, par exemple, on a ôté l'appendice. — III. Sur l'ongle du bon payeur. Illust d'un cercle. — IV. Ce qu'on peut faire en un clin d'œil. Article - V. Commune du Morbihan. Un comte. -VI. Indian in the sur is rive gau-du Rhin. - VII. Une grosse tranche. Il im faire vite pour per-cer son mur. - VIII. Qui n'a done rien coûté. Fait samme l'objet déplacements. - LX. Ville où l'on voit beaucoup de vapeurs. -X. Pour lier. Pour ceux qui mangent comme des cochons. - XI. Faire

8. Faire la planche par exemple. Gronde avant de frapper. – 9. Peut s'abreuver de sang. Possessif. Seintion du problème nº 3454 Horizontalement I. Préceptes. Egout. - II. Rase. Rédactions. - III. Emploi. Rab. If.

Verticalement Olécrane. - 3. Esprits. Otalgie. -- 9. Sa. Lentilles (Esall). -

trées qui seront fermées. Il est égale-

ment disponible auprès - mairies

Le secteur d'autoroute concerné a

sté mis en service en 1972. Prévu pour 23 000 véhicules par jour, il en supporte aujourd'hui 49 000. Un

renforcement la chaussée est

donc nécessaire. Les travaux coûte-

DESSERTE DES GUIN-

GUETTES DES BORDS DE

MARNE. - Une nevette d'au-

tobus vient d'être créée.

Joinville-le-Pont (Val-de-Mame).

Elle la du R.E.R. au camp de camping du Touring Club de France, à proximité du parc de

Tremblay et des fameuses guin-

guettes des bords de Marne. Elle

fonctionne du lundi eu samedi, ce

6 h 45 à 20 h 45 et le dimanche

et les jours de fête de 7 h 30 à 20 h 25, svec une fréquence de

25 minutes. - (Corresp.)

rout 10 millions de francs. - P. D.

TRANSPORTS

payer cher. Possessif.

CIRCULATION

Dans l'Essonne L'AUTOROUTE AQUITAINE EN TRAVAUX Saint-Arnoult-en-Yvelines et aux en-

de l'Essonne.

L'autoroute 4 10, l'Aquitaine, fera l'objet de grosses réparations à partir du 25 mai. Le chantier, prévu pour un mois, concerne la chaussée dans le seus province-Paris, dans sa section comprise entre les Ulis et Pa-laiseau, dans département l'Es-sonne. Un dispositif particulier d'ex-ploitation a été dopté les services de l'équipement. La partie en voies, sur l'aure que l'aure supportera l'ensemble du trafic. Cette ac s'appliquera pas cause de retards. I 🗷 nécessaire 🖢

r ville le samedi. Car dispositions entraînant matiquement une diminution de 📗 fluidité de la circulation, il est néréduire parallèlement nombre d'automobiles 🔳 🔳 poids lourds utilisant = tronçon. conséquence, plusieurs accès à l'au-toroute en direction de Paris seront

Un document récapitulant les itinéraires recommandés sera remis le 24 mai au péage de l'Aquitaine à

The second secon

VERTICALEMENT 1. Vont à l'étranger pour profiter des soldes. — 2. Permet de percer. Procéda à une inscription. — 3. Pas comme un vilain. — 4. Pas du tout endormie. - 5. Parlé par des Ecossais. Utile pour le lever. - 6. La fin de tout. Crie comme un fauve. Beau parleur. - 7. Instrument à corde. Qui ne manquent donc pas. -

- IV. Sara. Spéculent. - V. Egin-hard. Ci. - VI. Nette. Eolipiles. -VII. Nonnette. Na! - VIII. EO. Anse. Neyrac. - IX. Loriquet. Afrer. - X. Détenus. Ill. Mie. - XI. Cassée. Luisent. - XII. O.R.L.

1. Présence. Oral. - 2. Ramage. 4. Celant. Ares. Es. - 5. Hennins. Sec. - 6. Prisa. Osques. Rá. - 7. Te. Preneuse. - 8. Edredon. Erié. 10. Crudité. Lui. Ma. - 11. Etal. Ptyslisme. – 12 Gibecière. – – – – 13. OO. Nil. Arme. Néc. – 14. Unit. Enceinte. – 15. T.S.F. Asa. Reterce. GUY BROUTY.

MERCREDI 25 MAI « L'École présentée aux jeunes », 14 h m. 13, quai Malaquais (Caisse nationale monuments historiques).

et de veuvage.

. Manta Grévin présenté aus enfants », 14 h W. 10, boulevard Montmertre (Ars). - Couvent III la Visitation ..

15 heures, 92, avenue Denfert-Rochersus (Paris et son histoire). « Fournil de la boulangerie Poilane », 14 h 30, 87, rue Brancion, E. Romann. = Bourse du commerce », 40, rue du Louvre (Tourisme culture!).

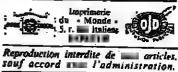
CONFÉRENCES-

17 h 30, 6, rue Ferrus, J.-P. Gomane : « L'évolution de la péninsule indochi-noise » (IFRI».

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, amphi. Bachelard, E. Meichelbeck: Qu'est-ce que créer? » (Université populaire de Paris). 20 h 30, 16, rue Cadet, C. Loriant : «Les multinationales, leur infinence, leur puissance » (C.D.L.D.».

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gerant : André Leurens, directeur de la publication

Anciens directeurs: . Hubert Bauve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission partiaire les journaux et publications, # 57 437 ISSN: 0395 - 2037

and the second second



_acq

Batte Brate # 221 TABLE & 13 Salar in 22 and gran white maria in comp Just France Bas Value la Antag Nichard James 20 her a constant on

William News 100 miles (100 miles) 100 miles (100 miles) 100 miles (100 miles) 100 M 98 10 min 1 had 250 15 (4) 15 (4) - 19.00 PM 🕝 Lou Žavido 11,14 A 2 80%

3 APPL 3 - 44 **2**1 Sign State 🍇 7.16% 1.112.000 HARRY ME eres i e la **Sure d** 12 July 14 Same of States فكفات بيه النا

215

着 راهم بمواز د 🕝

and the second section of

A STREET

garan da da bara 🊵

್ಲಿ ಇತಿಲ್ಲೆನ

Contract of A

Street Control (1987)

to comment and 2 - - - - 15.16.55**556** and the second section of シスケッシュ サイ 諸国 ing in the New 🌃 A LA TEL LUNDER FF - in Smet. & - Konstad : 🎎

11142003

- Is Sweet : - 5.Augus : 23 Les **rés**

CHA MPIONS ha a mar an Angelo THE CHARGE OF THE for en continue, le 21 lande trestables and the surregion Re Panta in the assessment green DE DEL VIENE Part a tra signatur THE THE CLOS AN Port of South

E. . . mp. 1212, & 21

di manantal de Les

" 1 de 12 de

The Trans was seen reserve alas eggi a Charling Configure Promise of semicone & COUPE DE LAS CENTRE Tree while of F et faute de la Course

INTERNATIONA land or ambiguite All Aug and and 4 holes de Constitue the time ampair see les en meus de la The same of the same the second of the second of

EN FRANÇAIS!

Louisie de Franc Desir its charges deriver state for the Chair on P.D.A. Grap the I delivere - se Français und - Chimmen

the the state of the state of

A Same

1 . . .

20 mg/22000

A Section .

The set of agreement

200

?VICES»

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Jacques Dorfmann dans la salle des machines

Entre deux averses, les qualifications des Inter-nationaux de France de tennis se sont terminées dimanche 22 mai. An Tir aux pigeous, Goles, Whit-cross, Karlsson, Graf, Inoué, Calleja, Bracher et Sasak ont complété le tableau féminin. Au stade Jean-Bouin, Balleret, Hervet, Cano, Youl, Claudio Panatta, Kachma, Reboledo, Groth, Llyod, Allan, Pirow, Aguilera, Errard, Gattiker, Feaver et Myburg, ainsi que deux « heureux perdants », Meiler et Guerfia, ont gagné le droit de s'inscrire dans le

657 420 F w vainqueur du simple messieurs et 526 000 F à la gagnante du simple dames, u débuté ce hundi 23 mai, u de hundi 23 mai, u de la la control par la victoire éclair de l'Américaine Pam Casale sur sa compatriote Garrison (6-0, 6-0). Dans le même temps, ou sur les autres man les victoires le l'Américaine Steinmetz sur la Suédoise Sandin (6-2, 6-1), de l'Aflemande de l'Ouest Graf sur le Saédoise Karlsson (6-4, 6-1) et de la Yougoslave Sasak sur la Britannique Gomer (6-1, 6-2).

Jacques Dorfmann, perché sur la chaise haute du central de Roland-Garros comme un prélat en chaire, arbitrera la finale du tournoi masculin Internationaux III France. · Ma neuvième finale ». Mais, auparavant, le juge-arbitre passera deux semaines dans un petit bureau aux peintures à peine sèches sous le nouvelle tribune du court nº 2. Le mécanicien dans la chambre des machines du tournoi.

« Arrivé 🖟 8 heures le matin, je ne partirai pas and III heures le soir », constatait-il name que les haut-parleurs invitaient derniers badauds, qui avaient assisté à 🗎 journée en laveur de 📓 🕮 contre le cancer, à quitter le stade de la porte d'Auteuil. « Je fais cela par gour », dit-il, en répondant tout à la fois il deux téléphones qui ne mant les matches du premier jour. C'est sur lui en grande partie que va reposer le bon déroulement de ces

Amateur passionné, l'artiful rien trouvé in mieux, i vingt ans, pour aux parties in champions, que la la de la la d'arbitre. Cela dure depuis trata - Ce n'est pas le malle mais pour décortiquer un partie, mais comme je ne suis pas un technicien dant vingt ans, Il officie comme bénévole. En 1975, la Fallentin fran-çaise tennis d'embancher H.E.C. pour réorganiser l'arbitrage national.

« A l'époque, il y mais beaucoup ment il se consacre la des tournois pour le fédérations française, européenne et internationale. « // s'agit d'enregistrer les engagements, d'établir les tableaux, d'organiser le pui du tournol, bref de veiller au fonctionnement

Le 5 juin, 15 heures précises, 100 l'organisation - Un travail 16 dans la la du 1

A Roland-Garros, ... l'entraînement de quelque huit cents parties du tournoi. • Quand
j'ai commencé, maiches

pour faire plaisir

bitres, pens l'intérêt des
jeugeurs - Désormais la posties le joueurs. - Désormais, la parties la plus difficiles vont aux juges les plus compétents. J'ai de spécialistes pour Nastase, Connors ... Minredouter des problèmes.

Eviter les bayures

Réunis dix jours and le tournoi. les juges can d'alliann reçu des appliquer le code de conduite, and diplomatic. Il ne s'agit d'infliger des pénalités l'avenglette : ... Avec Nastase, il faut this d'engager un d'entaine qui n'en finirait pas. Avec McEnroe, lui dit, en la regardant dans dons les yeux, que le juge » vu le balle faute » qu'on le confirme, il » calme » Mul il no s'agit » plus de un lime influence par la mière balle de service qui frappe la ligne médiane, Lendi bouge pas et attend la seconde balle. Il ne change de côté qu'à l'amme de intoxiquer par cette attitude 📥 Tchécoslovaque, sul ne fais jude cadeau à son adversaire. Par bougent pas, la la réellement faute. Il faut savoir leur faire

conflance. -Jacques Dorfmann est soucioux d'éviter les bavares provoquées par une application du règlement à la lettre : - J'ai arbitré beaucoup de

parties et je ne me souviens pas

Allali doigté. La disqualifica-de l'Argentin José-Luis Clerc à peut-être justifiée,
elle risque la porter préjudice
Quand nous élien IIII l'Espaenol Orantes. c'est partiellement . Man d'une fausse manœuvre de notre part. •

Par la quinzaine qui débute, le

juge arbitre B'a pur ce pur crainte. « C'est un grand tournoi qui s'annonce, les meilleures joueurs du monde sont là. . Un point noir néan-: • Le 11 désormais trop exiqu avec were want. II es faudrait quatre de plus. Et la pluie? On fait comme si elle ne Il mult pas tomber. Sinon on avise.
Il multoujours possible de jouer matches féminins mustade Jean-Bouin. . Jacques Indiana affiche un malla optimisme. - Ce le journalistes que je le presse le presse la failli le le commande après qu'il en Eugène le Kermadec. fait un pari. Le plus and on gapar exemple lorsqu'on mai proammé sur 🖟 court nº 10 💵 match gramme sur le court le 10 km maich Vilas-Martin. That I km des fa-voris et Martin un « tocard ». Or il a fait ce jour-là le match de sa vie. Il man 4-1 au cinquième set. Les gens = battaient pour voir la partie. On s'est presque fait insulter de = pas avoir programmé la rencontre === la central où Proisy == Cano faisaient assez fasti-dieuse. Toutefois, si lui a exécuté Martin, comme on pouvait le penser, sur le central, on nous aurait reproché 📥 🚃 y avoir fait jouer Proisy parce qu'on woit pas beaucoup les Français m deuxième

Bref, and de pouvoir de la limit. Jacfaire tout - Rude - Rude ALAIN GIRAUDO.

VOILE

LORIENT-LES-BERMUDES-LORIENT

Pajot et Gahinet premiers éliminés

Deax heures départ la la lisétaient déjà presque tous là, croisant et se recroisant face l'île de Groks, au milieu d'un essaim de petits bateaux voyeurs. Tous ceux que la course an large compte d'anciens et de modernes, de vieux loups de mer et de jeunes athlètes-ingénieurs-navigateurs, d'Eric Tabarly I Brano Peyron sans oublier Birch, Marc Pajot, Eugène Riguidel, Olivier Kersauzon, Pierre Follenfant, Nick Gahinet, Loic Caradec, Alain Gabbay, etc. Tous venus avec leurs drôles de machines, de plus en plus sophisti-quées, de plus en plus fragiles, de moins en moins ressemblantes i un manual plus célèbres eux avaient même leur cour transportée en mer grands frais par leurs commanditaires. Le public qui avait envahi plages et rochers, de Larmor-Plage à Brignens sur plus de « kilomètres ne s'y était d'ail-leurs pas trompé. Ça allait être un grand spectacle survolé par un ballet d'hélicoptères.

le moment que choisirent les marinspicheurs d'Ethel pour passer en vedettes... lorien-taises du spectacle. Trois chalutiers en travers, il l'entrée de la passe, face à la cidatelle de Port-Louis, et sept bateaux de concurrents qui attendaient encore d'être remorqués au large, se retrouvaient en otages. De rapides négociations, la promesse d'être reçus dès l'après-midi par M. Guy Lengagne, secré-taire d'Etnt il la mer, et le départ pouvait être donné,

Lorient. - II m a eu Tabarty, qui inspire toujours li imale illi au grand pionnier. Il y a désormais Pajot, qui suscite l'admiration de tous. A quai, c'est toujours devant son catamaran rouge, bleu et blanc que s'attroupent les amateurs de voile pour disséquer les options tech-nologiques, les flâneurs pour rêver d'évasion ou les enfants des écoles pour interpeller l'idole sportive. « Ce bateau a été ce qui a le plus contribué il faire apprécier et même aimer notre entreprise », estime M. François-Xavier Dehaye, responsable du mécenat et du sponsoring chez Elf-Aquitaine.

Vainqueur de La Baule-Dakar en octobre 1980, de la Route du rhum III III III Trophée IIII multicoques en 1991 et 1982, recordman ia traversée de l'Atlantique en 1981, de la Twostars en 1981 et de La Rochelle-La Nouvelle-Ortéans en Marc Pajot a connu en deux ans une réussite sans précédent pour un navigateur. Une de ces réussites dont on dit qu'elles « n'ont pas de prix > pour un commanditaire.

depuis longtemps à des constructeurs de formule 1 automobile - Tyrrell puis Renault, - Elf-Aquitaine diversifier opérations de promotion pour 13 heures, par Philippe IIIIIII L vainqueur 🖿 🕨 autour du monde en solitaire.

Un départ capon pour la pouveau catamaran Jet-Services, de Patrick Morvan et Jean Le Cam. Trois milles plus loin, la la bouée de Brigneau, leur avance dépassait déjà quatre Derrière, Marc Pajot Patrick Toyon leur première frayeur en évitant de justesse un câble d'acier de 50 tendu deux chalutiers de pécheurs. Plus de peur que mul mul fois, mais, quelques plus loin, c'était coup muthéatre. Alors que le vent ne soufflait pas à plus 🛋 15 nœuds, le mât d'Elf-Aquitaine - rompait environ I mètre audessus du pont. Le grand favori de la course était le

Il n'affait d'ailleurs pas être le seul. A la tombée 🕍 🖿 muit, 🌃 Gahinet, 🖿 vainqueur 🖿 la dernière édition de Lui Maria Nick Keig, qui êtrennaient leur nouveau catamaran V.S.D., démâtaient leur tour de figuraient de freu premières places

En fin d'après-midi, le-Monde-de-la-mer, des Heymans 🔳 richard, Epi, 📖 Chemineau 🚚 De Lobel, Sharp-Video, le prao III l'équipage féminin Anny Delage-Feret | Béatrice Druon, rentrer au port. Six walls milles et près 👪 trente jours de course réservent sans domn d'autre coups de

M man envoyé spécial

La connaître l'ensemble a actisociété, notamment du alors multiplier opérations pala il and d'énergie. La dies de la promotion : pu-Marc Pajot nou- quotidiens in pour veau support ne relevait 📭 du 📸 compte 🚍 la 🚃 pourtrois quarts investis- suite, pur organisé pour la 🚃 👛 l'entraprise 🖿 font en féminine l'arrivée. mer was les plates-formes de forage au large de la Norvège ou de la Guiille il l'armement d'une l'armi il 2 millions de la par an pour la produits. Quant la Pajot, um professionnalisme, um goût le la relations publiques gé-jours lui conféraient un jours kui conféraient un bon « profii».

L'investissement, dix fin supérieur I celui consenti en formule 1. = champagne = mêlent = fumées révèle ici 🟣 plus rentables. La construction du bateau avait coûté 1.2 million in francs, Après in diverses | | qui | qui | ont été cité | pionnier français | comapportées, y compris is mêt-sile en commerciale avec Kriter, fibre a sutour sut prix millions millions acette somme. I convient d'aiouter le budget mi course annuel de Pajot, qui avoisina les 600 DILI F. 🛲 💶 skipper compris. Signe qui ne lur se pas : le tous les un exploitent l'exploit el ceux qui e procommanditaires au départ le la Transat au double, Elf-Aquitaine mai relations publiques sur les quais 🕍

Pour Florence Arthaud, Biotherm, fabricant de cosmétiques, a aussi trouvé le support idéal pour associer l'esprit du public le skipper, le sentiment d'évasion inhérent min grandes creates au large et l'image ∢ saine, naturelle, féminine, jeune ≡ produits liés il l'eau et il la mar. Mais adéquation no suffit assurer la réussite d'une opération in promotion.

Pour le baptême du trimeran dura la firm du rhum 1982, Florence Arthaud - dû mare I Saintdès le premier jour pour réparer ses pilotes automatiques. Dim les médias, infirme seulement par la litti pour la première place desti la

Salve is Market und Svait Hillian ment disparu. Afin en justifier l'inves-

Aujourd'hui, il ne suffit plus 🗪 bateau pour avoir Can resciration device in present il fout pour la victoire d'originalité. L'appel aux am quais M Lorient en village m ambiance foire commerciale où les effluves de ami merguez grillées.

Directeur d'une publi-1972-1973, M. Maria Etévenon time rum le parrainage a des règles qu'on doit respecter réussir. Il faut a mériter l'information ». Il fait la entre en qui voquent. « Les vrais commanditaires, dit-il, sont les héritiers des seul i ne pas disposer en tente en mécènes d'autrefois. Ils font des choses qui les intéressent passion et espèrent que 🗎 prestige de l'artiste rejaillira 💴 🗎 course. 🗷 Désormais, 🔤 meilleurs navigateurs ont issued in state in de trois quatre and avec leurs commanditaires.

Si con derniers investissent autent woile, c'est aussi passe course a beaucoup évolué. « A l'époia course du monde 1972-1973. j'étals terrifié d'investir 100 COO F dans une épreuve dont un parlerait · départ · l'arrivée », confie M. Etévenon. Aujourd'hui, le système Argos permet 🚞 suivre les heure multiplie i l'infini les occasions in citer les ba-

GÉRARD ALBOUY.

A LA TÉLÉVISION

LUNDI 23 MAI TF I - En direct : III h-18 h 20; Résumé : 23 h-23 h 25. MARDI 24 MAI

TF 1 - En direct : 11 h-12 h et

Les résultats

Football

LES JUNIORS FRANÇAIS CHAMPIONS D'EUROPE L'équipe de France juniors deve-nue championne d'Europe macaégo-rie en battant, le mai, Londres, l'équipe schécoslovaque (1-0) grace un but de l'arrière l'arce Les juniors français a mana pas gagné as Ihm de-

CHAMPIONNAT DE DEUXIÈME DIVISION

Pour la troisième fois de son histoire, Pour la troisième jois de son histoire, le Sporting Club de Toulon jouera en promière promière prochaîne. En s'imposana. 2! Grenoble, [5-1] la derndère journée division, les Toulonnais terminé léte groupe et dix-neuf ons après leur der-nière qualification ont obtenu, comme Rennes semaine précédente pour groupe A. les pour première division. Jeu à treize

COUPE DE FRANCE L'A.S. Carcassonne a battu (10-3) la

Treize catalan, 14 22 a Narbonne,
Ingle 11 la de France.

Tennis INTERNATIONAUX DITALIE L'espoir américain Jirans Arias, âgé de dix-buit ans, qui avait déjà gagné le tournoi de Florence le 15 mai, s'est à nouveau imposé sur le la battue in lienne en remportant le 22 mai le Internationaux — 22 mai — In-ternationaux — aux — pens de l'Espagnol José Higueras, — de ons, qui s'est incliné en quaire sets (6-2, 6-7, 6-1, 6-4).

Volley-ball

LES FRANÇAIS EN HONGRIE L'équipe M France s'est qualifiée pour les champiornats d'Europe qui doivent septembre pro-chain en R.D.A. chain en RDA.

sur l'Angleterre (3-0)

1, les Français

gagné dimanche

22 mai, à Detrecen [flongrie].

1ournon de quaisfication pour

thampion-

AUTOMOBILISME

Alain Prost prend la tête du championnat du monde des pilotes

Spa-Francorchamps. - Alais Film (Rensult) a gagné, dimanche 22 mai, sur le circuit de Spa-Francorchamps, le Grand Prix de Belgique devant Patrick Tambay (Ferrari) 1 23 secondes, l'Américain Eddy Cheever (Remault) 40 secondes, le Brésilien Nelson Piquet (Brabham) | | | secondes. Le Finlan-Keijo Rosberg 🚾 Jacques Laffite, tous deux sur Williams, ont respectivement la course aux cinquième et me places.

Les de Renault, out pour la voiture d'Alain Prost le ravitaillement en essence et le changement de pneumatiques, n'ont pas mis plus de 13 secondes pour réaliser l'opération. Les

Guy Ligier a pressur retronvé le sourire. Le portant mr la fourniture de deux portant turbo compressés qu'il vient de conclure pour deux ans I partir de 1984 avec est 🏜 nature à lui rendre l'espoir im pouvoir, i moyen terme, bien figurer dans 🔄 grands prix.

La Peugeot-Talbot,

principal commanditaire du constructeur in Vichy d'exploitation industrielle de raham d'allumettes (SEITA), de militaria de la farmilla I = 1943 (le Man du 14 septembre 1982) n'avait en effet, permis Ligier leures conditions. Celui-ci longtemps cherch in financiers qui complètent le budget 6 mil-lions de francs apporté par la SEITA 6 contacts 1 le 2 fé du Brésil, l'ulle du tourisme brésilien et... pilote brésilien la pilote brésilie

cord. Comaissait d'autres difficultés en perdant deux pilotes. Eddie Cheever 1960 rendu compte que française n'était plus melui lui une voiture fiable. L'Américain signait alors un de dan dad pilote was Renault. Jacques Laffite alla, in m côté, chez Williams. La pilote français est lié par une amitié profonde Ligier. Les dies hommes, qui = 1111 rendus de la le milieu de la formule I en remportant six grands prix 1976 et 1981, 11 le même caractère entier. L'associapourtant devait prendre fin mi

écuries Ligier, A.T.S. et Toleman sont venues s'ajouter à celles qui, depuis le Grand Prix du Castellet (Var), out recours à l'arrêt dans les stands : Alfa-Brabham, Ferrari, Lotus, Let Williams. L'Italien Andrea De Cesaris, qui avait mené la course tambour battant, a dû abandonner après avoir cassé son moteur. Il avait néanmoins perdu ses chances en = ravitaillant - en... 24 second

An classement du champiograf du service des conducteurs, Alain Prost occupe la première place avec 28 points devant Nelson Piquet m points), Patrick Tambay (23 points) et Keijo Rosberg (16 points).

De notre envoyé spécial Si l'arrivée des l'arrivées des l'arriv the me heureux aboutissement, elle s'est per révélée suffisante pour aux difficultés de Ligier.

Le français manque toujours d'argent et... et the moteur turbo compressé, désormais indispensable peu tilent en formule 1. " Tous les mentre dont les monoplaces équipées in Ford-Cosworth dépassés l'année prochaine », dit-il.

L'aide d'Antar

Ligier n'est 🚃 📥 ceux qui baiscinquante deux ... I m toujours pratiquait trugby talon-neur Racing Club Vichy. Un sport les font font provint de succession de suc Ligier tombé li dans le sport-affaires, qui se règle il coups millions. - Les temps durs -, a-t-il de répéter durs l'air doux et malin qu'il cache derrière un lunettes. Guy Ligier a la réputaand de colères spectaculaires. Dernièrement, à Rio-de-Janiero, où ses voitures ne s'étaient particulièrement distin-guées, il alla, man il dire qu'il m nonçait I competition, jusqu'à équipe : - Je ne savais pas que l'écurie était tombée si bas. - Mouvede colère III espoirs qu'il avait mis dans la nouvelle JS-21. Le lendemain. Ligier reconnaissait que

propos avaient dépassé un pensée... Le constructeur français a la formule 1 dans | peau. - C'est == formidable école . aime-t-il à répé-Sous-entendu, pour réussir fant du travail, du courage et il

Cette fois, les affaires de Ligier som en voie d'être résolues. Renault livrera seulement ses mais la société Antar, qui fait partie du Elf-Aquitaine, lui apporson concours. Sa participation Ligier se montera # 5 millions francs, c'est-à-dire | différence qui existe aujourd'hui entre le coû des moteurs Ford-Cosworth sphériques - 6 millions m francs et celui des moteurs turbo qui s'élévera à 11 millions de francs par an.

Ligier a finalement opté pour ce moteur Renault, qui coûte 3 mil-lions de plus — le modèle surali-menté de Honda, c'est qu'il a ainsi bénéficier avec Antar d'ur contrat missing : - Les Français. dans la conjoncture actuelle, doivent in morni les coudes il acheter... français. - Le manufacture vichyssois n'est cependant pu au bout de ses peines. La SEITA = [18] jusqu'ici tirer l'oreille pour mazant-ler son contrat. Le fait d'avoir conclu un accord avec Renault Antar conduira peut-être le fabrifrançais de cigarettes il continuer = collaboration. Fort # 1 il lui restera quand même l faire l'apprentissage du manus turbo une Renault, pour sa part. mis six années à maîtriser.

GILLES MARTINEAU.

Le catamaran sort ses griffes

Bermudes au départ de Lorient. Une bouée il enrouler à quelque cores françaises et retour. Une

folie m virée » sur l'Atlantique. Schematiquement, parcours aller devrait se faire en majorité aux près, a illia aux portantes. léger ou moyen.

ces conditions, in trimarans 💶 quelques grands 📼 nocoques in être avantagés parcours aller. Puis III III markatin die gegit is beads der Bermudes wiree, L'avanacquis au près sera-t-il suffiimportant pour tenir « bi-coques » à distance. En 1979, min trimarans, V.S.D. et Paul-Ricard, avaient régaté pour la victoire. Il benedit ill porthe series and the party mieux a la victoire. La premier auguel on pensait était Elf-Aquitaine, M Min Pajot, qui a directi and in premières COURSE.

Un peu moins performant près. au largue, Charente-Maritime, Jean-François Fountaine, devrait Imm un 💳 meilleurs 🎞 🗀 🗀 Le Jet-Services de Patrick Morvan, impressionnant 📺 vitesse pure, risque d'être trop fragile. Enfin, la la Route du rhum, Jaz, de Bruno Peyron, diameter pardre sur la che-

min du minu l'avantage éventuellement pris à l'aller, au près, grāce i parallèles.

filed trimarans, si le ____ léger, le géant William-Saurin, le 27 mètres, devrait emmener M meute jusqu'aux Bermudes. Jacques-Ribourel, aud'Olivier de Kersauzon, contre besoin vent pour s'exprimer, tout Paul-Ricard d'Enc Taberly. Brittany-Ferries, emmené par deux marins. Da-Gilard III Halvard Mabire, Charles-Heidsieck-V. d'Alain Gabbayn, Colt-Cars, où James a Mi remplacé par Dalrymple Smith, Mecarillos (ex-Gautier-III), I Jean-Yves Terlain Pierre Fehlmann, Bdiotherm-II, Florence Arthaud, Fleury-Michon. Philippe Luc Poupon. Royale, impressionnant petit temps même aux Umupro-Jardin, d'Yvon Fauconnier. également leur mot I dire. Sans oublier deux formidables marins, Bruno Marc Valin un IIII trimaran italien, Coldie-Izalia, III potentiel in-

Alors, trimeran ou 🚛 ? 🕍 départ, survoie par Jet-Services, tendrait à prouver Les trimarans vont avoir Les mai

s'imposer. DOMINIQUE GAUTRON.

Les syndicats ont pignon sur rue

A Paris (ou dans la proche périphérie, consune à Montrenil) sant groupés tous les états-majors des organisations syndicales. On y trouve les syndicats locaux, exclusivement parisiens, mais aussi les fédérations professionnelles et les confédérations C.G.C., F.O., C.F.T.C., C.F.D.T.

rue - est d'ailleurs devenu l'une des préoccupations des organisations syndicales, qui s'engagent lourdement, parfois, pour que leur alège soit il

la mesure de leur andience. Elles achètent des immeubles, construisent et s'agrandissent. An nom de leur politique immobilière – que recouvre leur politique tout court, – les organisations ont fait, récemment, beaucoup d'efforts. L'Union régionale F.O. s'est installée en 1981 rae Beambourg: La C.F.T.C. a achevé la rénovation de ses locaux de la rue des Eclases-Saint-Martin, au mois de mars, La C.F.D.T. s'apprête d'éménager, en 1984, pour rejoindre son nouvel immeuble de Belleville. Enfin, de C.G.T. emménagé — en juin 1982 (fédérations) et d'automne (confédéra-

Au nom de l'image de marque

Pour les organisations syndicales. l'histoire illeur logement le Paris confond la Bourse du Travail Tout commence | finit | | venerable institution qui, d'ailleurs, connaît un fonctionnement de province.

Alors que syndicats parisiens, l'union départementale et l'union régionale C.G.T. bénéficiaient ocaux, les une organisaplaignent — plaignaient — et plaignent — et plaignent — plaignent place qui leur était accordé. F.O., la C.F.D.T. une la d'accord ; & C.G.C., quant elle, a encore plus — lis de protester puisqu'elle ne dispose d'aucun — subventionné.

Pendant un temps, trace la orga-nisations espèré la réalisation d'un man projet du travail qui aurait réglé 🛏 problèm - On a a fait miroiter de multi-ples avantages, maria M. Jacques Mairé, secrétaire général de l'union régionale F.O., lesquels devenaient plus extraordinaires - que sonne en souhaitait la réalisation de mirifique complexe. .

Puis, sans réellement en concerter chacun - sauf la C.G.T. qui était déjà hébergée - finit par un la manuel décida d'œuvrer pour son propre compte. L'illusoire communauté syndicale, abritée œcuméniquement un seul toit, avait vécu, comme s'était sur le plan

Le patriotisme d'organisation

Au nom du logement dû 🚃 📗 Ville de à ses syndicats parisiens, la C.F.T.C. vient d'obtenir une subvention de 2 de de francs pour la réalisation de la ne tranche de travaux dans son siège de la des Ecluses Saint-Martin. bureaux, pour union régionale parisienne, dans un immeuble de la rue Beaubourg, propriété de la Ville. Enfin, la C.F.D.T. négocia, il y a ans, un batiment pour ses parisiens - dont le projet est actuellement en cours de réalisation dissement) et qui sera disponible un début il 1985.

Quant à C.G.C., elle frappe Ville, mais commence le se désespé-

Au stade suivant du - dossier logement organisations syndicales, on trouve les fédérations et in confédérations qui, si elles me domiciliées à mil - I Montreuil, III l'autre IIII du périphéri-

prétendre II une aide de la municipaen raison in compétences. professionnelles, soit Cela n'empêche d'ailleurs C.G.T. de considérer, paralièle la gestion la

du travail. que organisations devraient in hébergées l'Etat. La C.G.T., C.F.D.T., la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C., par des formules diverses, logent des seules, m fonction de leurs besoins, leurs moyens, voire leurs pro-pres conceptions du syndicalisme, il apparaît bien que, au-delà les simples nécessités, la politique immobilière de des organireflète m facon d'être.

Pour certains, il existe un patriotisme d'organisation qui s'exprime par 🗎 flerté 🏜 poss m beau bâtiment. C'est le modestement, pour la C.F.T.C., qui aime il dire qu'elle revient la loin, après la scission il 1964. C'est plus matthe au pour la C.G.T., qui le cache pi son la la faire le ser modelle de complete en son la la faire le ser modelle de complete en son la la faire le ser modelle en son la la cache pi son la la faire le ser modelle en son la la cache pi son la la faire le ser modelle en son la la cache pi son la cache p son magnifique complexe - un pôle d'attraction, un centre mumal de l'économie sociale ».

D'autres ne man plus guère sensique, comme la C.F.D.T., qui quali-fie de folklorique - l'opération brique - qu'elle avait line pour and siège actuel de la mais cru, F.O. qui se la locataire par sagesse. Dans le la C.G.C., également locataire, on devient même ascète as bout de la locataire logique du refus, en m prévoyant pu des ressources financières, adéquates à une véritable politique immobilière, ma la la soupçonsur la facilités aux

Au départ, pourtant, le probleme des organisations res-semble de celui de n'importe quelle société commerciale. Les besoins = locaux croissent, on se trouve I tiv - et l'on recherche des solutions fonctionnelles qui amènent souvent déménager.

Ainsi la C.G.C., dont le siège confédéral occupe 1 700 m² de bureaux répartis sur éminagine qu'il lui faudrait de 6 000 à 7 000 m² pour être à l'aise et y adjoindre le service il formation et celui d'impression. « Sinon, » nos syndicats parisiens et nos fédérations, dit M. Traverse, » trésorier, évaluons nos besome 18 000 = 20 Mm m². =

F.O. et la C.F.T.C. = justifient per la d'assurer les vices d'intendance tels les secrétariats, l'imprimerie légère ou même l'informatisation. De m 2 600 m² de n rue Cadet, C.F.D.T. estime indispensable de passer m 7 100 m² de Belleville m 🖮 🖆 🗎 dispersion 🗀 🛶

Quant I la C.G.T., installée depuis 1934 rue La Fayette,
une situation qualifiée d'a anachronique ... Il s'agissall bien d'adapter
le travail syndical à la vie moderne
et d'utiliser
pour perdre moins de temps et explique M. Ernest Deiss, trésorier, nous pouvions espérer réaliser des économies d'échelle de il faut dire que, in projet initial, in rapidement passés au grand projet syndical -, comment

A cela, il faut ajouter l'évolution du syndicalisme, de plus en plus sollatte au cours le ma dernières années - et davantage depuis le 10 mai 1981 – pour participer, siéger, être représenté dans une multi-tude d'instances nationales, de commissions, d'organismes paritaires et de conseils d'administration.
L'appareil, la bureaucratie dirraccertains, pèse d'un poids nouveau dans le mouvement social moderne, devenu un minimi force dans le

Actuellement, seion chacune des organisations, on évalue à quatrevingts le la relation de gens qui travail-lent la confédération la C.G.C., cent cinquante pour la C.F.T.C., toutes organisations confondues. à deux cents sur la C.F.D.T., à buit cents pour la C.G.T. avec ses fédérations, sans la la (deux cents per-

■ On cause plus... »

Nous sommes obligés 💼 suie, dit avec finale de la C.F.T.C. responsables doivent pouvoir se concerter et prendre rapidement un positions. • On ne siège pas plus, juge M. Jacques Mairé (F.O.), on cause plus. -

La C.F.D.T. et la C.G.T., elles, manifestent une attitude plus active qui m retrouve dans leur logement. les entendre, il leur lini saisir l'occasion d'être e de leur temps e et de devenir plus efficientes. «L'immeuble de permettra de répondre au renforce-de l'appareil confédéral, dont le travail s'est accru depuis le 10 mai -, dit-on à la C.F.D.T.

La C.G.T. se municipi encore plus quand elle explique : - Mon-treuil, ce n'est pas un simple déménagement, c'est une nouvelle

manière 📥 🐸 📥 🛍 syndicalisme. . Office un visage moderne M. Ernest I en en que complexe de Montreuil pronve notre volonté de participer de nouvelle et

dans le changement ». Les modestes

Encore fant-il, pour l'utilitaire, disposer moyens financiers. Or, sur ce point, nisations syndicales m réagissent pas l l'unisson et marquent un fois de plus leurs d'unisson et marquent un fois

et les ambitieux

Grossièrement, un pourrait encore à F.O. al Fai préfère « m finances saines, avec des réserves, pour des d'indépendance « « D'ailleurs, ajoute M. Mairé, perlidement, nous n'avons 🚃 l'âme 🔊 propriétaires. = Les modestes scraient représentés par la C.F.T.C., qui a manif en deux tranches, sa 1972 au 1982, une opération

Les ambitieux, tout naturelle-ment, sont la C.F.D.T. et la C.G.T. organisation, qu'elle possède une expérience plus Hau futur ex-siège de la rue « Grâce à cette opération tiroir, mett M. Hureau, l'affaire de Bel-leville est plus saine et on souffre

D'évidence, la C.G.T. a pris des resques autorement plus grands maison de l'importance de son complexe, mais aussi de son financement. Emprunter ser quinze ans à un taux moyen de 16 %, pour un tifie aussi 🕩 retard donné 🗓 la construction de l'immeuble de la presse - pour lequel in nouveaux prêts ninnant d'intervenir, d'autant 🚌 💷 🖃 immeubles 🛎 la mm La Fayette an anni

nant que la dermetre étape im projet est de « construire sa gestion », Il qu'il faudra « un nouvel effort de mun », Il m manifestement rentabilité. Promise manifestement alityanani ?

ALAIN LERALINE

La Bourse du travail, monument historique?

parle du travail Paris monu-nistoriques. n'est minimum centenaire, m minimum etages qui

Peut-être, num la mara et plus l'institution ont pris depuis 1 Lorsqu'on pénètre, on planer plus m talgie d'imagination

werrière in la grande où tonnèrent 🔤 pères fondateurs -Fernand Pelloutier, Jean Jaurès, Jouhsux, — banquettes The Park In the Inches tings à succès - ceux où l'affluence telle qu'elle jusque sur le datent Lip, il y ans, déjà. Juste au-dessous, « grève », 📟 📨 jaunis par la lamini du tabac populaire, pour in films 1000 Elle grande ses mille places.

Quant I la bibliothèque, que l'architecte symboliquement la plus pièce — Jadis, s qui d'apprendre à lire 💌 🛮 écrire s'y précipitaient pour y Capital. occupants furent is syndicalistes at les 1968, qui v 1968 - à d'autre salon lancer en commun 🔳 grève générale soigneusement fermés à clé.

an effet, and and tructive ! En 1790, les maccona qui s'assemblaient place 🖿 🛶 pour dèrent un s'abriter au moins intempéries. On préféra d'abord protéger du protéger du bourgeois qui échangeeient des mar-La précédèrent lar-gement la li failut ans et l'arrivée pouvoir qu'enfin les radicaux l'égal l'argent, C'est la municipa-qui fit I mi frais.

En réalité, la limite de l'action née sur une équivoque qui n'a jamais l'inauguration, m 1892, Mesureur, président du manicipal, s'exclamait : 🗸 🚢 💵 🖼 🛔 WW M Paris, je mili nema imir Shirts accepts once it medical ou'elle meins, un inspacification ____

La Line voyaient, en effet, un remm d'amélioner la landa Une mesure humanitaire, en somme. 🗀 🐂 🚾 l'époque, naires, entendirent bien d'autres literation : in literation mutuel, la limitation ouvrière, la propagande syndicale, la una mana Moins d'un an après son inauguration, l'édifice était fermé par la préfecture de police. Il ne devait rouvrir que trois ans plus tard.

Vincent alors les grandes heures de la Bourse, cettes des luttes et des conquêtes menées par une organisation unique, la Confédération générale du travail. Calles aussi de la culture ouvrière. Les bureaux étaient autant de salles de cours, la báblio-thèque ne désemplissait pas et, sous la vernière, on donnait des opéras entre deux meetings. L'immeuble du boulevard Magenta devenu trop exigu profita de majorités de gauche pour se donner deux succursales : en 1934 au 85, rue Charlot (3º) et en 1945 au 67, rue de Turbigo.

Puis le temps a fait son œuvre. Le secours mutuel s'est mué en Sécurité sociale, Internet y III h Print aîtres traditionnels.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiement toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à la la guise les trois cants bureaux et les framework and in the Lo fonctionnement de la Bourse - et les subventions was aux syndicate qui, faute de place, ne peuvent être logés – coûte en gros 17 millions de

francs par an au budget municipal. Mais l'institution n'a plus le dynamisme d'antan. III elle a fini per aujourd'hui, des divisions syndicales. Bénéficiant du privilège de l'ancienneté, la C.G.T. occupe encore 75 % des locaux, ce que lui reprochent F.O., la C.F.D.T., la C.F.T.C., la C.G.C. et la FEN.

Se jugeant à l'étroit dans une bâtisse dont les équipements avaient beaucoup visili, les six partenaires demandèrent à la Ville de les reloger plus dignement sur un terrain du disneuvième arrondissement. La Bourse

We milet (word, date syndides locaux moins prastigieux mais plus tangibles. Trop heurause de s'en tirer I bon compte, la Ville s'est em pressée d'affecter à l'une un pavillon rue d'Armaillé et à l'autre un immeuble de neuf étages rue Baaubourg.

M. Jecques Chirac a inauguré les locaux de F.O. pendant la campagne électorale précédant les municipales. La municipalité " engagée financièrement dans deux autres opéra-tions, celle de la C.F.T.C. et celle de la C.F.D.T. Mais l'affectation de ces nouveaux bureaux échappent ainsi au conseil d'administration de la Bourse ub eup zulq bneqèb en te lievest ub bon vouloir du maire. Les syndicats, certes, cèdent à la bureaucratie, et leurs rapports avec l'autorité municipele, à Paris comme ailleurs, sont de plus en plus étroits. Décidément, la Bourse du travail n'est plus ce qu'elle

MARC AMBROISE-RENDU.

• C.F.T.C. : le choix de la raison

Pour son immeuble de la rue des Ecluses-Saim-Martin, la C.F.T.C. a fait, en deux étapes, les travaux de rénovation. Le première tranche (5 millions de francs) a été réalisée en 1972. La achevée en avril 1983, coûté 9 millions de francs. Elle est couverte par un emprunt de 5 millions de francs, 111,5 %, auprès de la Casse des dépôts et par une subvention de 2 millions de france de la Villa de

Le resta (2 millione) a été payé per une augmentation du capital d'une société civile immobilière (S.C.I.) — dont toutes les organisations C.F.T.C. présentes sont locataires, - réalisée grâce à des dons, des participations de la companisations C.F.T.C. et une part e immobilier s dans le prix de la carte confédérale, actuellement de

La C.F.T.C., qui doit sequitter une taxe de 870 000 francs pour assement du platond légal de densité, mène des négociations pour en obtanir la suppression. Dans ses locaux, la C.F.T.C. dispose de 2 700 m² sur quatre niveaux avec quatra-vingts bureaux at trois

• C.F.D.T. :

les leçons de l'expérience

Trop à l'étroit dans ses locaux neufs de la rue Cadet. la C.F.D.T. s'installera, en 1984, dans un immeuble de 7 500 m² sur sept étages, actuellement en construction à l'angle du bouleverd de la Villette et de la rus de Balleville, dans l'illot de rénovation Rébaval (dix-neuvième). Cet immeuble est résliée par la Capri, filiale de la Caisse des dépôts, qui en sesura la maîtrine d'ouvrage, selon un

L'opération est finançãe par trois sources. La vente de l'immeuble de la rue Cadet, réalisée depuis deux ans; en assure 30 %. « Ce qui fait que nous sommes locataires... chez nous », pissante le trésorier de la C.F.D.T. 40 % sont couverts per divers emprents souscrits auprès de la Calese des dépôts, du Crédit mutuel et de la Macif. Les 30 % restants proviennent de provisions et d'une cotisation apécials: - de 40 centimes par timbre, cette année - décidée lors du congrès

La taxe pour création de bureaux, égale à 200 france par mêtre carré, qui devait être acquittée, fait l'objet d'une subvention équiva-

C.G.C.: un ton grinçant

Aborder la question immobilière, à la C.G.C., d'est remuer le couteeu dans la plaie et provoquer des réactions amères. « Nous ne

Locataire, na supportant pas que « les autres solent proprié-taires », la C.G.C. lorgne sur les avantages, réels ou supposés, de

e Nous charchons per local et nous voulons conneître le coût. exact de l'opération », explique-t-on en soulignant que des dons ont été placés dans catte éventualité. Quant il consacrer une part de la cotisation à un fonde immobilier, le question n'est pes encore à

C.G.T.: le prix du grandiose

Dominant la porte de Montreuil 🖦 sa verrière taillée comme un diament, avec ses façades de verre et de brique, a la grande maison » de la C.G.T. a'impose d'emblée dans le gigantisme avec un

Les chiffres aux-mêmes sont éloquems : 54 000 m² de surface construits, 40 000 m² pour loger les fédérations, 20 000 m² pour le confédération, 22 000 m² pour le presse...

Le coût final de l'opération est, lui aussi, astronomique puisqu'il atteint 330 millions de france sans l'immeuble de la presse dont les fondations ont été, capendant, réalisées. Pour financer le tout, le C.G.T. a compté sur 110 millions d'apports propres, composés d'économies et de réalisations d'actifs telles que le vente des immeubles des fédérations ou du siège de la rue La Fayette, actuellement en cours. Pour 220 millions, la centrale ouvrière à eu recours aux emprunts de toutes sortes et de toutes origines avec un délai moyen de quinze ans et un taux moyen de 🕼 %.

Patentes, les difficultés financières sont reconnues per L.C.G.T., qui évoque le le se remain pour le financement de Montreuil, en lui domant un sens très politique. Ainsi, elle avait touiours refusé de payer - et de prévoir dans son budget - les 5,5 millions de taxes dus au titre de la création de mètres carrés de bureaux. Une subvention gouvernementale est venue, récemment, en-compenser le règlement.

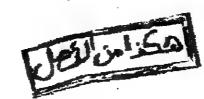
S'ajoute une difficulté juridico-financière. Le complexe de ... Montreul appartient à une société civile immobilière (S.C.I.) de copropriété alors que, pour des commodités pratiques, les banques ont retanu la seule caution de la confédération.

Finalement, ce sont les adhérents qui paieront Montreuil. Il y a hult ens avait été créé un « fonds immobilier confédéral » alimenté par une augmentation de la cotisation. Sa part est actuellement fixée 8,50 F per carte et 8 0,23 F per timbre mensuel, sachant que, en moyenne, chaque adhérent n'acquitte que huit timbres par an.

Le Mande RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée II ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



déclare le Harman Street Control of To the second

printer and the second Carlotte C Control of the second The transfer of the second of Service Park Control THE PRESENTAL PROPERTY. the later of the state of the man or to present M. Retartuff, Sten # P. M DE LES ANDRES ANTRE SERVICE DE LA CONTRACTOR DE LA CONT

100 mg 10 With a rest of a sec if Beigeren biebe BUT HELD THE RESIDEN Barrie unbab mit The second state of the second THE STATE OF THE S Marie an enter wife In 220 mm 1 1 1 1 1 1 1 2 2 2 was to bergarant, mare but auche bie gaft.

une expe

get an retie 1014 t gen

kied if entroping time photograe, L'assine 💆 1000 valaries — 🐠 משובים בייוק ריו He est, appointed and the second

Gode – Grest, 📹

240 000 metres marti FIRE BY Street with 7,000 bull ein der 1050 July - Law Car yes fillessement and the 報 (70) D. U. い (4 **(2)**) The end have is Torrate terr de la FiG pare Allende ou 15 mange. Altes i introductioni di Medicarres and dise impoutable au 🐞 Postes printings, and the Chean Todows 900 Enquees par see 60 Times de a na duamer a

ter tour, appro a supringer a dethargent les mace line avant four Assessment Ce sont a abord das Ismablises our nouvel REUSTRIETS > GUI DER 600 tore a.e. as syndrest Re, en mars de i am de Pocessus a ere personale be 1992 de maembe brante 100 2 25 Eu 160 and de ses greatives cust. ame de travari em **aques**i Bernes a C autres dépar

AGRICULT

La Confederation de betterare den fileni prises 2 l'acti electrici de souvegande. aine que l'eugmentate the betterate, cocione A CEE conseil des e be face à la croissance production . Ci que tal tar de 3 % au prix whode objective du s bla C.E.E about termine

EXPRES PARLER AVEC AND MATTERSER LEGISTA Tous recent parameter C. E.S. D. E. L. T. Heart-Royalts-

économie

SOCIAL

127 (3)

Age of the same of

de l'aucèrence

mi de grandis

4 . ..

Marie to the Section

\$47 × 614

.

M. BERGERON AU « CLUB, DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Il y a des limites à ne pas dépasser » déclare le secrétaire général de F.O.

Invité du - Club de la presse -d'Europe 1, dimanche 22 mai, M. André Bergeron, secrétaire géné-ral du syndicat Force ouvrière (F.O.), a « solennellement » mis en garde le gouvernement contre le risque de tensions sociales et déplore l'insuffisance de la concertation.

« Il y a des limites à ne pas dépas-ser, a-t-il déclaré. La politique conventionnelle est un élément d'équilibre dont aucun gouverne-ment ne saurait se priver, parce qu'on ne peut pas conduire une politique économique si l'on ne dispose pas d'un minimum de stabilité. Il vaut mieux pressentir le danger avant qu'il n'apparaisse, plutôt que d'être contraint de faire face dans des conditions que nous avons connues dans le passé. »

M. Bergeron, qui a regretté de ne pouvoir discuter vraiment avec le premier ministre, M. Pierre Manroy, « de ce qui doit être discuté », a annoncé qu'il sera reçu, le jeudi 26 mai à 10 heures, par le président François Mitterrand. « Je lui dirai ce que j'ai sur le cœur de ce point de vue. Et je suis persuadé qu'il ne sera pas insensible à mon propos. - M. Bergeron s'est également déclaré très préoccupé de la baisse du pouvoir d'achat, et s'est demandé s'il ne valait pas mieux - admettre quelquesois un point d'inflation de plus que de courir le risque de tensions sociales qui peuvent devenir dangereuses (...). Je sens que, tôt ou tard, ces tensions se produiront. Je ne le souhaite pas ».

En ce qui concerne la protection

d'un moindre remboursement de certains actes chirurgicaux, ce que M. Mitterrand a confirmé (voir d'autre part), a rappelé que F.O. n'était pas favorable à une budgétisation qui, selon lui, devrait être accompagnée d'une réforme de la fiscalité, faute de quoi « les salariés supportereient des charges supé-rieures à ce qu'elles devralent être, comme c'est déjà le cas pour l'impôt sur le revenu ».

Abordant ensuite la question du chômage, le secrétaire général de F.O. a estimé que l'on compterait 200 000 chômeurs supplémentaires à la fin de l'armée. Selon lui, le déficit cumulé de l'UNEDIC devrait atteindre 10 à 12 milliards de francs

« Je suis très inquiet pour le devenir du système d'assurance chômage dans la forme qui est la sienne aujourd'hui -, a-t-il poursuivi. « Je redoute que, du fait des divergences qui existent entre les représentations syndicales et le patronat, on en vienne à un système qui ne sera plus du tout celui-là. Naturellement, on indemnisera encore les chômeurs. Mais comment, sous quelle forme, avec quel mécanisme? Je n'en sais

Après avoir réaffirmé que le partage des revenus était « un rêve et une illusion - et ses craintes de voir les conseils d'atelier, dans les entreprises nationalisées, - pris en main par les hommes du parti commumiste », M. Bergeron a déclaré que sociale, M. Bergeron, après s'être le P.C. allait s'accrocher au gou-déclaré convaincu que le gouverne-ment ne retiendrait pas l'hypothèse monde.

LE FESTIVAL POUR L'EMPLOI DE LA J.O.C.-J.O.C.F.

M. Mauroy propose une « table ronde » des mouvements de jeunesse

Près de trente inille jeunes, aux dires des organi-ateurs, se sout rassemblés, samedi 21 et dimanche 22 mai à La Courneuve, pour participer au premier festival pour l'emploi des jeunes, organisé par la J.O.C. et la J.O.C.F. (Jeunesse ouvrière chrétienne).

Venant au leudemain de la «table ronde» de Matignon consacrée à l'insertion sociale et profes-sionnelle des moins de vingt-cinq ans (le Monde daté

ques - avec quelques rares éclair-cies le dimanche - des milliers de eunes se sont ainsi rassemblés à La Courneuve pour ce festival pour l'emploi que la J.O.C.-J.O.C.F. pré-

Samedi et dimanche, des cars, venus de toute la France, ont déversé des délégations joyenses et déterminées qui se sont regroupées devant le podium central. Edifiée sur une colline gazonnée, une gigan-tesque main ouverte, symbolisant le chômage et la volonté de travailler, dominait la scène.

Par son ampleur, la manifestation a démontré la capacité de la J.O.C.-J.O.C.F. à mobiliser des jeunes touchés ou préoccupés par le chômage, mais capables aussi d'entendre les propos de responsables gouvernementaux venus s'adresser à enx.

Après le discours inaugural, samedi après-midi, prononcé à dou-J.O.C.F., Mth Sylvie Duclaux, et le président de la J.O.C., M. Alain Mahé, salué de cris et d'applaudissements, M. Pierre Mauroy s'adressa à la foule sous une pluie hattante.

« La crise actuelle n'est pas la vôtre, mais elle n'est pas la mienne non plus », lança M. Mansoy, qui rappela que son gouvernement avait toujours souhaité une croissance forte pour résoudre le chômage.

22-23 mai), cette manifestation a revêtu une importance particulière, avec la présence de M. Pierre Mauroy, lors de la séance inaugurale, et celle de M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, qui a participé à un débat avec les jeunes jocistes. Plusieurs ministères étaient également représentés à ce festival, où out été accueillies des délégations du P.C.F., du P.S., de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Dens la boue et sous les bourras- « D'autres gouvernements, qui ne associés à la « table ronde » sur le pensent pas comme nous, nous en empêchent en pratiquant la défla-

> Indiquant que la seule riposte possible était, dans ces conditions, la guerre contre le chômage, M. Pierre Mauroy expliqua les résultats obtenus la veille, lors de la «table ronde» tenue à Matignon, sur le plan des seize-vingt-cinq ans. « Ce plan exceptionnel a pour objectif la formation et l'insertion profession-nelles de huit cent cinquante mille jeunes et non pas de six cent mille », affirme-t-il, assurant que le prochain objectif scrait de « un mil-lion de moins de vingt-cinq ans en formation et en stages ..

- Ce plan sans précédent, poursuit-il, n'est pas seulement dirigé contre le chômage. Il doit aussi vous préparer à la mutation industrielle, à cette nouvelle société industrielle qui natt avec vous. -

En conclusion, le premier ministre proposera, sous les ovations, que se tienne rapidement, à Matignon, une « table-ronde » des mouvements de jeunesse « qui ont quelque chose à dire au gouvernement sur l'emploi et la formation ..

Cette proposition correspondait, en partie, au souhait exprimé par les représentants de la J.O.C.-J.O.C.F., qui avaient regretté que les mouve-ments de jeunesse n'aient pas été des jeunes aux problèmes de l'em-ploi et de leur formazion. - Al. L.

plan seize-vingt-cinq ans.
Nous aurions eu des choses à dire · expliqueront conjointement Mª Sylvie Duclaux et M. Brung Courtois, vice-président de la J.O.C. au cours d'une conférence de presse, dimanche après-midi, tout en considérant positivement certains des résultats obtenus, tels que « la prio-rité au développement de l'appren-tissage et l'accent mis sur le rôle des missions locales ».

Jusistant sur quelques-unes de leurs revendications essentielles les «micro-jobs» et la mise en place de délégués de stage veillant au contenu et au déroulement des stages, - les responsables jocistes avouaient cependant qu'ils n'avaient pas d'appréciation sur la négociation qui s'ouvrira entre partenaires sociaux pour définir la formation en alternance. • C'est à étudier et à regarder de plus près », concluo-

A l'origine, il avait été prévu que M. Pierre Bérégovoy participe à un débat le dimanche après-midi. S'étant décommandé, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a proposé une rencontre, le 27 mai, avec les dirigeants de la J.O.C.-J.O.C.F. Ce sera une façon de tirer les conclusions d'une manifestation qui, au lendemain de la table ronde » de Matignon, aura eu le mérite de montrer la sensibilité

CONJONCTURE

BAISSE **DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES**

produits manufacturés a baissé, en avril par rapport à mars, de 1.1 %, selon les statistiques de l'INSEE Mais la consommation a augmenté de 1,9 % sur la période mars-avril par rapport à la période janvierfévrier, elle-même en recul de 3,3 % par rapport à la moyenne de novembre-décembre 1982.

Malgré cette évolution en dents de scie, on peut estimer que cet indice (qui ne prend pas en compte la consommation des services), traduit une baisse des achais des ménages depuis le milieu de l'année dernière.

Cette évolution - cohérente avec la baisse de 1,2 % du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages au second semestre 1982 - est confirmée par la baisse de 0,5 % en volume de la consommation totale des ménages (services y compris) au cours du premier trimestre 1983, selon les comptes nationaux trimestriels de l'INSEE.

AFFAIRES

CRÉATION DU FONDS D'INTERVENTION SIDÉRUR-

Décidé lors de la mise sur pied du plan acier, durant l'été 1982, le Fonds d'intervention sidérurgique a été créé par décret paru au Journal officiel, le 19 mai.

Ce Fonds sera géré par la Caisse des dépôts, qui assure déjà la gestion de la Caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA). Cet établissement émettre des emprunts sur le marché financier et, après bonification par 'État, en répartira les produits entre Usinor et Sacilor, entreprises qui, étant donnée leur-mauvaise situation financière, seraient incapables d'emprunter ainsi par elles-mêmes. En échange, la Caisse des dépôts recevra des obligations convertibles émises par les deux groupes sidérur-

Les sommes distribuées par le Fonds s'ajouteront aux dotations budgétaires de l'État (6,45 milliards de francs en 1983) sous forme donc d'aides indirectes, puisque le taux d'intérêt serait ramené au-dessous de 4,6 % par les bonifications.

LES MOTEURS LEROY-SOMER **VEULENT RENFORCER LEUR** IMPLANTATION AUX **ETATS-UNIS**

Les Moteurs Leroy-Somer, le plus gros constructeur français de moteurs électriques avec 70 % du marché, se préoccupent de renforcer leur implantation directe à l'étranger afin de lutter avec plus d'efficacité contre leurs concurrents General Electric, Siemens et Asea

Leur effort principal porte sur les États-Unis, où ils fournissent dejà, entre autres, 15 % des moteurs d'ascenseur. La société, que préside M. Georges Chavanes, envisage de racheter un constructeur local disposant d'un vaste réseau commercial. Elle a également pour objectif d'élargir sa part de marché en Allemagne fédérale, où elle s'estime insuffisamment implantée. Là encore, il lui est nécessaire de disposer d'un réseau commercial local susceptible de diffuser ses produits.

L'UTILISATION DES CHÈQUES VOLÉS S'EST RALENTIE EN 1982

Avec une augmentation de 15 % en 1982, la progression du nombre de chèques volés s'est ralentie, non seulement par rapport aux années antérieures (20 à 30 % de plus d'augmentation chaque année de 1976 à 1980), mais également par rapport à l'accroissement du nombre total de chèques émis.

Ces données, fournies par l'Association française des banques (A.F.B.), ne concernent cependant que les plaintes déposées par les commerçants et ne rendent donc que partiellement compte du nombre d'infractions commises : 20 % des délits ont lieu en région parisienne, et c'est dans les bones à gants des voitures que les trois quarts des chéduiers ont été volés.

A ce propos, l'A.F.B. rappelle qu'un arrêt récent de la cour d'appel de Bordeaux a condamné la victime d'un vol de chéquiers, qui avait pourtant fait opposition, à payer les dépenses de son voleur.

La cour a en effet considéré que la victime avait fait preuve de négligence en laissant chéquier et papiers d'identité dans la boîte à gants de

Une expérience-pilote d'équipes autonomes à l'usine Renault de Douai

Avec l'introduction des automatismes et de la robotique, l'usine Renault de Douai (Nord) -8 000 salariés - est devenue l'une des usines d'automobiles les plus modernes d'Europe, sinon du monde.

printemps 1982. Après un an d'expérimentation, les dirigeants de l'établissement aussi bien que le per-sonnel et les syndicats out accepté de répondre aux questions des journalistes à l'occasion d'un voyage Elle est, anjourd'ini, le lieu d'une tentative de organisé par l'Association des journalistes de l'infortravail en équipes à la japonnise, qui a démarré an mation sociale (AJIS).

« Produire vite et bien »

Doual. - C'est, après celle de Flins (Yvelines), la plus importante des usines de montage de la Régie : 350 hectares de terrain, sept « lignes de presses », c'est-240 000 mètres camés d'ateliers, à-dire sur vingt-sept chaînes roboti-8 100 salariés, dont près de 7 000 ouvriers qui fabriquent 1 350 véhicules par jour. C'est cet établissement ultra-moderne qui a été choisi pour une expérience pilote mise en place à l'occasion du lencement de la R-9 puis de la R-11 (le Monde du 26 mars).

Après l'introduction de robots plus perfectionnés au département de l'emboutissage, sur la chaîne des grosses presses, les carcasses des nouveaux modèles sont désormais fabriquées par des équipes autonomes de cinq ouvriers qui, chacun à leur tour, approvisionnent, contrôlent ou déchargent les pièces de carrosserie avant leur assemblage.

Ce sont d'abord des volontaires « sensibilisés aux nouveaux objectifs industriels » qui ont été choisis, en accord avec les syndicats et la maîtrise, en mars de l'an demier. Puis le processus a été généralisé en décembre 1982 à l'ensemble des cent soixants salariés du secteur. Seuls onq de cas derniers ont refusé cette forme de travail en équipes et ont été affectés à d'autres départements de l'usme.

AGRICULTURE

 La Confédération des planteurs de betterave demande que soient prises à l'automne des mesures de sauvegarde du revenu betteravier. La Confédération estime que l'augmentation du prix de la betterave, décidée pour 1983-1984 par le conseil des ministres de la CEE., • ne permettra pas de faire face à la croissance des cours de production e, et qu'elle est e infé-rieure de 3 % au prix auquel la méthode objective du comité des organismes professionnels agricoles de la C.E.E. aboutissait.



De notre envoyé spécial.

Ving à-dire sur vingt-sept chaînes roboti-sées - ont donc été constituées. Chacune est composée de cinq « agents de production », appellation maison qui désigne les O.S., les ouvriers spécialisés. Les cinq salariés s'organisent entre eux et effectuent à tour de rôle les diverses tâches. En cas de problèmes, ils peuvent recourir à un régleur, agent de maîtrise chargé de deux groupes d'ouvriers, ou à un chef d'équipe responsable de quatre lignes de presses. Après une période d'essai, les O.S. pourront devenir P-1 (ouvrier professionne) premier échelon).

L'intérêt de cette opération ? « Il

s'agissair, explique le directeur de l'usine de Dousi, M. Edmond Pachere, d'améliorer la qualité de la fabrication, ainsi que la productivité pour mieux cemer les coûts d'exploitation et développer le sens des res-ponsabilités individuelles et colleczives du personnel. » Cette réorganisation visait, an fait, à créer un outil de travail « flexible », mieux adapté sux nécessités de l'heure, c'est-à-dire à l'obligation de « produire vite et bien » pour répondre aux demandes du marché intérieur, mais aussi extérieur : sur trois cents voitures vendues chaque année, cent cinquente mille sont réservées à l'exportation. C'est ce qu'on a réalisé à Douai en assemblant indifféremment les R-11 sur les mêmes chaînes de robots que les R-9. Les importants investissements consacrés à ce demier modèle ont été de la sorte récupérés en grande pertie, et la « facture » s'est trouvée réduite à

« Ce n'est plus le bagne »

Avantage industriel, mais sussi humain : « Ce n'est plus le bagne comme avant, déclare un O.S. Le travail est devenu plus intéressant. Avant, on arrivait la tête besse, chaque homme sur la chaîne faisait touiours le même geste dix mille fois répété dans la journée — par exem-ple enfourner la tôle dans le machine, presser sur un bouton, retirer la tôle et c'était épuisant. Aujourd'hui, on survaille la machine, qui fait le travail à notre piaca. En outre, on a la faculté de permuter avec des camarades, pour d'autres types d'opéra-

tions. Selon la direction, les résultats se révèlent très positifs sur tous les plans : l'affectation des salariés à un groupa a créé un esprit d'équipe ; les

repports avec la maîtrise se sont améliorés; l'automatisation a transformé la nature même du travail, qui se résume le plus souvent à un contrôle de l'usinage. Gain de productivité enfin - n'était-ce pas le principal objectif ? - car la tigne fonctionne en continu, les coéquipause ou de repas. Le processus, considéré par tous comme « iméversible », a ou pour effet de diminuer les temps morts, mais encore d'aug-menter de 20 % la cepscité de pro-duction du secteur. Quant à l'absen-

« Une véritable révolution »

téisme, il pesse de 10 % à 5 %

Commentaire d'un responsable C.G.T., syndicat majoritaire (50 % des voix aux dernières élections professionnelles): « Quand nous avons accepté cette formule, on nous a accusés à la fois de collaboration-de classes et de volonté de soviétisation. Aujourd'hui, la preuve est faite que l'on peut traveiller autrement et que les ouvriers peuvent intervenir dans la gestion. Enfin, dans le domaine des qualifications, c'est une vérizable révolution. »

La section C.F.D.T. (20 % aux élections) est plus critique et souligne le « danger de l'individualisation ». Qu'arrive-t-il quand un ouvrier se révèle incapable de suivre la rythme de ses coéquipiers ? « Il risque de se faire rejeter du groupe, dit un militant C.F.D.T.; d'autant que l'entreprise accorde des primes quand on dépasse l'objectif de production. Comment voulez-vous, après cala, que le syndicat puisse réclamer une baisse des

cadences ? » Dans un même ordre d'idées, la section F.O., tout en se déclarant favorable au processus, craint que ces groupes ne deviennent « des mini-syndicets pratiquant la contestation, y compris la contestation poli-tique s. La C.G.C., pour sa part, constate € une très nette amélioration des conditions de travail », et estime que les cadres « ne sont plus des gardes-chiourme », car ils peuvent « mieux se consacrer à des problèmes de fond, d'ordre technique, gestionnel, voir psychologique ».

En conclusion, la direction entand bien étendre l'expérience à d'autres sectaurs. « Mais il faudra trouver des formes adaptées à chaque production », explique M. Pachera, qui se réjouit de l'absence de grèves depuis son arrivée en 1981.

JEAN BENOIT.

Quand le ministre se fait l'avocat de l'A.N.P.E.

Curieux face-à-face. Sous un chapiteau, des cantaines de jeunes, tour à tour attentifs et goguenards, portant jeans et bob de la JOC sur la tête, ont discuté avec un ministre en bras de che-mise, M. Jack Ralite, très à l'aise au milieu de son public et volon-

Au premier rang des accusés pour ces jeunes banlieusards ou provinciaux, raprésentants authentiques des milieux popu-laires, l'A.N.P.E., cet organisme « déshumanisé » et « inefficace » qui ne permet pes « de

trouver un boulot ». a II ne faut pas choisir un bouc émissaire, alors que les vrais coupables restent bien tranquilles dans leur coin », répliquera M. Ralite. Et d'expliquer, mettant en cause l'héritage, la situation réalle de l'A.N.P.E., e qui ignore l'informatique et ne disposa pas de tous les moyens

nécessaires pour lutter contre le chômage ». € Je prends devent vous un

engagement non démagogique : c'est vrai que ça va changer », assurera-t-il en rappelant que son ministère travaille sur un nouveau statut de l'A.N.P.E. et se prépare à signer un accord avec l'UNEDIC. E li faut qu'il y l'A.N.P.E. et que son personnel devienne technicien de l'emploi s, dira-t-il en conclu-

« Il se défend bien ». murmura l'assistance, confiante, qui avait pourtant hué le directeur général de l'A.N.P.E., également présent. Des représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. s'exprimèrent à leur tour sur le sujet, Mais, pour les jeunes, la cause était entendue : « Ca va chan-

(Publicité.) -RÉPUBLIQUE TUMBSIENNE

Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SO.N.E.D.E.)

23, rue Jawaher-Lel-Nehru, Montfleury - TUNIS

APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL ALIMENTATION EN EAU POTABLE **DE LA VILLE DE JENDOUBA**

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres pour l'exécution des travaux afférents au recalibrage et à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Jendouba.

Cet appel d'offres comprend deux lots : LOT 1: Pose de 19 300 mètres linéaires de conduites.

 13 720 m de conduites en amiante-ciment de diamètre compris entre 80 mm et 300 mm; - 5 580 m de conduites en béton de diamètre 400 mm et 600 mm.

 Construction d'un réservoir semi-enterré de 5 000 m² avec chambre de vannes.

Construction d'une station de reprise. Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet partiellement/inancé par la Banque africaine de développement (B.A.D.).

Les entreprises agréées pour un montant de 200 000 dinars Les entreprises agréées pour un montant de 200 000 dinars pour chacune des activités suivantes (H2 canalisations tous diamètres et H4 hydraulique ouvrage d'art) et qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier auprès du Service préparation des marchés de la SO.N.E.D.E. contre paiement de la somme de 50 dinars.

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous plis recommandés avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 24 juin 1983, à 10 heures, au 23, rue Jawaher-Lel-Nehru, Montfleury, TUNIS.

L L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures

(Publicité.) -

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'entreprise nationale des travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte Rouge, Hussein-Dey, ALGER, ALGÉRIE, informe les sociétés concernées que l'appel d'offres international n° 9014. AE/MF pour la fourniture de : 01. - Treuils à air GD type HMKL 61281;

02. - Treuils électriques avec frein électrique marque Stonl type OC 2040 avec moteur électrique;

03. - Têtes d'injection NAT. N. 815; 04. - Dessableurs 12/18 sur skid;

05. - Dessableurs 12/16 sur skid. dont la date de clôture initialement prévue au 7 mai 1983 est prorogée au 18 juin 1983.

(Publicité) RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE Téléphone: 5425 - 6629 - TX BDI 70

BUJUMBURA

AVIS D'APPEL D'OFFRES

976/BU/3/83

Le Gouvernement du Burundi — Bureau du Projet Éducation — lance un appel d'offres international pour la fourniture du matériel et équipement 4 lots cr-après destinés aux Centres de Formation Polyvalente du Burundi.

Lot 1: Section Menuiserie.
Let 2: Section Magonnerie.
Let 3: Section Agro-pastorale.
Let 4: Section Économie familiale. Le Projet est financé conjointement par le Gouvernement du Burundi et la Banque Mondiale. Les soumissionnaires intéressés sont informés que le Groupe de la Banque Mondiale peut financer seulement les fournitures et les travaux provenant des États membres de la Banque Mondiale et de la Suisse dont les fabricants, les fournisseurs et les entrepreneurs sont seuls admis à participer à

l'appel d'offres. Les fournisseurs et entrepreneurs de Talwan sont également admis à sounissionner les fournitures et les travaux financés par le Groupe de la Banque Mondiale.

Le Cahier spécial des Charges peut être obtenu contre paiement de 10 000 FBU ou U.S. \$ 111.— auprès du Bureau du Projet Éducation (B.P.E.)

Le marché sera adjugé par lots ou groupes de lots.

Les soumissions rédigées en français et établies en C. + F. Bujumbura par voie aérienne doivent parvenir à Monsieur le Secrétaire Permanent du Conseil des Adjudications de la République du Burundi B.P. 2087, à Bujumbura avant le 12 juillet 1983.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le 13 juillet 1983, à seures, heure locale, dans la salle des réunions du Conseil des Adjudications, nistère des Finances, à Bujumbura.

MAITRISE COLL ENERGIE

Le numéro un de la lettre mensuelle de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie

sera publié dans "Le Monde" du samedi 28 mai (daté 29-30 mai)

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL № D/Q56/XK.A.

La SONELGAZ - Direction des Approvisionnements, Services Achats - lance un appel d'offres pour la fourniture de : CHAUSSURES DE SÉCURITÉ

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux (nº 125) au 2, boulevard Salah-Bouakouir, ALGER, Immeuble B, contre présentation d'un reçu de virement de 200,00 DA au compte SONELGAZ, CCP : Nº 380 604 ALGER.

La date de clôture du dossier est fixée au 14 juin 1983. Les offres devront parvenir sous double pli cacheté. L'Enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication

permettant l'identification du soumissionnaire sous peine d'annulation

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant une durée de 6 MOIS à compter de la date de clôture du dossier.

ETRANGER

Les pays de la convention de Lomé veulent obtenir des assurances sur l'aide de la Communauté européenne

De notre correspondant

cettes à l'exportation des soixantetrois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) signataires de la convention de Lomé va être au centre de la négociation prévue à l'automne prochain sur le renouvellement de l'accord de coopération entre la Communauté et les parte-naires du tiers-monde. La réunion extraordinaire du conseil des minis-tres de la C.E.E.-A.C.P. consacrée sa fonctionnement du système com-munautaire (Stabex), qui s'est te-nue le 19 mai à Bruxelles, a confirmé l'importance de ce dossier pour les pays en développement. A l'assue des travaux, M. Qionibaravi, ministre des affaires étrangères des Fidji et président d'A.C.P., s'est déclaré très décu par l'attitude des Dix, auxquels il reproche d'« avoir fixé arbitrairement les ressources du Stabex en sous-estimant les difficultés économiques du tiers-Le mécanisme mis au point par la

C.E.E. en 1975 (il couvre quarantesept produits actuellement) a nor-malement fonctionné les cinq pre-mières années. Par la suite, il n'a pas pu convrir les pertes enregistrées par les A.C.P. pendant deux ans (1980 et 1981). La conjonction de la baisse des cours des produits de base et de la production a entraîné des demandes de transferts financiers dépassant de 50 % les fonds disponibles (115 millions d'ECU, soit 780 millions de francs par an). Les Dix s'en tiennent à la lettre de la convention de Lomé et n'ont pas accepté jusqu'à présent de combler la

L'exercice 1982 se présente sous un meilleur jour. Les pertes prévues à l'exportation dépasseraient à peine le montant de la tranche annuelle.

Bruxelles (Communautés euro- Les A.C.P. ne désarment pas pour ennes). - La stabilisation des re- autant. Non seulement-ils souhaitaient recouvrer la « créance » des deux années antérieures, mais ils veulent également obtenir des assurances jusqu'au terme des arrangements actuels (fin 1984). Sous ce double aspect, la C.E.E. n'a pas voulu prendre d'engagement.

Au-delà des ressources à mettre en œuvre pour le fonctionnement du Stabex, les A.C.P. s'affrontent sur le fonctionnement du mécanisme, même si personne ne conteste -comme l'a souligné M. Nucci, ministre français de la coopération - sa reconduction à partir de 1985.

Les A.C.P. demandent la reprise des dispositions actuelles, tout en re-commandant à la Communauté de faire preuve de plus de détermina-tion pour faire aboutir et faire respecter les accords internationaux par produit conclus dans le cadre de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement). Les pertes les plus substantielles enregistrées par les A.C.P. on 1980 et 1981 sont dues aux résultats médiocres obtenus pour les ventes de café et de cacao, deux produits qui sont converts par oe type d'arrangement.

De leur côté, plusieurs États membres, notamment la France, souhaitent que les transferts financiers soient dirigés le plus souvem possible vers le secteur de produc tion en crise, alors qu'ils rep tent aujourd'hui suriont des aides aux balances des paiements. Les A.C.P. voient là la volonté des Dix d'exercer un contrôle sur leur politique économique. Le risque est grand que les pourpariers sur le prochain Stabez butent aussi sur cette ques-

MARCEL SCOTTO.

– Lu

Misère de l'économie, de Pierre Rosanvallon

La France ingouvernable?

Un petit clin d'œil au grandpère Marx pour commencer. De Misère de la philosophie on sse à Misère de l'économie. Pour Pierre Rosenvallon, le savoir économique est moins que ja-mais « autonome ». « Il est de ciologique. » On pourrait ajouter : « culturel », et l'auteur ne se prive pas d'évaluer cette dimension pour telle ou telle dé-

La force de cet ouvrage, qui rassemble des articles publiés dans Libération, le Débat ou C.F.D.T.-Aujourd'hui, est précisément de prendre de la hauteur par rapport à des disciplines compartimentées et, du coup, de parler un langage clair, ouvert sur la « vraio vio », qui ne se découpe pas en tranches d'observations.

La France est de plus en plus difficile à gouverner. Pierre Rosanvallon en fait la démonstration en expliquent les raisons de « l'entropie française » : les facteurs de mécontentement, les figures variées du corporatisme ambient, le difficile apprentis-sage de l'austérité, les crises de l'Etat-providence, la face cachée du chômage, et de la dérégula-

Approuvant les vuesde Michel Albert, l'auteur estime qu'il existe une sorte de consensus en faveur du chômage, mieux sccepté que la perspective d'une baisse du pouvoir d'achat. « Il ne suffit pes de traveiller moins pour traveller tous, selon le mot d'or-dre bien connu, il faut aussi ga-gner moins pour traveiller tous. » Enfin, les syndicats ont un rôle de plus en plus difficile, parce

que la négociation collective dépérit forcément dans une société qui a tendance à se fiscaliser de plus en plus.

Pierre Rosanvallon note ensuite le déclin paradoxal du Plan, dû surtout au fait que le « projet pris en charge par le « programme de la gauche » ; l'indifférence de l'opinion à l'égard des nationalisations, ca symbole du socialisme français tendant à le brouiliage des idées face à la « politique industrielle », qui n'a en feit pas de sens au singulier et recouvre trois rubriques : l'Étatclient, l'État-secouriste et l'État-Enfin, l'auteur invite à repen-

ser les finalités de la protection sociale, à prendre en compte les nouvelles formes de pauvreté, à regarder de plus près la dimension sociétale de la diminution du temps de travail, car « ce sont les horaires et le temps de travail des uns qui contribuent directement à la qualité de la vie des autres », à distinguer, pour la discipline monétaire, le gestion de la « crédibilité » de celle de l'« opinion », la première étant la résultante des anticipations d'un nombre limité d'agents économiques et financiers, la deuxième s'apparentant à la souveraineté du peuple, à séparer le « protectionnisme compensateur » du « protectionnisme de repli ».

L'analyse est pointue, d'une salubre forme antidogmatique. Un des livres les plus éclairants publiés ces derniers temps. PIERRE DROUIN.

* Seuil. 156 pages, 52 F.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

 Baisse de la production industrielle en France au mois de mars.

— La production industrielle a régressé de 0,8 % au cours du mois de mars après avoir stagné eu février.

Selon les chiffres communiqués le 19 mai par l'INSEE, l'indice corrigé des variations saisonnières - qui ex-clut l'industric du bâtiment - s'établissait à 127 en mars contre 128 le mois précédent, sur la base 100 de

L'indice de mars est en recul de 0,8 % par rapport à la même période de l'année dernière.

ristes et militants antiquelégires venus de Belgique, des Paya-Bas, du Luxembourg, de R.F.A. et de plu-sieurs régions de France, se sont rassemblés samedi 21 mai à Chooz (Ardennes) pour une grande ker-messe politique et musicale.

Lors d'un début organisé le lendemain, les organisateurs du rassem-blement ont annoncé leur intention blement ont annoncé leur intention de continuer leur combat contre la centrale nucléaire de Chooz : « Le a accusé un déficit de moins de rapport toulignant la surcapacité du parc nucléaire français confirme du parc nucléaire français confirme à 11 900 millions de francs, soit 12% nos thèses, a indiqué l'un d'eux, mais il ne faut pas retomber dans les mêmes illusions qu'aux élections de 1981 quand ou create les la cours de 1981 quand ou create les la course du descrit de moins de francs qui est passé du sold enégatif du commerce extériors de 1981 quand ou create les la course du la course du la course de francs qui est passé du sold enégatif du commerce extériors de 1981 quand quant du la course de l • Kermesse antinucléaire à tions de 1981, quand on croyalt le Paris, M. Brahimi, ministre algérien de la planification et de l'aménage-

UN SUCCÈS IMPORTANT POUR Mª THATCHER

L'inflation est revenue à 4 % l'an en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, la hausse des prix de détail a atteint 1,4 % en avril. Cette forte hausse n'est pas le signe d'un redémarrage de l'inflation outre-Manche : le phénomène se produit chaque année à la même date, du fait de la concentration sur ce mois des différentes hausses, et notamment cette fois-ci des taxes sur les alcools, les tabacs, les cigarettes, l'es-sence, l'automobile (vignette). En fait, pour avoir une juste vision de l'évolution des prix en Grande-Bretagne, la hausse d'avril ne doit oss être comparée à celle de mars (+ 0,2 % par rapport à février) ou de février (+ 0.4 % per rapport à janvier), mais à calles d'avril 1982 (+ 2 % en un mois), d'avril 1881 (+ 2,9 % en un mois), d'avril 1980 (+ 3,4 % en un.

Le taux d'inflation annuel attaint meintenant en Grande-Bretegne 4 % (avril 1983 com-paré à avril 1982). Il était de €,6 % le mois demier {mars 1983 comparé à mars 1982); et atteignait 9,4 % en avril 1982, 12 % en avril 1981, 21,8 % en avril 1980.

Ainsi, et melgré la poussée d'avril, l'inflation en Grande-Bretagne est à son niveau le plus bas depuis quinze ans. Elle est aussi l'une des plus faibles des pays industrialisés (7,6 % en moyenne pour le C.E.E., 5,7 % pour les pays de l'O.C.D.E.).

Légère recrudescence prévisible

Selon l'A.F.P., la plupart des analystes estiment que le taux annuel d'inflation balasera encore pendant un mois ou deux avant de rebondir sous l'effet principaement de la récente dépréciation de la livre sterling et de la hausse des cours mondieux d'un grand nombre de metières premi des records absolus de hausse. Le caceo s'est élevé à son plus haut niveau depuis trois ans et le

En outre, le printemps, le plus pluvieux depuis la deuxième guerre mondiale, fait craindre de mauvaises récoltes qui feront monter les cours de la plupert des denrées. Les cours à terme des pommes de terre ont déjà doublé depuis le mois demier. Le gouvernement lui-même prévoit qu'en fin d'année le taux d'inflation sera remonté à 6 %. Cer-

Néanmoins, alors que la campagne électorale bat son plein, la rapide désescalade des récents mois constitue un important valent fait de la réduction de l'inflation leur objectif primordial. A leur retour au pouvoir, en mai 1979, le taux annuel d'inflation se situait en effet à 10,3 % et le tendance était à l'aggravation. Il devait s'élever jusqu'à 21,9 % en mai 1980, en partie, il ast vrai. à cause ee le housse des prix du pétrole et des mesures draconiennes adoptées par le gouvernement Thatcher pour précisément combattre l'inflation (houses de la T.V.A., des taux d'intérêt).

Le raientissement de l'infletion en Grande-Bretagne a un effet favorable sur l'activité économique. Les statistiques salariales publiées II y a quelques jours montrent que les hausses annuelles, bien que moins fortes, atteignent encore 7,5 %, ce qui représente une augmentation importante du pouvoir d'achat salarial après les baisses enregistrées en 1981 et pendant une bonne pertie de 1982.

Cette emélioration du pouvoir d'achet, rappelle l'A.F.P., contribue au premier chef à la petite reprise actuelle de l'activité industrielle (1,5 % au premier trimestre) en stimulant la consommation. Mais avec l'accelération de la massa monétaire. Jaquelle augmente à nouveau depuis février à un taux double de l'objectif gouvernemental, elle menace de favoriser elle-eussi, au cours des prochains mois, un regain

COMMERCE EXTÉRIEUR

A LA « JOURNÉE FRANÇAISE » DE LA FOIRE D'ALGER

M^{cc} Cresson estime que le déficit français dans les échanges bilatéraux est « sur la pente des 8 milliards »

Alger. – Mine Edith Crescon, ministre du commerce extérieur et du tourisme, a quitté Alger dimendeux jours pendant laquelle elle a rencontré plusieurs ministres algérique de la certitude. « Nous sommes sur la certitude. « Nous sommes sur la certitude. « Nous sommes sur la certitude. » Nous sommes sur la certitude. deux jours pendant laquelle elle a rencontré plusieurs ministres algé-riens et participé samedi à la jour-née française de la vinguième Foire internationale d'Alger.

En progrès constants, tant par le nombre de participants que par la qualité des prestations, cette foire est à la fois la vitrine d'une Algérie qui s'améliore et diversifie sa pro-duction nationale et le lieu de reqcontre de ses principaux partenaires commerciaux. Avec plus de six cents exposants (contre quatre cents l'an dernier) la France se taille la part du lion dans la participation étrangère. Ses cinq pavillons occupent 20 000 mètres carrés sur les 166 000 de l'ensemble de la foire, et représentent sa plus importante part. représentent sa plus importante par-ticipation à des manifestations de ce type. A l'instigation de chambres de commerce régionales, également présentes, les P.M.E. constituent les deux tiers des exposants. La moitié d'entre elles ont leur siège en province. La France est traditionnellement le premier fournisseur de l'Algérie et aussi, depuis 1982, son premier client. En 1981, 34% des exportations algériennes, essentiellement des hydrocarbures, allaient aux États-Unis et 15 % à la France, alors que pendant les neuf premiers mois de 1982 ces chiffres étaient respectivement de 17 et 25%. type. A l'instigation de chambres de

respectivement de 37 et 25%. En 1982, en effet, les importations françaises d'hydrocarbures algériens out atteint 25 milliards 914 millions de francs (dont 11 294 millions pour le pêtrole brut et 9 638 millions pour le gaz, le reste étant constitué par des produits raf-

De notre correspondant

pente des 8 milliards de déficit pour cette année », nous a-t-elle dit. La partie française table sur une réduction progressive du déficit, mais non sur sa disparition à court terme. Au cours du premier trimestre 1983, ce déficit était de 2,46 milliards de

Il faut des décisions rapides

"J'ai rappelé que pour améliorer la situation il faudrait des décisions rapides », dit Mme Cresson. L'accord sectoriel sur l'habitat concha le 30 juin 1982 prévoit la construction de 60 000 logements par la France, mais on vient seulement de signer pour 28 000 logements (soit 12 milliards de france, deux 50 % ments la milliards de france, deux dont 60 % rapatriables avec des cré-dits sur sept ans à 10,85 % consentis

Dans le domaine des transports, Francorail vient de vendre quatre cents voitures de chemin de fer pour 1,3 milliard de francs, à quoi s'ajoutera la maintenance. Mme Cresson souhaite que ses partenaires achètent davantage de camions, de Renault Véhicules-industriels, « compte tenu de l'effort considérable que cette entreprise fuit en Algérie ».

Selon les Algériens, la part de la France dans les importations de l'Algérie devrait se situer entre 25 % et 30 %. En 1982, on en était seulement à 20,7%; contre 22,7% en 1981 et 25,1% en 1980. Il semble que la France ne soit pas toujours compétitive en matière de prix, face à la concurrence japonaise, par exemple. Mme Cresson estime que · les entreprises françaises devraient davantage faire un argu-ment de vente : de la formation du personnel algérien, qui, en raison de la communauté de langue, peut accompagner les contrats.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Polén autour A 1.5 20 68

The way of the same Service M Astronomic Land 45;---200 .: 22- 2127 In the state of · North

一 医甲基磺 14 Mar

17 P

West of the F Am

The second second and the first fire for the fire The state of the state of Name of the second land

PLUIE. NEI Neuf mx te danner in team

12.0 1 (C.T.3.15 SM)

minder updatet 🗱 🛎 Personal of the Child Audion 20 5 47 7 CADQUEE mare at plant took to her contratte. mit eine fine beit At 30 A 1 C 4 SA Bertalle in a Salata Description of the second Entres one Le peut

477 A76

un abina Mi Remi titi si usi nitar Ak manto de persi di de ancaro . Austra L'aggravation de

March of the March

Section and

pourrait entraine State of the state of The second of Tarana 🖟 katalog 🛊 ferre et a ma**nage** martin er arabier & 24 Contract of the comment de france in sere config.

the transfer and the state of Giblet in thimdeba Outre - Lieuterature - A Corner pur um de Pinne Le . en untastitu Ante und er er bei de THE PROPERTY OF demain des cath me same de 6 5 de tent ac- contrata d

De nouvel la station ther

Marce LT Exa 5 Smooth for Sufficient Sufficients heler richerter d'un Paris our jes come si ben in a Aufes II a Bills to bridge and bepuis eptembre 197 bemale, de cette 451 Le rai de la la bank kmone cere graces C

of Children Statement Militarion in Estate A legal in substitution on la official de service da Lette année, des shapes feller out tenere d'appe Since Ger Gert eng promise selection Mer co. Gons sources and

pusition beavers y

bans on communication filection of ferroms harmon ce remande ! len kor de ramatoria

ENVIRONNEMENT

Polémique franco-allemande autour des déchets de Seveso

Alors que les quarante et un fûts de Seveso sont toujours gardés au camp militaire de Sissonne (Aisne), une petite guerre de communiqués s'est décienchée entre la France et l'Allemagne. Le quotidien Die Welt, qui a révélé la présence des fûts à Anguilcourt-le-Sart, près de Saint-Quentin, a accusé le gouvernement français d'avoir caché une information qu'il détenait dans le but de transporter secrètement les déchets

Au secrétariat d'État à l'environvélation - avec les dirigeants d'Hoffmann-La Roche. Ce serait seulement en apprenant, l'après-midi, par la voie officielle, la découverte des filts à Anguilcourt-le-Sart que les dirigeants suisses et un fonc-tionnaire du secrétariat d'Etat à l'environnement ont pris la route pour Saint-Quentin. Un des fûts a été ouvert pour vérifier qu'il y avait un deuxième baril à l'intérieur et done certifier qu'il s'agissait bien des déchets de Seveso.

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, en visite le 21 mai à Lan- de dioxine, en 1976.

noy, près de Roubaix (Nord), a af-firmé qu'il n'avait appris la décou-verte des fûts que jeudi après-midi. « J'en ai aussitôt informé M. Hu-guette Bouchardeau », a précisé le premier ministre. Quant à la société aliemande Mannesmann, dont la fifiale italienne avait sous-traité le transport des déchets à M. Bernard Paringaux – toujours écroué à Saint-Quentin, – elle a précisé, dans le journal Bild am Sonntag du 22 mai que, contrairement à certaines rumeurs, elle n'avait pas versé nement, on précise que rendez-vous avait été pris « de longue date » pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. « Nos propres recherches pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. « Nos propres recherches pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. « Nos propres recherches pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. « Nos propres recherches pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. « Nos propres recherches pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. « Nos propres recherches pour le jeudi 19 mai – jour de la réveso. » retrouver les quarante-et-un fûts ont été couronnées de succès », s'est borné à dire le porte-parole de la

> Pendant ce temps, en Italie, le pape Jean-Paul II a survolé en héli-coptère la commune de Seveso, samedi 21 mai, à l'occasion d'une visite pastorale à Milan et dans se région. Il s'est rendu notamment à Desio, bourg natal de Pie XI, une localité limitrophe de Seveso, elle aussi touchée par le nuage toxique

PLUIE, NEIGE, GLISSEMENTS DE TERRAIN

Neuf morts en France et en Italie

Le manyais temps exceptionnel qui persiste sur toute l'Europe a provoqué un certain nombre de catas-trophes durant le week-end de la Pentecôte. C'est ainsi qu'une coulée de boue provoquée par trois semaines de pluie incessante a em-porté le 22 mai, une partie du village italien de Tresenda-di-Teglio dans les Alpes lombardes. Sept habitants ont été tués; six sont portés dis-parus, et dix autres out été hospita-lisés. A Val-di-Sotto, village voisin, la population a dil être évacuée.

Deux spéléologues ent trouvé la mort samedi 21 mai, dans la région Rhône-Alpes. Le premier, M. Lau-rent Roch, de Chambéry, était resté bloqué sons une cascade pendant six heures, dans une grotte située près du col de Leschaux (Haute-Savoie). Le second, M. Roger Heraud, est mort étouffé par son harnais, à 400 mètres de profondeur, non loin de Jujurienz (Ain).Dans les deux cas, l'accident a été provoqué par les

Celles-ci causent d'importants dégâts aux cultures et aux chantiers de travaux publics. Dans la région du Beamjolais, les vignobles ont subi des dommages. La crue de la Saône a coupé la route nationale 6 à Chalon, et l'autoroute A 6 reste impraticable entre Tournus et Mâcon. Dans l'agglomération lyonnaise, une tranché creusée pour la prolongation du métro s'est effondrée.

Les agriculteurs bourguignons estiment que le maïs et les fourrages ont déjà pâti de l'excès d'humidité. La raréfaction du foin devrait provoquer une dimination de la produc-tion de lait.

Enfin on signale des chutes de neige inhabituelles pour la saison, dans la région de Foix (Ariège), ainsi qu'en Lozère sur les Causses et dans les Cévennes. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

L'aggravation des catastrophes naturelles en 1982 et 1983 nourrait entraîner un relèvement des primes d'assurances

Le coût total des catastrophes naturelles survenues en France pen-dant l'année 1982 sera, selon des es-mobile (moins de 1 % du contrat totimations récentes, au moins deux tal avec responsabilité civile). Dans fois plus lourd que prévu, selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.). Il pourrait s'établir à 2 ou 3 milliards de francs contre I milliard en année moyenne. On évalue à 750 millions de francs le seul coût des tempêtes du mois de novembre, et il faut y ajonter les inondations du Sud-Ouest en décembre.

ments are in the

the second

Comme par un fait exprès, le rythme de ces catastrophes s'est accéléré depuis l'entrée en vigueur, le 14 août 1982, de la loi établissant une solidarité nationale pour l'indemnisation des catastrophes en question, et instituant, à cet effet, une surprime de 5,5 % sur le montant des contrats d'assurances

multirisques-habitation et de 9 % ces conditions, le « risque » est devenu, dès le départ, très mauvais pour les assureurs, qui ont versé ou devraient verser deux fois en indemnité ce qu'ils ont perçu en prime, et le Caisse centrale de réassurances, établissement public qui réassure les compagnies, devra sans doute réchamer au Tresor un appoint temporaire. Comme l'année 1983 ne s'annonce guère meilleure, du fait des inondations dans beaucoup de régions, il est très probable que la surprime fixée en 1982 sera relevée, à moins que l'on ne considère comme exceptionnelle l'accumulation actuelle de catastrophes, ce qui n'est

De nouvelles bactéries sont découvertes à la station thermale de Bagnols-les-Bains (Lozère)

De notre correspondant

Mende. - L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.-Lozère), présidée par Michel Galfré, vient de révéler la présence d'une nouvelle bactérie dans les caux thermales de Bagnols-les-Bains. Il s'agit d'un germe tellurique : pseudomonas

Depuis septembre 1978, les eaux thermales de cette station sont contaminées d'une manière intermittente par d'autres bactéries : pseudomonas aeruginosa. Cette situa-tion, conque des autorités de tutelle, était totalement ignorée des curistes jusqu'à la publication, en novembre 1981, par l'U.F.C. Lozère d'un rapport officiel du service des mines.

Cette année, des analyses, effec-tuées en avril et restées confiden-tielles, ont révélé d'abord la présence des denx espèces de pseudomonas et ensuite celle des seuls putida. Selon les bactériologistes, ces deux germes sont unes sonvent associés et les pseudomonas aeruginosa penvent, à nouveau, réapparaitre.

Dans un communiqué laconique, la direction de l'établissement thermal a annoncé, le 2 mai, l'onverture du service de rhumatologie et a procist: « Compte tenu de la complexité de la mise au point des nou-velles installations du secreur des voles respiratoires, la date d'ouverture en sera communiquée ultérieu-

De son côté, l'U.F.C. dénonce . la loi du silence - et s'étonne que a M. Jean Chassagne, commissaire de la République, se soit jusqu'à ce jour refusé à publier les résultats des analyses. Une telle attitude ne peut qu'être fort préjudiciable à la renommée de cette station ».

ones sont des bactéries comprenant plusieurs espèces, dont la plus dangerense pour Phomace est la pseudomonas aeruginosa ou bacille pyocyanique qui pest donner des mai festations pathologiques variées se résistant à la rérésistant à la pinpart des antibiotic Les pseudomomis putida sont m répandues et moins dangereuses qu répandies et moirs unigneuse que le procyanique, on d'autres pseudomoins comme le bacille de la morre ou celul de Whitmore qui fit des ravages il y a quelques aunées au Jardin des plantes.

Tant en milien hospitalier que dans la nature II est difficile de se débarrasser de ces bactéries qui out une grande résistance dans les sois et les canalisai, notamment, et dégagent, en re, une odeur putride particulière.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIEURE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ENTREPRISE NATIONALE DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS issue de la restructuration de la SONACOME

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL Nº 009/83/ENLILT.P.

Dans le cadre de son projet de réalisation d'une unité de fabrication de chariots élévateurs à Aïn-Smara (W. Constantine), l'E.N.M.T.P. lance un avis d'appel d'offres national et international pour l'acquisition de prestation d'assistance d'un bureau d'ingénieur-conseil.

Les bureaux d'engineering intéressés peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de 300 DA (trois cents dinars algériens) à l'adresse suivante :

E.N.M.T.P. 5, avenue de l'A.L.N. (Cinq-Maisons), EL-HARRACH, ALGER. La date limite de retrait des cahiers des charges est fixée à trente (30) jours à partir de la date de parution du premier avis

Les offres, établies conformément à la réglementation algérienne et aux exigences du cahier des charges, devront parvenir à :

E.N.M.T.P., direction générale, zone industrielle (Ala-Smara), B.P. 67 (W. Constantine) Les soumissionnaires devront joindre à leur offre une lettre d'engagement de respecter les dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce

La date limite de remise des offres est fixée à soixante-quinze (75) jours à partir de la date de parution du

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant trois (3) mois à partir de la date limite de remise des

••• LE MONDE - Mardi 24 mai 1983 - Page 19 -(Publicité)-

62

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

ENTREPRISE NATIONALE DES EMBALLAGES MÉTALLIQUES

COMPLEXE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

B.P. 93 - GUÉ DE CONSTANTINE - KOUBA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº H.02/83-EMB/C.E.M.

Un avis d'appel d'offres international est lancé par l'EMB/C.E.M.

UNE LIGNE AUTOMATIQUE DE FABRICATION DE BOITES « HALWA » EN FER-BLANC

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres penvent retirer le cahier des charges à l'EMB, Complexe d'emballages métalliques, gué de Constantine, B.P. 93, Kouba, ALGER, au Service

Les soumissions doivent être établies en huit exemplaires. accompagnées des documents réglementaires et placées sous double pli cacheté et anonyme. L'enveloppe extérieure portera la mention APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº H.02/83

EMB/C.E.M. -CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR ».

La date de clôture de cet appel d'offres est fixée à quatre-vingt-dix jours à partir de sa première parution dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt jours.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LAQUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: **BURROUGHS B20**

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolatifs du marché. Avec son puissant processeur 16 bits

et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées aupara-

vant uniquement à de grands systèmes. Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son tra-

vail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le déballer, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue-et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes—qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

> RENDEZ VISITE AU STAND BURROUGHS Mercredi, 13 Avril — Mercredi, 20 Avril



L'unit	é de	mém	oire	de m	asse B	22 0	loit é	tre in	stal-
lée pa	run	techr	nicien	qua	lifié d	e Bu	ITOU	ighs.	
r					~				

ice par un tecnincien quantie de burroughs.
Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuill m'envoyer de plus amples informations.
Nom:
1 Fonction:
Societ
Adresse
Teléphone:
A envoyer à: Direction du Marketing Systèms B20 S à Rumandre

LM5233

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CATHOLICISME: « Entre l'institution et le prophétisme », par Alain Copin ; « La réflexion théologique en péril », par Roger Mehl ; « Une Église popu-laire », par M.-D. Chenu.

ÉTRANGER

- CHYPRE : le président Kyprianou va plaider à Paris la cause de Nicosie.
- 3. DIPLOMATIE
- 4. PROCHE-ORIENT
- 4. AFRIQUE 4. AMÉRIQUES

POLITIQUE

La préparation du congrés du P.S.

SOCIÉTÉ

- 7. Les remous provoqués per le projet de loi antisaxiste.
 8. RELIGION : liberté raligieuse et droits de l'homme dans les pays de l'Est.

 EQUCATION.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

9. L'Église, la rigueur, la solidarité. — Le rapport Merlin sur l'habitat à Paris. Les syndicats japonais de plus en plus sur la défensive.

CULTURE 12. THÉATRE : les Estivants, de Gorki, au

Français. MUSIQUE: Manon Lescaut, à Coven

SPORTS 15. TENNIS : les Internationaux de

- Roland-Garros. VOILE : la Transat en double.
- AUTOMOBILISME : Alain Prost en tête du championnat du monde des

RÉGIONS

16. ILE-DE-FRANCE : les syndicats ont ÉCONOMIE

17. SOCIAL : le Festival pour l'emploi de

la JOC-J.O.C.F.

18. ÉTRANGER: en Grande Bretagne, l'inflation est revenue à 4 % l'an.

19. ENVIRONNEMENT.

RADIO-TÉLÉVISION (14) INFORMATIONS < SERVICES > (14):

Journal officiel = ; Météorologie; Mots croisés. Programmes des specta-

UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA SIBÉRIE A PARIS

Un colloque international sur la Siberie se tient à Paris du mardi 24 au vendredi 27 mai, afin d'étudier ce que furent les quatre siècles de colonisation qui ouvrirent les portes de l'Asie à l'empire russe. Il s'agit de mieux connaître la Sibérie moderne, où la technologie la plus avancée coexiste avec des modes de production et de pensée totalement archaïques, d'en scruter le prix humain, l'enjeu stratégique et les pers-

Ce colloque est organisé conjointement par le laboratoire de slavistique de l'institut national d'études slaves (INES); le Centre d'études sur l'U.R.S.S., l'Europe orientale et le domaine des langues et civilisations orientales avec le concours financier du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et la collaboration scientifique de plu-sieurs organismes spécialisés.

La séance d'ouverture du colloque se tiendra de 10 h à 13 h au C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, (Paris-7º) et celle de clôture, consacrée le vendredi 27 mai à l'enieu stratégique, aura lieu à l'École norale supérieure, 45, rue d'Ulm, de 14 h à 18 h. Les cent quarante participants au colloque se partageront entre-temps en quatre groupes ; conquêtes et découvertes; cultures, ethnies, religions ; la Sibérie dans le contexte de l'U.R.S.S. et exil et camps, littérature.

Les séances de travail par groupe se tiendront à l'INES, 9, rue Michelet, (Paris-6), sauf pour le troisième groupe, qui étudiera mardi et mercredi le développement régional au C.N.R.S., 15, quai Anatole-France (Paris-7e), avant de rejoindre jeudi et vendredi les autres à l'INES pour la suite des travaux.

Le mercredi 25 mai, au C.N.R.S., M. Olli Alho presentera le film tourné en 1919 en Tchoukotka par Sakari Palsi, un explorateur finlan-

F G H terre?

DANS UN APPEL A L'IMAM KHOMEINY

Le président Reagan demande la clémence pour 22 bahaïs condamnés à mort

Le président Reagan a lancé, dimanche 22 mai, un appel à la clé-mence à l'adresse de l'imam Khomeiny et des autorités iraniennes en laveur de vingt-deux membres de la communauté religieuse bahale récemment condamnés à mort à Téhéran. Le président américain demande sur autres dirigeants dans le monde de se joindre à son appel en faveur de ces personnes inno-centes , qui écrit-il dans une décla-ration publiée par la Maison Blanche. n'ont . commis aucun crime politique, n'ont pas conspiré pour renverser le régime et ne sont res-ponsables de la mort de personne. Le seul souhait est de vivre selon leur conscience ». • Epargner leur vie serait un pas en avant pour l'Iran et pour le monde -, ajoute le président américain.

A Téhéran, l'imam Khomeiny, dans un discours radio-télévisé, a

lancé un avertissement à un groupe politique islamique qu'il n'a pas nommé, - proche de l'Occident et des Etats-Unis -, en lui demandant de « cesser de comploter ». Sans nommer explicitement personne, il a dénoncé les - quelques poignées d'hommes - qui, - s'ils le peuvent, utilisent la prière du vendredi et le Parlement pour proférer les mên paroles qui sortent de la bouche des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., affirmant que rien n'a été fait pour le peuple .. - Réveillez-vous, je vous meis en garde, sans quoi la liste de vos membres sera publiée et vous irez là où les « hypocrites » sont allés », a averti l'imam.

Les « hypocrites », c'est ainsi qu'on appelle officiellement les Moudishidin khalq, groupe islami-que qui a été impitoyablement ré-primé par le régime. — (A.F.P.)

En Afghanistan

« Une paix complète » règne dans tout le pays

affirme Kaboul

Kaboul a qualifié de - propagande impérialiste - les accusations rendues publiques, vendredi 20 mai, par le département d'Etat américain, selon lequel les forces afghanosoviétiques auraient tué de nomreux civils, en particulier au cours de bombardements d'une « rare in-tensité » de la troisième ville du pays, Hérat. La situation à Hérat est tout à fait normale ., a annoncé, samedi, un porte parole officiel afghan, ajoutant qu'il y régnait une paix complète, comme dans le reste du pays ».

Washington avait affirmé que les bombardements de Hérat et de zones situées au nord et à l'ouest de Kaboul étaient « intolérables et indignes d'un comportement civi-lisé » ; ils auraient fait des centaines et peut-être même des milliers de victimes civiles . au cours des dernières semaines ». « Il semblerait, oursuit le département d'Etat, que l'U.R.S.S. pense que le monde soit

ignore, soit ne se préoccupe plus de ce qu'elle fait en Afghanistan et que, désespérant de soumettre la majorité des Afghans, qui souhaitent recouvrer leur liberté, elle soit prête à employer la violence la plus brutale. Nous ne pouvons rester siencieux devant ces massucres. >

D'autre part, alors que le ministre pakistanais des affaires étrangères a quitté, samedi, Islamabad pour une tournée dans cinq pays afin de trouver une solution politique au probième afghan, les sept partis islamiques regroupés dans l'Alliance se sont donné un nouveau président

Il s'agit du professeur Abdulrab Rascol Sayyaf, ancien professeur de théologie à l'université de Kaboul. Son principal opposant, M. Yunus Khalis, chef du Hezbi Islami, n'a (A.F.P., A.P., U.P.I.)

En Thaïlande

PRÉSENTANT SON NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le général Prem Tinsulanond insiste sur le « rôle important » que les militaires doivent jouer

De notre correspondant

Bangkok. - Le général Prem Tinsulanond, premier ministre, a pré-senté au Parlement, vendredi 20 mai, le programme de son nouveau gouvernement. Il a insisté sur le « rôle important » que les forces armées doivent jouer dans le système démocratique, tout en souli-gnant la nécessité de rendre » plus crédible » le système parlementaire. ll a, d'autre part, confirmé qu'il fallait, comme dans le passé, combattre la subversion communiste par des moyens politiques plutôt que mi-

Des dossiers d'actualité, mis en sommeil depuis plusieurs mois, attendent sur les bureaux ministériels ; négociation du prix du gaz naturel du golfe de Thailande, sur lequel les autorités fondent beaucoup d'espoir pour relancer l'économie : gestion de Bangkok, métropole de quelque 5,3 millions d'habitants. Le gouvernement acceptera-t-il de se plier aux recommandations de la Banque mondiale qui prône la « vérité des prix - des services publics? Reste, enfin, puisque le développement rural est la priorité des priorités, à remettre sur l'ouvrage un projet de réforme agraire, dont le précédent Parlement n'eut pas à débattre compte tenu des dissensions qu'il créa au sein de la coalition gouver-

Le nouveau gouvernement aurat-il assez de cohésion pour conduire à bien toutes les tâches? Certes, il dispose à l'Assemblée nationale d'une confortable majorité de 208 sièges sur 324. Mais, fruit d'un compromis entre civils et militaires. cette alliance est pour le moins équivoque. Ne rassemble-t-elle pas, d'une part, le Parti d'action sociale (SAP) de M. Kukrit Pramot et le parti démocrate de M. Pichai Rattakul, qui, dans le précédent Parlement, ont mené avec acharnement le combat contre la dictature militaire -, et, d'autre part, le Parti des citoyens thais (T.C.P.) de M. Samak Sundaravej et le Parti de la dé-mocratic nationale (N.D.P.) du général Kriansgsak Chamanand, qui défendaient les thèses de l'armée de

Les militaires, qui avaient tenté, sans succès, de faire avaliser par le précédent Parlement une réforme constitutionnelle favorable au maintien de leurs pouvoirs, vont-ils repartir en guerre pour obtenir gain de cause? D'aucuns ont déjà évoqué la possibilité d'interpréter la Constitu-tion à la majorité simple au lieu de l'amender à la majorité absolue. Il ne semble pas que les milieux « activistes - de l'armée, jusqu'alors assez mal insipirés, veuillent sans tarder croiser le fer. Peut-être présèrent-ils voir à l'œuvre la coalition gouvernementale qu'ils ont contribué à met-

JACQUES DE BARRIN.

LA COMPOSITION **DU CABINET**

Voici la liste du gouvernement : Premier ministre, ministre de la défense: général Prem Tinsula-

Vice-premiers ministres: général Prachuab Suatrangkoon, MM. Boontheng Thongsawasdi (SAP), Pichai Rattakul (dém.), amiral Sonthi Boonyachai

Agriculture: M. Narong Wongwan (SAP) : Commerce: M. Kosol Krainiksh (SAP);

Communications: M. Samak Sundaravej (T.C.P.); Education: M. Chuan Leelopai

(dém.) ; Finances: M. Sommai Huntra

Affaires étrangères : maréchal de l'air Sitthi Savetsila (SAP) ; Industrie: M. Ob Vasuratna

Intérieur : général Sithi Jirarote ; Justice: M. Phipop Asisirat

Santé publique: M. Marut Bunnag (dém.);

Science, technologie et énergie : M. Damrong Lathaphitpat (dém.) ; Affaires universitaires: M. Preeds Pathanathabutr (SAP).

En Egypte

LES NÉGOCIATIONS SUR L'OCTROI DE FACILITÉS MI-LITAIRES AUX ÉTATS-UNIS ONT ÉTÉ SUSPENDUES

Les négociations égyptoaméricaises sur l'octroi par l'Égypte aux États-Unis de « facilités » militaires dans la base aéro-navale de Ras-Banas, sur la mer Rouge, cont été reportées sine die.

Les divergences entre les deux pays porteraient notamment sur le contrôle de cette base qui, du point de vue du Caire, devrait être sssuré totalement par l'Égypte. Les États-Unis souhaitent de leur côté un accord d'utilisation en bonne et due forme qui, selon les mêmes sources égyptiennes, équivaudrait à un « bail » inacceptable à leurs yeux.

Le ministre égyptien des affaires étrangères a annulé, sans explication, une communication qu'il devait faire sur cette question samedi 21 mai. A la suite de la déclaration de M. John Hugues, porte-parole du département d'État, qui reconnais-sait que les négociations sur la quesfinacière avaient été suspen

M. Hugues avait toutefois affirmé que le gouvernement égyptien scrait toujours prêt a mettre cette base à la disposition de la force américaine d'intervention rapide, en cas de crise dans la région du Golfe. ~ (A.F.P.)

 Des hélicoptères est-21 mai, sur un appareil de tourisme ouest-allemand, entré sans autorisation dans l'espace aérien de la R.D.A. L'avion avait décollé sans autorisation d'une piste située près de Fulda, non loin de Kassei. Le pi-lote n'a pas été identifié. Il a réussi à revenir en R.F.A.

• M. Jiri Granat, joneur de tennis professionnel tchécoslovaque de vingt-deux ans, a demandé, samedi 21 mai, l'asile politique à la

 Léger remaniement got mental en Turquie. - M. Bulent Ułūsū, premier ministre turc, a samedi 21 mai, deux nouveaux ministres à des postes dont les titulaires ont renoncé à leurs fonctions pour adhérer à un pouveau parti politique. Ancien gouverneur de la banque centrale, M. Cafer Tayyar Sadiklar devient ministre des douanes et des monopoles, en remplacement de M. Ali Bozer. L'ancien procureur général, M. Kazim Akdogan est nommé ministre de

UN AVERTISSEMENT DU F.L.N.C. A TROIS SEMAINES DE LA VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT

Trente et un attentats par explosif en Corse

Un C

semble

Vers un sc

Harry True berg

建

The state of the s

grand and the

Sales of Contract

· 公司 在 三 日本 章

Entre A lander T

and reality query design

The second second The second second

2 20 of 2 -- care - 22

gud in in tien die Mi

granical succession 🕮

part of the Control of the Control

part of the series of

والمصنفات المادومون

First - Ches. M.

PATRICIA DE LOS STATEMENTS

miles as her

The first of the same of

Latter of a gave page

THE PROPERTY OF

Section 1

State of the

Appear to the second

and a mark off.

Salas number u 🕬

Same of the state of the

왕(1, 4, 11) - 교 劉

is in the second of

an company the

(#10 Tub to 1 to 144)

able to a remove and a remove a remove and a remove a remove and a remove and a remove a remove and a remove a

Turk 🎉

Service Control of Services

Telephone in the state of the s

All the street of the state of

and the first of the first of the

(아 보고기) 한 5월 🏚

TRANSPORT

kt 222.22

ील 🤼 सङ्ग्रहरू 🕍 Bedi 🐰 - Stanfor 🗪

Adiport - Sur Table

Martiner of prime and

Policy of the annual of

lan Alexandra and Alexandra an

felt tre i ... im Inde

Bartis I an This S end

klaine relienance po

to represent the same and

Bar Talifara inc 🍻

felification du Gran

water or chestre

" finis ? Cra biers 🗪

mittaire comme.

teleggre i Maltat. 😎

tera von protegé t faire Communich de

Hon ? N. Mohames

tente significa de l'in

and or pradice !!

principals duission (

De la la pricin

Les par magazépi

high Gan the tone

Bentre Com La meses

Benieff Summer!

Addition the part of the Addition of the Parties

Chart Tours

fici is pour exiter w

tebre usi serait fatal

Mind -- Pairicaine

ge fe genende det

Regegan vient d'a

It that Not present

fice, et dans lequel d

ki problemes de l'A

iel - the hitelitie mac of

taine constitue p

in encouragement

M.C.A. par des com

Mrique en dépit de

sencer implement year in

. de marieration . et

· Melin a millioree ben

p p opriacies es

pient in bineibre

were que chacage

William of Child

tille dynamique pour

Mair evelosis ement s Live rus information

les pare du nos

BUTS CL. - .

. 12 gr

Tugar.

47 600

194 💏

1.00

et M.

Trente et un attentats par explosif, auxquels s'ajoutent six tentatives, ont été commis en Corse-du-Sud et en Haute-Corse dans la muit du 22 au 23 mai, et tous revendiqués par le F.L.N.C. Les dégâts causés par ces actions, dont sept à Bastia, deux à Ajaccio, quatre à l'Île-Rousse et quatre à Corte, qui ont visé aussi blen des villas que des magasins, des restaurants, des études de notaires ou le siège de la Banque de France à Bastia, sont innoctants. importants. En outre, une personne, qui pourrait être l'auteur d'une des explosions, grièvement blessée à Corte, a été hospitalisée à Bastia.

Dès la matinée du lundi 23 mai, les gendarmes ont interpellé plusieurs ersonnes, dont M. Jean-Pierre Santini, connu pour ses idées nationalistes, t effectué une série de perquisitions dans les deux départements de l'île.

selon les milieux nationalistes, cette « nuit bleue », la plus importante depuis l'entrée en fonctions de M. Robert Broussard, commissaire de la République, constituerait un « avertissement » du Front de libération nationale de la Corse avant la visite officielle en Corse de M. Mitterrand, visite prévue pour les 13 et 14 juin. Dans les tracts signés du F.L.N.C. et retrouvés sur les lieux de chacune des explosions, le mouvement dissous écrit notamment : « Par le bisis d'un statut particulier sans pouvoir et, surtout, par la mise en œuvre d'une campagne de diffamation et de criminalisation du F.L.N.C., l'État français tente de cacher le danger qui pèse sur l'avenir de notre peuple, minoritaire sur son sol et biemôt totalement assi-milé par la culture française (...) Le F.L.N.C. restera tant qu'il restera au peuple corse un souffle de vie. »

Dans un autre communiqué, publié la semaine dernière, la même organisation pariait déjà d'une « réapparition de la répression » et d'une « brutalité que le pouvoir de drôite lui-même avait hésité à employer ».

Une réplique au commissaire Broussard

Correspondance

Bestia. - La nouvelle - quit bleue » dans l'île apparaît comme une réplique aux coups de boutoir du préfet chargé de la police en Corse. Depuis février, en effet, la pression exercée sur le monvement landestin, manifestement déstabilisé à la suite des nombreuses arrestations et des révélations sur sa pé-nétration par le « milien », laissuit penser que le F.L.N.C. ne ponvait rester longtemps sans réagir. Après une série d'attentats sur le continent - douze au total à Paris, Marseille et Aix-en-Provence à la fin du mois d'avril - qui avaient entraîné plusieurs arrestations et le démantèle-ment partiel du « réseau » parisien, l'organisation indépendantiste a voulu frapper en Corse même pour prouver qu'elle en avait encore les

De tous ces attentats, vingt ont été commis en Haute-Corse dont sept à Bastia. A Ajaccio, en revan-che, à cause sans doute d'une assez forte présence policière, on ne reiève que deux plasticages, alors que Porzim Akdogan est nommé ministre de la justice à la place de M. Rifat Bayazit. – (Reuter.)

ticco et Propriano, deux localités touristiques, ont été aussi frappées. Ce sont encore une fois les cibles

traditionnelles du F.L.N.C. qui étalent visées, essentiellement des commerces appartenant en majorité à des continentsux ainsi que des véhicules de particuliers. La précédente « nuit bleue » dans l'lie re-mente au 20 août 1982, veille de l'élection du président de l'assemblée de Corse. Cent dix attentats avaient alors été commis.

Sur les lieux des différents attentats, des tracis signés F.L.N.C. ont été retrouvés. Ils rappellent les mesures urgentes de décolonisa-tion - proposées par les clandestins lors de leur conference de presse du 27 janvier dernier. Le F.L.N.C. demande notamment la dissolution de l'actuelle assemblée de Corse et l'élargissement de ses compétences avant l'élection des nouveaux mem-

Immédiatement après la vague d'attentats, une opération de police et de gendarmerie a été déclenchée, et plusieurs interpellations ont été opéréca, mais, lundi matin la police se refusait à préciser le nombre et l'identité des personnes interpellées. DOMINIQUE ANTONI.

L'enquête sur l'accident de Beaune conclurait à un non-lieu général

L'enquête judiciaire sur l'accident survenu le 31 juillet dernier sur l'autoroute A-6 près de Beaune, au cours duquel périrent cinquante-trois personnes dont quarantequatre enfants, est terminée, et, selon des rumeurs émanant du palais de justice de Dijon, elle pourrait déboucher sur un non-lieu général.

Certaines causes possibles auraient ainsi été éliminées par le magistrat instructeur dijonnais, M. Jean-François Perrin. En particulier, aucune infraction aux conditions de travail p'aurait été relevée à l'encontre des deux conducteurs de car impliqués dans l'accident ni de la société Bouttaz, de Saintla société Bouttaz, de Saint-Jean-de-Maurienne (Haute-Savoie), qui les employait. L'état technique des deux véhicules ne semblerait pas non plus en canse. La commission d'enquête constituée par le ministre des transport le 3 sout 1982, et confiée à M. René Vacquier, présidence de consil supérieur des transports, avait aussi reconnu qu'il n'était pas possible de mettre en cause l'état des véhicules ., mais elle renvoyait à l'enquête judiciaire le soin de déter-miner si la réfection de l'un des freins de l'un des deux cars avait pu avoir une incidence sur les condi-tions de freinage du véhicule.

Les conditions d'exploitation de l'autoroute n'entraînent pas davantage un motif de poursuites. Le rétrécissement de l'autoroute de trois à deux voies à l'endroit de l'accident - le fameux -entonnoirde Beaume – ne constituerait pas, pour le juge d'instruction, un élé-ment plus déterminant que d'autres dans le processus de l'accident. La signalisation aurait été jugée suffi-sante, comme elle le fut déjà par la commission d'enquête du ministère des transports.

La vitesse, ralentie par la densité de la circulation, ne semble pas avoir joué un rôle essentiel dans l'accident : là encore, la commission Vacquier aurait constaté que, quoique élevée, l'allure des véhicules demeurait « dans les limites réglementaires ».

Le dessier d'instruction admet prudemment l'éventualité d'une res-ponsabilité plus précise du conducteur du second autocar, Mais, même au cas où la faute de conduite serait établie, l'action publique serait éteinte du fait de la mort de son

Ainsi donc, le justice réduirait au rang d'accident banal cette catastro-phe qui endeuilla les dernières vacances et créa dans la population un choc que les pouvoirs publics exploitèrent pour lancer une campa-gne de renforcement de la sécurité routière. Pour M. Perrin, il s'agit « d'une conjonction de circonstances réunies en ce lieu et en cette heure». Le parquet de Dijon donne cinq raisons qui ont transformé l'ordinaire - Un car rempli d'enfants s'est

trouvé sur l'autoronte le jour de plus fort trafic de l'année, circonstance qui ne se reproduira plus, un arrêté du 27 avril dernier interdisant la circulation des autocars dans les périodes de pointe ;

~ Le deuxième antocar était le plus ancien, et, si l'ordre des deux véhicules avait été inversé, la collision aurait pu être évitée, on en tout cas revêtir une moindre ampleur ;

— La chaussée était mouillée, ce

désormais une réduction générale de la vitesse par temps de pluie. - Le second autocar, qui n'avait subi que des dégâts minimes, a entièrement brûlé en quelques minutes; avec des matériaux ignifugés et des issues de secours mieux aménagées, le nombre des victimes

- L'encombrement du nœud routier de Beaune aux périodes de pointe entraîne, pour le moindre incident de trafic, des conséquences énormes. Un de ces incidents, en aval du lieu du drame, a pu jouer un rôle dans la collision, mais les enquêteurs n'en out identifié aucun qui paraisse significatif.

S'il n'y a pas de responsable, si le destin a frappé le long de cette autoroute, nous vous le dirons ».

semble bien que l'explication offi-cielle du drame de Beaune doive se résumer à une certaine fatalité. Mais avant même qu'elles soient effectivement rendues publiques, les conclusions de l'enquête judiciaire suscitent des réactions, notamment celle du mouvement Autodéfense qui s'étonne « de la probabilité d'un non-lieu général ». Autodésense distingue, pour sa part, deux fautes : « celle du directeur de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, en raison de la longueur insuffisante du pivot de rétrécissement et d'une signalisation non réglementaire » et - surtout celle des directeurs de la réglementation du ministère des transports directement responsables de l'absence de réglementation sur les matériaux de garniture des cars, qui n'interdit pas aux constructeurs d'utiliser des produits dégageans, à la combustion, des gaz mortels, tels le chlore et l'acide cyanhydrique provoquant une élévation foudroyante de la température, rendant toute tentative de sauvetage illusoire ». Pour Autodéfense, « on me peut que déplorer de voir la justice pénale systématiquement renoncer à engager des responsabilités dès lors qu'elles mettent en cause de hauts fonctionnaires, pas plus que l'on ne peut accepter que l'imprévoyance et l'incompétence soient disculpées au nom de la fatalité et du destin ». qui a influé sur les conditions de freinage. On sait qu'une décision du ministre des transports impose

> Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1983 a été tiré à 439 730 exemplaires

